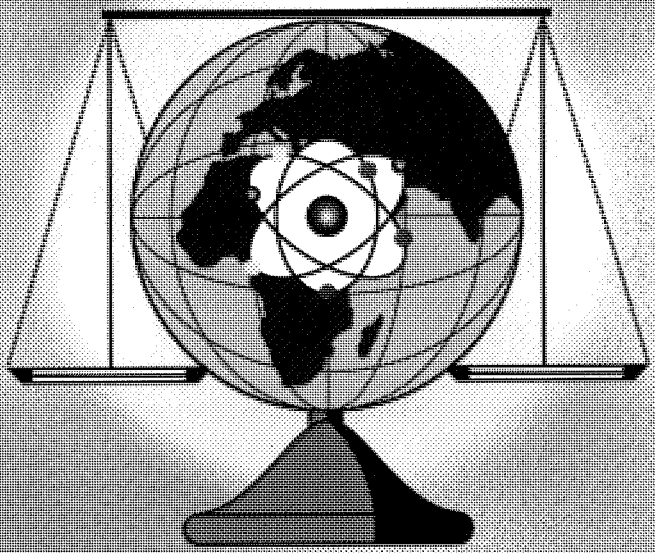
Association Internationale du Droit Nucléaire

International Nuclear Law Association



Une histoire de 25 ans

A 25 years story

Edité par la Section Française de
l'Association Internationale du Droit Nucléaire

Traduction : Contact Europe Paris SARL - 39, rue de Turenne - Paris

Imprimerie Hemmerlé
2, rue de Damiette - 75002 Paris - 4999

ISBN 2-9514542-0-1
Dépot légal octobre 1999

Association Internationale du Droit Nucléaire

International Nuclear Law Association

Une histoire de 25 ans
A 25 years story

Préface

Livre à l'occasion du 25ème anniversaire

L'Association Internationale du Droit Nucléaire, née il y a un quart de siècle, est fière de célébrer aujourd'hui son 25ème anniversaire par cette publication commémorative.

Le Congrès de l'AIDN, tenu tous les deux ans, constitue la clef de voûte de l'organisation et permet aux spécialistes du nucléaire de présenter des interventions et des rapports juridiques ainsi que d'échanger des informations et des opinions. La première conférence s'est tenue en 1973 en Allemagne. Par la suite, elle a été accueillie les membres de l'AIDN en France, en Italie, en Argentine, en Espagne, aux Etats-Unis, de nouveau en Allemagne, en Belgique, au Japon, au Royaume-Uni, au Brésil, en Finlande puis, à nouveau, en France et aux Etats-Unis. Le présent document réunit les propos des anciens présidents de l'AIDN touchant ces congrès qui, incontestablement, ont constitué des événements internationaux de premier plan dans le domaine du droit nucléaire.

L'AIDN a mis en place six groupes de travail permanents qui, dans leurs domaines respectifs, permettent l'échange de données entre de nombreux pays qui produisent, tous les deux ans, des rapports, contribuant ainsi à la diffusion internationale d'informations sur des questions juridiques dans le nucléaire. Ces groupes de travail traitent de réglementation et de sécurité, de responsabilité et de couverture, des échanges internationaux, de la protection radiologique, des déchets et des combustibles usés ainsi que des radio-isotopes.

L'AIDN est gérée par un Conseil d'administration élu par les membres lors de la conférence bisannuelle. Le siège est situé en Belgique, à Bruxelles, avec un secrétaire général qui gère ses activités.

La communication entre les membres de l'AIDN, soit plus de 500 personnes, est assurée par les lettres d'information périodiques, la page Web et un annuaire de membres supervisé par le Secrétaire général qui, en 1999, était M. Vital Verbraeken.

Les organisateurs de cette publication ont été M. Jean-Léo David et M. Charles Brunego, France. Qu'ils soient remerciés pour leurs initiatives et leur dur travail lors de la préparation de ce document à l'occasion du 25ème anniversaire.

Au cours de ces 25 années, l'AIDN a constitué une source importante pour le secteur du nucléaire. Aujourd'hui, à l'aube du 21ème siècle et de nos 25 prochaines années, il nous faut faire évoluer notre vision de l'avenir. Le nucléaire connaît de profonds bouleversements et nous sommes tenus de changer également pour être non seulement pertinents, mais également pour voir les choses à long terme en matière d'exigences juridiques et institutionnelles de l'avenir. L'AIDN dispose des moyens nécessaire pour jouer un rôle de premier plan et sa mission portera principalement sur les changements dans le domaine de la science et de la technologie, la structure industrielle et les décisions de politique du domaine publique.

Nous tenons à remercier les fondateurs, les dirigeants et les membres de l'AIDN des 25 premières années. Nous dédions cette publication anniversaire aux dirigeants et membres de l'AIDN qui pourront y lire les succès du passé et tracer une voie pleine de dynamisme pour l'avenir.

L. Manning Muntzing

Président de l'AIDN 1998-1999

Forword to 25th Anniversary Publication

The International Nuclear Law Association has existed for a quarter of a century and it is proud to celebrate its 25th anniversary with this commemorative publication.

The Congress of INLA, held every two years, is a cornerstone of the organization where legal papers and reports are presented and the nuclear profession can exchange information and opinions. The fist Congress was held in 1973 in Germany and has been hosted since then by INLA members in France, Italy, Argentina, Spain, United States, Germany again, Belgium, Japan, United Kingdom, Brazil, Finland, France again and the United States again. These Congress meetings are unquestionably the leading world conferences in the field of nuclear law and are discussed in this document by past INLA presidents.

On an ongoing basis, INLA has organized six working groups that, in their field of inquiry, exchange data among many nations that leads to biannual reports and contributes to world-wide knowledge on nuclear legal issues. The working groups deal with regulation and safety, liability and cover, international trade, radiological protection, waste and spent fuel, and radioisotopes.

INLA is governed by a Board of Management elected by the membership at the biannual Congress. It is head quartered in Belgium, Brussels, with a Secretary General overseeing the organization's activities. Communication are maintained with over 500 INLA members through periodic newsletters, web page and a membership directory under the supervision of the Secretary General who in 1999 was Mr. Vital Verbraeken.

The organizers of this publication were Mr. Jean-Léo David and Mr. Charles Brunengo of France. We thank them for their initiatives and thoughtfulness in preparing this 25th anniversary documentation.

INLA has served as a great resource in the nuclear field for 25 years. As we look ahead to the next century and our next 25 years, we need to change our vision for the future.

The nuclear sector is changing dramatically and we will change with it, not only to be relevant but also farsighted in the legal and institutional requirements of the future. INLA is well equipped to provide leadership and will focus its mission to deal with changes in sciences and technology, industrial structure and public policy decisions.

We commend the founders, leaders and members of INLA's first 25 years. We dedicate this anniversary publication to the INLA leaders and members who will see here the successes of the past and chart a dynamic path for the future.

L. Manning Muntzing

INLA President 1998-99

Avant-propos

Lorsque le Président MUNTZING, à l'occasion du premier Conseil d'Administration qu'il a présidé, m'a demandé si j'acceptais de prendre en charge la mise en œuvre d'un ouvrage concernant le 25ème anniversaire de l'AIDN, ma première réaction a été, " vanitas vanitatis ", de me considérer très honoré, ma deuxième a été de me demander en quoi allait consister ce travail, ma troisième de m'appuyer sur mon ami BRUNENGO pour ce faire.

Nous aurions voulu que cet ouvrage puisse retracer notre histoire dans les quatre langues dans lesquelles nous nous exprimons traditionnellement dans nos congrès – allemand, anglais, espagnol, français, - ; les réalités financières ont obligé à revoir à la baisse ces ambitions et à limiter les textes les plus importants aux deux seules langues comprises par la totalité des membres de l'association.

Nous aurions voulu que, dans cet ouvrage, tous les fondateurs et ceux qui, par la suite, ont assuré le développement de l'AIDN puissent s'y retrouver : malheureusement cela n'a pas été possible, soit négligence pour certains, soit parce que d'autres, et parmi les plus éminents, ont abandonné la partie définitivement.

Néanmoins, beaucoup nous ont fait l'amitié de leur contribution, tout particulièrement Norbert PELZER, cheville ouvrière de l'association depuis ses prémices.

Nous n'avons pas voulu faire un ouvrage didactique qui aurait été fatalement partiel et partial. Dans sa partie " historique ", nous avons laissé la parole aux fondateurs en reprenant textuellement les lettres les plus importante échangées entre eux et nous sommes ainsi sûrs que les pensées exprimées dans ces correspondances ne sont pas trahies.

Que tous les contributeurs à cet ouvrage soient remerciés et que les lecteurs et notamment tous les membres passés, présents et futurs de l'AIDN veuillent bien en excuser les imperfections !

Pour en revenir au propos préliminaire, nous avons été très sensibles à l'honneur qui nous était fait de réaliser cet ouvrage dont nous connaissons les limites, mais nous savons que – et c'est le seul mérite que nous revendiquons – nous avons fait de notre mieux !

C. BRUNENGO J.L. DAVID

Foreword

When the chairman, Mr Muntzing, at the first board meeting he chaired, asked me if I would agree to take responsibility for a book on the 25th anniversary of the INLA, my first reaction, "vanitas vanitatis", was to consider myself very honoured, my second reaction was to wonder what the work was going to consist of, my third reaction was to rely on my friend Mr Brunengo for this task.

We would have liked this book to tell our story in the four languages customarily spoken at our congresses, i.e. English, French, German and Spanish. However, financial reality forced us to curtail these ambitions and limit the most important texts to the sole two languages understood by all of the association's members.

We would have hoped that there would be something for everyone in this book: all of the founders and those who thereafter participated in INLA's development. This unfortunately has not been possible, either because of the negligence of some members or because others, and among the most eminent personalities, have definitively given up the cause.

Nevertheless, a lot of us have kindly contributed, in particular, Norbert Pelzer, the kingpin of the association since its beginnings.

We had no intention of producing an educational book, which inevitably would have been partial and biased. In its "historic" section, the founders speak in a series of texts of the most important letters exchanged between them and we are sure that these letters faithfully reflect their thoughts.

We would like to thank all those who contributed to this book. We hope that readers and, in particular, all past, present and future members of "INLA" will forgive its flaws!

Regarding the foreword, we consider this book to be a great honour. We are aware of its limits but we are sure, and that's the only merit we claim, that we have done out best!

C. BRUNENGO J.L. DAVID

Introduction

Les origines de l'AIDN

INLA's origins

Lettre du Dr. Pelzer
à M. Jean-Léo David

Du 27 octobre 1998

Extrait

... " La première fois que Ferdinando Carbone a évoqué la question de la création d'une association internationale des juristes du nucléaire, c'était lors de mon intervention au centre de droit nucléaire italien Cisden à l'automne 1970. Il s'est référé à des entretiens avec d'autres collègues, plus particulièrement avec M. Stein, qui travaillait à l'époque à l'AIEA. Je lui ai dit qu'une association internationale aurait certainement son utilité mais je pensais qu'il ne s'agissait que de paroles sans conséquences. A ma grande surprise, en novembre 1970, M. Carbone a annoncé sa venue à Göttingen en décembre de la même année pour parler de l'association et de sa création. (voir copie de ma lettre le mettant en garde contre le froid qui l'attendait à Göttingen).

A Göttingen, M. Carbone - je me souviens de lui, venant à notre rencontre à la gare, enveloppé dans un grand manteau de fourrure - a précisé ses idées qui visaient à créer une association couvrant et le droit et l'économie du secteur nucléaire. Mes collègues, le Professeur Rauschning et M. Bishof, nous ont rejoints à l'institut et nous avons discuté de la rédaction des statuts. Après avoir quelque peu étudié les choses, nous avons décidé que le plus simple pour créer une organisation internationale à but non lucratif était de le faire selon le droit belge. Je joins le texte original du statut belge correspondant qui a été utilisé à l'époque et que j'ai retrouvé dans mes dossiers.

Nous avons finalisé les projets de statuts mais je n'arrive pas à mettre la main sur le texte original. Sur ce, M. Carbone nous a invité à nous joindre à lui pour nous rendre à Bruxelles afin de créer l'association. Nous n'avons pas accepté l'invitation mais nous lui avons donné des procurations pour nous représenter à Bruxelles. M. Carbone nous a aussi indiqué que, au moment où il était à Göttingen, son collègue, M. Gambardelli, rencontrait le Professeur Hans Fischerhof à Francfort, à l'époque le juriste nucléaire le plus connu en Allemagne. Il nous a aussi dit qu'il avait déjà pris contact avec Jean Hébert, d'EDF, et avec M. Stein, à l'AIEA.

Après la fondation de l'AIDN, nous avons eu de grosses difficultés pour arriver à convaincre le Professeur Fisherhof de devenir le premier président. Il était fort sceptique à l'égard de cette association. En particulier, il n'appréciait pas l'inclusion de l'économie du nucléaire, position que je partageais. Après plusieurs entretiens avec Jean Hébert et d'autres collègues, le Professeur Fisherhof a finalement décidé d'accepter la présidence d'une nouvelle association, sous réserve d'un amendement des statuts et du retrait de l'économie du nucléaire des objectifs fixés à l'association.
En 1972, les membres fondateurs, présents ou représentés, se sont retrouvés lors de la première assemblée générale dans le restaurant de la gare de Bâle, en Suisse. Si je me souviens bien, il y avait les membres suivants : Fisherhof (Allemagne), Carbone (Italie), Hébert (France), Pelzer (Allemagne) et peut-être une ou deux autres personnes dont un collègue de Belgique. Toutefois, mes souvenirs ne sont pas très fiables. Je me souviens aussi que, de passage en Forêt Noire, en me rendant à Bâle en voiture, j'ai acheté une pendule à coucou que j'ai encore et que, dans ma famille, on appelle la pendule de l'AIDN.

La nouvelle association AIDN a vraiment percé en 1973 lorsque le Dr. Rudolf Greifeld, ancien président du Centre de recherche de Karlsruhe, a osé organiser une conférence internationale de l'association qui ne comptait, à l'époque, qu'une vingtaine de membres. Cette

conférence, la première conférence des juristes du nucléaire, s'est tenue en 1973 sous la présidence du Professeur Hans Fisherhof. "

From Doctor Pelzer
To Jean-Léo David

27th of October 1998

1. Ferdinando Carbone addressed the issue of founding an international association of nuclear lawyers for the first time to me when I gave the speech at the Italian nuclear law center Cisden in autumn 1970. He referred to talks he had with other colleagues, especially with Mr. Stein, who at the time worked at the IAEA. I told him that an international association could certainly be useful, but in my mind I felt that this was only talk which would have no consequences. To my surprise, in November 1970 Mr. Carbone announced his visit to Göttingen in December 1970 in order to talk about the association and to found it (see the copy of my letter warning him that in Göttingen a cold climate would await him).

In Göttingen Mr. Carbone – I remember him approaching us at the station in a huge fur coat – outlined his ideas which aimed at an association covering both nuclear law and nuclear economy. At our institute my colleagues Professor Rauschning and Mr. Bischof joined us and we discussed how the statutes should be drafted. After some comparative studies we decided that the easiest way to found an international non-profit-making organisation was under Belgian law. I add the original text of the corresponding Belgian statute, which we at that time used, and which I found in my file.

We finalised the draft statute, the original text of which I unfortunately cannot find. So Carbone invited us to join him in travelling to Brussels to found the association. We did not take up this invitation, but gave Mr. Carbone proxies to represent us in Brussels. Mr. Carbone also told us that at the same time as he was in Göttingen, his partner, Mr. Gambardelli, was approaching Professor Hans Fischerhof in Frankfurt who was at that time the leading nuclear lawyer in Germany. He also told us that he had already established contact with Jean Hébert, EDF, and Mr. Stein, IAEA.

After the foundation of INLA, we had to overcome major problems in order to win Professor Fischerhof as the first president. Fischerhof was extremely sceptical with regard to that association. In particular he did not like the inclusion of nuclear economy, and I indeed shared his concern in that regard. After several talks with Jean Hébert and other colleagues, Professor Fischerhof finally decided to accept the presidency of a new association, provided that the statutes be amended and the nuclear economy deleted from the objectives of the association.

In 1972 the founding members met or we were represented at the first general assembly in the restaurant of the Swiss station in Basel. If my recollection is correct, the following members were present : Fischerhof (Germany) Carbone (Italy), Hébert (France), Pelzer (Germany) and maybe one or two other persons including a colleague from Belgium. But this recollection is not very reliable. I also remember that, passing through the Black Forest on my way by car to Basel, I bought a cuckoo clock, which I still have and which is referred to in my family as the INLA clock.

The newly established association INLA gained its breakthrough in 1973, when Dr. Rudolf Greifeld, the late chairman of the Karlsruhe Research Center, daringly decided to organise an international conference for the new association, which at that time had not more than twenty members. This conference, the first Nuclear Inter Jura conference, tool place in 1973 under the chairmanship of Professor Hans Fischerhof.

A propos de l'histoire de l'AIDN – INLA

Par le Professeur FISCHERHOF, docteur en droit, Francfort Président d'honneur de l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DROIT NUCLEAIRE – INTERNATIONAL NUCLEAR LAW ASSOCIATION, AIDN – INLA

L'ère de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques s'est ouverte sur la proclamation " Atoms for Peace " du Président Eisenhower aux Etats-Unis, le 8 décembre 1953. Les premières centrales nucléaires ont vu le jour dans les années 50 aux Etats-Unis, en Union Soviétique et en Grande Bretagne. Un an après la proclamation du Président Eisenhower, la loi " Atomic Energy Act " a été promulguée en 1954. Date du début, pour l'essentiel, de l'histoire d'un droit nucléaire spécifique au plan mondial. Ce droit nucléaire international s'est développé grâce à des traités bilatéraux et multilatéraux et à la création d'institutions internationales ou supranationales telles que l'Organisation internationale de l'énergie nucléaire (OIEN) en 1956, la Communauté européenne de l'énergie nucléaire (Euratom) en 1957, et l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire (AEEN) en 1957 (aujourd'hui AEN) de l'OECE (aujourd'hui OCDE). C'est dans ces enceintes et dans les instances nationales autorisées que se sont constituées des équipes de " juristes de l'atome ".

Avec l'intensification de la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, la nécessité d'une association internationale indépendante, réunissant tous les experts, s'est fait sentir de façon grandissante dans les milieux de juristes et au sein des entreprises (constructeurs et exploitants de centrales nucléaires), dans les centres de recherche et les " forums sur l'atome ". Des commissions sur le droit nucléaire se sont d'abord formées au sein des associations internationales déjà existantes, telles que l' "International Law Association " et l' " International Bar Association " qui se sont distinguées par leurs contributions lors de congrès (à Cologne, Salzbourg, Bruxelles). Il s'est toutefois avéré que le nouveau sujet ne trouvait pas encore suffisamment d'échos.

En Italie, le " Centro Italiano di Studi di Diritto dell'Energia Nucleare " (Cisden) a pris l'initiative d'un échange de vues international et a lancé des invitations pour participer à des congrès, à Milan et à Rome, entre autres. C'est ainsi que, fin 1970, le secrétaire général du centre, Maître Fernando Carbone, m'a suggéré de mettre sur pied une association internationale du droit nucléaire. Le projet a reçu l'approbation et les encouragements des membres de l'Institut du droit international public " Institut für Völkerrecht " de l'Université de Göttingen, à savoir le professeur Dr. Dietrich Rauschning, Dr. Norbert Pelzer et Werner Bischof ainsi que ceux du professeur Claude-Albert Colliard, Faculté de droit et des sciences économiques de Paris et de Jean Hébert, docteur en droit, cadre d'Electricité de France. J'ai accepté cette mission et j'ai d'abord étudié la possibilité de fonder l'association à Vienne, au siège de l'OIEN. A cette occasion, le Dr. Otto von Busekist, alors à la division juridique de l'OIEN et devenu rapidement l'un des premiers membres de l'association, m'a beaucoup aidé. Pour des raisons formelles, la localisation du siège à Bruxelles s'est cependant avérée être une solution plus simple, le droit belge étant plus favorable à la création d'associations internationales privées. A l'origine, l'association devait aussi étendre ses actions et sa dénomination aux aspects économiques de l'énergie nucléaire. Toutefois, après avoir reconnu que la tâche serait trop lourde, l'idée a été abandonnée. Dès le début cependant, les compagnies d'assurances ont manifesté un vif intérêt pour l'association. Les statuts définitifs n'ont été adoptés que le 8 juillet 1972 à Bäle. Les signataires, fondateurs et premiers membres du

conseil de l'association, étaient les suivants : votre serviteur, auteur du conseil rétrospective, en qualité de Président (République fédérale d'Allemagne), Jean Hébert, docteur en droit, cadre d'Electricité de France, comme premier vice président (France), Fernand Carbone, avocat, comme deuxième vice président (Italie) et Jan Gijssels, à l'époque conseiller juridique à la Commission des Communautés européennes et chargé de cours à l'université d'Anvers (Belgique).

La période qui a suivi a été caractérisée par une activité intense, avec une correspondance nourrie et de nombreux voyages afin de trouver d'une part des membres et, d'autre part, des intervenants pour le premier congrès international. Mes pas m'ont ainsi conduit à Washington, auprès de Howard K. Shapar, membre à l'époque de la " US Atomic Energy Commission " qui a présenté à Karlsruhe, lors du premier congrès en 1973, un exposé sur les " Autorisations et la réglementation applicable aux centrales nucléaires aux Etats-Unis ". Aujourd'hui, Howard K. Shapar est directeur général de l'Agence pour l'Energie Nucléaire de l'OCDE à Paris et président en exercice de l'AIDN – INLA. Lors du premier congrès, du 11 au 14 septembre 1973, le démarrage de l'association a été favorisé par l'hospitalité offerte par le centre de recherches nucléaires de Karlsruhe et son directeur juridique, le Dr. Rudolf Greifeld. Ce dernier a été élu membre d'honneur de l'association en remerciement et en reconnaissance de sa longue activité au centre de recherches dans le domaine des relations internationales. Plus de 170 membres et invités en provenance de plus de 20 pays ont participé au congrès, dont des membres de l'Organisation Internationale de l'Energie Nucléaire, de l'Agence pour l'Energie Nucléaire de l'OCDE et des instances des Communautés européennes. Pour les accueillir, la République fédérale d'Allemagne a dépêché le Secrétaire d'Etat, M. Hans-Hilger Haunschild, du Ministère fédéral pour la recherche et la technologie de Bonn.
Walter Delp a beaucoup contribué aux travaux de préparation, d'organisation et de documentation. A l'issue du congrès, outre le centre d'études nucléaires de Karlsruhe, des visites ont été organisées aux centrales nucléaires de Fessenheim (France), en cours de construction, à Philippsburg et à Biblis (République fédérale d'Allemagne) ainsi qu'à l' " Eidgenössisches Institut für Reaktorforschung " de Würenlingen et à la centrale de Beznau (Suisse).

En préparant mon allocution d'ouverture du congrès de Karlsruhe sur les missions et les objectifs de l'AIDN-INLA, publiée dans la documentation de " NUCLEAR INTER JURA '73' ", je me trouve renforcé dans ma conviction que la création de l'association a ouvert une voie juste et prometteuse. L'association s'est réunie en 1975 à Aix en Provence avec un nombre de membres en croissance constante sous la présidence de Fernando Carbone, à Buenos Aires, en 1979 sous la présidence d'Enrique Zaldivar et, en 1981, à Majorque, sous la présidence de Luz Corretjer. Dans chacun des pays, les autorités locales ont pris part de manière active et remarquée à ces manifestations.

En 1983, le prochain congrès doit se tenir à San Francisco sous la présidence de Howard K. Shaper (Etats Unis).

(achevé le 20 novembre 1982).

A Word About the History of AIDN – INLA

By Professor FISCHERHOF, doctor of Law, Frankfurt am Main, Honorary President of the ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DROIT NUCLEAIRE – INTERNATIONAL NUCLEAR LAW ASSOCIATION, AIDN – INLA

The era marking the use of nuclear energy for peaceful purposes opened with the "Atoms for Peace" proclamation by President Eisenhower of the United States on December 8th, 1953. The first nuclear reactors were installed in the 1950s in the United States, the Soviet Union and Great Britain. In 1954, one year after President Eisenhower's proclamation, the "Atomic Energy Act" was passed. This was the beginning of specifically nuclear law at the worldwide level. International nuclear law rose from a foundation of bilateral and multilateral treaties, and from the creation of international and/or supranational institutions such as the International Nuclear Energy Organization (INEO) in 1956; the European Atomic Energy Community (Euratom) in 1957; and the European Nuclear Energy Agency (ENEA, today NEA); of the OECE (today OCDE) in 1957. It is within these organizations, and official national agencies, that teams of "atomic lawyers" were formed.

With the intensification of international cooperation in the field of peaceful nuclear-energy use, the need for an independent international association covering all specialists was increasingly expressed by the legal profession and the industry (nuclear-reactor builders and operators), at research centers and at "atom forums". Nuclear-law commissions were initially formed within existing international bodies (such as the International Law Association and the International Bar Association), and their contribution to various congresses (Cologne, Salzburg, Brussels) was a significant one. It nevertheless became obvious that the new field was not receiving sufficient attention.

In Italy, the Centro Italiano di Studi di Diritto dell'Energia Nucleare (CISDEN) seized the initiative for the exchange of international viewpoints, sending out invitations to congresses in Milan and Rome (among others). Thus it was that, in late 1970, the Secretary General of the Centro, Fernando Carbone, suggested to me that an international nuclear-law association should be instituted. The plan received approval and encouragement from the members of the University of Göttingen Institute of International Public Law (Institut für Völkerrecht) and, specifically, from Professor Dietrich Rauschning, Dr. Norbert Pelzer, and Werner Bischof; as well as from Professor Claude-Albert Colliard of the University of Paris School of Law and Economics; and from Jean Hébert, doctor of law, an executive with Electricité de France. I accepted this mission, and initially considered the possibility of founding an association in Vienna, at INEO headquarters. I was greatly assisted on this occasion by Dr. Otto von Busekist, then serving in the legal division of INEO and soon to be a charter member of the association. For practical reasons, however, locating the association's headquarters in Brussels turned out to be the simpler solution, since Belgian law is more favorable to the creation of private international associations. Originally, there were also plans to extend the operations and designation of the association to include the economic aspects of nuclear energy. This idea proved too difficult and was abandoned, despite the keen interest in the association expressed from the start by the insurance industry. The definitive statutes for the association were not formally adopted until July 8th, 1972 (in Basel). They were signed by the association's founders and charter members: your humble servant and author of this historical note (Federal Republic of Germany), as President; Jean Hébert (France), doctor of law, Electricité de France executive, as First Vice President; Fernando Carbone (Italy), attorney-at-law, as Second Vice President; and Jan Gijssels (Belgium), then legal advisor to the European Community Commission and professor at the University of Antwerp.

An intense period of activity followed, involving voluminous correspondence and many trips to recruit (first) members; and (second) speakers for the first international congress. My travels took me to Washington D.C. and a meeting with Howard K. Shapar—then a member of the U.S. Atomic Energy Commission—who gave a talk at our first congress (Karlsruhe, 1973) on the topic,

"Authorizations and Regulations Applicable to Nuclear Reactors in the United States". Howard K. Shapar is currently serving as director general of the OECD Nuclear Energy Agency in Paris, and president of AIDN-INLA. During the first congress, held from 11 to 14 September 1973, the association's start-up was assisted by the hospitality of the Karlsruhe Nuclear Research Center and its Legal Affairs Director, Dr. Rudolf Greifeld. The association elected Dr. Greifeld to honorary membership as a token of gratitude and recognition for his many years of activity in the field of international relations at the nuclear research center. The congress was attended by over 170 members and guests from some twenty countries, including members of the International Nuclear Energy Organization, the OECD Nuclear Energy Agency, and European Community Agencies. Participants were welcomed by the Federal Republic of Germany's deputy, Secretary of State Hans-Hilger Haunschild of the Federal Ministry of Research and Technology in Bonn.

Walther Delp contributed substantially to preparation, organization, and documentation. At the conclusion of the congress, guided tours were conducted not only to the Karlsruhe Nuclear Research Center, but also to the nuclear reactors at Fessenheim (France—under construction); Philippsburg and Biblis (Federal Republic of Germany); and to the Würenlingen Eidgenössisches Institut für Reaktorforschung and the Beznau reactor (Switzerland).

When I look over my opening remarks to the Karlsruhe congress concerning the missions and objectives of AIDN-INLA, published in the journal "NUCLEAR INTER JURA '73," I am confirmed in my conviction that the creation of the association opened an avenue that was both right and fruitful. With each successive milestone, the association has registered a continuously increasing membership: at the 1975 Aix-en-Provence meeting, under the presidency of Jean Hébert; at the 1977 Florence meeting, under the presidency of Fernando Carbone; at the 1979 Buenos Aires meeting, under the presidency of Enrique Zaldivar; and at the 1981 Majorca meeting, under the presidency of Luz Corretjer. For these events, local authorities in every one of the countries involved played an active and much appreciated role.

The congress planned for 1983 will be held in San Francisco, under the presidency of Howard K. Shaper (United States).

(completed 20 November 1982)

Souvenir d'un président cofondateur

Lorsque l'Association a été fondée à Bruxelles, elle avait 8 membres fondateurs, en conformité avec la loi belge de 1919, nous étions alors en 1971.
Le nombre des associés dépasse largement les 500, soit une multiplication par plus de 60. L'Association a atteint l'âge de raison, puis elle est devenue majeure, ensuite elle a poursuivi ses études supérieures et a désormais atteint ce qui correspond, pour l'homme, à la rentrée dans le monde grand ouvert du travail et de la vie active. Qui aurait dit, ce 8 décembre 1971, avec nos amis Hébert, Pelzer et Bischof, que la semence jetée au vent aurait si bien prospéré ... J'ai de beaux souvenirs chargés d'amitié et de reconnaissance pour tous ceux qui ont participé à la construction de cette entreprise universelle de culture juridique, dans un monde en pleine expansion et en plein bouleversement technologique.
Lors de mon discours d'ouverture au IIIe Nuclear Jura, à Florence, je considérais que le XXe siècle pouvait être défini comme étant celui de l'énergie nucléaire. A l'heure actuelle, je ne pourrais plus en dire autant : le grand coup d'éclat de l'électronique, alors impensable, a projeté la multimedialité dans les entreprises et dans les ménages, la technologie de l'information est devenue assurément le phénomène le plus caractéristique de notre fin de siècle, et elle n'a pas fini de nous surprendre. Pour le meilleur et pour le pire, l'explosion de " Internet " a sans doute couvert la planète, assurément plus de ce que l'énergie nucléaire aurait pu faire (les deux phénomènes n'étant d'ailleurs pas comparables).

Je n'irais pas pour autant, dans mon discours, jusqu'à dire que l'énergie nucléaire est finie, et le droit nucléaire avec elle. Si de nouvelles technologies apparaissent et se développent, rien n'est dû ni au hasard, ni à la nécessité, mais bien à la poussée des hommes libres, libres de se faire du mal, mais aussi libres de se développer dans l'harmonie et dans la paix. L'énergie nucléaire a sans doute poussé au développement de l'électronique, qui a contribué au développement de la communication télématique. Rien n'est regrettable dans le domaine du progrès, ce qui est regrettable est le seul mauvais usage que les hommes peuvent faire (et feront toujours) du progrès.

Les hommes de bonne volonté (dont tous les membres de l'Association font partie) se rassemblent volontiers pour faire progresser le monde dans la bonne direction : ils sont, ce faisant, un heureux exemple de ce qui doit être fait normalement dans la vie quotidienne aussi bien que dans les assises internationales.

Je transmets volontiers à l'histoire deux petits souvenirs qui me sont particulièrement chers : le premier est un document photographique tiré au congrès de Florence et assez rare, je crois, où se trouvent regroupés, d'une façon assez extraordinaire car dans le respect de l'ordre chronologique, les quatre premiers présidents de l'Association : MM. Fischerhof, Hébert, Carbone et Zaldivar.

L'autre souvenir concerne un épisode, inoubliable pour moi, toujours lors du Congrès de Florence.

Un soir nous étions invités par la Mairie de Florence dans une magnifique villa ... mais il n'y avait aucune personnalité officielle pour nous accueillir. Motif : le Parlement italien avait voté contre le développement de l'énergie nucléaire et le programme d'investissement pour la construction de dix centrales avait été rejeté. Morale : les bureaucrates étaient fort embarrassés et ne savaient plus comment s'y prendre. L'invitation restait, l'accueil n'y était plus. Tout cela était fort gênant pour nous et pour nos amis étrangers. Aucun discours officiel, ni de bienvenue, ni de remerciement, ne pouvait être fait. Le secours vint de Son Excellence le Professeur Flore, ancien Premier Président de la Cour de Cassation, sans doute la plus haute autorité dans le domaine juridique, présente dans la salle. Il se leva et prit la parole, tenant un discours très humoristique, avec traduction simultanée en plusieurs langues, qui fit s'esclaffer toute l'assistance et transforma l'atmosphère d'un froid glacial en une chaude convivialité méditerranéenne, ce que probablement ... même l'énergie nucléaire n'aurait pas réussi à obtenir.

Ferdinando Carbone

Recollections of a President and Co-Founder

When the Association was founded in Brussels, it had eight charter members, in conformity with the Belgian Law of 1919. The year was then 1971. Membership is now well over 500, or more than sixty times the original number. The Association first attained the age of reason, then adulthood; it received its higher education and has now reached a stage equivalent to that, for human beings, of entering the workaday world and active life. Who could have predicted, on that 8th of December 1971—with our friends Hébert, Pelzer and Bischof—that a seed cast onto the winds would take root and prosper ... I have many warm and grateful memories of all those who helped construct this universal judicial edifice, in a world of rapid expansion and technological change.

In the course of my opening remarks at the Third Nuclear Inter Jura, in Florence, I noted that the 20th century could be defined as the nuclear-energy century. Today, however, I can no longer say as much. The dramatic development of electronics, unimaginable at the time, has brought a rush of multimedia into businesses and homes. Information technology has definitely become the most characteristic phenomenon of our century's closing days, and has many surprises still in store. For better or for worse, the "Internet" explosion has

indubitably reached every corner of the planet. This is obviously more than nuclear energy could have done, although the two phenomena are not really comparable.
I would not, however, go so far as to say that nuclear energy is finished, and nuclear law with it. Although new technologies appear and develop, nothing is due either to circumstance or to necessity, all to the initiative of free human beings—free to hurt themselves and each other, but also free to advance in harmony and peace. Nuclear energy has been instrumental in the development of electronics, which in turn has contributed to the development of remote communications. There should be no regrets where progress is concerned; the only regrettable aspect is the negative uses to which people can (and always will) make of it.
Men of good will (among whom can be counted all the members of the Association) are quick to unite in efforts to help the world progress in the right direction. In so doing, they serve as a shining example of what must be accomplished routinely in everyday life, as well as on the international stage.
For the historical record, I would like to leave you with two small mementos that are especially dear to me: the first is a group photograph taken at the Florence Conference. It is quite rare, I believe, and extraordinary for showing, in chronological order, the Association's first four presidents: Fischerhof, Hébert, Carbone and Zaldivar.
The other memento concerns an episode that will remain forever fixed in my memory, and that also took place at the Florence Conference.
One evening we were invited by the Mayor's office of Florence to a reception at a magnificent villa ... but there was no official representative there to welcome us. The reason: the Italian parliament had voted against the development of nuclear energy, and the budget for constructing ten nuclear reactors had been rejected. Moral: local officials found themselves in a bind. The invitation was allowed to stand, but the welcome was withdrawn. This was all highly embarrassing to us, and to our friends from other countries. No official speech, either of welcome or of thanks, could be made. Help came from His Excellency Professor Flore, former First President of the Supreme Court of Appeals, and hence the highest possible judicial authority, who was in the audience. Professor Flore rose from his seat and took the floor, giving an extremely witty speech, simultaneously translated into several languages, that transformed the atmosphere from glacial chill to the warmest possible Mediterranean-style conviviality—something that very probably even nuclear energy could not have achieved.

Ferdinando Carbone

Souvenir de Jean Hébert

1°) La préhistoire de l'A.I.D.N.

Lors de l'Assemblée du Centro Italiano di Studi di Diritto del Energia Nucleare (C.I.S.D.E.N.) du 20 octobre 1970, le Professeur R. Stein – alors en poste à la Division Juridique de l'A.I.E.A – suggéra la réunion à Vienne d'un Congrès mondial de juristes concernés par le problème de droit nucléaire. Lors de la même assemblé, M. F. Carbone me fit part de son intention de fonder une association destinée à renforcer les relations entre spécialistes du droit nucléaire. Adhérents à titre individuel, leur liberté scientifique y serait plus grande que dans les autres cadres où leurs interventions sont faites au nom de l'organisme qui les a mandatés.

Sur l'invitation de M. Carbone et en accord avec M. le Doyen Cl. A. Colliard et le groupe de travail informel qui se réunissait alors à Paris sous la présidence du Professeur H. Lesguillons, je me suis rendu à Bruxelles le 8 décembre 1970. Après discussion avec M. Carbone, le Dr. N. Pelzer et, sauf erreur de ma part, le Dr. Gijssels, nous signâmes les Statuts d'une " Association Internationale du Droit de l'Energie Nucléaire ", en l'étude de M. Noel, notaire à Bruxelles. Cette Association était constituée sous le régime très libéral de la loi belge du 25 octobre 1919 sur les associations scientifiques internationales. M. le Professeur H. Fischerhof était désigné en qualité de Président, M. F. Carbone et moi-même étions vice-président.

Toutefois M. le Professeur Fischerhof réserva son acceptation définitive, craignant que la localisation du siège à Bruxelles n'entrave, par association d'idée avec le siège des Communautés Européennes, un développement au plan international. C'est pourquoi, dans un premier temps, il explora la possibilité de constituer une association appuyée sur la Division Juridique de l'A.I.E.A. Dans un second temps, la solution viennoise n'ayant pas répondu à ses espoirs, il s'attacha à mettre définitivement sur pied l'Association fondée à Bruxelles mais en précisant davantage les buts et structures.

Quant à moi, au cours du second semestre de 1971 et du premier semestre de 1972, je me suis employé à rapprocher les points de vue par entretiens ou correspondances avec MM. Fischerhof, Carbone, Gijssels ou au cours de réunion (par exemple à Rome, fin octobre 1971). Un consensus se dégagea finalement pour faire vivre l'Association fondée en 1970 mais en modifiant ses statuts :

- l'Association ne serait plus ouverte qu'aux juristes. Qui embrasse trop mal étreint, et nous avons pensé que les centres d'intérêt des économistes différaient sensiblement de ceux des juristes,

- l'indépendance et le caractère scientifique de l'Association devaient être sauvegardés et renforcés notamment en écartant un financement par des personnes morales. L'adhésion ne serait ouverte qu'à des personnes physiques présentant une qualification dans le domaine du droit nucléaire jugée satisfaisante par le Conseil,

- les Congrès auraient un budget distinct de celui de l'association et, pourraient par contre bénéficier d'un soutien pratique et financier extérieurs à l'Association.

- Les grandes lignes de l'organisation et les principaux thèmes du premier congrès prévu à Karlsruhe furent proposés par M. le Professeur Fischerhof qui s'était assuré de l'appui du Centre de Recherche Nucléaires de Karlsruhe, et en particulier du Dr. Rudolf Greifeld.

En conséquence, la première assemblée générale se tînt à Bâle, le 8 juillet 1972 ainsi que la première réunion du Conseil d'Administration élu par cette Assemblée. Et nous sommes alors sortis de la préhistoire. M. le Professeur Fischerhof a bien voulu communiquer ses souvenir sur la période où il occupa les fonction du Président.

2°) Souvenir de ma présidence : 1974-1975

Elu président lors de l'assemblée générale réunie à Karlsruhe le 14 septembre 1973, je trouvais une association encore très jeune mais dont M. le Professeur Fischerhof avait guidé les premiers pas avec clairvoyance et un sens affirmé de l'organisation. Les fondations et la première assise du mur étaient solides. Il ne me restait plus qu'à continuer à poser aussi quelques pierres.

Mon rapport au Congrès d'Aix-en-Provence a fait le point des efforts tentés pour élargir le recrutement de l'Association et développer les relations avec les Organisations Internationales et des résultats satisfaisants ou décevants de ces démarches. La ligne directrice de mon action a été à cet égard, tout en renforçant la participation des juristes venant de pays déjà représentés, de mettre l'accent sur l'adhésion de membres d'autres régions du monde que l'Europe Occidentale.

L'effectif des membres de l'Association a ainsi doublé de 1973 à 1975.

Je rappellerai aussi que le Conseil avait posé des orientations ou critères de recrutement qui me paraissent toujours valables.

Pour permettre aux membres de communiquer entre eux plus facilement un annuaire a été diffusé.

Le fonctionnement des organes de l'Association a été satisfaisant, des communications épistolaires ou téléphoniques aisées entre membres habitant des pays voisins permettaient de préparer et compléter les réunions plénières du Conseil (au nombre de deux dans l'intervalles des Congrès). Toutefois une réorientation par le trésorier de son activité professionnelle m'a apporté en 1975 un surcroît de tâches matérielles absorbantes, quoique non dépourvues de charme puisque conduisant le plus souvent à correspondre avec les membres fut-ce pour leur réclamer leur cotisation.

En 1975, la grande affaire a été pour moi la préparation du Congrès d'Aix-en-Provence, pour lequel j'ai bénéficié d'une aide morale et pratique – notamment financière – de l'Agence pou l'Energie Nucléaire, du C.E.A. et d'E.D.F. – sans laquelle l'interprétariat et la publication des actes n'auraient pas été possibles. Peut-être faute d'avoir su ou pu déléguer soit l'aspect scientifique soit l'aspect pratique, j'ai conservé le souvenir d'un travail important mais qui aurait sans doute pu être de meilleure qualité s'il avait été plus centré.

Toutefois, les risques d'une activité un peu trop solitaire ont été réduits par l'appui, les avis et suggestions pertinentes du Conseil. Heureux le président qui se sent épaulé, soutenu par un Conseil sage et amical.

Quoique l'organisateur soit, le premier conscient et bien sur responsable de certaines imperfections, il me semble que le Congrès d'Aix-en-Provence a satisfait les participants.

Bien sûr le charme de la ville et de la Provence y étaient pour beaucoup ainsi que le dévouement du personnel de l'Agence, du C.E.A. et d'E.D.F. qui, pour certains tout au moins, palliait un manque d'expérience en la matière par une grande bonne volonté et l'art de vivre méridional.

Recollections
by Jean Hébert

1) *The "Prehistory" of* A.I.D.N. - I.N.L.A.

At the General Meeting of the Centro Italiano di Studi di Diritto dell'Energia Nucleare (C.I.S.D.E.N.) held on the 20th of October 1970, Professor R. Stein—then serving in the Legal division of the I.A.E.A.—suggested holding an international congress of legal experts on nuclear issues in Vienna. It was at this meeting that F. Carbone informed me of his plans to found an association designed to strengthen contacts among specialists in nuclear law. As individually independent members of such an association, they would enjoy greater scientific freedom than in contexts where their contributions are made on behalf of a specific organization or body.

In response to Mr. Carbone's invitation, and in agreement with Dean Claude A. Colliard and the informal task force subsequently formed in Paris under the presidency of Professor H. Lesguillons, I traveled to Brussels on December 8th, 1970. Following discussions with Mr. Carbone, Dr. N. Pelzer and, if I am not mistaken, Dr. Gijssels, we signed the Statutes for an International Nuclear Energy Law Association in the office of Mr. Noel, a Brussels attorney. The Association was formed under the extremely liberal provisions of the Belgian Law of 25 October 1919 governing international scientific associations. Professor H. Fischerhof was named president; Mr. Carbone and I shared the vice-presidency.

Professor Fischerhof withheld his final acceptance, however, since he feared that, because of the association with the headquarters of the European Community, locating the headquarters in Brussels might prove detrimental to development on an international scale. This is why he first explored the possibility of forming an association under the aegis of the Legal Division of the I.A.E.A. When the Viennese solution failed to meet his expectations, he then decided to work for the effective formation of an association based in Brussels, but with more clearly defined goals and structures.

In my case, during the second half of 1971 and the first half of 1972 I worked at reconciling various viewpoints through discussions and correspondence

with Messrs. Fischerhof, Carbone, and Gijssels; and at meetings (in Rome in late October 1971, for example). A consensus was finally achieved on bringing the Association founded in 1970 to life, but with the following changes in its statutes:

- That the Association should be open solely to members of the legal profession. An embrace that is too close can be stifling, and we believed that the major interests of economists differed significantly from those of lawyers.

- That the independence and scientific aspect of the Association should be safeguarded and strengthened, primarily through the avoidance of corporate financing; and that membership should be open solely to individuals possessing qualifications in the field of nuclear law deemed satisfactory by the Board.

- That the budgets for congresses should be separate from that of the Association so that, unlike the Association as such, congresses might benefit from practical and financial support generated externally.

- The organizational guidelines and main topics for the first congress (at Karlsruhe) were proposed by Professor Fischerhof, who had obtained support from the Karlsruhe Nuclear Research Center and, specifically, from Dr. Rudolf Greifeld.

As a result, the first General Meeting was held in Basel, on 8 July 1972, as was the first meeting of the Board of Directors elected by that General Meeting.

It was at this point that we emerged from our prehistoric era. My thanks to Professor Fischerhof for contributing his recollections of the period when he occupied the post of president.

2) Recollections of My Presidency: 1974–1975

When I was elected president—at the General Meeting held in Karlsruhe on the 14th of September 1973—I found a fledgling association, the first steps of which had been guided by Professor Fischerhof with vision and a keen sense of organization. The foundations had been laid and a solid frame raised. My task was merely to add more building-blocks to the structure.

My report to the Aix-en-Provence Congress, noted efforts made in an attempt to extend membership recruitment for the Association and expand contacts with International Organizations—and both the positive and negative results of these initiatives. In this regard, my policy was to increase membership of legal experts from the countries already represented, while also placing major emphasis on the recruitment of members from regions of the world other than Western Europe.

The Association's membership thus increased twofold from 1973 to 1975.

I should also like to point out that the recruitment policies and criteria originally specified by the Board still appear to me to be valid.

A Directory was published, in order to facilitate communication among the members.

The various arms of the Association functioned satisfactorily, and the ease of mail and telephone communications among members residing in neighboring countries facilitated the preparation and scheduling of plenary Board meetings (two in the intervals between each congress). Meanwhile, a 1975 career change in the life of our treasurer resulted in my assumption of new and absorbing material tasks; tasks which were not unappealing, however, since they more often than not involved correspondence with our members—if only to request dues payments.

My most important task in 1975 was preparation of the Aix-en-Provence Congress, for which I received both moral and practical (especially financial) support from the Nuclear Energy Agency, the C.E.A., and Electricité de France—without which the hiring of interpreters and publication of the proceedings would not have been possible. Perhaps because of an inability or unwillingness to delegate responsibility for either scientific or practical matters, the memory I have of this period is one of much labor that could surely have been qualitatively improved through sharper focus.

Nonetheless, the perils of over-solitary responsibility were greatly reduced by the support, advice, and valuable suggestions I received from the Board. Fortunate is the president who feels supported and assisted by a wise and sympathetic Board.

Although the organizer must be aware of—and, of course bear primary responsibility for—certain imperfections, it seems to me that everyone who attended the Aix-en-Provence Congress was satisfied.

Naturally the charm of the city and of Provence contributed substantially to this success, as did the zeal shown by the personnel of the Agency, the C.E.A., and Electricité de France, which—to a degree at least—compensated for our lack of experience in this area with great good will and southern joie de vivre.

Les toutes premières idées...
The very first ideas...

Lettre du Docteur Pelzer
Au Dottore Carbone

Du 27 novembre 1970

... " Il me semble me souvenir que vous aviez dit ne pas avoir pour habitude de porter un manteau. Dans la mesure où la température ici se situe entre moins 4 et plus 5 degrés Celsius, je vous conseille vivement de prendre un manteau pour venir à Göttingen.
En attendant le plaisir de vous revoir, ... "

Lettre de Ferdinando Carbone
Au Docteur Norbert Pelzer

Du 16 décembre 1970

" Cher Professeur Pelzer,

Je voudrais vous remercier chaleureusement de votre aimable hospitalité à Göttingen. J'ai été très impressionné lors de la visite de votre institut et j'espère qu'à l'avenir nous serons amenés à intensifier notre collaboration.

J'ai le plaisir de vous adresser ci-joint une copie du procès-verbal de notre 1er Congrès du Droit Nucléaire.

La création, à Bruxelles, de l'association internationale du droit nucléaire a été réalisée avec succès.

Vous trouverez également jointe à la présente une copie de la version la plus récente des statuts.

Les contacts que je prendrai bientôt en Belgique et dans d'autres pays nous permettront d'élargir le cercle de nos collaborateurs.

Notre associé belge est, depuis le début, Maître Emmanuel Noël, avocat, 44 avenue Brugmann, 1060 BRUXELLES. "

From Doctor Pelzer
To Dottore Ferdinando Carbone

27th of November 1970

I seem to remember your having said that you are not in the habit of wearing a coat. As the temperature here at the moment ranges from minus 4 to plus 5 degrees Celsius, I would most urgently like to advise you to bring a coat with you when you leave for Göttingen."

Letter from Fernandino Carbone to
Professor Norbert Pelzer

December 16th, 1970

Dear Professor Pelzer,

I have to thank you very much for your kindest hospitality in Göttingen. The visit of your institute has been so much impressive to me and I hope that our activities in the future will be closer.

I have the pleasure to enclose a copy of the Report of our 1st Congress of Nuclear Law.

The creation of the international association for nuclear law and economics in Brussels has been effected successfully.

You will have also a copy, hereto enclosed, of the By-Laws, in their latest form.

I will soon have contacts with people in Belgium and from other countries, in order to widen our staff.

The Belgium associate, for the beginning, is Maître Emmanuel Noël, avocat, 44 avenue Brugmann, 1060 Bruxelles.

Thanking you so very much again, I remain, dear Professor Pelzer
Yours very sincerely
Merry Christmas and a very happy New Year

Lettre du Docteur Pelzer
Au Dottore Carbone

Du 11 mars 1971

... " J'ai eu l'occasion, vendredi dernier, de m'entretenir avec le Professeur Rauschning et le Professeur Fischerhof de notre association.
M. Fischerhof reste très sceptique quand à l'intérêt du projet, et plus particulièrement en ce qui concerne les statuts dans leur forme actuelle, savoir s'ils constituent une base solide. Toutefois, je pense que nous avons réussi à convaincre M. Fischerhof que la constitution d'une telle association était certainement souhaitable. A l'heure actuelle, je ne désire pas parler des travaux futurs de l'association, car je veux éviter de couper l'herbe sous le pied de M. Fisherhof. Vous savez qu'il est sensible à ces choses et que, s'il acceptait le poste de président, il faudrait que ce soit de sa propre initiative. Toutefois permettez-moi de vous dire que M. Bischof est en train de dresser une liste de noms de personnes à qui l'on pourrait demander de contribuer.

J'espère vous voir à Hambourg où nous pourrons peut-être discuter de manière plus concrète. " .....

From Doctor Pelzer
To Dottore Ferdinando Carbone

11th of Mars 1971

Last Friday I had the opportunity of talking together with Professor Rauschning to Professor Fischerhof about our association. Mr. Fischerhof was still extremely sceptical as to whether there is any point in the project at all and particularly as to whether the statute in its present form makes for a solid foundation. But I think we have succeeded in convincing Mr. Fischerhof that it is certainly desirable to bring about such an association at the moment, as I do not wish to forestall Mr. Fischerhof. As you now he is somewhat sensitive in this respect and if he should accept the post of president, the initiative will have to come from him. However I would like to let you know that Mr. Bischof is at present compiling a list of names of people who should be invited to contribute.
Hoping to see you in May in Hamburg when we can perhaps tale the opportunity of discussing things in a more concrete fashion.

Yours very sincerely

Lettre du Docteur Pelzer
au Dottore Carbone

Du 27 avril 1971

... " Cher M. Carbone

Entre temps, vous devriez avoir reçu la lettre du Professeur Fischerhof en date du 16 avril 1971 vous informant qu'il prend la présidence de notre association. Il a été quelque peu ardu d'arriver à le convaincre de l'utilité et de la nécessité de l'Association. Toutefois, sa suggestion visant à s'appuyer plus largement sur la Division juridique de l'AIEA me semble fort raisonnable, surtout si l'on tient compte d'un recrutement des membres au niveau international.

Comme vous le savez sans doute, dès 1968, des délibérations ont été entamées portant sur la création d'une Association Internationale des Juristes du nucléaire. Il semble qu'à l'époque, M. Zaldivar ait déjà préparé un projet de statut. Pour autant que je le sache, le Professeur Stein devrait l'avoir. J'ai ouï dire que le Professeur Fischerhof allait essayer de l'obtenir et nous pourrons peut-être nous en servir pour nos statuts.

Lors du symposium de Hambourg en mai, nous aurons l'occasion de parler plus longuement de la question. Tout ce que je vous demande, à ce stade, c'est de voir la lettre du Professeur Fischerhof sous un angle positif et d'accepter ses suggestions dans la mesure du possible. C'est ainsi, me semble-t-il, que nous pourrons donner une base solide à notre Association. "

From Doctor Pelzer
To Dottore Ferdinando Carbone

27th of April 1971

Dear Mr. Carbone,

You will in the meantime have received Professor Fischerhof's letter of 16. 4. 1971 informing you that he is taking over the office of president of our Association. It was a little difficult to convince him of the usefulness and necessity of the Association. However his suggestion that we should seek greater support from legal department of the IAEA seems to me to be very reasonable, particularly with respect to a world-wide recruitment of members.

As you perhaps know, deliberations took place as early as 1968 concerning the possible foundation of an international Association for nuclear jurists. It seems Mr. Zaldivar had already at this time worked out a plan for the statutes. As far as I know, Professor Stein is in possession of this plan. As I have heard, Professor Fisherhof will try to obtain this plan. Perhaps we can draw upon the plan for our statutes.

At the symposium in Hamburg in May we will have the opportunity of talking about the whole matter in full. I would like now just to ask you to take a positive attitude to Professor Fischerhof's letter and to accept his suggestions as far as possible. I think we will in this manner be able to give our Association a solid foundation.

Les premières interrogations
The first questions

Lettre de Monsieur Hébert à
Monsieur le Professeur Fischerhof
27 avril 1971

Monsieur le Professeur,

Je vous remercie d'avoir bien voulu m'adresser copie de votre lettre du 16 avril à M. CARBONE.

Lors de l'assemblée du C.I.S.D.E.N, le 20 octobre dernier, M. CARBONE m'a fait part de son projet d'association, puis le 21 Novembre a sollicité mon concours pour sa fondation. En accord avec M. le Doyen COLLIARD et le groupe de droit nucléaire de Paris, je me suis rendu à Bruxelles le 6 décembre. Ma position était alors la suivante, je n'estimais pas indispensable la fondation d'une association spécialisée puisque, du fait sans doute de notre petit nombre, nous nous connaissons bien, tout au moins entre spécialistes européens et entretenons très aisément d'excellents rapports bilatéraux de collaboration et d'échange. La fondation d'une association pouvait cependant présenter de l'intérêt s'il ne s'agissait pas seulement d'orner la carte de visite de ses membres, mais de fournir un point d'ancrage plus constant que les relations précitées pour faire quelque chose, par exemple organiser le colloque suggéré par STEIN lors de l'assemblée du C.I.S.D.E.N, susdite. Par contre, j'étais, et demeure, réticent sur certaines orientations plus ou

moins suggérées par les Italiens (exercer une influence par ricochet en vue de la modification des législations nationales) qui me paraissent relever du lobbyisme.
Quoiqu'il en soit, ayant réussi à concilier une visite à Euratom avec la date choisie pour la fondation, je me suis rendu chez le notaire avec la seule idée de rendre service à CARBONE et grande a été ma surprise d'apprendre de sa voix que j'étais désigné d'office vice-président en accord avec vous et l'Institut de Göttingen. Telle que la chose m'a été présentée je ne doutais pas un seul instant de votre acceptation de la présidence car vous êtes à l'évidence le right man. Aussi une lettre de PELZER du 1er avril, puis la vôtre, me permettant de penser que votre acceptation n'était pas aussi acquise que l'on avait bien voulu me le dire, me laissent perplexe. Feu notre Général aurait pu faire à ce propos certaines considérations sur les Gaulois et les Romains.

Quoiqu'il en soit je me pose toutefois des questions sur les arrières pensées de nos amis italiens. D'autant que je n'ai eu aucune nouvelle d'eux depuis la signature de l'acte de constitution, bien que leur ayant envoyé dès le 11 décembre une liste de personnes susceptibles d'être sollicitées d'adhérer.

Pour toutes ces raisons et celles plus fondamentales que vous exposez dans votre lettre, je souscrit pleinement à votre proposition d'essayer de fonder une association appuyée sur la Legal Section de L'A.I.E.A, l'association fondée à Bruxelles devant jouer dans ce cas le rôle de précurseur ou, en cas d'échec, de formule de remplacement.

Je prendrai la liberté de donner copie à M. le Doyen COLLIARD de notre échange de lettres pour son information et demanderai que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de notre groupe de travail. Etant entendu que la position que j'exprime doit être considérée jusque là comme purement personnelle.

Par ailleurs, je me proposais depuis trop longtemps de vous remercier de l'envoi que vous avez bien voulu me faire de votre article " Die Belastbarkeit von Gewässern mit eingeleiteten Warmwasser ", que j'ai d'ailleurs communiqué à M. le Doyen COLLIARD. Vous avez fait là aussi œuvre de pionnier et j'ai été vivement intéressé par cette étude qui, jointe à votre précédente " des Fortschrifts für Gieseke ", constitue la référence essentielle dans ce domaine.

Je vous prie de croire, Monsieur le Professeur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Professor Fischerhof
Lawyer and notary
Grillparzerstrasse 41
6 Frankfurt am Main 1
Germany

27th April 1971

Dear Prof. Fischerhof,

Thank you for sending me a copy of your letter of 16 April addressed to Mr Carbone.

Mr Carbone informed me on 20 October last at the meeting of the C.I.S.D.E.N. of his plan to set up an association, then he asked me to help him in setting it up on 21 November. In agreement with Dean Colliard and the Paris nuclear law group, I went to Brussels on 8 December. My position regarding the matter was as follows: it was not essential to set up a specialised association as - certainly because we were few in number - we knew one another well, at the very least between European specialists and very easily maintained excellent bilateral relations of collaboration and exchange. However, an association could be worthwhile if it were not simply a question of adorning its members' visiting cards, but rather a question of providing a more stable anchor than the aforementioned relations to do something positive, for instance to organise the symposium suggested by Stein at the aforementioned meeting of the C.I.S.D.E.N. On the other hand, I was and am still reticent concerning certain orientations more or less suggested by the Italians (exercise an indirect influence with a view to changing national laws), which I consider to be lobbying.

Be that as it may, as I was able to combine a visit to Euratom with the date chosen to set up the association, I went to the notary with the sole idea of doing a service for Carbone and I was highly surprised when he told me that I was appointed vice-chairman as a matter of course in agreement with you and the Göttingen Institute. As the matter was explained to me, I did not doubt for a single moment that you had agreed to act as chairman, as you are obviously the right man. I was puzzled by a letter from Pelzer dated 1 April then your own letter which left me to think that your acceptance was not as sure as I had been told.

Our late general could have made certain reflections in this regard concerning the Gauls and the Romans!

Nonetheless, I wonder what are the ulterior motives of our Italian friends. All the more so as I have had no news from them since the charter was signed, even though I had sent them a list of persons who might to asked to join the association as from 11 December.

Given these reasons and the more fundamental reasons that you explain in your letter, I fully subscribe to your proposal to try and set up an association backed up by the Legal Section of the I.A.E.A.; the association set up in Brussels should in this case play a pioneering role or, in the event of failure, a replacement role.

I will take the liberty of giving Dean Colliard a copy of our exchange of letters for his information and I will request that the matter be put on the agenda of the next meeting of our working party. It being understood that the position I express must be considered up to there as being purely personnel.

Moreover, I had been intending for quite a long time to thank you for sending me your article "Die Belastbarkeit von Gewässern mit eingeleitetem Warmwasser", which I also sent to Dean Colliard. There again, you are a pioneer. I was highly interested in this study, which in addition to your previous study concerning "des Festschrifts für Gieseke", is the essential reference in this field.

Yours sincerely,
Director of the Nuclear Law Division EDF
J. Hébert

Monsieur Jean Hébert
7. 5. 1971
Docteur en Droit

8, rue Aristide Briand
F – 78 Bougival (S. et O.)
France

Extrait

Cher ami,

Merci beaucoup pour votre lettre du 26 avril avec les pièces jointes. L'"opération CARBONE" a, pour nous aussi, été un casse-tête. Lors de notre visite à Rome en octobre 1970 M. CARBONE nous a développé – en des formulations assez générales – ses idées sur l'intensification de la coopération entre les juristes nucléaires. A cela nous pouvons consentir d'autant plus, que M. STEIN, lui aussi, semblait suggérer un tel approfondissement de la coopération. Grande était, cependant, notre surprise, quand, en décembre 1970, M. CARBONE est arrivé ici à Göttingen avec le projet déjà rédigé d'un statut d'une association internationale. Puisqu'il disait que vous, ainsi que M. STEIN, seriez présents à l'acte de constitution à Bruxelles, nous lui avons aussi donné, non sans hésitations initiales, la procuration correspondante. De même nous nous sommes accordés sur quelques modifications du projet de statut, qui, cependant, n'ont pas toutes été reprises dans la rédaction définitive présentée par M. CARBONE ! Ainsi, de premier abord, les choses évoluaient d'une façon un peu malheureuse, et il semblait presque mieux de laisser mourir, bientôt de préférence, cette association à peine mise au monde. Mais, entre temps, M. FISCHERHOF s'est chargé de cette affaire, ce qui me donne espoir qu'il en naisse, malgré tout, quelque chose de bon.

(Norbert Pelzer)

Letter from Dr Pelzer
to Monsieur Jean Hébert Doctor of Law
7 May 1971

8, *rue Aristide Briand*
F - 78 *Bougival (Seine-et-Oise)*
France

Extract

Dear Friend,
Thank you very much for your letter dated 26 April and enclosures. The "CARBONE operation" has posed a problem for us as well. During our visit to Rome in October 1970, Mr. CARBONE explained to us—in fairly general terms—his ideas on increasing cooperation among legal experts in the nuclear field. We were able to agree with these ideas, especially since Mr. STEIN also seemed to be suggesting the same type of increased cooperation. Great was our surprise, however, when, in December 1970, Mr. CARBONE appeared here in Göttingen with a completed draft for the constitution of an international association. Since he said that you, as well as Mr. STEIN would be present at the inauguration in Brussels, we then gave him, not without some initial hesitation, the relevant proxy. At the same time, we also arrived at a mutual agreement on certain changes to the draft constitution, not all of which, however, appear in the definitive version presented by Mr. CARBONE. Thus, at the very outset, things took a somewhat unfortunate turn, and it seemed to me that almost the best solution would be to allow this newborn association to die, and preferably soon. Meanwhile, however, MR. FISCHERHOF has taken charge of the matter, which gives me hope that, in spite of everything, something good may still come of it.

I am sorry we cannot meet in Hamburg. But I am already looking forward to our autumn (at the latest) meeting in Geneva. Meanwhile, with very best wishes,

Yours sincerely,

Norbert Pelzer

"Le tour de chauffe"
"The warm up"

Lettre du Docteur Pelzer
au Dottore Ferdinanco Carbone
Du 19 octobre 1971

Réponse à l'invitation au deuxième congrès du 28 et 29 octobre 1971 en Italie.

... " C'est avec plaisir que j'ai appris que notre Association avait acquis entre temps la personnalité juridique, faisant ainsi son entrée dans la vie officielle. Sans doute vous saisirez l'occasion qui vous est offerte par le Congrès pour discuter des étapes futures avec Monsieur Fischerhof et Monsieur Hébert. Dans un premier temps, vos projets nous avaient semblé, ici à Göttingen, être un peu audacieux et vous vous êtes peut-être rendu compte que nous étions quelque peu réservés sur le sujet. Toutefois je suis maintenant d'avis, et cela principalement grâce à l'énergie dont vous avez fait preuve, que nous allons pouvoir insuffler de la vie à l'Association. Il me semble que vous pouvez vous targuer en l'occurrence d'un succès personnel. " ...

From Doctor Pelzer
To Dottore Ferdinando Carbone

19th of October 1971

Answer to the invitation to 2nd Congress October 28th and 29th 1971 in Italy

I was glad to hear that our Association in the meantime was granted juridical personality thus making its appearance also in official life. You will certainly use the opportunity as forwarded by this Congress to discuss the further steps to be taken with Messrs. Fischerhof and Hébert. At first your plans seemed to us here in Göttingen to be a bit on the audacious side and as you may have notice we were rather more inclined to keep our reserve. However now I believe – and this we owe first of all to your energy – that we shall succeed in filing the Association with life. I think that you can very well book this as a personal achievement.

Lettre du Docteur Fischerhof à M. Jean Hébert et à M. F. Carbone
Du 4 novembre 1971

Objet : Association Internationale du Droit nucléaire –International Nuclear Law Association (AIDN – INLA)

Chers collègues,

Lors de notre discussion du 29.10.1971 à Rome, nous étions tombés d'accord sur les points suivants :

1./ M. Hébert va reprendre le projet de statut en tenant compte du courrier de Maître Noël et de notre discussion et le transmettre ensuite aux deux autres membres du Bureau en plusieurs exemplaires.

2./ M. Hébert et le professeur Fischerhof prendront des contacts afin de trouver un membre belge, au fait des problèmes du droit dans le domaine du nucléaire, qui puisse devenir membre du Bureau et qui soit prêt à assurer un rôle représentatif. (Peut-être Maître JP Piérard, de Bruxelles, auteur du livre " Responsabilité civile Energie atomique et droit comparé ")

3./ M. Carbone transmettra à M. Hébert et au Professeur Fischerhof copie de la facture du notaire. Au cours de l'hiver, si possible en décembre, deux ou trois membres du Bureau se rendront à Bruxelles pour enregistrer les statuts. Cela doit se faire parallèlement à une assemblée générale où les participants devront apporter des pouvoirs de membres. Ces pouvoirs devront comprendre expressément un renoncement aux formalités de convocation d'une assemblée générale. La réunion ne pourra se faire qu'après avoir trouvé la personnalité belge.

J'aimerais ajouter les points suivants en vous demandant d'y réagir :

4./ Il faudrait prier les membres actuels de s'acquitter de leur cotisation de 1971. Le Professeur Fisherhof ouvrira un compte spécial à cet effet.

5./ Le premier congrès devrait se tenir au début du mois de septembre 1973 au Centre de conférence de Karlsruhe, du lundi au vendredi, avec possibilités de visites post congrès.

1er jour : Accueil, allocution du président, discours d'une personnalité d'envergure internationale (juriste, physicien ou philosophe)
Après midi, Assemblée générale

2ème jour : Visite du Centre de recherche nucléaire
Après-midi, cinq groupes de travail avec présidents et rapporteurs

3ème jour : Poursuite des groupes de travail et session de clôture
Soir : banquet

4ème jour : Visite de centrales en activité ou en construction en République fédérale, éventuellement en France et en Suisse.

5ème
6ème jour : Excursions privées selon programme

6./ Pour les groupe de travail, je propose les thèmes suivants :

a) Le juriste et la " controverse nucléaire "
b) Le problème de causalité en cas de dommages dus aux rayonnements, plus particulièrement dans l'assurance sociale
c) Harmonisation des conditions d'autorisation et d'assurance des installations nucléaires.
d) Questions juridiques liées au NP-Vertrag.
e) Questions juridiques liées au transport naval de réacteur

J'aimerais que vous me fassiez savoir si vous seriez prêt à être soit président soit rapporteur d'un de ces groupes de travail ou si vous avez des noms à nous proposer.

7./ Les invitations seront imprimées et envoyées en 1972 en français, anglais, espagnol et allemand. L'invitation comprendra une présentation générale de l'association avec une invitation à en devenir membre. Elle sera accompagnée du programme provisoire du congrès avec les statuts. Ci-joint figurent les formulaires pour a) l'adhésion, b) la participation au congrès 1973. En outre, il faudrait aussi inclure dans ce courrier une convocation à l'assemblée générale conformément aux statuts.

8./ Pour l'assemblée générale, outre les points habituels, il faudra prévoir les points suivants :

a) Evolution ultérieure et objectifs de l'AIDN
b) Montant des cotisations
c) Election du futur président et préparation des congrès suivants, lieu, date.

9./ De plus, l'AIEA , l'OCDE, Euratom et d'autres organisations nationales et internationales ont été priées d'envoyer des invitations en recommandant l'adhésion.

10./ Il serait bon que les participants n'aient rien à débourser hors leurs frais de déplacement et de séjour. Exception : la participation au banquet et aux documents du Congrès. Il faudrait étudier la question du financement du congrès par des entreprises et des organisations.

11./ Il faudrait, comme pour tous les congrès internationaux, inviter les épouses. Il est possible de préparer un programme intéressant pour les dames. La question du paiement reste ouverte (déplacement, excursions, repas).

12./ Les langues de la conférence seront les quatre langues de l'invitation. Il faut étudier si une interprétation simultanée

est nécessaire. Dans quelles langues ? Aussi pour les groupes de travail ? Coûts !

13./ Il faut aussi se poser la question de savoir si la International Law Association rejettera l'Association du Droit nucléaire comme concurrente en s'y opposant. Doit-on au contraire rechercher une coopération ? La conférence ILA 1972 doit se tenir à New York en août 1972 et j'y participerai.

14./ Il faut prendre en compte le fait que les conditions politiques et économiques dans le monde ne sont actuellement pas favorables à notre projet. Si nous arrivions à réunir une centaine de personnes à Karlsruhe, (hors épouses), ce serait un beau succès.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir réagir rapidement pour que nos travaux puissent s'intensifier. "

Letter from Dr Fischerhof to Mr Jean Hébert and to Mr F. Carbone dated 4 November 1971

Re: Association Internationale du Droit nucléaire - International Nuclear Law Association (AIDN – INLA)

Dear Colleagues,

During our discussions in Rome on 29 October 1971, we reached agreement on the following points:

1./ Mr Hébert shall revise the draft articles of association in the light of Maître Noël's letter and our discussion and then send several copies thereof to the two other members of the Committee.

2./ Mr Hébert and Prof. Fischerhof shall make contacts to find a Belgian member familiar with legal problems in the nuclear field to become a member of the Committee and who shall be ready to take on a representative role. (Perhaps Maître J.P. Piérard from Brussels, author of the book "Responsibilité civile Energie atomique et droit comparé" (Legal Liability - Atomic Energy and Comparative Law).

3./ Mr Carbone shall send Mr Hébert and Prof. Fischerhof a copy of the notary's bill. During the winter, if possible in December, two or three members of the Committee shall go to Brussels to register the articles of association. This must be done at the same time at the General Meeting to which participants must bring members' powers of attorney. These powers must expressly include a waiver of the notice formalities of a General Meeting. The meeting can only be held when the Belgian personality has been found.

I would like to add the following points and request you to react thereto:

4./ The current members should be requested to pay their 1971 contribution. Prof. Fischerhof shall open a special account for this purpose.

5./ The first congress should be held at the beginning of September 1973 at the Karlsruhe conference centre, from Monday to Friday, with possibilities of post congress visits.

1st day, Welcome, chairman's speech, speech by a personality well known on the international scene (jurist, physician or philosopher)
Afternoon: General Meeting

2nd day, Visit to the nuclear research centre
Afternoon: five working parties with chairmen and rapporteurs

3rd day, Continuation of the working parties and closing session
Evening: banquet

4th day, Visit to nuclear power stations in operation or in construction in the Federal Republic of Germany, possibly in France and Switzerland.

5th day
6th day Private excursions as per programme

6./ I propose the following themes for the working parties:

a) the jurist and the "nuclear controversy"
b) the problem of causality in the event of damage caused by radiation, especially in health insurance
c) harmonisation of conditions governing authorisation and insurance of nuclear plants
d) legal issues related to the NP-Vertrag
e) legal issues related to the naval transportation of reactors.

Please let me know if you are prepared to be either the chairman or rapporteur of one of these working parties or if you have names to propose to us.

7./ The invitations shall be printed and sent out in 1972 in French, English, Spanish and German. The invitation shall include a general description of the association, with an invitation to become a member thereof. It shall include a provisional programme of the congress with the articles of association. Please find herewith the forms for a) membership b) participation at the 1973 congress. Moreover, a notice of the General Meeting in accordance with the articles of association should also be enclosed with this letter.

8./ For the General Meeting, in addition to the usual points, the following points should be envisaged:

a) subsequent developments and objectives of the AIDN
b) amount of contributions
c) appointment of the future chairman and preparation of the following congresses, place and date

9./ Moreover, IAEA, OECD, EURATOM and other national and international organisations were requested to send invitations and to recommend membership.

10./ The participants should not have to pay out anything, apart from their travel and stay costs. Exception: participation at the banquet and the Congress documents. One should look at the question of companies and organisations financing the congress.

11./ As for all international congresses, the wives should be invited. An interesting programme can be prepared for the ladies. The question of the payment remains open (travel, excursions, meals, etc.)

12./ The four languages of the invitation shall be the languages used at the conference. One should look into whether simultaneous interpretation shall be needed. In which languages? Also for the working parties? The costs involved?

13./ One should also wonder if the International Law Association will dismiss the Nuclear Law Association as a competitor and object thereto. Should we on the other hand seek a co-operation? The 1972 ILA conference is to be held in New York in August 1972. I will be attending it.

14./ One should take account of the fact that political and economic conditions in the world are presently not favourable to our plan. If we can manage to gather a hundred or so people in Karlsruhe (not including wives) it would be a wonderful success.

I would be much obliged if you would react quickly so that we can intensify our work.

Lettre CARBONE à Monsieur le Professeur Fischerhof et à Monsieur Jean Hébert datée du 23 novembre 1971.

Objet : lettres Professeur Fischerhof 4.11.1971 et 19.11.1971

Je fais référence aux lettres susvisées et je me permets d'écrire en français qui m'est plus familier et qui est compréhensible par tous.

Cela dit, je tiens à remercier M. le Professeur Fischerhof pour ses propositions et ses conseils.

J'ai consulté mon confrère et ami M. Gambardella, Vice-Président du CISDEN, au sujet de la proposition de changement du nom de l'association. Il m'a fait état, franchement, de son avis contraire. Toutefois, dans un esprit de collaboration, et comprenant les perplexités de M. le Professeur Fischerhof, je me permets de suggérer les considérations suivantes :
1) Au lieu de " Association Internationale du Droit et de l'Economie Nucléaires " on pourrait établir la dénomination suivante : " ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DROIT DE L'ENERGIE NUCLEAIRE-AIDEN ; INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR NUCLEAR ENERGY LAW-IANEL ".

2) Toutefois, je proposerais de procéder à cette modification à l'issue de l'Assemblée générale de l'Association, qui pourrait se tenir d'après les statuts actuellement en vigueur, en 1972. Cette Assemblée pourrait voter sur :

a) le nouveau projet de Statuts, sur base des propositions établies par M. Hébert ;
b) la nouvelle liste des administrateurs ;
c) le montant des cotisations annuelles ;
d) le programme d'activité de l'Association.

3) En ce qui concerne la note à payer pour la constitution de l'Association, je vous en transmets - comme vous l'avez demandé - une copie. Cette facture sera réglée dans l'immédiat par mes soins, pour plus de simplicité.

4) Les cotisations ordinaires pour 1971 ne couvriront pas ces frais initiaux. Les membres italiens de l'Association se font un honneur de payer, à titre de cotisation de soutien, 50% des frais de constitution, tel qu'ils sont établis dans la note du Notaire Scheyen en date du 30/10/1971 (hormis les frais pour les modifications ultérieures).

5) Je suis d'accord – dans les grandes lignes – pour le projet du 1er congrès international. En ce qui concerne le caractère " international " il serait souhaitable et recommandé d'organiser une visite en France et en Suisse, pour éviter de faire un programme trop concentré sur l'Allemagne seulement qui doit toutefois avoir une place importante bien entendu.

6) Il me semble, toutefois, que l'idée du Congrès, devrait être retenue après avoir surmonté les perplexités dont M. le Professeur Fischerhof fait état au paragraphe 13 de sa lettre, qui concernent des difficultés qui pourraient surgir vis-à-vis de l'I.L.A. Il est évident que nous ne pouvons pas attendre août 1972 pour qu'une explication soit donnée à ce sujet. Nous ne sommes pas en concurrence avec cette association, comme il pourrait sembler, nous poursuivons un but beaucoup plus limité.
Si M. le Professeur Fischerhof a des difficultés, à titre personnel, étant donné sa nomination au sein de cette association, je ne puis évidemment entrer dans ces considérations, qui sont tout à fait d'ordre personnel.

7) Le problème des frais que les participants au congrès auront à supporter pour venir à Karlsruhe évidemment relève des possibilités financières de chacun, je crains toutefois que ces frais ne soient excessifs pour une participation massive, hormis du côté allemand.

Le congrès – bien entendu – intéresse des gens très qualifiés et qui ont certaines possibilités, mais il me semble alors un peu contradictoire que l'on veuille limiter la cotisation annuelle des membres à 10 dollars maximum. Avec des revenus de ce genre, même à supposer qu'il y aurait bientôt une cinquantaine de membres en provenance d'au moins une dizaine de pays, les finances annuelles de l'association se monteraient à 500 dollars. Cette somme est insignifiante. L'avenir de l'association reposerait donc seulement sur les financements extérieurs. Mais l'idée commune est justement d'exclure les membres qui ne sont pas des personnes physiques. Nous pouvons évidemment demander des contributions spéciales lors de certaines occasions " spectaculaires " (congrès). Il est certain également que ces occasions ne peuvent pas se répéter tous les ans, mais au minimum tous les deux ans ou même tous les trois ans.

Nous ne pouvons pas non plus faire éditer nos publications aux frais d'une organisation quelconque. Or les publications coûtent très cher, comme chacun le sait. Les actes du Congrès du CISDEN, qui sont relativement courts, et qui ne sont pas publiés en 4 langues, coûtent environ 500.000 lires (4.500 francs ; un peu moins de 3000 marks).
Avec la cotisation annuelle, à l'AIDEN nous n'atteignons pas cette somme. Il serait donc nécessaire que les partenaires achètent les publications, au moins à leur prix de revient.

8) Je suis de l'idée " après quelques réflexions " qu'il faut absolument relever le montant de la cotisation annuelle minimale.
Reste à savoir le montant à fixer. Je propose que ce montant ne soit pas inférieur à 50 dollars. Il est vrai que les gens sont libres de verser des cotisations de soutien, mais cela ne fait pas de doute que juridiquement personne n'y est obligé. Nous ne pourrons pas garantir de notre indépendance.

9) Je pense que, en 1972, l'association pourra commencer à fonctionner régulièrement et que l'on pourra esquisser un petit programme d'activité scientifique à titre de préparation, en vue du congrès de 1973.
A ce propos, je retiens volontiers la proposition de M. Fischerhof de présenter un rapport pour l'Italie, ainsi que mon confrère Me Gambardella.
En ce qui concerne une présidence, je ne crois pas avoir l'autorité suffisante pour cette tâche, et je pense qu'un groupe de travail pourra être présidé par une personnalité italienne tel que M. le Conseiller Marchetti.
Je suis en tout cas personnellement disponible pour le maximum de collaboration en vue de l'organisation du Congrès.

Je joins à cette lettre :
a) une photocopie de la note du Notaire Scheyvan,
b) deux photocopies d'articles parus sur deux grands quotidiens économiques italiens à propos du Congrès du CISDEN
c) une photographie.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

C.I.S.D.E.N.
Centro Italiano di Studi di Diritto dell'Energia Nucleare
00199 *Rome*, 23 *November* 1971
***Via S. Ilaria*, 2, *tel.* 83.93.993**

Professor Hans Fischerhof
***Grillparzerstrasse* 41**
D 6 *Frankfurt am Main* 1

Mr *Jean Hébert*
***Director of the* Nuclear Law Department**
***Electricité de* France**
3, *rue de Messine* Paris 75008

Re: Prof. Fischerhof's letters of 4 November 1971 and 19 November 1971

I wish to refer to the aforementioned letters. I am writing in French as I am more at ease with this language, which everybody understands.

Having said this, I would particularly like to thank Prof. Fischerhof for his proposals and advice.

I consulted my colleague and friend Mr Gambardella, vice chairman of the C.I.S.D.E.N., regarding the proposal to change the association's name. He told me frankly that he was not in favour of such change. However, in a spirit of collaboration and understanding the perplexities of Prof. Fischerhof, I would like to suggest the following considerations:

1) Instead of "Association Internationale du Droit et de l'Economie Nucléaires", the following name could be drawn up:

"Association Internationale du Droit de l'Energie Nucléaire" – AIDEN; International Association for Nuclear Energy Law – IANEL".

2) However, I would propose that this change could be made at the close of the General Assembly of the Association which, according to the current statutes of association, could be held in 1972. This Meeting could vote:

a) the new draft statutes of association on the basis of the proposals drawn up by Mr Hébert,
b) the new list of members of the Board of Management,
c) the amount of the annual subscriptions,
d) the Association's programme of activity.

3) With regard to the fees to be paid for setting up the Association, as requested I enclose herewith a copy of the fees. I shall pay this bill for the moment to make matters easier.

4) The ordinary subscriptions for 1971 will not cover these initial costs. The Italian members of the association are honoured to pay, as a support subscription, 50% of the costs of setting up the association, such as they are drawn up in a bill by Mr Scheyven, the notary, dated 30 October 1971 (excluding the costs of successive changes).

5) I am in agreement with the outline of the 1st international congress. With regard to its "international" character, it would be desirable and to be recommended that a visit to France and Switzerland be organised so as to avoid elaborating a programme that is too concentrated on Germany only, which must of course have an important place.

6) I think however that the idea of the Congress should be considered once the perplexities that Prof. Fischerhof mentioned in paragraph 13 of his letter are overcome. With regard to the difficulties that would arise vis-à-vis the I.L.A., it is quite clear that we cannot wait until August 1972 for an explanation on this subject.
We are not in competition with this association as it seems to me that we are pursuing much more limited aims.
If Prof. Fischerhof has personal difficulties, given his appointment within this association, I obviously cannot go into these quite personal considerations.

7) The problem of the expense that the participants at the congress will have to incur to come to Karlsruhe obviously depends on each participant's financial possibilities. I fear however that these costs may be excessive for a mass participation, apart from the German side.
The congress of course is for very qualified people who have certain possibilities but it then seems a little contradictory that one should wish to limit members' annual subscription to 10 dollars at most. With revenue of this kind, even supposing that there would soon be fifty or so members from at least ten or more countries, the annual finances of the association would reach 500 dollars. This sum is insignificant. The future of the association would then rely solely on outside financing. And it is common ground that members who are not natural persons should be excluded. We can

obviously ask for special subscriptions at certain "spectacular" occasions (congresses). It is certain also that these occasions cannot be repeated every year but at least every two years or even every three years.
Neither can we have our publications published at the expense of any organisation. As everybody knows publications cost a lot of money. The proceedings of the C.I.S.D.E.N. *Congress, which are rather short, and which are not published in* 4 *languages, cost about* L500,000 (FRF 4,500; *a little less than* DM 3,000).
With the annual subscription, we will not reach this sum at AIDEN. *Therefore, the partners will have to buy the publications at their cost price, at least.*

8) I *am of the opinion, based on these few considerations, that the amount of the minimum annual subscription absolutely must be increased. It remains to be seen what the amount should be set at. I propose that this amount not be set at less than* 50 *dollars. It is true that people are free to pay a support subscription but there is no doubt that legally speaking no one is obliged to do so. We cannot assure our independence.*

9) I *think that the association may begin to regularly operate in* 1972 *and that a short scientific programme may be outlined as a preparation in view of the* 1973 *congress.*
In this regard, I readily accept Mr *Fischerhof's proposal to submit a report for Italy in addition to that by my colleague,* Mr *Gambardella.*
With regard to the chairmanship, I do not think that I have enough authority for this task and I think that a working party could be chaired by an Italian personality such as the Councillor, Mr *Marchetti.*
I am of course personally available to collaborate to the maximum in view of organising the congress.

I enclose with this letter:
a) a photocopy of the bill from Mr *Scheyven, notary,*
b) two photocopies of articles published in two major Italian economic dailies regarding the C.I.S.D.E.N. *Congress,*
c) a photograph.

Yours sincerely,

Carbone

Lettre de Jean Hébert à M. le Professeur Fischerhof datée du 23 Novembre 1971.

En réponse à la lettre du 4 Novembre 1971 par laquelle vous avez bien voulu résumer nos entretiens de Rome et préciser vos conceptions sur divers points, j'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de statuts révisés ci-joint. Une note jointe à ce projet vous fait part des difficultés rencontrées, ou des réflexions que m'a inspirées une lecture à tête reposée de la lettre de Me NOEL.

J'ai retrouvé beaucoup de choses à faire à mon retour de Rome et n'ai pu effectuer ma part de tâches aussi vite que je l'aurais voulu.

En ce qui concerne la recherche de notre futur collègue belge, je suis parvenu, non sans mal, à joindre M. J.GIJSSELS, conseiller juridique des Communautés Européennes, et dont vous connaissez les travaux en matière d'entreprise commune, de T.N.P. etc. Celui-ci m'a confirmé sa nationalité belge et m'a donné un accord de principe pour faire partie de notre conseil. Je propose donc M. GIJSSELS à votre agrément et à celui de M. CARBONE, car je crois qu'indépendamment de sa nationalité, ce serait le " right man ". Aussi je me permets de suggérer, si vous êtes d'accord l'un et l'autre, que vous lui écriviez.

Point 3
Sauf malchance (présence impérieuse à d'autres réunions), il me sera possible de me rendre à Bruxelles. Toutefois, pour articuler mes diverses obligations, je vous serai obligé de me prévenir quelques jours à l'avance des dates possibles. Il serait également souhaitable, si nous nous adjoignons M. Gijssels, que nous profitions de l'occasion pour le rencontrer.

Point 4
Dès réception de l'intitulé du compte, je prendrai les dispositions pour faire virer le montant de ma cotisation.

Point 5
Le schéma général me paraît excellent. La visite de FESSENHEIM sera certainement possible et intéressante à l'époque prévue. Je me chargerai de l'organiser ainsi que, le cas échéant, celle de KAISERAUGST.

Point 6
a) Je crois comprendre que par " controverse nucléaire " vous faites allusion aux campagnes d'opinion lancée aux Etats-Unis et en Europe pour abaisser les limites de rejets d'effluents autorisés, limiter l'échauffement des eaux ou contester la sûreté de certains types de réacteurs, avec les conséquences que l'on sait en matière de législation, de réglementation ou de jurisprudence, par exemple Calvert Cliff case, aux Etats-Unis. S'il en est bien ainsi, il se posera un petit problème de délimitation des thèmes entre celui-ci et la première partie du thème c). Je verrai assez le thème a) entendu comme un exposé assez général : histoire et philosophie de cette controverse et grandes lignes de sa traduction au niveau du droit, la première partie du thème c) étant consacrée pour une part à l'un de ses développements : examen critique de l'influence exercée en Europe par les normes de sûreté américaine, intérêts et moyens d'une harmonisation. L'UNIPEDE paraît décidée à entreprendre une étude de son côté. Toutefois, celle-ci sera probablement assez pragmatique et nous arriverons, je crois, à un bon moment pour en tenter une synthèse.

Le thème c) soulève aussi une autre difficulté du fait que l'harmonisation des conditions d'assurance sera étudiées, sans doute, à l'occasion de la révision de la Convention de Paris, en 1973, et que les problèmes qu'elle pose et les spécialistes qui s'y intéressent ne sont pas les mêmes que pour l'harmonisation des conditions d'autorisation que je vois centrées sur la sûreté nucléaire. Peut-être faudra-t-il prévoir la possibilité de scinder ce thème en deux sous-thèmes avec deux rapporteurs.

Quant à moi, je suis bien sûr prêt à payer de ma personne : par exemple, comme rapporteur pour le thème c), surtout en ce qui concerne les autorisations. Pour l'assurance, je verrai bien soit un Anglais (Lloyd), soit STROLL de l'E.N.E.A, soit M. LACROIX du Comité Européen des Assurances.

Je pense que nous pourrions demander à M. le Doyen COLLIARD de présider un des groupes (je n'ai toutefois pas eu l'occasion de lui en parler). M. DE NERCY du C.E.A pourrait être co-rapporteur pour le thème b). Il connaît bien l'affaire Majoni, mais je crois qu'il faut porter le débat sur le terrain du droit social comparé, c'est pourquoi je le qualifie de co-rapporteur. Il faudrait trouver aussi quelqu'un d'un pays ne suivant pas le système de la liste.

Pour le thème d), vous avez l'embarras du choix en Allemagne, mais il faudra sans doute établir un dosage tenant compte du point de vue des organisations internationales intéressées.

Le thème e) ne soulève pas non plus de grandes difficultés. Avec le Professeur ALBANO, nous aurions un président italien, et qui de plus, s'intéresse à la question. Les rapporteurs compétents ne manquent pas, à commencer par Me CARBONE, M. PELZER, BOULANGER.

Point 7 – D'accord

Point 8 – D'accord

Point 9 – Certainement

Point 10
Oui. Il convient de préciser la part de travail pratique qu'accepte de faire le Centre de Recherches et évaluer le coût de l'opération. Ensuite de sonder les organisations internationales, AIEA, ENEA, CEE, susceptibles de nous accorder leur patronage sur l'ampleur de l'aide financière qu'elles pourraient accorder à notre projet.

Point 11
Une participation est souvent demandée pour les activités offertes aux " dames ", mais je ne sais si l'usage est de parvenir à un équilibre financier au sein de ce chapitre.

Point 12
C'est là un des points les plus délicats. Le support pratique d'Euratom nous avez permis de le résoudre à Paris. Il est clair que l'organisation en groupes de travail changerait complètement les dimensions du problème (5 salles équipées – 5 équipes de traduction).

Il paraît difficile d'attribuer une langue de travail différente à chacun des groupes : par exemple, allemand pour le thème a, anglais pour le b, etc. Reste évidemment à adopter l'anglais comme langue de travail, mais cela pose néanmoins des problèmes de divers ordres.

Point 13
La réponse me paraît figurer à l'article 3 de ces statuts. Il faut à mon avis, essayer de coopérer en essayant de fixer des axes d'efforts un peu différents.

Point 14
Je pense que nous pourrons réunir 100 participants (114 à Paris), mais sur les 69 français inscrits, nous avions environ 60 parisiens. Ce qui traduit certes la centralisation française bien connue mais aussi les facilités qu'offrait aux parisiens un colloque tenu en cette ville. Je serai étonné qu'autant d'habitants de Karlsruhe s'intéressent à nos débats. Je suppose cependant une forte participation allemande qui pourrait être au moins équivalente de la participation française de 1966. En 1966, nous avons eu la preuve que nous avions été trop timides. Si nous réussissions à mettre sur pied l'Association au cours de l'année 1972 et à publier plus largement nos projets, je pense que nous parviendrons à compenser, par la concentration de participations d'origine plus dispersées mais plus nombreuses, l'apport massif des parisiens de 1966.

Je vous prie, Monsieur le Professeur, de bien vouloir excuser le retard mis à vous répondre, retard dû à certaines difficultés pratiques, notamment dans les contacts belges et au souhait de discuter de ces questions avec mes confrères français. Ce n'est d'ailleurs que partie remise et je ne manquerai pas de vous faire part de nos réflexions.

Je vous prie de croire, Monsieur le Professeur, à l'assurance de mes sentiments respectueux les meilleurs.

Electricité de France
National Service

Seine Trade Register 55 B 8131
Facilities Department
3, rue de Messine, Paris 75008
Paris, 23 November 1971

Telephone: 267.94.00
Telegraphic address:
Elecfrancequip – Paris
Prof. Fischerhof
Gillparzerstrasse 41
6 Frankfurt am Main 1
Germany

Reference to be stated in your reply
JHeb/DG E/cc

Dear Prof. Fischerhof,

In reply to the letter dated 4 November 1971 in which you summarised our talks in Rome and specified your ideas on several points, I hereby submit the enclosed draft memorandum and articles of association, which has been revised, for your examination. A memo enclosed with this draft explains the difficulties encountered or my thoughts following a quiet reading of Mr Noel's letter.

I had a lot to do on my return from Rome and I was unable to do my share of tasks as quickly as I would have wished.

Regarding the research by our future Belgian colleague, I succeeded, not without some difficulty, in contacting Mr J. Gijssels, the legal advisor of the European Communities. You know his work on joint ventures, N.P.T. etc. He confirmed that he was a Belgian national and agreed in principal to join our board. I therefore propose Mr Gijssels for approval by you and Mr Carbone as I believe that, apart from his nationality, he would be the right man. Also I suggest, if you are both in agreement, that you write to him.

Point 3
Barring ill luck (urgent presence at other meetings) I will be able to go to Brussels. However, to organise my various obligations, I would be obliged if you would give me a few days' notice of the possible dates. It would also be desirable, if we appoint Mr Gijssels, that we take the opportunity to meet him.

Point 4
As soon as I have received the account particulars, I will organise the transfer of the amount of my subscription.

Point 5
I think the general outline is excellent. The visit to Fessenheim will certainly be possible and interesting at the planned time. I will see to organising this visit and, if need be, that of Kaiseraugst.

Point 6
a) I seem to understand that by "nuclear controversy" you refer to the opinion campaigns launched in the United States and Europe to lower the limit of effluent waste authorised, limit the heating of water or question the safety of certain types of reactors, with the consequences that we know of with regard to laws, regulations or case law, for instance the Calvert Cliff case in the United States. If this is indeed the case, there will be a little problem in delimiting this theme and the first part of theme c). I would rather see theme a) understood as a rather general explanation: history and philosophy of this controversy and the broad lines of its translation on the legal level, the first part of theme c) being devoted in part to one of its developments: critical examination of the influence exercised in Europe by American safety standards, interests and means of harmonisation. The UNIPEDE seems determined to undertake its own study. However, it will probably be rather pragmatic and we are coming I believe to the right moment to try and make a synthesis.

Theme c) also raises another difficulty given that harmonisation of insurance conditions will be undoubtedly studied when the Paris convention is revised in 1973. The problems that it raises and the specialists interested in the theme are not the same as those interested in the harmonisation of authorisation conditions, which I see, are focused on nuclear safety. Perhaps, one should provide for the possibility of splitting this theme into two sub-themes with two rapporteurs.

As for myself, I am of course prepared to become personally involved: for instance, as rapporteur for theme c), especially with regard to authorisations. With regard to insurance, I would consider an English insurer (Lloyd), Strohl of the N.E.E.A., or Mr Lacroix of the Comité Européen des Assurances.

I think that we could request Dean Colliard to chair one of the working parties (I however have not had time to speak to him about the matter). Mr de Nercy of the C.E.A. could be the joint rapporteur for theme b). He knows the Majoni case well but I think that the debate should be viewed from the angle of comparative labour law, this is why I shall describe him as a joint rapporteur. One should also find someone from a country that does not follow the system of the list.

Regarding theme d), you have a wide choice in Germany, but one must certainly establish a dosage, which takes account of the point of view of the concerned international organisations.

Neither is there any great difficulties with theme e). With Prof. Albano, we would have an Italian chairman who, moreover, is interested in the question. There are many competent rapporteurs, beginning with Mr Carbone, N. Pelzer, Boulanger.

Point 7 - Agree,

Point 8 – Agree,

Point 9 – Certainly

Point 10
Yes, the share of practical work that the Research Centre agrees to carry out should be specified and the cost of the operation should be assessed. Then, sound out the international organisations, such as the IAEA, NEEA *or* EEC, *likely to sponsor us concerning the scope of the financial assistance that they could give our project.*

Point 11
A contribution is often requested for the activities offered to the "ladies" but I do not know if the custom is to reach financial equilibrium in this chapter.

Point 12
This is one of the most delicate points. We were able to settle the issue in Paris *with* Euratom's *practical support. It is clear that if working parties were organised this would completely change the dimensions of the problem (5 equipped rooms, 5 translation teams).*

It seems difficult to allocate a different working language to each of the groups: for instance, German for theme a, English for theme b, etc. Obviously, English should be used as the working language but this nevertheless poses different types of problems.

Point 13
It seems to me that the reply is set out in article 3 of our memorandum and articles of association. In my opinion, one should try to co-operate by setting strategies that are a little different.

Point 14
I think that we can gather 100 participants (114 in Paris*), but out of the 69 French participants registered, we had about 60 Parisians. Admittedly, this reflects the well known French centralisation but also the convenience that a symposium held in this city would offer* Parisians. *I would be surprised that so many people from Karlsrühe would be interested in our proceedings. However, I suppose that there will be a strong German participation that could at least be equivalent to the French participation in 1966. This will pose an accommodation problem for the organisation. This was not the case in 1966. In 1966, we found out that we were too timid. If we succeed in setting up an association during 1972 and publishing our plans on a wider basis, I think that we will be able to make up, by virtue of the concentration of participants from more dispersed but more numerous origins, the mass contribution of the Parisians in 1966.*

I would like to apologise for this delay in replying to you. This delay has been caused by certain practical difficulties, in particular, with Belgian contacts and my wish, which has not been fulfilled to date, to discuss these questions with my French colleagues. The discussion has only been postponed and I will be sure to inform you of our reflections.

Yours sincerely,

J. Hébert

Les premières brouilles
The first discords

Lettre du Professeur Fischerhof
au Professeur Rauschning
au Docteur Pelzer
à M. Bischof
datée du 21 décembre 1971

Objet : Association Internationale du Droit Nucléaire

Messieurs,

Par mes courriers des 26.6 et 3.7 1971, je vous avais informé de l'avancement de mes démarches. Depuis, je suis allé à Paris au mois d'août afin d'élaborer, conjointement avec Monsieur Hébert, un nouveau projet de statuts. Monsieur Noël de Bruxelles a réagi par écrit sur ce projet à la lumière du droit belge. Lors de notre rencontre en octobre à Rome avec Monsieur Hébert et Monsieur Carbone, nous sommes tombés d'accord pour que Monsieur Hébert sorte une version définitive du texte, compte tenu des observations de Monsieur Noël, ce qui a été fait. Monsieur Hébert a aussi, avec

mon accord, pu convaincre Monsieur Gijssels, Conseiller juridique auprès de la Commission des Communautés Européennes, de devenir membre de l'Association et, sous réserve de l'accord des membres, à accepter le poste de membre du Bureau pour la Belgique. Il était prévu que les nouveaux statuts soient transmis à Bruxelles en décembre.

Toutefois, Monsieur Carbone, par une lettre datée du 23.11.1971, a présenté de nouvelles objections quand au nom de l'Association et quand à certaines dispositions figurant dans le projet de statuts. En outre, il souhaite, entre autre, une assemblée générale de tous les membres selon les statuts actuels avec prise de décision formelle. Il insiste aussi pour que la cotisation passe de 10 à 50 dollars au moins. Monsieur Hébert, avec mon accord, lui a écrit pour lui demander de remettre à plus tard ces points afin de permettre d'avancer rapidement notre affaire. La réponse ne nous est pas encore parvenue.

Etant donné que je ne reviendrai de voyage qu'à la mi-janvier, je me verrai obligé de prendre des décisions car le temps presse pour la préparation du Congrès de septembre 1973. J'ai déjà mis sur pied un programme important au niveau de l'organisation et de la thématique avec l'accord de Monsieur Hébert mais avec les réserves émises par Monsieur Carbone.

Dès que j'aurai une vision plus précise au cours du mois de janvier, je vous ferai parvenir le projet de statuts et le programme provisoire du congrès.

Je saisis cette occasion de vous envoyer tous mes vœux à l'occasion des fêtes de Noël et de Nouvel An.

Letter from Prof. Fischerhof to Prof. Rauschning, Dr Pelzer and Mr Bischof

21 December 1971

Re: International Nuclear Law Association

Dear Sirs,

In my letters dated 26 June and 3 July 1971, I had informed you how my course of action was progressing. Since then, I went to Paris in August to work out, in conjunction with Mr Hébert, new draft articles of association. Mr Noël in Brussels reacted in writing to this draft in the light of Belgian law. During our meeting in October in Rome with Mr Hébert and Mr Carbone, we reached agreement that Mr Hébert shall work out a final version of the text, in the light of Mr Noël's comments. This has been done. Mr Hébert has also, with my agreement, been able to convince Mr Gijssels, the legal advisor to the EEC Commission, to become a member of the Association and, subject to the agreement of members, to accept the post of Committee member for Belgium. It had been planned that the new articles of association would be sent to Brussels in December.

However, Mr Carbone by letter dated 23 December 1971 made further objections to the Association's name and to certain provisions in the draft articles of association. Moreover, he would like, inter alia, a General Meeting of all the members pursuant to the current articles of association, to have a formal decision taken. He also insists that the contribution be increased from $10 to $50 at least. Mr Hébert, with my agreement, wrote to him to request him to postpone these points to a later date so that we could get on with our business quickly. We have still not had a reply.

Given that I will only be back from my journey in mid January, I will be obliged to take decisions as time will be running short to prepare for the September 1973 congress. I have already set up an important programme at the level of the organisation and the set of themes in agreement with Mr Hébert but with the reservations issued by Mr Carbone.

As soon as I have a more precise view during January, I will send you the draft articles of association and the provisional programme of the congress.

I would like to take this opportunity to send you my best wishes for Christmas and the New Year.

Lettre de Monsieur Jean Hébert au professeur Fischerhof datée du 22 Décembre 1971.

Monsieur le Professeur,

Je vous remercie de votre lettre du 2 Décembre 1971, dont j'ai adressé copie à M. CARBONE, en le priant de me donner accord sur le nom de M. GIJSSELS. Si M. CARBONE est également d'accord pour coopter M. GIJSSELS, j'écrirai à ce dernier et lui adresserais les statuts actuels et projets de notre association. En ce qui concerne les suggestions et observations contenues dans votre lettre précitée, ainsi que dans celle de M. CARBONE, datée du 23 Novembre, il me semble que nous devons parvenir à un accord.

1 – Sur la dénomination de l'association

Les statuts publiés au Moniteur belge la désignent sous le nom d' " Association internationale du droit nucléaire ", M. CARBONE propose maintenant la dénomination " Association internationale du droit de l'énergie nucléaire ". Proposition contre laquelle vous élevez plusieurs objections (longueur, prononciation du sigle, risque d'une interprétation trop limitative), et au sujet de laquelle vous concluez au maintien de la dénomination anglaise insérée dans la proposition de modification.

Je ne voudrais pas jouer Gros Jean qui en remontre à son curé (selon une vieille expression française !) puisque vous êtes un des rares auteurs à vous être penché sérieusement sur ces problèmes de terminologie et, à travers eux, sur l'objet et les limites de notre discipline. Je doute que nous puissions trouver une dénomination pleinement satisfaisante puisque les Américains paraissent demeurer attachés aux termes " Atomic energy law ". Vous avez d'ailleurs montré (cf. votre article " für Terminologie des Atomenergierechts ") que cette dernière dénomination était défendable. Vous me permettrez toutefois de penser que le " noyau ", et ce qui " s'y passe ", est la source de la plupart de nos problèmes que doit régenter notre discipline, c'est pourquoi je préfère pour ma part voir figurer l'adjectif " nucléaire ". Convient-il de l'expliciter davantage en le rattachant au substantif " énergie " plutôt qu'à celui de " droit " ? C'est certainement plus correct du point de vue physique, et sur ce plan cela n'implique nullement une limitation de l'objectif aux centrales, les rayonnements ionisants produits par des radioéléments et utilisée à des fins diverses (gammagraphie, traceurs, jauges, etc) étant porteurs d'énergie. Je reconnais volontiers que cette considération ne répond qu'imparfaitement à l'objection que vous formulez de sa réception par les profanes. Toutefois les juristes spécialisés que nous aimerions voir entrer dans l'association ne s'y tromperont pas, d'autant plus que comme vous l'avez noté vous-même, le terme de " Kernenergierechts " tendait à se répandre.

Quant aux sigles, ils me paraissent meilleurs que ceux qui auraient pu résulter des statuts publiés. Ils ne sont certes pas parfaits. Le sigle anglais me fait craindre une confusion avec les Inter American...mais si nous écrivions " droit de l'énergie atomique " le sigle français ferait penser à un opéra. Ce qui ne serait peut-être pas dirimant.

Pour résumer ces observations que je ne juge pas bien pertinentes, je suis d'avis de donner satisfaction sur ce point à M. CARBONE, initiateur de notre association.

La dénomination proposée est " classique ", au moins en Europe (cette limitation géographique est pour moi son principal défaut, mais toute autre soulèverait aussi des objections. L'essentiel est pour moi l'entente que je crois avoir obtenue à Rome sur l'orientation et l'objet de l'association.

2 – En ce qui concerne les modifications que nous avons proposé d'apporter aux statuts, je relève que M. CARBONE paraît d'accord mais qu'il propose d'y procéder à l'issue d'une assemblée générale, ce que vous contestez.

Compte tenu du fait que les statuts ont été régulièrement publiés au Moniteur, pour opérer régulièrement cette modification il nous faut observer ces statuts (la loi belge du 25 octobre1919, qui nous régit, dans son art. 2 – 8 impose de faire figurer aux statuts " les conditions de leur modification ". Ceux-ci, art. 19, prévoient que les modifications de statuts nécessitent l'adhésion de la majorité des membres exprimée au cours de l'assemblée générale.

Mais du fait que l'art. 17 desdits statuts donnent le droit d'assister à l'assemblée aux membres en règle de cotisation – je ne vois que vous et M. CARBONE dans ce cas – (j'attends pour ma part la désignation du compte) et qu'ils peuvent se faire représenter, je ne vois guère de divergence autre que de pure forme avec votre proposition. Je propose donc d'adresser aux premiers administrateurs désignés à l'art. 23 des statuts, une lettre leur demandant 1° de cotiser, 2° d'assister ou de se faire représenter par l'un de nous trois à une réunion à Bruxelles (que nous qualifierons pour les besoins de la cause assemblée générale et que nous pourrions tenir avant de nous rendre chez le notaire) aux fins – c'est là que cela devient cavalier – de leur futur " suicide ". C'est délicat certes mais non insurmontable et cela est bien enrobé et expliqué !

3 – Cotisations

En ce qui concerne la cotisation " normale ", je pense avec vous que le montant de 10$ US doit être retenu et non celui de 50$ proposé par M. CARBONE.

La grosse question sera d'amortir les frais de constitution et de modification. Connaissant d'expérience le coût très réduit de la constitution d'association en France (timbres fiscaux, publication au journal officiel), j'ai été fort étonné de constater que les statuts avaient été établis par acte notarié et que les honoraires en avaient été élevés. A vous lire, il me semble que vous éprouvez un peu de jalousie à l'égard de vos confrères belges. M. GIJSSELS serait certainement de bon s conseils à cet égard. Je me sens un peu gêné – à tous les sens du mot – car je fais actuellement construire une maison – devant votre générosité et celle de nos amis italiens.

En ce qui concerne les frais de participation au Congrès, je doute que même en portant les cotisations à un montant supérieur à 10$ nous puissions diminuer l'importance de ces droits de participation. La solution réside à mon avis dans l'aide des organisations qui voudront bien nous accorder leur patronage, notamment pour la publication des actes du congrès. Certes, à la différence de congrès tels que ceux de l'Internationale Radioprotection Association, nous ne pouvons guère espérer tirer des ressources d'une exposition des fabricants de matériels de protection, dosimètres, etc. (je sais que la Société Française de Radioprotection ou l'ATEN couvrent au moins en partie – et quelques fois avec un solde positif – leur congrès grâce à de telles expositions. Peut-être que les éditeurs, Pergamon Press, par exemple, pourraient être intéressés par une présentation de leurs publications à l'entrée dans une annexe du Congrès (mais je reconnais qu'il serait difficile de demander à nos amis de Göttingen de payer pour obtenir le droit de montrer leurs travaux !). Sans

méconnaître les difficultés de financement du Congrès, je pense pour ma part qu'il convient de bien distinguer la vie normale de l'association qui doit être assurée, comme nous en sommes convenus, par les cotisations de ses membres personnes physiques, des congrès, pour le financement desquels un financement extérieur ne me choque pas s'il n'est pas de nature à jeter un doute légitime sur l'orientation des travaux.

Je ne sais si cette lettre vous parviendra avant votre départ pour les Antilles, quoiqu'il en soit, sachez, Monsieur le Professeur, même si vous ne la trouvez qu'à votre retour, que je souhaite que vous fassiez un séjour très agréable dans ces îles que l'on dit enchanteresses, que l'année qui va commencer bientôt vous apporte toutes les satisfactions que vous pouvez désirer.

Je vous prie de croire, Monsieur le Professeur, à l'assurance de mes sentiments respectueux les meilleurs.

Electricité de France
National Service

Facilities Department
3, rue de Messine, Paris 75008
Paris, 22 December 1971

Prof. Fischerhof

Dear Prof. Fischerhof,

Thank you for your letter of 2 December 1971. I sent a copy thereof to Mr Carbone and requested him to agree to the name of Mr Gijssels. If Mr Carbone also agrees to co-opt Mr Gijssels, I will write to him and send him the current memorandum and articles of association and plans of our association. With regard to the suggestions and comments in your aforementioned letter and in Mr Carbone's letter dated 23 November, I think we should reach an agreement.

1 – *The name of the association*

The memorandum and articles of association published in the Moniteur belge refers to the association under the name of "Association Internationale du droit nucléaire". Mr Carbone now proposes the name of "Association Internationale du droit de l'énergie nucléaire". You raise several objections against this proposal (length, pronunciation of the acronym, risk of a too restrictive interpretation) and you maintain that the English name inserted in the proposed amendment should be kept.

I do not claim to be the specialist "jouer Gros Jean qui en remontre à son curé" (according to an old French saying!) as you are one of the rare writers to have seriously looked into these terminology problems and through them the purpose and limits of our discipline. I doubt that we can find a name that is fully satisfying as the Americans seem to be attached to the terms "Atomic Energy Law". You moreover showed (see your article "Für Terminologie des Atomenergierechts") that this name was tenable. However, you will allow me to think that the "atom and what happens there" is the source of most of the problems that our discipline must rule over, this is why I would prefer to see the adjective "nuclear" mentioned. Has it to

be explained better by attaching it to the substantive "energy" rather than to that of "law"? It is certainly more correct from the physics point of view and on this level it in no way implies a limitation of the subject to power stations, ionising radiation produced by radio-elements and used for various purposes (gammagraphy, tracers, gauges, etc.) as they are energy carriers. I readily acknowledge that this consideration only partly replies to the objection that you make concerning its perception by laymen. However, the specialised jurists that we would like to join the association will not be mistaken, all the more so as you yourself noted that the term "Kernergierechts" is tending to become widespread.

As regard the acronyms, I think that they are better than those that could be derived from the published statutes of association. Admittedly, they are not perfect. The English acronym makes me fear a confusion with the Inter American ... but if we write "atomic energy law" (droit de l'énergie atomique), the French acronym would give the impression of an opera. Which perhaps would not matter.

To summarise these comments, which I do not consider to be very relevant, I am of the opinion that we should give Mr Carbone, the initiator of our association, satisfaction on this point. The proposed name is "traditional" at least in Europe (this geographic limitation is in my opinion its main defect) but any other name would also raise objections. The main thing for me is the understanding which I believe we reached in Rome concerning the orientation and purpose of the association.

2 – With regard to our proposed amendments to the statutes of association, I note that Mr Carbone seems to be in agreement but he proposes that these amendments be implemented at the close of a General Meeting, which you disagree with.

Considering the fact that the statutes of association were duly published in the Moniteur, to duly make this amendment we must comply with the articles of association (article 2-8° of the Belgian law of 25 October 1919, which governs us, requires that the "conditions governing amendments" must be set forth in the articles of association. Article 19 thereof provides that amendments of the articles of association require the support of the majority of the members expressed during the General Meeting). So, it seems to me that Mr Carbone is right in requesting that the General Meeting vote these amendments.

But because article 17 of said articles of association give members who have paid their subscriptions a right to attend the meeting - I see only you and Mr Carbone in this case (I am waiting for the account to be designated) - and who can be represented, I can hardly see any divergence with your proposal, other than that of pure form. I therefore propose to send the first members of the Board appointed in article 23 of the articles of association a letter requesting them 1° to pay the subscription 2° to attend or be represented by one of the three of us at a meeting in Brussels (which for the purpose in hand we shall refer to as a General Meeting and which we could hold before going to the notary) for the purposes - that's where it becomes cavalier - of their future "suicide". Admittedly, it is delicate but not insurmountable if it is well expressed and explained!

3 – *Subscriptions*

With regard to the "normal" subscription, I am of the same opinion as you that the amount of $10 dollars must be accepted and not that of $50 proposed by Mr Carbone.

The big question will be to pay off the costs of setting up the association and of amending the articles of association. Knowing by experience the very low cost of setting up an association in France (tax stamps, publication in the official journal), I was highly surprised to note that the articles of association had been drawn up by notarial deed and that the fees thereof were high. Reading your letter, it seems to me that you are a bit jealous of your Belgian colleagues! Mr Gijssels would certainly offer good advice in this regard. I feel a bit embarrassed, in all the senses of the word, as I'm having a house built at the moment, faced with your generosity and that our Italian friends.

With regard to the costs of participating in the congress, I doubt that even by bringing the subscription to an amount over $10, we can decrease the importance of these rights of participation. The solution, in my opinion, lies in

the assistance of organisation that would like to sponsor us, in particular, for publication of the congress's proceedings. Admittedly, unlike congresses such as those of the International Radioprotection Association, we can hardly hope to draw funds from an exhibition by manufacturers of protection equipment, dosimeters, etc. (I know that the French Society of Radio-protection or ATEN covers at least part, and they sometimes end up with a positive balance, of their congress thanks to such exhibitions). Perhaps publishers, Pergamon Press, for instance, could be interested in displaying their publications at the entrance or in an annex of the Congress (but I acknowledge that it would be difficult to request our friends from Göttingen to pay to obtain the right to show their works!). Without disregarding the difficulties of financing the Congress, I am of the opinion that a distinction should be made as regards the normal life of the association, which must be guaranteed, as we agreed, by the subscriptions of its congress members, natural persons. Outside financing does not shock me if no legitimate doubt is cast on the orientation of the work.

I do not know if this letter will reach you before you leave for the West Indies, however, if you only receive it upon your return, I wish you a very pleasant holiday in these islands which are said to be enchanting and that the new year that will bring you all the satisfaction that you may desire.

Yours sincerely,

J. Hébert

Lettre de M. Carbone au Professeur Fischerhof à M. Jean Hébert en date du 29 décembre 1971

Faisant suite à ma lettre du 23 novembre et à la correspondance qui en a suivi, je me permets de faire les commentaires suivants :

1) Accord complet sur le nom de M. Gijssels

Toutefois, je pense qu'il faudrait trouver d'autres partenaires belges, notamment par l'intermédiaire de M. Gijssels lui-même.
Le " partnership " de Me Noël ne peut être considéré qu'à titre provisoire et d'ordre purement formel.

2) Je suis un peu étonné de voir que la dénomination de l'Association telle qu'elle existe actuellement n'est pas considérée dans sa formule complète. Sur le Moniteur belge du 27 août 1971, page 9927, il est bien marqué que :

" un arrêté royal du 12 août 1971 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale " Association internationale du Droit et de l'Economie nucléaire "
dont le siège est à Bruxelles.
2° approuve les statuts de cette association.

Je ne comprends pas pourquoi vous parlez maintenant de Statuts désignant cette association comme " " Association internationale du droit nucléaire ".

Il me semble que les statuts, tant qu'ils ne sont pas modifiés, ne peuvent pas dénommer une association autrement que comme elle a été dénommée dans l'acte de constitution.

Pour moi, il doit y avoir un malentendu ou une erreur de transcription quelque part.

A la place de " Association Internationale du droit et de l'économie nucléaire " (FORMULE ACTUELLE) j'ai proposé, dans un esprit de collaboration avec les idées et les suggestions de M. le Professeur Fischerhof : " Association Internationale du droit de l'énergie nucléaire " (FORMULE NOUVELLE).

J'aimerais savoir :
- en quoi la nouvelle formule serait-elle plus longue que celle actuellement en vigueur (il y a un mot de moins) ;
- en quoi serait-elle plus difficile à prononcer dans sa formule réduite (sigle) : A.I.D.E.N. (sigle de la dénomination actuelle) A.I.D.E.N. (sigle de la dénomination proposée).

3° En ce qui concerne les cotisations, il faudrait que l'assemblée décide d'une manière définitive là-dessus : il ne me semble pas juste que les partenaires soient mis, dans ce cas, devant le fait accompli.

Je vois assez facilement que la plus grande partie des membres voudra mieux retenir le montant de 10 dollars que celui de 50 dollars que j'ai proposé (malgré la dévaluation récente de cette monnaie, ce qui reste tout de même relatif). Toutefois, tous doivent être mis au courant de ces questions. Ce n'est pas parce que certains d'entre nous vont payer une plus grande partie de frais de notaire qu'ils doivent avoir davantage de droits, à moins que l'assemblée n'en décide ainsi.

A mon avis, la question des cotisations doit être réglée de la manière suivante : ces cotisations doivent-elles servir à quelque chose ou sont-elles de pure forme ? Dans le premier cas, le montant de 10$ ne peut être retenu, dans le deuxième cas, oui.

Je ne suis pas certain que la plupart des associés veuillent payer une cotisation de soutien, qui ne donne aucun avantage, sauf sur le plan " moral ".

Si une décision est prise sur l'utilité opérationnelle des cotisations, il me semble donc logique que le montant à percevoir soit tel qu'il permette un minimum d'activité (compte tenu du fait que toute collaboration devrait être faite à titre gratuit). Dans ce cas, la somme de 50$ par an me paraît tout à fait normale, s'agissant de sacrifier sur ses besoins personnels un peu plus de 4 dollars par mois, le prix d'un repas dans un restaurant moyen.

Je ne veux pas trop insister sur cette histoire, mais j'ai peur que, démunis de toute somme d'argent consistante, nous ayons une existence trop aléatoire du point de vue de nos rapports avec le monde extérieur.

Je suis tout à fait d'accord avec M. Hébert lorsqu'il exclut la possibilité de survivre grâce à une publicité, aussi sérieuse soit-elle. Ce n'est pas dans le style des juristes. Reste donc le problème de demander une aide (totale) à des organismes internationaux (OCDE – EURATOM - IAEA). La je vois une tâche immense et fondamentale pour M. le Professeur Fischerhof. Je crains toutefois que les démarches pour obtenir la satisfaction de nos besoins ne soient trop longues et compliquées.

Je suis d'accord avec M. le Professeur Fischerhof sur le point que les Congrès sont des évènements complètement à part où les délégués payent (plus ou moins tous, sauf des personnalités très importantes), et où des organismes peuvent contribuer largement. Toutefois, nous ne pouvons pas vivre seulement en fonction des Congrès. Puisque ceux-ci doivent être assez spectaculaires, ils ne peuvent être organisés que tous les deux, voire trois ans. Et entre temps ? Un bulletin de liaison, une publication au moins annuelle (ce n'est pas possible de faire une revue, il n'y a pas le temps ni le matériel, et cela coûte très cher) me semblent nécessaire pour nous faire connaître, pour nous faire, éventuellement, apprécier.

En tant que secrétaire général du CISDEN depuis octobre 1969, j'ai une petite expérience personnelle de ces choses là et je sais combien elles sont utiles. Autrement tout se perd fatalement. Si nous pouvions disposer de 1000 – 1500 dollars par an seulement, ce qui me semble raisonnable, nous serions capables de faire, sur un plan plus élevé et dans un cadre plus vaste, ce que fait actuellement le CISDEN (Bulletin + 1 publication annuelle).

J'attends par conséquent votre accord sur ces points et je pense que, très prochainement, je pourrai me rendre à Bruxelles. Je voudrais que le Professeur Fischerhof ait aussi l'amabilité de pressentir les amis de Göttingen.

Je n'ai pas encore eu la possibilité de régler le notaire, soit pour des raisons de travail, soit en raison de la tempête monétaire de ces derniers jours. Je pense pouvoir effectuer le nécessaire personnellement au cours du prochain voyage.

Je profite de l'occasion pour souhaiter à tous une année excellente en santé et bonheur.

Rome, 29 December 1971
Prof. Hans Fischerhof
Grillparzerstrasse 41
D 6 Frankfurt am Main 1

Mr Jean Hébert
Director of the Nuclear Law Department
Electricité de France
3, rue de Messine,
75008 Paris

Further to my letter dated 23 November and the correspondence exchanged as a result thereof, I would like to make the following comments:

1) *Full agreement concerning the name of Mr Gijssels*

However, I think that other Belgian partners should be found, in particular, through the intermediary of Mr Gijssels himself.

Mr Noël's "partnership" can only considered on a provisional and purely formal basis.

2) *I am a little surprised to see that the name of the association such as it currently exists is not mentioned in full. In the Moniteur belge of 27 August 1971, page 9927, it is clearly stated that*

"A *royal order of* 12 August 1971:

1° *grants legal status to the international association "Association Internationale du Droit et de l'Economie Nucléaires" whose offices are based in Brussels.*

2° *approves the memorandum and articles of association of this association.*

I do not understand why you now speak of the articles of association designating this association as "Association Internationale du droit nucléaire".

It seems to me that the articles of association as long as they have not been amended cannot designate an association otherwise than as it was designated in the charter.

There is in my opinion a misunderstanding or a mistake in the transcription somewhere.
Instead of "Association Internationale du droit et de l'économie nucléaire" (current name), I proposed, in a spirit of collaboration with the ideas and suggestions of Prof. Fischerhof:
"Association internationale du droit de l'énergie nucléaire", (new name).

I would like to know
- how the new name would be longer than the name currently in force (there is one word less);

- how would it be difficult to pronounce in its limited form (acronym): A.I.D.E.N. (acronym of the current name) A.I.D.E.N. (acronym of the proposed name).

3° With regard to subscriptions, the association will have to take a final decision on the matter: I do not think it is fair that in the case the partners are placed before the fait accompli.

I can easily understand that most of the members would prefer the amount of $10 to that of $50 days that I proposed (despite the recent devaluation of this currency, which remains proportional all the same). However, everybody should be informed of these questions. It is not because some of you are going to pay most of the notary's costs that they should have more rights, unless the Meeting decides otherwise.

In my opinion, the question of subscriptions must be settled in the following manner:
These subscriptions, must they serve a purpose or be a question of pure form? In the first case, the amount of $10 cannot be retained, in the second case, yes.

I am not certain that most of the members would like to pay a support subscription, which does not give any advantage, except on the "moral" level.
If a decision is taken concerning the operational usefulness of subscriptions, it thus seems logical to me that the amount to be received is such that it allows a minimum level of activity (considering the fact that all collaboration should be free of charge).
In this case, the sum of $50 per year seems quite normal to me as it amounts to sacrificing a little more than $4 per month - the price of a meal in an average restaurant.

I do not wish to insist too much on this point but I fear that, without any consistent sum of money, our existence will be too uncertain from the point of view of our relations with the outside world.

I am quite in agreement with Mr Hébert when he rules out the possibility of surviving thanks to advertising however serious it may be. It is not the style of jurists to do so. Then, there is the problem of requesting an aid (total) from international organisations (OECD, EURATOM, IAEA). There, I see a huge and fundamental task for Prof. Fischerhof. I fear however that the steps taken to obtain satisfaction of our needs will be too long and complicated.

I agree with Prof. Fischerhof on the point that congresses are completely separate events where the delegates pay (more or less all of them, barring the VIPs) and where national organisations may make a wide contribution. However, we cannot live solely in relation to congresses. As they must be rather spectacular, they can only be organised every two even three years. In the meantime, what do we do? I think we need a liaison sheet, a publication which is at least annual (it is not possible to publish a review, there is no time or material and it costs too much) to make ourselves known and possibly appreciated.

As the general secretary of the C.I.S.D.E.N. since October 1969, I have a small personal experience of these matters and I know how useful they are. Otherwise, everything is fatally lost. Could we have $1,000 to $1,500 per year only, what seems reasonable to me, would mean we are capable of doing - on a higher and vaster level - what is currently done by the C.I.S.D.E.N. (sheet + 1 yearly publication).

Therefore, I am waiting for your agreement on these points and I think that I will visit Brussels very shortly. I would like Prof. Fischerhof to be kind enough to sound out the Göttingen friends.

I have still not had the possibility of paying the notary either because of reasons related to work or the currency crisis of the last few days. I think that I can do whatever is necessary during my next trip.

I would like to take this opportunity to wish you all excellent health and happiness during the New Year.
Carbone

Lettre du Professeur Fischerhof au Docteur Pelzer datée du 19 janvier 1972

Objet : Association Internationale du Droit Nucléaire

Cher Docteur Pelzer,
Je vous remercie pour votre lettre du 7 courant.
Je suis au regret de vous dire que, étant donné les difficultés posées par le côté italien, j'ai décidé de mettre un terme à mes efforts concernant de nouveaux statuts, de démissionner de mon poste de président et de quitter l'association. Pour ne pas mettre les membres allemands devant le fait accompli, je n'ai pas encore mis en œuvre cette décision mais je vous en informe. J'aimerais que vous en informiez immédiatement le Professeur Rauschning et Monsieur Bischof. Je serai prochainement à Francfort pour une réunion au cours de laquelle j'expliquerai ma décision sur la base des documents et des négociations.

Vous pourrez cependant déjà vous en faire une idée avec les documents joints suivants :
1. Projet de statuts d'accord entre M. Hébert et moi-même
2. Mon courrier du 4.11.1971
3. Lettre de M. Hébert du 23.11.1971
4. Lettre de M. Carbone du 23.11.1971
5. Lettre de M. Hébert du 22.12.1971
6. Lettre de M. Carbone du 29.12.1971

Formule de politesse

Letter from Prof. Fischerhof to Dr Pelzer dated 19 January 1972

Re: *International Nuclear Law Association*

Dear Dr Pelzer,
Thank you for your letter of the 7 inst.
I am sorry to inform you that given the difficulties posed by the Italian side, I have decided to put an end to my efforts concerning the new articles of association, resign from my post as chairman and leave the association. To avoid having to put the German members before the fait accompli, I have still not implemented this decision but I am informing you thereof. I would like you to immediately inform Prof. Rauschning and Mr Bischof. I will soon be in Frankfurt for a meeting and I will then explain my decision on the basis of documents and negotiations.

However, the following enclosed documents will give you an idea:
1. *Draft articles of association drawn up in agreement between Mr Hébert and myself.*
2. *My letter dated 4 November 1971*
3. *Mr Hébert's letter dated 23 November 1971*
4. *Mr Carbone's letter dated 23 November 1971*
5. *Mr Hébert's letter dated 22 December 1971*
6. *Mr Carbone's letter dated 29 December 1971*

Yours sincerely,

Lettre du Docteur Pelzer A M. Ferdinando Carbone Du 11 février 1972

" Cher M. Carbone,

Je voudrais vous remercier de vos aimables vœux de Nouvel An et vous retourner les miens en espérant que l'année 1972 intensifiera notre collaboration dans le domaine du droit nucléaire.

J'ai le regret de vous avouer que c'est un événement fâcheux qui dicte ma lettre. En effet, dans son courrier du 20 janvier dernier, le Professeur Fischerhof m'a fait part de son intention de démissionner de la Présidence de l'Association et de quitter cette dernière.
Le Professeur Fischerhof nous a donné les raisons de sa décision à l'issue desquelles il ne voyait pas de réelle possibilité de collaboration harmonieuse. Il a cité ainsi, d'une part, votre manière de collaborer et, d'autre part, les critiques que vous lui avez

adressées dans vos lettres de 23 et 28 novembre 1971 au sujet de ses initiatives en tant que Président de notre Association. Qui plus est, il était déçu de ce que vous n'ayez pas trouvé le temps, à l'occasion de la Conférence de Cisden en 1971, d'avoir une discussion approfondie avec lui et avec M. Hébert sur tous les problèmes en suspens, et de ce que vous vous soyez limité à un bref entretien à l'aéroport. Il lui semble, dans ces circonstances, ne plus être à même d'assurer correctement ses fonctions.

J'en ai parlé avec le Professeur Rauschning et avec le Conseiller Bischof qui m'ont autorisé à vous transmettre notre point de vue sur cette situation. Bien que nous soyons conscients de ne pas connaître tous les détails de vos divergences avec le Professeur Fischerhof, nous voudrions néanmoins exprimer notre opinion :
1. Nous regretterions énormément que le Professeur Fischerhof maintienne sa décision de démissionner et de quitter l'Association. En effet, spécialiste de renommée internationale du droit nucléaire, il est hautement qualifié pour doter la jeune Association d'une base solide et lui donner une dimension internationale. Nous ne voyons actuellement personne qui soit capable de le remplacer et qui soit prêt à reprendre sa lourde tâche.

2. Nous approuvons de manière générale les initiatives prises par le Professeur Fischerhof. C'est le cas aussi bien pour son projet de congrès à Karlsruhe et dont les détails peuvent encore faire l'objet d'une discussion, que pour le projet de révision des statuts dont une ébauche a été déjà proposée par M. Hébert.

3. Si notre lecture de vos deux lettres est correcte, vos deux principales objections concernent deux propositions : le nouveau nom et la limitation des cotisations annuelles à USD 10.
a) Comme vous le savez depuis notre conversation à Göttingen, nous ne sommes pas particulièrement satisfaits de l'introduction du terme " Economie Nucléaire " dans le nom de l'Association. Ainsi, nous acceptons volontiers tout amendement des statuts actuels permettant sa suppression. Nous accordons peu d'importance au fait que le nom comporte l'expression " ...du droit nucléaire " ou " ...du droit de l'énergie nucléaire ". Ainsi, cela ne vaut probablement pas la peine de prolonger la discussion sur ce sujet. Il convient toutefois de remarquer que la proposition du Professeur Fischerhof et du Docteur Hébert présente l'avantage d'être la plus courte.

b) Nous vous accordons qu'il serait souhaitable de doter l'Association de tous les moyens financiers possibles. Nous pensons cependant qu'une contribution de USD 50 est en effet trop élevée. Elle découragerait, en particulier, l'adhésion des jeunes spécialistes employés dans les ministères, les commissariats à l'énergie atomique et les organisations internationales. Or, ce sont aussi ces gens-là que nous souhaitons retrouver parmi nos collaborateurs. Par ailleurs, nous ne connaissons aucune association scientifique du domaine juridique imposant une cotisation aussi élevée. La cotisation annuelle de la International Law Association (filiale allemande) s'élève à DM 35 et celle de la American Society of International Law à USD 10. Nous désirons rester dans cette fourchette même si nous sommes amenés par la suite à restreindre notre programme et à nous contenter, par exemple, d'une diffusion irrégulière de notre Bulletin. La recherche de parrainages financiers pour des projets donnés dépendra, en général, du talent de chaque Président - ce qui n'est aucunement compromettant ni déshonorant, aussi longtemps que notre indépendance n'est pas remise en cause. Or, le Professeur Fischerhof est le meilleur garant de cette indépendance.

4. Par conséquent, nous voudrions vous demander de revenir sur vos objections et d'approuver les projets du Professeur Fischerhof. Il serait regrettable que la prise de position intransigeante d'une personne mette notre Association en péril. Nous n'avons pas oublié que cette

dernière doit son existence à votre initiative et nous savons donc que vous unissez tous vos efforts aux nôtres en vue de son épanouissement.

Il nous faudra poursuivre la réflexion sur les décisions à prendre dans un avenir proche. Il nous semble qu'en premier lieu, il faudrait discuter du projet de révision des statuts proposé par M. Hébert. La convocation par écrit de l'assemblée générale n'étant pas stipulée par les statuts en vigueur, il faudra en discuter lors de la réunion qui sera convoquée avant la fin du mois d'avril de 1972, conformément à l'art. 16 des statuts. En outre, il faudra y soulever la question du congrès de Karlsruhe en 1973. Nous sommes convaincus qu'à cette occasion tout autre malentendu pourra être dissipé.

Je me suis permis d'envoyer une copie de la présente au Professeur Fischerhof et à M. Hébert. "

Dr. Norbert Pelzer
to avv. Ferdinando Carbone
February, 11. 1972

Dear Mr. Carbone,

I should like to use this opportunity to thank you for your kind New Year wishes sent to me at that time, wishing to return them and hoping that the year of 1972 will give an opportunity to intensify our co-operation in the field of atomic energy law.

I am sorry to say that the concrete reason to write is an unfortunate one: Professor Fischerhof informed me in his letter dated January the 20th 1972 that he intends to resign from his post as President of the Association and to leave the Association altogether. Professor Fischerhof gave us his reasons as follows: Your way of co-operation and the criticism which you expressed in your letters of 29.11.1971 and of 29.12.1971 to Professor Fischerhof in regard to different initiatives of his as President of our Association were such that he does not see a real chance for a smooth co-operation in the future. In addition he is disappointed that you did not find the time on the occasion of the 1971 Cisden Conference to discuss in full detail with him and Mr. Hébert all oustanding questions but that instead there was only a short discussion at the airport. He believes that under these circumnstances it is quite impossible for him to continue his work successfully.

I discussed this issue with Professor Rauschning and Assessor Bischof and I am authorized to give you our view of the situation as follows: though we are fully aware that we do not know all details of your differences with Professor Fischerhof, we should like to state our opinion.

1. We would very much regret if Professor Fischerhof should stick to his decision and leave the Association. Professor Fischerhof is an atomic energy law specialist of international rank who – especially at the time of the founding of the Association – is highly qualified to put the Association on a solid basis and to procure international standing to this organisation. At present we do not see anybody able to substitute him and who would be willing to take over this difficult position.
2. The initiatives as introduced by Professor Fischerhof in principle find our approval. This is true for the plan of a congress to be held in Karlsruhe – details of which may still be discussed – as well as for the planned amendment of the Statutes for which there is before us a draft, thanks to Mr. Hébert.
3. If we read your two letters correctly your main objections regard two points: you are against the proposed new name and the limitation of the annual fees to US$10.
a) As you know from our talk in Göttingen we are not happy with the inclusion of the words " Economie nucléaire " into the name of the Association. We therefore welcome every amendment of the present Statutes which will bring the deletion of this term. Whether the name should read " .. du droit nucléaire " or " .. du droit de l'énergie nucléaire " seems to be of minor importance in our opinion. A more lengthy discussion therefore is not necessarily worth the efforts put into it. However, it has to be stated that the proposal of Professor Fischerhof and Dr. Hébert is shorter which is a reason to prefer this alternative.
b) We quite agree that it would be desirable for the Association to have its own financial means as high as possible. Nevertheless we think that a contribution of US$50 is too high. It will especially discourage young specialists in ministries, atomic energy commissions, and international organisations from joining, and these are the people we of course want to win, too. We also do not know any scientific assocation in the field of law which imposes such a high contribution. The annual fees of the Internationa Law Association (German branch) is DM35, the American Society of International Law charges its members US$10. We also should stay within these limits. If we then have to keep our

programms small and e.g. have to go without a regular supply of a Bulletin, *this cannot be helped. In general, it will be up to each* President *to raise money from third party for special purposes. This is not in the least compromising and disgraceful as long as our independence is not prejudiced. That this will not be the case,* Professor Fischerhof *is here the best guarantor.*

4. *Therefore we should like to ask you to put off your objections and to approve the plans of* Professor Fischerhof. *It would be regrettable if through persistent sticking to one's own views our* Association *is jeopardized. We have not forgotten that the* Association *ows its life to your initiative and we therefore know that you as we intend to improve the well-being of the* Association *with all our efforts.*

We shall still have to think about the way to proceed in the near future. Of prime importance in our mind should be the discussion of the draft revision of the Statutes *as brought forward by* Mr. Hébert. *As the* Statutes *at present in force do not provide for a general meeting to be called in written form we shall have to discuss this matter at the meeting to be convened until the end of* April 1973, *this being in line with article* 16 *of the* Statutes. *In addition at this meeting the question of a* 1973 *congress in* Karlsruhe *will have to be dealt with. We are convinced that on this occasion also all other misunderstanding can be cleared.*

I take the liberty of sending copies of this letter to Professor Fischerhof *and* Mr. Hébert.

With kind regards, I remain

Yours sincerely

Lettre de M. Carbone au Professeur Fisherhof datée du 16 février 1972

Monsieur le Professeur,

Je viens de recevoir la lettre de M. Pelzer du 11 février, qui vous a été adressée pour information ainsi qu'à M. Hébert.

Je considère que vos critiques (que je trouve, entre parenthèse, injustes à mon égard) n'auraient pas dû être dévoilées à de tierces personnes, avant de m'en faire état directement.

Il s'agit là d'un procédé que je n'aurais pas suivi personnellement, le considérant contraire, en dehors de toute éthique professionnelle, à la bonne éducation. C'est pour cela que je vous écrit directement, sans le communiquer pour l'instant à personne d'autre.

Si je vous dois des explications et des excuses, c'est à moi directement que vous devez les demander et non par l'intermédiaire de quelqu'un qui, par ailleurs, pourrait avoir une vision déformée des choses.

Je considère que ce système de critiques indirectes est injurieux à mon égard. Même si je suis très jeune, je suis connu dans ma profession et j'attache beaucoup d'importance à mon honneur et au sérieux de ma conduite.

J'attends donc une réponse de votre part et me déclare prêt, dès à présent, à me soumettre à un jury d'honneur.

Veuillez agréer, Monsieur le Professeur, mes salutations distinguées.

Rome, 16 February 1972
Professor Hans Fischerhof
Grillparzerstrasse 41
Frankfurt am Main Germany

Dear Prof. Fischerhof,

I have just received the letter from Mr Pelzer *dated* 11 *February which was sent to you and to* Mr Hébert *for information.*

I consider that your criticism - which I find unfair - should not have been revealed to third parties before I *was directly informed.*

I personally would not have acted in this way as I *consider it contrary, before any question of professional ethics, to good conduct. This is why* I *am writing directly to you without disclosing this matter to anyone else.*

If I *owe you explanations and apologies, you should ask me directly for them and not go through someone who, moreover, could have a distorted view of matters.*

I *consider that this system of indirect criticism offensive. Even if* I *am very young,* I *am established in my profession and* I *attach a lot of importance to my honour and the seriousness of my conduct.*

So, I *am waiting from a reply from you and* I *state that* I *am ready as of now to go before a panel of honorary judges.*

Yours sincerely,

Carbone

Lettre du Professeur Fischerhof à M. Carbone en date du 8.4.1972

Cher Monsieur et confrère,

J'ai reçu votre lettre du 16 février que je n'ai pas comprise. Avec votre nouvelle lettre du 22 mars, vous m'avez envoyé une copie de cette lettre parce qu'elle était restée sans réponse.

Je vous assure que je ne vous reproche rien qui pourrait donner lieu de vous " soumettre à un jury d'honneur ". En même temps, je rejette les reproches injustifiés et incompréhensibles que vous m'avez adressés.

Notre correspondance a pour seul but de servir l'Association fondée par des membres italiens, français et allemands. Président de l'Association, je me considère obligé de communiquer notre correspondance aux autres membres de l'administration de l'Association.

J'espère que maintenant cette discussion que je regrette beaucoup sera terminée définitivement.

C'est dans l'intérêt de l'Association que, entre temps, j'ai conféré avec les membres allemands et que j'ai téléphoné avec M. Hébert. Ces membres sont d'accord pour convoquer l'assemblée générale de l'Association le samedi 8 juillet 1972 au matin à Bâle ou à Zurich. Nous avons choisi une ville en Suisse pour faciliter le voyage aux membres italiens. De Rome et de Milan, vous avez de bonnes communications par avion. Les membres allemands préfèreraient la ville de Bâle.

Avant la convocation officielle, je vous prie, cher Monsieur, de m'écrire aussi tôt que possible si cette date et cet endroit vous conviennent à vous et à M. Gambadella.

L'ordre du jour traitera du remboursement des coûts de la fondation de l'Association, du projet de nouveaux statuts (15.11.71) et du programme d'une conférence 1973.

Si M. Gambardella ou vous avez des propositions à faire pour l'ordre du jour, je vous prie de me le faire savoir aussi tôt que possible

Veuillez agréer, cher Monsieur, mes salutations distinguées

Copies à MM Hébert et Pelzer

Professor H. Fischerhof,
Grillparzerstrasse 41
6 Frankfurt am Main
Telephone: (0611) 561626

8 April 1972

Mr Ferdinando Carbone
Via S. Ilaria 2
I 00199 Rome

Dear Sir and Colleague,

I had received your letter dated 16 *February which I did not understand. With your further letter dated* 22 *March, you sent me a copy of this letter as there had been no reply thereto.*

I assure you that I have nothing to blame you with which could entail your "going before a panel of honorary judges". At the same time, I reject the unjustified and incomprehensible reproaches made against me.

The sole purpose of our correspondence is to serve the association set up by the Italian, French and German members. As chairman of the association, I consider that I am obliged to send on our correspondence to the other members of the management bodies of the association.

I now hope that this discussion which I deeply regret will be finally closed.

It is in the interest of the association that, in the meantime, I conferred with the German members and I telephoned Mr Hébert. These members are in agreement to call the General Meeting of the Association on **Saturday morning, 8 July** *1972 in Basle or Zurich. We have chosen a town in Switzerland to make the journey easier for the Italian members. There are good connections by plane from Rome and Milan. The German members would prefer Basle.*

Before the official notice of meeting, I request you to write to me as soon as possible to let me know if this date and this place suit you and Mr Gambardella.

The agenda will deal with the refund of the costs of setting up the association, the draft of the new articles of association (15 November 1971) and the programme of a conference in 1973.

If either you or Mr Gambardella have any proposals for the agenda, please let me know as soon as possible.

Yours sincerely,
Fischerhof

Copies:
Mr Hébert, Ph.D.
Dr Pelzer, Göttingen University

Lettre de M. Carbone au Professeur Fischerhof datée du 18 avril 1972

Monsieur le Professeur,

J'ai bien reçu votre lettre du 8 avril. Je prends acte de votre affirmation " je ne vous reproche rien qui pourrait donner lieu de vous soumettre à un jury d'honneur ". La lettre en elle-même et son contenu général sont tels que je me considère parfaitement satisfait par rapport à la lettre de M. Pelzer. Je considère donc inutile de continuer à parler de cette pénible affaire et je suis heureux que l'on soit arrivé à une solution positive.

En ce qui concerne la date et le lieu de notre rendez-vous, ni mon confrère ni moi n'avons de difficultés particulières pour nous y rendre. Nous avons cependant noté que :

1. Le terme du 30 avril a été dépassé ;

2. Maître Noël, qui est actuellement notre administrateur belge (pro tempore) n'apparaît pas dans la liste des personnes pressenties pour le rendez-vous. Il est nécessaire qu'au moins un administrateur belge soit présent (ou représenté) à la réunion. Etant donné l'importance de cette Assemblée, qui a un caractère extraordinaire, il serait souhaitable que la partie belge soit présente effectivement ;

C'est pour ces raisons que je vous prie de bien vouloir considérer les suggestions qui suivent :

a) recueillir le consentement général sur le dépassement de la date du 30 avril fixée par les statuts de l'Association ;
b) assurer la présence d'un belge à l'Assemblée : il pourrait s'agir de Me Noël ou même, si M. Hébert l'a déjà contacté et obtenu son consentement, M. Gijssels.
c) Nous serions heureux de recevoir, en temps utile, le texte définitif des Statuts mis au point par M. Hébert, ainsi que l'ordre du jour complet et un schéma de projet détaillé du programme du Congrès de Karlsruhe.
d) Nous pensons que les modifications des Statuts de l'Association devront forcément avoir la même publicité que l'acte de constitution. Cela entraînera des frais supplémentaires à calculer lors du règlement des frais de notaire.

En attendant une aimable réponse de votre part, je vous prie d'agréer, M. le Professeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs

Copie à M. Hébert.

Rome, 18 April 1972

Prof. H. Fischerhof
Grillparzerstrasse 41
6 Frankfurt am Main 1

Dear Prof. Fischerhof,

I acknowledge receipt of your letter dated 8 April. I note your affirmation "I have nothing to blame you with which could entail your going before a panel of honorary judges". The letter in itself and its general purpose are such that I consider myself completely satisfied in relation to Mr Pelzer's letter. Therefore, I consider that it is useless to continue to speaking about this painful business and I am happy that we have come to a positive solution.

With regard to the date and place of our meeting, neither my colleague nor I have any special difficulties in getting there. We have however noted that:

1) the deadline of 30 April has been exceeded,

2) Mr Noël, who is currently our Belgian board member (temporary), is not shown on the list of persons sounded out for the meeting. At least one Belgian member should be present (or represented) at the meeting. Given the importance of this Meeting, which is extraordinary, it would be desirable that the Belgian party be actually present.

This is why I request you to consider the following suggestions:

a) obtain general consent to exceed the date of 30 April set by the statutes of association of the Association.

b) ensure that a Belgian attends the Meeting: this person could be Mr Noël or even, if Mr Hébert has already contacted him and obtained his consent, Mr Gijssels.

c) We will be happy to receive in due time the final text of the statutes of association drafted by Mr Hébert, the full agenda and an outline of the detailed programme of the Karlsrühe Congress.

d) We think that the amendments of the Association's statutes of association must necessarily be publicised in the same way as for the charter. This will involve extra costs to be calculated when paying the notary's costs.

Pending your reply,

I remain,

Yours sincerely,

Carbone

Copy to Mr Hébert.

Le décollage
The take off

Lettre du Docteur Fisherhof à M. Carbone du 29 avril 1972

Sujet : Association Internationale du Droit et de l'Economie nucléaires

" Cher collègue,

Je vous remercie pour votre lettre du 18.4.1972.

Je me réjouis de ce que vous et notre collègue, M. Gambardella, soyez d'accord sur la date du 8 juillet 1972 pour l'assemblée des membres en Suisse.

Naturellement, nous procèderons dans le sens suggéré par votre courrier. Je voulais, avant de prendre contact avec Maître Noël, m'assurer que la date vous convenait, à vous et à M. Gambardella.

J'espère donc pouvoir bientôt fixer de manière définitive la date du 8 juillet 1972 pour l'assemblée des membres à Bâle.

Letter from Dr Fischerhof to Mr Carbone dated 29 April 1972

Re: *International Nuclear Law and Economy Association (Association Internationale du Droit et de l'Economie nucléaires)*

"*Dear Colleague,*

Thank you for your letter dated 18 *April* 1972.

I'm delighted that you and our colleague, Mr *Gambardella, agree on the date of* 8 *July* 1972 *for the members' meeting in Switzerland.*

Naturally, we will proceed along the lines suggested in your letter. Before contacting Maître Noël, *I wanted to make sure that the date suited you and* Mr *Gambardella.*

So, I hope to be soon able to definitively set the date of 8 *July* 1972 *for the members' meeting in Basle.*

Lettre du Professeur Fischerhof au Docteur Pelzer en date du 8.6.1972

Lettre recommandée

Cher Monsieur,

Par la présente lettre, je convoque l'Assemblée générale de l'Association et le Conseil d'administration

le 8 juillet 1972
à 15h à Bâle (Suisse) à la salle de conférence " Baseler Stube " qui appartient au Restaurant de la Gare Centrale (SBB). Tout d'abord, un repas sera servi.
J'ajoute l'Ordre du jour avec deux annexes.

Je vous prie, cher Monsieur, de recevoir l'expression de mes sentiments les meilleurs.

3 annexes

ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION
et
REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
8 – VII – 1972 à Bâle (Suisse)

Ordre du jour

1. Ouverture par le Président
2. Nomination du secrétaire de la session et de deux scrutateurs (art. 18)
3. Liste de présence, procurations (art. 19)
4. Rapport du Président
5. Consentement sur le dépassement de la date du 30 avril fixée par l'article 16 des statuts
6. Cotisations arriérées (1971/72)
7. Remboursement des coûts de fondation à M. Carbone
8. Décharge des membres de l'administration
9. Election de M. Gijssels – de nationalité belger – membre de l'administration
10. Discussion sur la modification des Statuts selon annexe

Raisons principales :
a) dénomination et objet
b) membres physiques (et moral ?)
c) cotisation

11. Vote sur la modification des Statuts (art. 19)
12. Destination du siège social à Bruxelles
13. Autorisation d'un membre de l'administration d'adapter – le cas échéant – les Statuts à la loi belge et de remplir les formalités de publication des Statuts au Moniteur belge.
14. Nouvelle élection des administrateurs – dérogation à l'article 23

Suggestion : Fischerhof, Hébert, Carbone, Gijssels

15. Paiements de cotisations (1972/73) et gestion de fortune
16. Recrutement de nouveaux membres, traduction et impression des Statuts, expédition des invitations.
17. Programme du Congrès international 1973 selon annexe
18. Autorisation du Président d'organiser le Congrès
19. Thèmes, rapporteurs et présidents des Comités du Congrès

Prof. H. Fischerhof, Ph.D.
Lawyer and notary

Chairman of the "Association Internationale du Droit et de l'Economie Nucléaires"

8th June 1972

Mr Norbert Pelzer, Ph.D.
Göttingen

Dear Sir,

I hereby call the General Assembly of the Association and the Board of Management's meeting.

On 8 July 1972, at 1 p.m. in Basle (Switzerland) at the conference hall "Baseler Stube" owned by the Restaurant de la Gare Centrale (SBB). First of all, a meal will be served.

I add the Agenda with two appendices.

Yours faithfully,

3 appendices

GENERAL ASSEMBLY OF THE ASSOCIATION AND MEETING OF THE BOARD OF MANAGEMENT

8 July 1972 in Basle, Switzerland

Agenda

1. Inauguration by the chairman,
2. Appointment of the meeting's secretary and two clerks (Article 18).
3. Attendance list, proxies (Article 19)
4. Chairman's report
5. Consent because the date of 30 April set by Article 16 of the Articles of Association has been exceeded
6. Subscriptions in arrears (1971/1972)
7. Refund of the costs of setting up the Association to Mr Carbone
8. Discharge of the members of the management bodies
9. Appointment of Mr. Gijssels, a Belgian national, as a member of the board of management
10. Discussion concerning the amendment of the articles of association as per appendix

Main reasons:

a) name and purpose
b) members, natural persons (and legal persons?)
c) subscriptions

11. Vote on the amendment to the articles of association (Article 19).
12. Designation of the registered office in Brussels
13. Authorisation given to a member of the board of management to adapt, if need be, the articles of association to the Belgian law and to carry out formalities concerning the publication of the articles of association in the Moniteur belge.
14. New appointment of board members, exception to article 23

Suggestion: Fischerhof, Hébert, Carbone, Gijssels

15. Payment of subscriptions (1972/1973) and provisional management
16. Finding new members, translation and printing of the articles of association, sending out invitations.
17. Programme of the 1973 International Congress as per appendix
18. Authorisation of the Chairman to organise the Congress
19. Themes, rapporteurs and chairmen of the Congress's committees.

Souvenir d'un membre sud-américain
Jorge MARTINEZ-FAVINI

Les travaux de préparation de la convention sur la responsabilité des exploitants des navires nucléaires (approuvée en 1961) avaient été précédés de nombreuses réunions convoquées par le Comité Maritime international (voir la réunion de Ribeja de 1954 sur les navires nucléaires) et aussi par l'AIEA et dans certains cas aussi par des organisations maritimes d'assurance. A un moment donné, il y eut assez de bruit autour de deux projets de convention interaméricaine sur la responsabilité civile en matière nucléaire discuté au sein du Comité Juridique Permanent de la Commission Interaméricaine d'Energie Nucléaire (CIEN) qui, au fond, était une sorte de chapitre du Budget de l'organisation des Etats américains (dont le siège est toujours à Washington).

Entre les années 1958 et 1963 on peut dire qu'une vingtaine ou trentaine d'avocats (surtout) spécialistes ou fonctionnaires des organisations nationales ou internationales d'énergie nucléaire se sont rencontrés plusieurs fois dans un climat amical détendu et ce fut ainsi que naquit l'idée de créer l'AIDN. Peut-être on trouvera des commentaires ou des traces utiles dans le compte-rendu du premier congrès (dont je ne me rappelle ni le lieu ni la date).

Parmi les initiateurs de l'AIDN, je n'ai aucun doute que se trouvent Zaldiva, de los Santos Lasurtegui et M. Boulanger (allemand) auteur d'une chanson allusive à l'AIDN que je ne désespère pas de trouver. Du côté brésilien était Carlos Dunshee de Abranches – M. Lacroix était bien sûr parmi les pionniers. Il y avait dans les années 60, un anglais formidable, M. Trevor, dont on peut lire les interventions dans le livre bleu clair de l'AIEA sur la Conférence Diplomatique de la Convention de Vienne sur la Responsabilité Civile Nucléaire. Un jour on devrait rendre hommage au souvenir de John Trevor. Un homme important dans la matière, mais qui, je crois, n'a pas participé à l'AIDN, fut William Belser, Président dans les années 60 de l'Institut suisse de Réassurance et directeur du centre d'Etudes du Risque atomique qui publia de nombreux documents, incluant la législation en la matière. Belser (suisse allemand né – par hasard – à Buenos Aires) est (à mon avis) un autre personnage à citer obligatoirement, même s'il n'a pas laissé de traces d'impulsion de l'AIDN, ce que pourrait confirmer Mme Courteix (ou peut-être Maurice Lagorce). Bref, l'AIDN a été un résultat prévisible, naturel et de plus en plus attirant, de la rencontre fréquente (dans les années de l'euphorie – Goldschmidt dixit) d'un groupe international d'hommes devenus amis. On ne peut pas isoler l'AIDN du contexte positif des années 60 pour l'essor du nucléaire et sa mythologie. Je me rappelle que l'Amiral Rickover dans un discours de 1959 (avant les essais du Savannah) avait dit que dans les années 80, au moins 200 navires nucléaires seraient en service (bien sûr il se référait aux navires marchands ou à usages non militaires).

En 1999 est-ce que, au moins, il y a en service un ou deux brise-glaces russes ?
La loi espagnole des années 60 est un autre exemple émouvant de l'euphorie : elle se réfère aux aéronefs nucléaires !

Note : bien sûr je ne vais pas entrer dans le sujet " low share " ou usage des explosions nucléaires à des fins pacifiques qui ont provoqué d'innombrables discussions au sein de l'OPANAL (secrétariat du Traité de Tlatelolco).

Mais l'AIDN s'est développé et souvent – pas trop quand même – on a eu tendance à l'autocritique ou à des commentaires avec un certain humour sur les utopies devenues irréalisables, souvent liées à une conception du droit à l'autonomie du développement nucléaire qui s'est avéré non viable à cause de rapports hiérarchiques entre les pays ou par des considérations purement utilitaires.

Souvenirs of a South American member
Jorge Martinez-Favini

The work involved in preparing the convention on the liability of nuclear vessel operators (approved in 1961) was preceded by several meetings called by both the International Maritime Committee (see the 1954 Rijeba meeting on nuclear vessels) and the IAEA. In some cases, meetings were also called by shipping insurance organisations. At one point in time, there was much talk on the subject of two drafts for an inter-American agreement on civil liability in nuclear matters. These drafts were being debated by the Permanent Legal Committee within the Inter-American Nuclear Energy Commission (CIEN), which was actually a sort of chapter of the Organisation of American States Budget (whose office is still in Washington).

Between 1958 and 1963, there were between twenty and thirty specialists, civil servants, and especially lawyers from the national and international nuclear energy organisations who got together several times, holding meetings in a relaxed and friendly atmosphere. This gave rise to the idea of creating the INLA. We may be able to find some reference to this idea in the minutes from the first convention (for which I cannot remember the venue or the date).

Among those behind the creation of INLA, I distinctly remember Zaldivar, de los Santos Lasurtegui and Mr. Boulanger (a German), author of a song alluding to INLA, which I still hope to lay my hands on. There was Carlos Dunshee de Abrauches from Brazil, and Mr. Lacroix was also among the pioneers. In the 1960's, there was a wonderful Englishman, Mr. Trevor, whose speeches can be read in IAEA's light blue book on the Vienna Agreement Diplomatic Conference on Nuclear Liability. We should pay homage someday to John Trevor's memory. Another important man in the field, but who did not, I believe, participate in INLA, was William Belser, President of the Swiss Reinsurance Institute and Director of the Atomic Risk Study Centre, which published many documents, including the legislation on the subject. Belser, who was from German-speaking Switzerland but was born by chance in Buenos Aires, is, in my opinion, someone who must not be overlooked, although his influence over INLA cannot be directly traced, as Mrs. Courteix or Maurice Lagorce could confirm.

In other words, INLA was the predictable, natural and increasingly appealing outcome of the frequent meetings (in the euphoric years, as Goldschmidt said) of an international group of men who had become friends. INLA cannot be isolated from the positive context of the 1960's and the enthusiasm for nuclear energy and the mythology surrounding it. I recall Admiral Rickover in a speech in 1959 (prior to the Savannah tests), saying that there would be at least 200 nuclear vessels in service in the 1980's (he was of course referring to merchant ships or non-military uses).

And yet today, in 1999, are there maybe one or two Russian ice-breakers in service ?

The Spanish law from the 1960's is another moving example of the euphoria of the times - it refers to nuclear aircraft !

Note: I will of course avoid referring to the subject of low share or the use of nuclear explosions for peaceful purposes which sparked countless debates within the OPANAL group (secretary of the Tlatelolco Treaty).

Yet INLA grew and the group often, though not too often, indulged in self-criticism or somewhat caustic commentary on the subject of unattainable utopias, often related to a vision of nuclear development's right to autonomy which was not viable in the end, due to the hierarchical relationships between countries or to strictly utilitarian considerations.

Textes Juridiques

CONSTITUTION

Constitution de "L'Association internationale du Droit et de l'Economie nucléaires", en anglais "International Association for Nuclear Law and Economics" ; statuts déposés le 8 décembre 1970, approuvés par arrêté royal du 12 août 1971 et publiés au Moniteur belge du 7 octobre 1971.

Les soussignés :

1. Dr. jur. Dietrich Rauschning, professeur d'université, demeurant Nonnenstieg 47, D 3400 Göttingen (République fédérale d'Allemagne) ;

2. M. Werner Bischof, professeur d'université, demeurant Hainholzweg 42, D 3400 Göttingen (République fédérale d'Allemagne) ;

3. Dr. jur. Norbert Pelzer, professeur d'université, demeurant Gartenstrasse 9, D 3401 Holtensen über Göttingen (République fédérale d'Allemagne) ;

4. Prof. Dr. jur. Hans Fischerhof, avocat et notaire, demeurant Grillparzerstrasse 41, 6 Frankfurt A.M. 1 (République fédérale d'Allemagne) ;

5. M. Jean Hebert, cadre à l'Electricité de France, docteur en droit, demeurant rue Aristide Briand 8, Bourgival 78 (France) ;

6. Le professeur Alain Coret, docteur en droit, demeurant avenue de la Reine Astrid 79, Waterloo (Belgique) ;

7. M. Elio Gambardella, avocat, demeurant via Trazone 25, Rome (Italie) ;

8. M. Ferdinando Carbone, avocat, demeurant via Archimede 25, Rome (Italie).

Représentation

Les soussignés *sub* 1, 2, 3, 4 et 6 sont ici représentés par M. Ferdinando Carbone, préqualifié, suivant procurations en date des sept et huit décembre mil neuf cent soixante-dix.

Les procurations prémentionnées demeureront ci-annexées.

Lesquels comparants ont dressé, par les présentes, les statuts d'une association internationale à but scientifique, qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit :

CHAPITRE Ier
Forme, dénomination, siège, objet, durée

Article 1er. Il est formé, par les présentes, une association internationale à but scientifique dénommée en français : "Association internationale du Droit et de l'Economie nucléaires" et en anglais : "International Association for Nuclear Law and Economics", régie par la loi du vingt-cinq octobre mil neuf cent dix-neuf.

Article 2. Le siège social de l'association est établi à Forest-Bruxelles, avenue Brugmann 44.
Le siège social de l'association pourra être transféré dans toute autre commune de l'agglomération bruxelloise, par décision du conseil d'administration.
L'association peut établir des succursales ou dépendances en tout autre endroit de Belgique et de l'étranger.

Article 3. L'association a pour but de promouvoir et de poursuivre l'étude et la connaissance des problèmes juridiques et économiques relatifs aux activités nucléaires et à leur développement national et international; l'élaboration et l'étude de propositions et projets pour la réforme et/ou la modification des systèmes législatifs existants, dans le cadre international, et notamment au sein des Communautés européennes; la coopération scientifique avec des centres similaires pour l'exécution de programmes d'études et de recherches communes, l'échange d'informations et de savants, ainsi que la constitution d'une bibliothèque spécialisée et d'un service de renseignements et de documentation.
L'association pourra promouvoir notamment des recherches, des congrès,

des débats, des rencontres, des publications, des conférences et des séminaires.

Article 4. L'association est constituée par une durée illimitée.

CHAPITRE II
Membres

Article 5. Peuvent être membres de l'association : les experts des matières ayant trait aux buts de l'association, ainsi que les personnes physiques ou morales qui travaillent ou sont intéressées aux recherches dans le domaine nucléaire.
Sont membres de plein droit, les fondateurs de l'association et ceux qui, ensuite, y adhéreront et seront admis par le conseil d'administration.

Article 6. Les membres se départageront en trois catégories :
a) membres ordinaires;
b) membres bienfaiteurs;
c) membres d'honneur.
Les membres ordinaires sont ceux qui versent chaque année le montant de la cotisation fixée chaque année par le conseil d'administration, laquelle cotisation ne pourra excéder mille francs par an.
L'admission des membres ordinaires est décidée par le conseil d'administration sur la demande de l'intéressé.
Les membres bienfaiteurs sont les membres fondateurs et les membres qui, sur l'avis définitif du conseil d'administration ont bien mérité de l'association, par leur contribution morale, scientifique ou financière.
Les membres d'honneur sont des personnalités élues par le conseil d'administration parmi les experts les plus réputés des matières ayant trait aux buts de l'association.

Article 7. Tout membre peut démissionner de l'association à n'importe quel moment en notifiant sa démission par écrit au conseil d'administration.

Article 8. Les membres démissionnaires ou qui cessent d'appartenir à l'association pour quelque motif que ce soit, sur décision définitive du conseil d'administration, prise à la majorité des deux tiers des membres existants, ne pourront pas réclamer les contributions versées et ne pourront faire valoir aucun droit sur le patrimoine de l'association.

CHAPITRE III
Administration, surveillance

Article 9. L'association est administrée par un conseil d'administration composé d'administrateurs, membres de l'association ou non, élus pour une durée de trois ans et révocables par l'assemblée générale qui en détermine également le nombre. Les mandats des administrateurs sortants peuvent être renouvelés. Un des administrateur au moins sera de nationalité belge.
Le mandat des administrateurs sera gratuit.

Article 10. Le conseil d'administrations élit parmi ses membres un président et un vice-président.

Article 11. Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement, de son vice-président, chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige et chaque fois qu'un tiers au moins des administrateurs le demande.
Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans la convocation, qui contient l'ordre du jour et doit être adressé aux administrateurs par lettre recommandée sept jours au moins avant la date prévue pour la réunion.
Le conseil est présidé par le président du conseil ou, à son défaut, par le vice-président du conseil.
Les décisions sont prises à la majorité simple des administrateurs présents.
Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans un procès-verbal signé par la majorité au moins des membres présents et consigné dans un registre.

Les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président du conseil ou par le vice-président du conseil.

***Article* 12**. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes de disposition et d'administration qui intéressent l'association. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.
Le conseil d'administration organise le secrétariat de l'association dirigé par un secrétaire permanent.
Le conseil peut déléguer à toutes personnes des pouvoirs spéciaux.

***Article* 13**. Tous actes engageant l'association sont valablement signés soit par le président du conseil, soit par le vice-président du conseil, lesquels n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable du conseil, soit en vertu d'une décision spéciale du conseil d'administration.
Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de l'association, par le conseil d'administration, poursuites et diligences du président du conseil ou du vice-président du conseil ou d'un autre membre du conseil désigné à cet effet par ledit conseil.

***Article* 14**. L'assemblée élit dans son sein un ou plusieurs contrôleurs au comptes, qui doivent vérifier la tenue régulière de la comptabilité et rédiger un rapport sur les comptes et budget annuels.

CHAPITRE IV
Assemblées générales

***Article* 15**. L'assemblée générale se compose de tous les membres de l'association.
Elle a les pouvoirs les plus étendu pour ordonner, faire ou ratifier les actes qui intéressent l'association.

***Article* 16**. L'assemblée est convoquée par le conseil d'administration au moins une fois dans l'année pour l'approbation des comptes et du budget, dans les quatre mois qui suivent la fin de l'année sociale, et pour la première fois avant la fin du mois d'avril mil neuf cent soixante-douze.
Elle entend le rapport du conseil d'administration sur l'activité scientifique, la gestion économique et l'organisation administrative de l'association; à elle doivent, en outre, être soumises les propositions du conseil d'administration.
L'assemblée peut, en outre, être convoquée extraordinairement chaque fois que le conseil d'administration le juge nécessaire ou opportun, ou lorsqu'il y a une demande motivée, signée par au moins un dixième des membres.

***Article* 17**. La convocation de l'assemblée est faite par lettre recommandée expédiée à tous les membres au plus tard quinze jours avant celui fixé pour la réunion ou, en cas d'urgence, par télégramme envoyé au moins cinq jours avant la date de la réunion. L'avis de convocation doit indiquer l'ordre du jour.
Tous les membres qui sont en règle de cotisation ont le droit d'assister à l'assemblée. Les membres peuvent se faire représenter par d'autres membres.

***Article* 18**. L'assemblée est présidée par le président du conseil ou, en son absence, par le vice-président du conseil. A leur défaut, l'assemblée élit dans son sein son président.
Le président de l'assemblée nomme un secrétaire et, le cas échéant, l'assemblée désigne deux scrutateurs.

***Article* 19**. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres ordinaires et bienfaiteurs sont présents ou représentés.
Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre des membres réunis.
Chaque membre, à l'exception des membres d'honneur, possède une voix.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votants, sauf pour le cas de modifications aux statuts, qui nécessitera l'adhésion de la majorité des membres ordinaires et bienfaiteurs existants.
Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et consigné dans un registre.
Les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président du conseil ou le vice-président du conseil.

CHAPITRE V
Budgets et comptes

***Article* 20**. Chaque année, le trente et un décembre, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent soixante et onze, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice sont dressés.

CHAPITRE VI
Ressources de l'association

***Article* 21**. Les ressources de l'association sont constituées par les cotisations des membres, par les dons, par les contributions exceptionnelles et par les revenus de son patrimoine.

CHAPITRE VII
Dissolution, liquidation

***Article* 22**. La dissolution de l'association pourra être décidée en tout temps par l'assemblée générale, dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.
Ladite assemblée nommera les liquidateurs, fixera leurs pouvoirs et déterminera la destination du solde de la liquidation, lequel devra être affecté à une autre association poursuivant un but identique ou similaire.

CHAPITRE VIII
Dispositions transitoires

***Article* 23**. Sont nommés pour la première fois administrateurs de l'association, pour un terme expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent soixante-quatorze :
1. **Dr. jur. Dietrich Rauschning**, professeur d'université, demeurant Nonnenstieg 47, D 3400 Göttingen (République fédérale d'Allemagne), de nationalité allemande;
2. **M; Werner Bischof**, professeur d'université, demeurant Hainholzweg 42, D 3400 Göttingen (République fédérale d'Allemagne), de nationalité allemande;
3. **Dr. jur. Norbert Pelzer**, professeur d'université, demeurant Gartenstrasse 9, D 3401 Holtensen Über Göttingen (République fédérale d'Allemagne), de nationalité allemande;
4. **Prof. Dr. jur. Hans Fischerhof**, avocat et notaire, demeurant Grillparzestrasse 41, 6 Frankfurt A.M. 1 (République fédérale d'Allemagne), de nationalité allemande;
5. **M. Jean Hebert**, cadre à l'Electricité de France, docteur en droit, demeurant rue Aristide Briand 8, Bougival 78 (France), de nationalité française;
6. **Le professeur Alain Coret**, docteur en droit, demeurant avenue de la Reine Astrid 79, Waterloo (Belgique), de nationalité française;
7. **M. Elio Gambardella**, avocat, demeurant via Trasone 25, Rome (Italie), de nationalité italienne;
8. **M. Ferdinando Carbone**, avocat, demeurant via Archimede 25, Rome (Italie), de nationalité italienne;
9. **M. Emmanuel Noel**, avocat, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Brugmann 44, de nationalité Belge.

Sont appelés aux fonctions de :
a) Président du conseil : Prof. Dr. jur. Hans Fischerhof, préqualifié;
b) Vice-président du conseil : M. Jean Hebert, préqualifié.

Fait à Bruxelles, en trois exemplaires, le huit décembre mil neuf cent soixante-dix.

NOUVEAUX STATUTS

Modification des statuts de l'Association Internationale du Droit Nucléaire, en anglais, International Nuclear Law Association publiée au Moniteur belge du 8 février 1973.

CHAPITRE Ier
Forme, dénomination, siège, objet, durée

Article 1er. L'association internationale du Droit et de l'Economie nucléaires, en anglais : "International Association for Nuclear Law and Economics", est désormais dénommée : Association internationale du Droit nucléaire (A.I.D.N.), en anglais : "International Nuclear Law Association (I.N.L.A.)".
L'association est régie par la loi belge du vingt-cinq octobre mil neuf cent dix-neuf.

Article 2. Le siège social de l'association est établi dans l'agglomération bruxelloise et actuellement avenue de la Couronne 88.
Le siège social de l'association pourra être transféré dans toute autre commune de l'agglomération bruxelloise, par décision du conseil d'administration.
L'association peut établir des bureaux administratifs ou dépendances en tout autre endroit de Belgique et de l'étranger.

Article 3. L'association a pour but de promouvoir et de poursuivre dans le cadre international, l'étude et la connaissance des problèmes juridiques relatifs aux activités nucléaires pacifiques eu égard à la protection de l'homme et de l'environnement; l'échange d'informations entre les membres de l'association; la coopération scientifique avec d'autres associations ou institutions poursuivant des buts similaires.
L'association pourra organiser ou promouvoir notamment des congrès, des débats, des rencontres, des conférences, des séminaires, patronner des publications ou en éditer.
Article 4. L'association est constituée pour une durée illimitée.

CHAPITRE II
Membres

Article 5. Peuvent être membres de l'association : les personnes physiques qui ont fait preuve de leur compétence dans les matières ayant trait aux buts de l'association.

Article 6. Les membres se départageront en deux catégories :
a) membres ordinaires;
b) membres d'honneur.
Les membres ordinaires sont ceux qui versent chaque année la cotisation dont le montant est fixé par le conseil d'administration.
Ce montant ne pourra excéder 10 $ US, sauf modification décidée par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration.
L'admission des membres est décidée par le conseil d'administration sur la demande du candidat.
Le candidat pourra faire appel d'une décision de refus à la prochaine assemblée générale.
Toutefois, les fondateurs de l'association en sont de plein droit membres ordinaires.
Les membres d'honneur sont des personnalités élues par le conseil d'administration parmi les experts réputés dans les matières ayant trait aux buts de l'association.

Article 7. Tout membre peut démissionner de l'association à n'importe quel moment, sous réserve d'être à jour de sa cotisation, en notifiant sa démission par écrit au conseil d'administration.

Article 8. Les membres qui n'ont pas versé leur cotisation pendant deux années consécutives perdent, sur décision du conseil d'administration la qualité de membre de l'association.
Les membres qui ont agi à l'encontre des buts ou des intérêts de l'association peuvent être exclus, par la décision de l'assemblée générale prise à la majorité des deux tiers prévue à l'article 19 ci-après.
Les membres démissionnaires ou qui cessent d'appartenir à l'association pour

quelque motif que ce soit, ne pourront pas réclamer les contributions versées et ne pourront faire valoir aucun droit sur le patrimoine de l'association.

CHAPITRE III
Administration, surveillance

***Article* 9**. L'association est administrée par un conseil d'administration composé de quatre administrateurs au moins, membres de l'association, et élus, pour une période de trois ans, par l'assemblée générale, qui peut aussi les révoquer. Les mandats des administrateurs sortants peuvent être renouvelés.
Un des administrateurs, au moins, sera de nationalité belge.
Le mandat des administrateurs sera gratuit.

***Article* 10**. Le conseil d'administration élit parmi ses membres : un président, un premier et un deuxième vice-président.

***Article* 11**. Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement, d'un des vice-présidents, chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige et chaque fois qu'un quart au moins des administrateurs le demande.
Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans la convocation, qui contient l'ordre du jour, et doit être adressée aux administrateurs par lettre sept jours au moins avant la date prévue pour la réunion.
Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.
Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans un procès-verbal signé par la majorité au moins des membres présents.
Les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président du conseil ou par un des vice-présidents du conseil.

***Article* 12**. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes de disposition et d'administration qui intéressent l'association. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale.
Le conseil d'administration fixe l'organisation interne de l'administration dans un règlement intérieur soumis à l'approbation de l'assemblée générale.
Le conseil peut déléguer à toutes personnes des pouvoirs spéciaux.

***Article* 13**. Tous actes engageant l'association sont valablement signés par le président du conseil et par un des vice-présidents du conseil, lesquels n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable du conseil.
Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de l'association, par le conseil d'administration, poursuites et diligences du président du conseil ou d'un des vice-présidents du conseil ou d'un autre membre du conseil désigné à cet effet par ledit conseil.

***Article* 14**. L'assemblée élit dans son sein un ou plusieurs contrôleurs aux comptes, qui doivent vérifier la tenue régulière de la comptabilité et rédiger un rapport sur les comptes et budget annuels.

CHAPITRE IV
Assemblées générales

***Article* 15**. L'assemblée générale se compose de tous les membres ordinaires de l'association à jour de cotisation.
Les membres d'honneur ont également le droit d'assister à l'assemblée générale.
L'assemblée générale possède les pouvoirs les plus étendus pour ordonner au conseil d'administration, faire ou ratifier les actes qui intéressent l'association.

***Article* 16**. L'assemblée est convoquée en réunion ordinaire par le conseil d'administration pour l'approbation des comptes et du budget. Elle entend le rapport du conseil d'administration sur l'activité scientifique, la gestion financière et l'organisation administrative de l'association. Elle se prononce sur les propositions du conseil d'administration qui sont soumises à sa décision.
L'assemblée peut, en outre, être convoquée

extraordinairement chaque fois que le conseil d'administration le juge nécessaire ou opportun, ou lorsqu'au moins un dixième des membres ordinaires en fait la demande motivée et signée.

***Article* 17**. La convocation de l'assemblée est faite par lettre expédiée à tous les membres ordinaires, au plus tard trois mois avant le jour fixé pour la réunion. L'avis de convocation doit indiquer l'ordre du jour.

***Article* 18**. L'assemblée est présidée par le président du conseil ou en son absence par un des vice-présidents du conseil. A leur défaut l'assemblée élit dans son sein son président.
Le président de l'assemblée nomme un secrétaire et l'assemblée désigne deux scrutateurs parmi les membres présents. Ces quatre personnes constituent le bureau de l'assemblée.

***Article* 19**. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si elle réunit le quart des membres ordinaires, qu'ils soient présents ou représentés.
Au cas où l'assemblée ne réunirait pas ce quorum, une seconde assemblée serait convoquée dans les délais les plus brefs.
Cette seconde assemblée pourra valablement délibérer quel que soit le nombre de membres ordinaires présents ou représentés.
Chaque membre ordinaire possède une voix. Le nombre de mandats exercés par un membre présent pourra être limité par le règlement intérieur.
Les décisions sont prises à la majorité simple des votants.
Toutefois, les modifications aux statuts, la décision d'exclusion prévue à l'article 8 ci-dessus et la dissolution de l'association nécessiteront l'adhésion des deux tiers des membres présents et représentés.
Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées dans un procés-verbal signé par les membres du bureau.
Les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président du conseil ou un des vice-présidents du conseil.

CHAPITRE V
Budgets et comptes

***Article* 20**. Le conseil dresse les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

CHAPITRE VI
Ressources de l'association

***Article* 21**. Les ressources de l'association sont constituées par les cotisations des membres, par les dons acceptés par une délibération du conseil et par les revenus de son patrimoine.

CHAPITRE VII
Dissolution, liquidation

***Article* 22**. La dissolution de l'association pourra être décidée en tout temps par l'assemblée générale, dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.
Ladite assemblée nommera les liquidateurs, fixera leurs pouvoirs et déterminera la destination du solde de la liquidation, lequel devra être affecté à une autre association poursuivant un but identique ou similaire.

CHAPITRE VIII
Disposition transitoire

***Article* 23**. Sont nommés administrateurs de l'association, pour un terme expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent soixante treize :
1. M. le professeur Dr Jur. Hans Fischerhof, avocat et notaire demeurant Grillparzerstrasse 41, 6 Frankfurt-am-Main 1 (République fédérale d'Allemagne), de nationalité allemande, président de l'association;
2. M. Jean Hébert, doctuer en Droit, cadre d'Electricité de France, demeurant chemin du Trou Martin - 78380 Bougival (France), de nationalité française, premier vice-président;
3. M. Ferdinando Carbone, avocat, demeurant à Via S. Ilaria 2, 00199 Rome (Italie), de nationalité italienne, second vice-président.
4. M. Jan Gijssels, conseiller juridique de la Commission des Communautés européennes, chargé de cours à l'Université d'Anvers (U.E.S.I.A.), demeurant Damhertenlaan 3, 1950 Kraainem (Belgique), de nationalité belge.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Publication au Moniteur belge du 20 juin 1974 de la composition du Conseil d'Administration de l'AIDN issue de l'assemblée générale de l'association tenue à Karlsruhe le 12 septembre 1973.

L'assemblée générale de l'association a, lors de sa réunion tenue à Karlsruhe le 12 septembre 1973, désigné comme administrateurs :

M. le professeur Hans Fischerhof, avocat et notaire, demeurant Grillparzerstrasse 41, 6 Frankfurt-am-Main 1 (République fédérale d'Allemagne), de nationalité allemande;
M. Jean Hebert, chef de la Division du Droit nucléaire de l'Electricité de France, chemin du Trou Martin 25, 78380 Bougival, France, de nationalité française;
M. Ferdinando Carbone, avocat, Via S. Ilaria 2, 00199 Roma, de nationalité italienne;
M. Jan Gijssels, chargé de cours à l'Université d'Anvers (U.F.S.I.A.), demeurant Damhertenlaan 3, 1950 Kraainem, de nationalité belge;
M. le professeur Dr. Alfonso de Los Santos Lasurtegui, Junta de Energia Nuclear, avenida Complutense 28, Ciudad Universitaria, Madrid 3, de nationalité espagnole;
M. Kenneth J.S. Ritchie, UK Atomic Energy Authority, 11 Charles II street, London SW1, de nationalité britannique.

Le conseil d'administration ainsi constitué a élu le 12 septembre 1973, président, M. Jean Hebert; premier vice-président, M. Ferdinando Carbone; second vice-président, M. Jan Gijssels, tous prénommés.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Publication au Moniteur belge du 5 avril 1979 de la modification des statuts intervenue par décision de l'assemblée générale de l'association tenue le 5 octobre 1977.

Modification des statuts de l'A.I.D.N. intervenue par décision de l'assemblée générale le 5 octobre 1977 :

Au premier alinéa de l'article 2 :
Le siège social de l'association est établi dans l'agglomération bruxelloise et actuellement au square de Meeûs 29.

A la fin de l'article 9 :
Les présidents sortants de l'A.I.D.N. demeurent d'office membres du conseil en charge. Ils ne disposeront pas du droit de vote au cas où ils abandonnent leur fonction effective de membre du conseil.

A la fin de l'article 10 :
Le conseil élira un secrétaire général de l'association. Il n'est pas membre du conseil et ne peut être contrôleur aux comptes. Il peut cependant être invité à assister aux réunions du conseil sans disposer toutefois du droit de vote. Il sera en outre, tenu informé de toute décision importante prise par le conseil.
Le secrétaire général est chargé d'assurer la liaison avec le président en fonction ainsi que les contacts entre les membres de l'association en s'acquittant :
a) d'une fonction administrative, en vue de réaliser la collecte des cotisations;
b) d'une fonction d'organisation, en vue de maintenir l'intérêt vivant pour l'A.I.D.N. au cours de la période séparant deux congrès.
La durée de son mandat ne coïncide pas nécessairement avec celui du conseil, ceci afin d'assurer la continuité de l'organisme.
Ses fonctions seront honorifiques.

Le 22 novembre 1978.
Certifié conforme : (*Signé*) F. *Vandenabeele.*

MODIFICATIONS AUX STATUTS APPROBATION

Publication au Moniteur belge du 21 juillet 1979 de l'arrêté royal du 9 juillet 1979 approuvant les modifications apportées aux statuts de l'association.

Un arrêté royal du 9 juillet 1979 (voir fac-similé ci-après) approuve les modifications apportées aux articles 2, 9 et 10 des statuts de l'association internationale "Association internationale du Droit Nucléaire" dont le siège est à Bruxelles.

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DE LA JUSTICE

ADMINISTRATION
DES
CULTES, DONS, LEGS
ET FONDATIONS

3e Section
3/12.002 S

Baudouin, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la requête du 8 mai 1979 par laquelle M. F. CARBONE, agissant en qualité de Président de l'association internationale "Association internationale du Droit Nucléaire", dont le siège est à Bruxelles, soumet à l'approbation du Gouvernement les modifications suivantes apportées par l'assemblée générale du 5 octobre 1977 aux statuts de ladite association :

KONINKRIJK BELGIE

MINISTERIE VAN JUSTITIE

BESTUUR
DER
EREDIENSTEN,
GIFTEN, LEGATEN
EN STICHTINGEN

3e Sectie
3/12.002 S

Boudewijn, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gezien het verzoekschrift van 8 mei 1979 waarbij de Heer F. CARBONE, handelend als Voorzitter van de internationale vereniging "Association internationale du Droit Nucléaire", met zetel te Brussel, aan de goedkeuring van de Regering de volgende wijzigingen voorlegt door de algemene vergadering van 5 oktober 1977 aangebracht aan de statuten van bedoelde vereniging :

" Article 2 : l'alinéa 1 est remplacé par le texte suivant :

Le siège social de l'association est établi dans l'agglomération bruxelloise et actuellement au square de Meeûs 29.

Article 9 : un paragraphe est ajouté à la fin :

Les présidents sortants de l'A.I.D.N. demeurent d'office membres du conseil en charge. Ils ne disposeront pas du droit de vote au cas où ils abandonnent leur fonction effective de membre du conseil.

Article 10 : le texte suivant est ajouté à la fin :

Le conseil élira un secrétaire général de l'association. Il n'est pas membre du conseil et ne peut être contrôleur aux comptes. Il peut cependant être invité à assister aux réunions du conseil sans disposer

toutefois du droit de vote. Il sera en outre, tenu informé de toute décision importante prise par le conseil.

Le secrétaire général est chargé d'assurer la liaison avec le président en fonction ainsi que les contacts entre les membres de l'association en s'acquittant :

a) d'une fonction administrative, en vue de réaliser la collecte des cotisations

b) d'une fonction d'organisation, en vue de maintenir l'intérêt vivant pour l'A.I.D.N. au cours de la période séparant deux congrès. La durée de son mandat ne coïncide pas nécessairement avec celui du conseil, ceci afin d'assurer la continuité de l'organisme. Ses fonctions seront honorifiques."

Vu la loi du 25 octobre 1919, modifiée par la loi du 6 décembre 1954 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.- Les modifications prémentionnées sont approuvées.

Art. 2.- Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1979

Gelet op de wet van 25 oktober 1919, gewijzigd bij de wet van 6 december 1954 ;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.- Voormelde wijzigingen zijn goedgekeurd.

Art. 2.- Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1979

(sé) BAUDOUIN (get.)

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

(sé) H. VAN ELSLANDE (get.)

Pour expédition conforme :
Le Directeur général,

Voor eensluidende uitgifte :
De Directeur generaal,

M. de CHY.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Publication au Moniteur belge du 27 septembre 1979 d'une modification des Statuts de l'association.

Texte identique à celui publiée le 21 juillet 1979.

MODIFICATIONS AUX STATUTS APPROBATIONS

Publication au Moniteur belge du 16 décembre 1980 de l'approbation par arrêté royal du 26 novembre 1980 approuvant les modifications apportées aux Statuts de l'association.

Un arrêté royal du 26 novembre 1980 (voir fac-similé ci-après), approuve les modifications apportées aux articles 2, 6, 9, 15, 16 et 20 des statuts de l'association internationale "Association internationale du Droit nucléaire", dont le siège est à Bruxelles.

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DE LA JUSTICE

ADMINISTRATION

DES

CULTES, DONS, LEGS

ET FONDATIONS

3e Section

3/12.002 S

KONINKRIJK BELGIE

MINISTERIE VAN JUSTITIE

BESTUUR

DER

EREDIENSTEN,

GIFTEN, LEGATEN

EN STICHTINGEN

3e Sectie

3/12.002 S

Baudouin, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la requête du 3 septembre 1980 par laquelle M. F. VANDENABEELE, agissant en qualité de trésorier de l'association internationale "Association internationale du Droit Nucléaire", dont le siège est à Bruxelles, soumet à l'approbation du Gouvernement les modifications suivantes apportées par l'assemblée générale du 25 octobre 1979, aux articles 2, 6, 9, 15, 16 et 20 des statuts de ladite association qui seront désormais libellés comme suit :

Boudewijn, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gezien het verzoekschrift van 3 september 1980 waarbij de heer F. VANDENABEELE, handelend als schatbewaarder van de internationale vereniging "Association internationale du Droit Nucléaire", met zetel te Brussel, aan de goedkeuring van de Regering de volgende wijzigingen voorlegt door de algemene vergadering van 25 oktober 1979 aangebracht aan de artikelen 2, 6, 9, 15, 16 en 20 van de statuten van bedoelde vereniging en die voortaan als volgt zullen luiden :

Art.2.

Le siège social de l'association est fixé à Bruxelles, Square de Meeûs, 29. Il peut être transféré dans toute autre commune de l'agglomération bruxelloise, par décision du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration peut établir des comités administratifs dans tout pays ou groupe de pays dans le but de recouvrer les cotisations et d'effectuer toutes autres missions d'ordre administratif qui seraient prescrites par le Conseil.

Art.6.

§ 1. Membres ordinaires

1) Les membres ordinaires doivent être admis par le Conseil d'administration de l'association et avoir adhéré aux présents Statuts. Le candidat pourra faire appel d'une décision de refus à la prochaine assemblée

générale.

2) Les membres ordinaires s'engagent à payer chaque année la cotisation dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce montant ne pourra excéder 1 000 francs belges sauf modification décidée par l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration. Les montants prévus au présent paragraphe peuvent être convertis par le Conseil d'administration en monnaie nationale en chiffres ronds au début de chaque année.
La cotisation doit être payée avant le 30 avril de chaque année.

§ 2. Membres d'honneur

Le titre de membre d'honneur peut être conféré par le Conseil d'administration à des experts réputés dans les matières ayant trait aux buts de l'association.

Art.9.

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de dix membres au plus, membres ordinaires de l'association, élus par l'Assemblée générale qui peut aussi les révoquer. Un des administrateurs au moins doit être de nationalité belge.
La durée de ce mandat est de deux ans, il débute le 1er janvier de l'année suivant celle de l'élection, il est renouvelable et gratuit.
Sauf le cas de réélection au Conseil, les anciens Présidents de l'association sont d'office membres honoraires du Conseil d'administration, avec voix consultative.

Article 15.

L'assemblée générale se compose de tous les membres ordinaires de l'association à jour de cotisation.
Les membres d'honneur ont également le droit d'assister à l'assemblée générale.
L'assemblée générale possède les pouvoirs les plus étendus pour ordonner au conseil d'administration, faire ou ratifier les actes qui intéressent l'association.

En particulier :

a) elle approuve les Statuts de l'association ainsi que leur modification;
b) elle procède à la désignation des membres du Conseil d'administration et éventuellement à leur révocation;
c) elle élit dans son sein un ou plusieurs contrôleurs aux comptes qui doivent vérifier la tenue régulière de la comptabilité et rédiger un rapport sur les comptes annuels;
d) elle statue sur le rapport du Conseil d'administration relatif à l' (ou aux) exercice (s) écoulé (s), sur l'activité scientifique et l'organisation administrative de l'association;
e) elle approuve les comptes de l'association.

Article 16.

L'Assemblée générale est convoquée en réunion ordinaire, tous les deux ans au moins, par le Conseil d'administration. Elle entend le rapport du conseil d'administration sur l'activité scientifique, la gestion financière et l'organi-

sation administrative de l'association. Elle se prononce sur les propositions du conseil d'administration qui sont soumises à sa décision.

L'assemblée peut, en outre, être convoquée extraordinairement chaque fois que le conseil d'administration le juge nécessaire ou opportun, ou lorsqu'au moins un dixième des membres ordinaires en fait la demande motivée et signée.

Article 20.

Le conseil dresse les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.
L'exercice de l'association coïncide avec l'année civile.

Vu la loi du 25 octobre 1919, modifiée par la loi du 6 décembre 1954;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er. Les modifications prémentionnées sont approuvées.

Art.2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à **Bruxelles, 26 novembre 1980**

(sé) BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Pour expédition conforme
Le Conseiller juridique,

(sé) Ph. MOUREAUX.

Gelet op de wet van 25 oktober 1919, gewijzigd bij de wet van 6 december 1954;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1. Voormelde wijzigingen zijn goedgekeurd.

Art.2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te **Brussel, 26 november 1980**

(get.) BAUDOUIN.

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

Voor eensluidende uitgifte
De Rechtskundige Adviseur,

(get.) R. PORTERS.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Publication au Moniteur belge du 26 mars 1981 d'une modification des statuts de l'association.

Voir fac-similé de l'arrêté royal du 26 novembre 1980 précedemment.

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Publication au Moniteur belge du 6 février 1988 de l'arrêté royal du 25 janvier 1988 approuvant les modifications apportées aux statuts de l'association.

Voir fac-similé de l'arrêté royal ci-après.

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DE LA JUSTICE

ADMINISTRATION

DES

CULTES, DONS, LEGS

ET FONDATIONS

3e Section
3/12.002/S

Baudouin, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 octobre 1919 accordant la personnalité civile aux associations internationales poursuivant un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique ou pédagogique, notamment l'article 1er, modifié par la loi du 6 décembre 1954, et l'article 3 ;

Vu la requête du 14 octobre 1987 par laquelle M. F. VANDENABEELE, agissant en qualité de président de l'association internationale "Association internationale du Droit Nucléaire", dont le siège est établi à 1040 Bruxelles, Square de Meeûs, 29, soumet à l'approbation du Gouvernement la modification suivante apportée par l'assemblée générale du 24 septembre 1987 à l'article 9, 1er alinéa des statuts de ladite association :

L'article 9, alinéa 1er, est remplacé par l'alinéa suivant :

"L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de quinze membres au plus, membres ordinaires de l'association, élus par l'assemblée générale qui peut aussi les révoquer. Un des administrateurs au moins doit être de nationalité belge." ;

KONINKRIJK BELGIE

MINISTERIE VAN JUSTITIE

BESTUUR

DER

EREDIENSTEN,

GIFTEN, LEGATEN

EN STICHTINGEN

3e Sectie
3/12.002/S

Boudewijn, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 oktober 1919 tot verlening van rechtspersoonlijkheid aan de internationale verenigingen met menslievend, godsdienstig, wetenschappelijk, artistiek of paedagogisch doel, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 6 december 1954, en op artikel 3 ;

Gelet op het verzoekschrift van 14 oktober 1987 waarbij de Heer F. VANDENABEELE, handelend als voorzitter van de internationale vereniging "Association internationale du Droit Nucléaire", waarvan de zetel gevestigd is te 1040 Brussel, de Meeûssquare 29, aan de goedkeuring van de Regering de volgende wijziging voorlegt door de algemene vergadering van 24 september 1987 aangebracht aan het artikel 9, 1e lid, van de statuten van bedoelde vereniging :

Artikel 9, 1e lid, wordt vervangen door het volgende lid :

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er. La modification apportée par l'assemblée générale du 24 septembre 1987 aux statuts de l'association internationale "Association internationale du Droit Nucléaire", dont le siège est établi à 1040 Bruxelles, Square de Meeûs, 29, est approuvée.

Art. 2. Notre Secrétaire d'Etat à la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 janvier 1988.

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1. De wijziging aangebracht door de algemene vergadering van 24 september 1987 aan de statuten van de internationale vereniging "Association internationale du Droit Nucléaire", waarvan de zetel gevestigd is te 1040 Brussel, de Meeûssquare 29, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Onze Staatssecretaris voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 januari 1988.

(sé.) BAUDOUIN. (get.)

Par le Roi :
Le Secrétaire d'Etat à la Justice,

Van Koningswege :
De Staatssecretaris voor Justitie,

(sé.) G. MUNDELEER. (get.)

Pour expédition conforme :
Le Directeur général,

Voor eensluidende uitgifte :
De Directeur-generaal,

P. PEERAER.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Statuts au 1er Juillet 1999

Statutes on the 1st July 1999

Adoptés le 8 juillet 1972 et modifiés par décision de l'Assemblée Générale des 5 octobre 1997, 25 octobre 1979 et 24 septembre 1987.

CHAPITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1

"L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DROIT ET DE L'ECONOMIE NUCLEAIRES", en anglais "INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR NUCLEAR LAW AND ECONOMICS", est désormais dénommée "ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DROIT NUCLEAIRE" (AIDN), en anglais "INTERNATIONAL NUCLEAR LAW ASSOCIATION" (INLA).

L'association est régie par la loi belge du vingt-cinq octobre mil neuf cent dix-neuf.

ARTICLE 2

Le siège social de l'association est fixé à Bruxelles, Square de Meeûs 29. Il peut être transféré dans toute autre commune de l'agglomération bruxelloise, par décision du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration peut établir des comités administratifs dans tout pays ou groupe de pays dans le but de recouvrer les cotisations et d'effectuer toutes autres missions d'ordre administratif qui seraient prescrites par le Conseil.

ARTICLE 3

L'association a pour but de promouvoir et de poursuivre, dans le cadre international, l'étude et la connaissance des problèmes juridiques relatifs aux activités nucléaires pacifiques eues égard à la protection de l'homme et de l'environnement ; l'échange d'informations entre les membres de l'association ; la coopération scientifique avec d'autres associations ou institutions poursuivant des buts similaires.

L'association pourra organiser ou promouvoir notamment des congrès, des débats, des rencontres, des conférences, des séminaires, patronner des publications ou en éditer.

ARTICLE 4

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Adopted on July 8, 1972 and modified by decision of the General Assembly of October 5, 1977, October 25, 1979 and September 24, 1987.

SECTION 1

LEGAL FORM - NAME - REGISTERED OFFICE - OBJECTIVES - TERM

ARTICLE 1

The name of "ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DROIT ET DE L'ECONOMIE NUCLEAIRES" in English "INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR NUCLEAR LAW AND ECONOMICS", has been changed into "ASSOCIATION INTERNATIONALE DU DROIT NUCLEAIRE" (AIDN), in English "INTERNATIONAL NUCLEAR LAX ASSOCIATION" (INLA).

The Association is organised under the Belgian Act of October 25, 1919.

ARTICLE 2

The registered office of the Association shall be in Brussels, Square de Meeûs 29. It may be transferred to any other Brussels community by a decision of the Board of Management.

The Board of Management may set up administrative committees in each country or group of countries in order to collect he membership fees and to perform such other administrative duties as may be prescribed by the Board.

ARTICLE 3

The Association shall have the objectives, on an international level, to arrange for and promote studies and the knowledge of legal problems related to the peaceful utilisation of nuclear energy under the special aspects of the protection of man and his environment, to help promote the exchange of information among its members and to cooperate on a scientific basis with similar associations and institutions.

In particular, the Association may organise congresses, discussions, lectures, conferences and seminars and support or edit publications.

ARTICLE 4

The Association has been founded for an unlimited period of time.

CHAPITRE II

MEMBRES

ARTICLE 5

Peuvent être membres de l'association : les personnes physiques qui ont fait preuve de leur compétence dans les matières ayant trait aux buts de l'association.

ARTICLE 6

§ 1 Membres ordinaires

1) Les membres ordinaires doivent être admis par le Conseil d'administration de l'association et avoir adhéré aux présents Statuts.

   Le candidat pourra faire appel d'une décision de refus à la prochaine assemblée générale.

2) Les membres ordinaires s'engagent à payer chaque année la cotisation dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce montant ne pourra excéder 1.000 francs belges sauf modification décidée par l'assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration.

   Les montants prévus au présent paragraphe peuvent être convertis par le Conseil d'administration en monnaie nationale en chiffres ronds au début de chaque année.

   La cotisation doit être payée avant le 30 avril de chaque année.

§ 2 Membres d'honneur

Le titre de membre d'honneur peut être conféré par le Conseil d'administration à des experts réputés dans les matières ayant trait aux buts de l'association.

ARTICLE 7

Tout membre peut démissionner de l'association à n'importe quel moment, sous réserve d'être à jour de sa cotisation, en notifiant sa démission par écrit au Conseil d'administration.

SECTION II

MEMBERS

ARTICLE 5

Members of the Association may be natural persons qualified in the fields to which the activities of the Association relate.

ARTICLE 6

§ 1 Ordinary members

1) Ordinary members shall be admitted by the Board of Management of the Association and shall be subject to the present Statutes.

   Each candidate shall have the right to appeal to the next General Assembly against a decision refusing him membership.

2) Ordinary members shall undertake to pay the annual membership fee, the amount of which shall be fixed by the Board of Management. Such fee shall not exceed 1.000 Belgian francs unless otherwise decided by the General Assembly on a proposal by the Board of Management.

   The Board of Management may convert the amounts referred to in this paragraph into the equivalent in national currencies in round figures at the beginning of each year.

   The membership fee shall be paid by April 30 of each year.

§ 2 Honorary members

The Board of Management may confer the title of Honorary member on renowned experts in the fields with which the objectives of the Association are concerned.

ARTICLE 7

Any member shall be free at any time to withdraw from the Association by written statement to the Board of Management, subject to having fulfilled his financial obligations as a member.

ARTICLE 8

Les membres qui n'ont pas versé leur cotisation pendant deux années consécutives perdent, sur décision du Conseil d'administration, la qualité de membre de l'association. Les membres qui ont agi à l'encontre des buts ou des intérêts de l'association peuvent être exclus, par la décision de l'assemblée générale, prise à la majorité des deux tiers prévue à l'article 19 ci-après.

Les membres démissionnaires ou qui cessent d'appartenir à l'association pour quelque motif que ce soit, ne pourront pas réclamer les contributions versées et ne pourront faire valoir aucun droit sur le patrimoine de l'association.

ARTICLE 8

Members who have not paid their membership fees for two consecutive years shall lose their membership by decision of the Board of Management.

Members who have violated the objectives or interests of the Association may be expelled by decision of the General Assembly which shall be taken with a two-thirds majority, as provided for in Article 19 of the Statutes.

Members withdrawing from the Association or ceasing to be members for any other reason may not claim repayment of membership fees already paid and cannot claim any title to assets of the Association.

CHAPITRE III

ADMINISTRATION - SURVEILLANCE

ARTICLE 9

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de quinze membres au plus, membres ordinaires de l'association, élus par l'assemblée générale qui peut aussi les révoquer. Un des administrateurs au moins doit être de nationalité belge.

La durée de ce mandat est de deux ans ; il débute le 1er janvier de l'année suivant celle de l'élection, il est renouvelable et gratuit.

Sauf le cas de réélection au Conseil, les anciens Présidents de l'association sont d'office membres honoraires du Conseil d'administration avec voix consultative.

ARTICLE 10

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres : un président, un premier et un deuxième vice-président.

Le Conseil élira un Secrétaire Général de l'Association.

Le Secrétaire Général n'est pas membre du Conseil et ne peut pas être contrôleur aux comptes. Il peut cependant être invité à assister aux réunions du Conseil sans disposer toutefois du droit de vote. Il sera, en outre, tenu informé de toute décision importante prise par le Conseil.

Le Secrétaire général est chargé d'assurer la liaison avec le Président en fonction ainsi que les contacts entre les membres de l'association en s'acquittant d'une fonction administrative, en vue de réaliser la collecte des cotisations ; et d'une fonction d'organisation, en vue de maintenir l'intérêt vivant pour l'AIDN au cours de la période séparant deux congrès.

La durée de son mandat ne coïncide pas nécessairement avec celui du Conseil, ceci afin d'assurer la continuité de l'organisme.

Ses fonctions sont honorifiques.

SECTION III

MANAGEMENT - CONTROL

ARTICLE 9

The Association shall be managed by a Board of Management composed of not more than fifteen members, being ordinary members of the Association elected by the General Assembly, which may also revoke such election. At least one member of the Board of Management shall be of Belgian nationality.

The period of its term of reference shall be two years ; it begins on 1st January of the year following the date of the election and may be renewed, and membership of the Board shall carry no remuneration.

The former Presidents of the Association shall, unless elected to the Board, be honorary members of the Board of Management without the right to vote.

ARTICLE 10

The members of the Board of Management shall elect among themselves a President, a First Vice-President and a Second Vice-President.

The Board shall elect a General Secretary of the Association.

The General Secretary is not a member of the Board, and must not be Controller but may be invited to the Board's Meetings without right of vote and must be informed of every major decision of the Board.

He must ensure the links with the new President in charge as well as the links among the members of the Association, by an administrative function in order to ensure the collecting of fees, and by an organisation function, in order to maintain strong the interest in the Association between two Congresses.

His term is not necessarily that of the Board, in order to ensure the continuity of the organisation.

His function shall be honorary.

ARTICLE 11

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement, d'un des vice-présidents chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige et chaque fois qu'un quart au moins des administrateurs le demande.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans la convocation, qui contient l'ordre du jour, et doit être adressée aux administrateurs par lettre sept jours au moins avant la date prévue pour la réunion.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées dans un procès-verbal signé par la majorité au moins des membres présents.

Les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le président du Conseil ou par un des vice-présidents du Conseil.

ARTICLE 12

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes de disposition et d'administration qui intéressent l'association. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale.

Le Conseil d'administration fixe l'organisation interne de l'administration dans un règlement intérieur soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

Le Conseil peut déléguer à toutes personnes des pouvoirs spéciaux.

ARTICLE 13

Tous actes engageant l'association sont valablement signés par le Président et par un des vice-présidents du Conseil, lesquels n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable du Conseil.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de l'association, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences du Président du Conseil ou d'un des vice-présidents du Conseil ou d'un autre membre du Conseil désigné à cet effet par ledit Conseil.

ARTICLE 14

L'assemblée élit dans son sein un ou plusieurs contrôleurs aux comptes, qui doivent vérifier la tenue régulière de la comptabilité et rédiger un rapport sur les comptes et budget annuels.

ARTICLE 11

After having been convened by its President or, if he is prevented, one of its Vice-Presidents, the Board of Management shall meet under the chairmanship of its President or, if he is prevented, one of its Vice-Presidents, whenever such meeting is required in the interest of the Association or is requested by not less than one quarter of the members of the Board of Management.

The meetings of the Board of Management shall be held at the place mentioned in the invitation. The invitation shall include the agenda and shall be sent in writing to the members of the Board of Management not less than seven days in advance of the anticipated date of the meeting.

Simple majority of the members present shall take the decisions of the Board of Management.

The decisions of the Board of Management shall be recorded in minutes to be signed by the majority at least of the Members of the Board of Management present.

Excerpts from or copies of such minutes shall be certified by the President of the Board of Management or one of the Vice-Presidents of the Board of Management.

ARTICLE 12

The Board of Management shall have any and all power to make all arrangements and take all measures regarding the Association. Thus, it shall be authorised to take all actions, which are not specifically reserved, to the General Assembly by law or by these Statutes.

The Board of Management shall regulate the internal administration of the Association in Terms of Reference, which shall be submitted to the General Assembly for approval.

The Board of Management shall be free to delegate special tasks to third parties.

ARTICLE 13

Statements binding the Association shall be valid if signed by the President and one Vice-President of the Board of Management without requiring proof of a previous decision of the Board of Management.

In legal actions, the Association shall be represented by the Board of Management both as a plaintiff and as a defendant, the Board of Management being represented by its President or one Vice-President or any other member of the Board of Management specifically designed by the Board of Management.

ARTICLE 14

The General Assembly shall elect from among its members one or more auditors who shall be responsible for duly auditing the accounts of the Association and writing a report about the accounting and the annual budget.

CHAPITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 15

L'assemblée générale se compose de tous les membres ordinaires de l'association à jour de cotisation.

Les membres d'honneur ont également le droit d'assister à l'assemblée générale.

L'assemblée générale possède les pouvoirs les plus étendus pour ordonner au Conseil d'administration, faire ou ratifier les actes qu'intéressent l'association.

En particulier :

a) elle approuve les Statuts de l'association ainsi que leur modification ;

b) elle procède à la désignation des membres du Conseil d'administration et éventuellement à leur révocation ;

c) elle élit dans son sein un ou plusieurs contrôleurs aux comptes qui doivent vérifier la tenue régulière de la comptabilité et rédiger un rapport sur les comptes annuels ;

d) elle statue sur le rapport du Conseil d'administration relatif à l' (ou aux) exercice(s) écoulé(s), sur l'activité scientifique et l'organisation administrative de l'association ;

e) elle approuve les comptes de l'association.

ARTICLE 16

L'assemblée générale est convoquée en réunion ordinaire tous les deux ans au moins, par le Conseil d'administration.

L'assemblée peut, en outre, être convoquée extraordinairement chaque fois que le Conseil d'administration le juge nécessaire ou opportun ou lorsque au moins un dixième des membres ordinaires en fait la demande motivée et signée.

SECTION IV

GENERAL ASSEMBLY

ARTICLE 15

The General Assembly shall consist of all full members of the Association who have duly paid their membership fees.

Also honorary members shall have the right to attend the General Assembly.

The General Assembly shall have any and all rights to give instructions to the Board of Management and take or authorise actions concerning the Association.

In particular :

a) it shall approve the Statutes of the Association and their modification ;

b) it shall nominate the members of the Board of Management and if necessary revoke such nomination ;

c) it shall elect one or more auditors of the accounts who shall be responsible for duly auditing the accounts and presenting a report on the annual accounts ;

d) it shall decide, on the basis of a report by the Board of Management relating to a particular period, the scientific activities and administrative organisation of the Association;

e) it shall approve the Association's accounts.

ARTICLE 16

The Board of Management shall call Ordinary General Assembly at least once every two years.

Extraordinary General Assemblies can be called whenever the Board of Management thinks fit or appropriate to do so or not less than one tenth of the full members file a substantiated and signed application to this effect.

ARTICLE 17

La convocation de l'assemblée est faite par lettre expédiée à tous les membres ordinaires, au plus tard trois mois avant le jour fixé pour la réunion. L'avis de convocation doit indiquer l'ordre du jour.

ARTICLE 18

L'assemblée est présidée par le Président du Conseil ou en son absence, par un des vice-présidents du Conseil. A leur défaut, l'assemblée élit dans son sein son président.

Le président de l'assemblée nomme un secrétaire et l'assemblée désigne deux scrutateurs parmi les membres présents. Ces quatre personnes constituent le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 19

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si elle réunit le quart des membres ordinaires, qu'ils soient présents ou représentés.

Au cas où l'assemblée ne réunirait pas ce quorum, une seconde assemblée serait convoquée dans les délais les plus brefs. Cette seconde assemblée pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres ordinaires présents ou représentés.

Chaque membre ordinaire possède une voix. Le nombre de mandats exercés par un membre présent pourra être limité par le règlement intérieur.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votants.

Toutefois, les modifications aux Statuts, la décision d'exclusion prévue à l'article 8 ci-dessus et la dissolution de l'association nécessiteront l'adhésion des deux tiers des membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau.

Les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont certifiés conformes par le Président du Conseil ou un des vice-présidents du Conseil.

ARTICLE 17

Letters of convocation to the General Assembly shall be sent to all full members not later than three months in advance of the date fixed for the meeting. The letter of convocation shall indicate the agenda.

ARTICLE 18

The General Assembly shall be chaired by the President or, in his absence, one of the Vice-Presidents of the Board of Management. If either of them is absent, the Assembly shall elect a chairman from among its members.

The Chairman of the Assembly shall appoint a Secretary, and the General Assembly shall designate two Clerks for the voting procedure among the members present. These four shall constitute the Assembly Secretariat.

ARTICLE 19

The General Assembly can take valid decisions only if one quarter of the full members is either present or represented.

If the General Assembly does not constitute this quorum, another General Assembly shall be called within the shortest possible time. This second General Assembly can take valid decision irrespective of the number of full members present or represented.

Each full member shall have one vote. The number of proxies, which may be held by any one member present, can be limited by the Terms of Reference.

Simple majority of votes shall take decisions.

Amendments of the Statutes, decisions about the expulsion of a member under Article 8 and about the dissolution of the Association shall require a two-thirds majority of the members present and represented.

The decisions of the General Assembly shall be recorded in minutes to be signed by the members of the Secretariat.

The President or one of the Vice-Presidents shall certify excerpts from or copies of such minutes.

CHAPITRE V

BUDGETS ET COMPTES

ARTICLE 20

Le Conseil dresse les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice de l'association coïncide avec l'année civile.

CHAPITRE VI

RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 21

Les ressources de l'association sont constituées par les cotisations des membres, par les dons acceptés par une délibération du Conseil et par les revenus de son patrimoine.

CHAPITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 22

La dissolution de l'association pourra être décidée en tout temps par l'assemblée générale, dans les formes et conditions requises pour les modifications aux Statuts.

Ladite assemblée nommera les liquidateurs, fixera leurs pouvoirs et déterminera la destination du solde de la liquidation, lequel devra être affecté à une autre association poursuivant un but identique ou similaire.

SECTION V

BUDGET AND ACCOUNTING

ARTICLE 20

The Board of Management shall render the account for the past fiscal period and shall make up the budget for the coming fiscal period.

The fiscal period of the Association coincides with the calendar year.

SECTION VI

ASSETS OF THE ASSOCIATION

ARTICLE 21

The assets of the Association shall consist of the membership fees, donations whose acceptance shall be subject to a decision by the Board of Management, and of the return on the assets of the Association.

SECTION VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 22

The dissolution of the Association may be decided upon any time by the General Assembly subject to the provisions of the Statutes regarding amendments of the Statutes.

In this case, the General Assembly shall appoint the liquidators, determine their powers, and decide upon the result of the liquidation, which shall be donated to another association pursuing the same or similar objectives.

Conseils d'Administration de l'AIDN
INLA Boards

Période	Président	Membres
1971	Hans FISCHERHOF	MM. Rauschning, Bischof, Pelzer, Hébert, Coret, Gambardella, Carbone
1972-1973	Hans FISCHERHOF	MM. Carbone, Hébert, Gijssels
1974-1975	Jean HEBERT	MM. Carbone, Fischerhof, Gijssels, Ritchie, de los Santos Lasurtegui
1976-1977	Ferdinando CARBONE	Melle Corretjer, MM. Hébert, Pelzer, Ritchie, Shapar, Vandenabeele, Zaldivar - Sec. Gal : F. Lacroix
1978-1979	Enrique ZALDIVAR	Mmes Corretjer, Lindolpho de Costa, MM. Carbone, Grey, de Nercy, Pelzer, Ritchie, Shapar, Vandenabeele Sec. Gal : F. Lacroix
1980-1981	Luz CORRETJER	MM. Carbone, Deprimoz, Dunshee de Abranches, Grey, Pelzer, Ritchie, Shapar, Vandenabeele, Zaldivar Sec. Gal : F. Lacroix
1982-1983	Howard K. SHAPAR	Mme Corretjer, MM. Deprimoz, Dunshee de Abranches, Hermida, Nocera, Pelzer, Saito, Vandenabeele, Venables Sec. Gal : F. Lacroix
1984-1985	Norbert PELZER	Mmes Corretjer, Machado de Faria, MM. Deprimoz, Grazebrook, Hermida, Muntzing, Nocera, Ogawa, Vandenabeele - Sec. Gal : F. Lacroix
1986-1987	Frédéric VANDENABEELE	Mmes Corretjer, Machado de Faria, MM. Brunengo, Grazebrook, Manovil, Muntzing, Nocera, Pelzer, Tanikawa Sec. Gal : F. Lacroix
1988-1989	Hisashi TANIKAWA	Mmes Corretjer, Machado de Faria Leme Franco, Schwartz, MM. Brunengo, Grazebrook, Manovil, Muntzing, Nocera, Pelzer, Santaholma, Vandenabeele - Sec. Gal : F. Lacroix
1990-1991	Donald GRAZEBROOK	Mmes Corretjer, Machado de Faria Leme Franco, Schwartz, MM. Brunengo, Manovil, Muntzing, Nocera, Pelzer, Santaholma, Tanikawa, Vandenabeele - Sec. Gal : F. Lacroix
1992-1993	Ninon MACHADO de FARIA LEME FRANCO	Mmes Corretjer, Schwartz, MM. David, de Garcia, Manovil, Muntzing, Nocera, Pelzer, Santaholma, Tanikawa Sec. Gal : F. Vandenabeele

1994-1995	Juhani SANTAHOLMA	Mmes Corretjer, Machado de Faria Leme Franco, Schwartz, MM. Chabot, David, Manovil, Muntzing, Nocera, Pelzer, Shuttleworth, Tanikawa - Sec. Gal : F. Vandenabeele
1996-1997	Jean-Léo DAVID	Mmes Corretjer, Lamm, Machado de Faria Leme Franco, MM. Chabot, Manovil, Muntzing, Nocera, Pelzer, Santaholma, Shuttleworth, Tanikawa Sec. Gal : F. Vandenabeele - V. Verbraeken
1998-1999	Manning L. MUNTZING	Mmes Corretjer, Lamm, Machado de Faria Leme Franco, MM. Chabot, David, Elk, Manovil, Nocera, Pelzer, Santaholma, Shuttleworth, Tanikawa Sec. Gal : V. Verbraeken

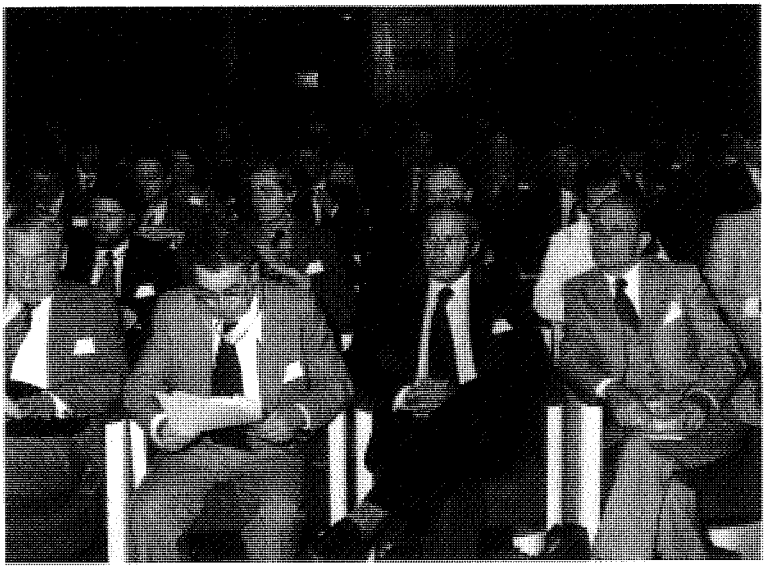
Membres honoraires et Présidents d'honneur
Honory members and Honory Presidents

Charles BRUNENGO, Ferdinando CARBONE, Luz CORRETJER*, Jean-Léo DAVID*, Donald GRAZEBROOK, Jean HEBERT, Ninon MACHADO DE FARIA LEME FRANCO*, Norbert PELZER*, Juhani SANTAHOLMA*, Howard K. SHAPAR, Hisashi TANIKAWA*, Enrique ZALDIVAR.

(*) Les Présidents d'honneur marqués d'une astérisque sont actuellement Membres à part entière du présent Conseil
(*) *The Honory Presidents markerd with an asterisk are acting Members of the Board.*

Contrôleurs aux Comptes/*Auditors* : Jean-François COCHAUD
Dirk HARBRÜCKER

Les congrès de l'AIDN
INLA conferences



Les Pères fondateurs
Fischerhof, Hébert, Carbone, Zaldivar

Founding Fathers
Florence 1977

Les trois premiers président s'expriment dans "Introduction : les origines de l'AIDN"

The three first presidents expresse themselves in "Introduction : INLA's origins"

Karlsruhe
11 - 14/09/1973

ASSOCIATION INTERNATIONALE du DROIT NUCLEAIRE – AIDN –
INTERNATIONAL NUCLEAR LAW ASSOCIATION – INLA –

Sitz Brüssel

Die in Brüssel gegründete internationale Vereinigung hat jetzt ihre Tätigkeit aufgenommen. Als unabhängige wissenschaftliche Vereinigung von Sachkennern auf einem Gebiet von internationaler Bedeutung will sie den persönlichen Kontakt unter ihren Mitgliedern in allen Ländern der Welt pflegen. Sie hat sich in ihrer Satzung die Aufgabe gestellt, im internationalen Rahmen Studium und Kenntnisse juristischer Probleme der friedlichen Nutzung der Kernenergie unter besonderer Berücksichtigung des Schutzes des Menschen und der Umwelt zu vermitteln und zu fördern sowie dem Austausch von Informationen unter den Mitgliedern und der Zusammenarbeit mit anderen verwandten Vereinigungen und Institutionen zu dienen. Ein Exemplar der Satzung ist beigefügt.

Die Vereinigung besteht sich hiermit, Sie einzuladen, Mitglied zu werden. Der Mitgliedsbeitrag beläuft sich für das Jahr 1973 auf den Gegenwert von 10 US-Dollar, zahlbar auf das Postscheckkonto der AIDN – INLA. Bitte teilen Sie uns auf dem anliegenden Formular mit, ob Sie der Vereinigung beitreten wollen.

Mitglieder der Vereinigung können nur natürliche Personen, nicht juristische Personen werden.

Die Vereinigung wird gemeinsam mit der

GESELLSCHAFT für KERNFORSCHUNG – GfK –

vom 11. bis 14. September 1973 eine internationale Tagung für Kernenergierecht

NUCLEAR INTER JURA '73

im Kernforschungszentrum Karlsruhe (Bundesrepublik Deutschland) veranstalten. Auf dem wissenschaftlichen Programm, das im Frühjahr 1973 verzandt wird, stehen Referate aus europäischen und außereuropäischen Ländern, die in fünf Arbeitsgruppen erstattet und diskutiert werden. Themen sind u. a.: Revision der Pariser Atomhaftungkonvention – Kausalitätsprinzip bei Strahlenschäden unter besonderer Berücksichtigung der Sozialversicherung – Harmonisierung der Genehmigungsbedingungen mit Einschluß des Umweltschutzes – Rechtsfragen aus dem Atomwaffensperrvertrag – Rechtsfragen der Reaktorschiffahrt (Simultan-Übersetzung deutsch, englisch, französisch).

Merci à : Prof. Dr. H. Wagner et Dr. Ziegler

Das Programm wird ergänzt durch Besichtigungen des Kernforschungszentrums Karlsruhe, einschließlich des Europäischen Instituts für Transurane, sowie nahegelegener Kernkraftwerke im Bau und im Betrieb, ferner eingerahmt durch gesellschaftliche Veranstaltungen mit Damen und durch ein Damenprogramm.

Bitte teilen Sie auf dem anliegenden Formular mit, ob Sie – als Mitglied der Vereinigung oder als Gast – beabsichtigen, an der Tagung vom 11. bis 14. September 1973 in Karlsruhe teilzunehmen. Unternehmen werden gebeten, die Namen der von ihnen anzumeldenden Teilnehmer anzugeben. Die vorläufige Mitteilung betr. die Teilnahme an der Tagung ist für Sie unverbindlich. Die Einladung mit dem genauen Programm und mit Unterlagen für die Hotelzimmerbestellung folgt im Frühjahr 1973. Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie die Tagung schon jetzt vormerken und in Ihre Dispositionen für das Jahr 1973 einbeziehen würden.

Besonders begrüßen würden wir es, wenn Sie uns bis zum 31. März 1973 wissen ließen, ob wir voraussichtlich mit Ihrer Teilnahme rechnen dürfen.

Mit verbindlichsten Empfehlungen

Das Präsidium der Vereinigung:

Professor Dr. jur. Hans FISCHERHOF
Frankfurt a. M., Präsident –

Jean HEBERT
Docteur en Droit, Chef de la Division du Droit Nucléaire de l'Electricité de France, Paris, 1. Vizepräsident –

Ferdinando CARBONE
Procuratore Legale, Segretario del Centro Italiano di Studi di Diritto dell'Energia Nucleare (CISDEN), Rom, 2. Vizepräsident –

Jan GIJSSELS
Docteur en Droit, Conseiller Juridique de la Commission des Communautés Européennes, Chargé de cours à l'Université d'Anvers, Brüssel.

Die Geschäftsführung
der Gesellschaft für Kernforschung mbH. Karlsruhe

Dr. jur. Rudolf GREIFELD
Professor Dr. rer.nat. Otto HAXEL

Anlagen: Beitrittserklärung und Voranmeldung
Satzung der Vereinigung

An die

Association Internationale du Droit Nucléaire – AIDN –
International Nuclear Law Association – INLA –
Sekretariat Professor Dr. Hans Fischerhof

D 6 Frankfurt am Main 1
Grillparzerstraße 41

I. Beitrittserklärung*)

Hiermit erkläre ich meinen Beitritt als Mitglied zur Association Internationale du Droit Nucléaire – International Nuclear Law Association; Sitz Brüssel. Von der beiliegenden Satzung (deutsche Übersetzung) habe ich Kenntnis genommen. Ich werde den Mitgliedsbeitrag für 1973 im Gegenwert von 10 US-Dollar bis zum 1. Mai 1973 überweisen auf Postscheckkonto Frankfurt a. M. Nr. 2018 55-607, Prof. Dr. H. Fischerhof, Sonderkonto AIDN – INLA, 6 Frankfurt am Main 1.

Name: .....
(in Blockschrift):

Dienststelle oder Unternehmen: .....

..... (Postleitzahl)

Straße: .....

Ort und Datum: .....

Vollständige Angabe der Adresse mit Dienststelle oder Unternehmen erbeten.

II. Voranmeldung*)

Hiermit teile ich – noch unverbindlich – meine Absicht mit, an der internationalen Tagung für Kernenergierecht

NUCLEAR INTER JURA '73

vom 11. bis 14. September 1973 im Kernforschungszentrum in Karlsruhe mit ..... Begleitpersonen teilzunehmen. Ich bitte um Zusendung des vollständigen Programms im Frühjahr 1973.

Name: .....
(in Blockschrift):

Dienststelle oder Unternehmen: .....

..... (Postleitzahl)

Straße: .....

Ort und Datum: .....

Vollständige Angabe der Adresse mit Dienststelle oder Unternehmen erbeten.

*) Zutreffendes bitte ausfüllen und unterzeichnen!

"Too late for registration !"

Programme

Discours d'introduction
prononcé par le *Professor Dr. jur. Hans Fischerhof, Francfort-sur-le-Main*, Président de l'Association :

"Buts et visées de l'AIDN - INLA"

Discours de fête
prononcé par le Professor Dr. *rer. nat. Wolf Häfele*, Directeur de l'Institut de la technique des systèmes appliquée et de la physique des réacteurs au Centre d'Etudes Nucléaires de Karlsruhe, Senior Scientist à l'"International Institute for Applied Systems Analysis", Laxenburg/Vienne :

"L'énergie nucléaire dans le monde technique de l'avenir"

Groupe de travail 1°

Révision de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

PRÉSIDENT
- *Pierre Strohl, Paris* - Chef de la Division Juridique et des Relations Extérieures de l'Agence pour l'Energie Nucléaire de l'OCDE - Nuclear Energy Agency (NEA).

RAPPORTEURS
- Dr. *Tauno Suontausta, Helsinki* - Ancien membre de la Cour administrative suprême de la Finlande :
  "L'exclusion de la responsabilité des dommages à l'installation nucléaire et aux biens qui se trouvent sur le site de cette installlation"

- Dr. *Dino Marchetti, Rome* - Chef de l'Office législatif au Ministère italien de l'Industrie :
  "La convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine nucléaire dans la perspective de l'Italie"

- *Maurice Lagorce, Paris* - Chef du Bureau des Assurances au Commissariat à l'Energie Atomique - CEA - :
  "Problèmes d'une révision de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine nucléaire"

- J.K. *Pfaffelhuber, Bonn* - Ministerialrat au Ministère fédéral de l'Intérieur :
  "Adaptation des Conventions de responsabilité nucléaire au progrès de la technique"

Program

Opening Speech
by *Professor Dr. jur. Hans Fischerhof, Frankfurt am Main*, President of the Association :
"Objectives and Purposes of AIDN - INLA"

Main Lecture
by *Prof. Dr. rer. nat. Wolf Häfele*, Director, Institute of Applied Systems Technology and Reactor Physics, Karlsruhe Nuclear Research Center; Senior Scientist, International Institute for Applied Systems Analysis, Laxenburg/Vienna :

"The Role of Fully Developed Nuclear Energy in the Next Decade"

Working party 1

Revision of the Paris Nuclear Liability Convention

CHAIRMAN
- *Pierre Strohl, Paris* - Head, Legal Division and External Relations Division, Nuclear Energy Agency - NEA - , OECD

RAPPORTEURS
- Dr. *Tauno Suontausta, Helsinki* - Former member of the Supreme Court of Administration of Finland:
"Exclusion of Liability for Damage to the Nuclear Plant and Goods on the Premises of the Nuclear Plant"

- Dr. *Dino Marchetti, Rome* - Head, Legislative Office, Ministry for Industrial Affairs:
"The Paris Nuclear Liability Convention from the Italian Point of View"

- *Maurice Lagorce, Paris* - Head Insurance Division, Commissariat à l'Energie Atomique - CEA -:
"Problems of Revising the Paris Nuclear Liability Convention"

- J.K. *Pfaffelhuber, Bonn* - Ministerialrat, Federal Ministry of the Interior :
"Adapting Nuclear Liability Conventions to the State of the Art"

• A. *Campbell Miles, Londres* - British Insurance Atomic Energy Committee :
"Aspects de droit en matière d'assurance de la Convention de Paris sur la responsabilité civile nucléaire dans la perspective britannique"

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE

• *Prof. Dr. Enrique Zaldivar, Buenos Aires* - Université de Buenos Aires :
"International Responsability of States for the Peaceful Use of Nuclear Energy"

CONCLUSION DU PRESIDENT

Groupe de travail 2°

Harmonisation des conditions d'autorisation en tenant compte de la protection de l'environnement.

PRÉSIDENT

• *Ing. Ph. Aussourd, Paris* - Ministère du développement Industriel et Scientifique

RAPPORTEURS

• *Howard K. Shapar, Washington* - Assistant General Counsel Licensing and Regulation, US Atomic Energy Commission :
"Autorisations et règlements pour les centrales nucléaires aux Etats-Unis"

• W. *Pfister, Berne* - Chef du Service juridique de l'Office fédéral de l'économie énergétique :
"Conditions d'autorisation pour les procédés de refroidissement de centrales nucléaires"

• Dr. B. *Moser, Salzbourg* :
"Autorisation de centrales nucléaires dans des régions proches de frontières d'Etat"

• *Dipl.-Phys. L.F. Franzen, Cologne* - Institut de la sûreté de réacteurs :
"Harmonisation par la voie d'une standardisation technique internationale"

RAPPORTS SUPPLEMENTAIRES

• *Enrique Castellón Fernández, Madrid* - Foro Atómico Español :
"Ponencia adicional relativa al tema"

• *Prof. Dr. Isabel Tocino, Madrid* - Université de Madrid :
"Aportaciones recientes al derecho nuclear español"

• A. *Campbell Miles, Londres* - British Insurance Atomic Energy Committee :
"The Insurance Aspects of the Paris Convention from the U.K. Point of View"

ADDITIONAL REPORT

• *Prof. Dr. Enrique Zaldivar, Buenos Aires* - University of Buenos Aires :
"International Responsability of States for the Peaceful Use of Nuclear Energy"

FINAL REPORT OF THE CHAIRMAN

Working party 2

Harmonizing Licensing Criteria, Including Aspects of Environmental Protection.

CHAIRMAN

• M. *Ph. Aussourd, Paris* - Ministry of Industrial and Scientific Development

RAPPORTEURS

• *Howard K. Shapar, Washington, D.C.* - Assistant General Counsel Licensing and Regulation, U.S. Atomic Energy Commission:
"Licensing and Regulation of Nuclear Power Reactors in the U.S.A."

• W. *Pfister, Berne* - Head, Legal Services of the Swiss Office for power Economy:
"Licensing Criteria of the Cooling Processes Adopted in Nuclear Power Stations"

• *Dr. B. Moser, Salzbourg*:
"Licensing Nuclear Power Stations near National Borders"

• L.F. *Franzen, Cologne* - Institut für Reaktorsicherheit:
"Harmonization through International Technical Standardization"

ADDITIONAL REPORTS

• *Enrique Castellón Fernández, Madrid* - Foro Atómico Español :
"Ponencia adicional relativa al tema"

• *Prof. Dr. Isabel Tocino, Madrid* - Université de Madrid :
"Aportaciones recientes al derecho nuclear español"

• Dr. *Fabrizio Nocera, Rome* - CNEN - *Ferdinando Carbone, Rome* - CISDEN :
"New orientations of the Italian nuclear law legislation in point of authorisations"

• J. *Virole, Paris* - Electricité de France :
"Intervention sur le rapport de M. *Moser"*

CONCLUSION DU PRESIDENT

Groupe de travail 3°

Questions juridiques de la navigation nucléaire.

PRÉSIDENT
• *Prof.* R. *Albano, Rome* - Chef de l'Office juridique de l'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica - ENEL -

RAPPORTEURS
• *Prof.* A *de los Santos, Madrid* - Junta de Energia Nuclear :
"Nouveaux aspects du droit maritime international : le règlement de la navigation nucléaire"

• Dr. V. *Filipović, Zagreb* - Maître de conférences de la faculté de droit de l'Université de Zagreb :
"La navigation nucléaire dans le droit maritime de la Yousgoslavie"

• *Dipl.-Ing.* D. *Ulken, Hambourg* - Centre de recherche de la Gesellschaft für Kernenergieverwertung in Schiffbau und Schiffahrt, Hambourg :
"Expériences acquises avec NS *Otto Hahn"*

• Dr. W. *Boulanger, Bonn* - Ministerialrat au Ministère fédéral de la Recherche et de la Technologie :
"Réflexions sur l'application et le développement futurs du droit des navires nucléaires"

CONCLUSION DU PRESIDENT

• Dr. *Fabrizio Nocera, Rome* - CNEN - *Ferdinando Carbone, Rome* - CISDEN :
"New orientations of the Italian nuclear law legislation in point of authorisations"

• J. *Virole, Paris* - Electricité de France :
"Intervention sur le rapport de M. *Moser"*

FINAL REPORT OF THE CHAIRMAN

Working party 3°

Legal Problems of Nuclear Shipping

CHAIRMAN
• *Prof.* R. *Albano, Rome* - Head, Legal Office of Ente Nazionale per l'Energia Elettrica - ENEL -

RAPPORTEURS
• *Prof.* A *de los Santos, Madrid* - Junta de Energia Nuclear:
"New Aspects of International Maritime Law: Provisions for Nuclear Shipping"

• Dr. V. *Filipović, Zagreb* - Lecturer, Legal Faculty, University of Zagreb:
"Nuclear Shipping in Yugoslav Maritim Law"

• Dipl.-Ing. D. *Ulken, Hamburg* - Research Center of Gesellschaft für Kernenergieverwertung in Schiffbau und Schiffahrt, Hamburg:
"Experience with the N.S. *Otto Hahn"*

• Dr. W. *Boulanger, Bonn* - Ministerialrat, Federal Ministry of Research and Technology:
"Considerations of the Future Application of the Law of Nuclear Ships"

CONCLUSION DU PRESIDENT

Groupe de travail 4°

Questions juridiques résultant du Traité de non-prolifération des armes nucléaires.

PRÉSIDENT

- J. *Mertens de Wilmars, Luxembourg* - Juge de la Cour de Justice des Communautés Européennes

RAPPORTEURS

- *Richard* M. *Stein, Vienne* - Division Juridique de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique - AIEA - :

  *"L'accord entre l'*AIEA *et l'Euratom pour la mise en application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires"*

- Dr. *Jan Gijssels, Bruxelles* - Chargé de cours à l'Université d'Anvers, ancien Conseiller juridique de la Commission des Communautés Européennes :

  *"L'accord entre l'*AIEA *et l'Euratom en tant que facteur dans la Communauté européene de l'énergie atomique"*

- Dr. *rer. nat.* D. *Gupta, Karlsruhe* - Centre d'Etudes Nucléaires de Karlsruhe :

  "Problèmes se posant lors de la réalisation du contrôle du circuit des matières fissiles"

- Dr. St. *Frhr. von Welck, Bonn* - Regierungsrat au Ministère fédéral de la Recherche et de la Technologie :

  "Problèmes juridiques des explosions nucléaires à des fins pacifiques"

CONCLUSION DU PRESIDENT

Groupe de travail 5°

Principe de causalité en cas de dommages par radiation en tenant compte de l'assurance sociale

PRÉSIDENT

- *Prof.* Dr. G. *Wannagat, Kassel* - Président de la Cour fédérale d'arbitrage social

RAPPORTEURS

- Dr. B. *Moser, Salzbourg* :

  "Présomption de causalité dans le droit nucléaire"

Working party 4

Legal Problems Arising out of the Non-Proliferation Treaty

CHAIRMAN

- J. *Mertens de Wilmars, Luxembourg* - Judge at the Court of the Justice of the European Communities

RAPPORTEURS

- *Richard* M. *Stein, Vienna* - Legal Division, International Atomic Energy Agency - IAEA - :
  "The IAEA-Euratom Agreement on the Application of the Non-Proliferation Treaty"

- *Dr. Jan Gijssels, Brussels* - Lecturer, University of Antwerp, previously Legal Adviser to the Commission of the European Communities :
  "The IAEA-Euratom Agreement as a Factor in the European Atomic Energy Community"

- *Dr. rer. nat.* D. *Gupta, Karlsruhe* - Karlsruhe Nuclear Research Center :
  "Problems in Implementing Nuclear Safeguards (Control of the Flow of Fissile Material)"

- Dr. St. *Frhr. von Welck, Bonn* - Regierungsrat, Federal Ministry of Research an Technology:
  "Legal Problems of Peaceful Nuclear Explosions"

FINAL REPORT OF THE CHAIRMAN

Working party 5

Causality Principle in Cases of Radiation Damage with Special Reference to Social Insurance Systems

CHAIRMAN

- *Prof.* Dr. G. *Wannagat, Kassel* - President of the German Federal Social Court

RAPPORTEURS

- Dr. B. *Moser, Salzbourg* :
  "Presumptions of Causality in Nuclear Law"

- J. *Deprimoz, Paris* - Directeur du Pool Français d'Assurance des Risques Atomiques :
  "L'attitude des assureurs français vis-à-vis du principe de causalité"

- Dr. J. *Hébert, Paris* - Chef de la Division du Droit Nucléaire de l'Electricité de France - EdF - :
  "Problèmes des maladies professionnelles, principalement dans la jurisprudence française"

- *Prof. Dr. Fischerhof, Francfort-sur-le-Main* :
  "Doses-limites et sécurité sociale"

CONCLUSION DU PRESIDENT

Séance Finale

Allocution du nouveau Président élu, Jean Hébert, Docteur en Droit, Paris

- J. *Deprimoz, Paris* - Director, Pool Français d'Assurance des Risques Atomiques :
  "The Attitude towards the Causality Principle of French Insurance Companies"

- Dr. J. *Hébert, Paris* - Chief, Division du Droit Nucléaire, l'Electricité de France - EdF - :
  "Problems of Occupational Diseases, especially under French Law"

- *Prof.* Dr. H. *Fischerhof, Francfort am Main* :
  "Dose Limits and Social Insurance"

FINAL REPORT OF THE CHAIRMAN

Closing Session
Speech by the President-elect, Jean Hébert, Docteur en Droit, Paris

Aix-en-Provence
3 - 6/10/1975

Programme

Préface

Allocution du Président

Session I

"Quelques problèmes de réglementation des installations nucléaires"
"Regulatory problems regarding nuclear installations"

PRÉSIDENT M. *Pierre* STROHL

- M. *Patrick Reyners* - Agence pour l'Energie Nucléaire de l'OCDE
  "Modifications en cours d'exploitation des prescriptions imposées à l'exploitant"

- M. *Howard* K. *Shapar* - Nuclear Regulatory Commission, USA
  "Connections or conflicts between nuclear regulations and other regulations"

- M. *Enrique Castellon Fernandez* - Hidroelectrica Española SA España
  "Estudio del sistema juridico necesario para la realizacion de los programas actuales de construccion de centrales nucleares"

- M. *Norbert Pelzer* - Institüt für Völkerrecht der Universität Göttingen-Bundesrepublik Deutschland
  "Errichtung und Betrieb von Kernanlagen im Lichte des Völkerrechts"

Débats

Intervention de M. Jean Virole (Electricité de France)

Session II

"Influences réciproques du droit de l'énergie nucléaire et du droit de la mer"
"Inter-relationship of Nuclear Law and the Law of the sea"

PRÉSIDENT M. *le Doyen* Cl. A. *Colliard*

- M*me Simone Courteix* - Centre National de la Recherche Scientifique, France
  "Droit nucléaire et droit océanique : une synthèse"

- M. *le Professeur Alfonso de los Santos y Luz Corretjer* - Junta de Energia Nuclear, Espana
  "El transporte maritimo de sustancias nucleares"

- M. *le Professeur Raffaele Albano* - Ente Nazionale per l'Energia Elettrica, Italie
  "Les installations nucléaires off shore"

- M. *le Professeur Emmanuel du Pontavice* - Université de Paris Sud, France
  "La pollution de la mer d'origine radioactive"

- M. *Stephan Frhr v. Welck* - Bundesministerium für Forschung und Technologie, Bundesrepublik Deutschland
  "Zur Fortentwicklung des Kernenergierechts auf der dritten Seerechtskonferenz der Vereinten Nationen"

- M. *Jean Gol* - Secrétaire d'Etat à l'Economie Régionale, Belgique
  "L'implantation de centrales nucléaires sur des îles artificielles : le cas belge"

Débats

Session III

"Problèmes juridiques rencontrés par les fournisseurs d'installations nucléaires"
"Legal problems encountered by the nuclear manufacturing industry"

PRÉSIDENT M. *le Professeur Enrique Zaldivar, Argentine*

- M. *Bernard de Nercy* - Commissariat à l'Energie Atomique, France
  "Problèmes juridiques posés par la diffusion des connaissances"

- M. J. F.D. *Mac Isaac* - Atomic Energy Control Board, Canada
  "The effect of safaguards on the contractual relations of nuclear suppliers"

- M. Dr. *Joseph Groh* - Kraftwerk Union AG, Bundesrepublik, Deutschland
  "Besondere Probleme Schlüsselfertiger Aufträge aus der Sicht des Herstellers von Kenrkraftwerken"

- M. *le Professeur Enrique Zaldivar* - Argentina
  "Some aspects of the contractual application of the limited liability of suppliers convened by several international conventions"

Débats

Session IV

"Brèves mises à jour sur d'autres questions du droit nucléaire"
"Short reports on other questions of nuclear law"

PRÉSIDENT M. *le Professeur Giuseppe Flore, Italie*

- MM. *le Professeur Recht et* H. *Eriskat* - Commission des Communautés Européennes
  "La révision des normes de base Euratom"

- M. Dr. J. *Ch. Cornelis* - Ministerie van Volksgezondheid en Milieuhygiëne, Nederland
  "Legal and administrative problems related to the treatment and disposal of radioactive waste"

- M. Dr. *Werner Boulanger* - Bundesministerium für Forschung und Technologie, Bundesrepublik, Deutschland
  "Das Deutsch-Brazilianische Abkommen über Zusammenarbeit aufden Gebiet der friedlichen Nutzung der Kernenergie vom 27.6.1975"

- M. *Doris Netchaev* - IAEA, Austria
  "Present status of the treaty on the non-proliferation of nuclear weapons (information paper)"

- M. *Fabrizio Nocera* - CNEN, Italy
  "Progress report on the italian regulations governing the peaceful uses of atomic energy and their recent developments"

Débats
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale de l'AIDN

Florence
2 - 5/10/1977

Programme

President of the congress
Pro. GIUSEPPE FLORE
Former First President of the Supreme Court of Cassation - Italy

Scientific Reporter
Dr. Henri JAMMET
Chief of Protection Department CEN Fontenay - France

President AIDN INLA
Avv. Ferdinando CARBONE - Italy

Board of Management

M. Howard, K. Shapar	1st Vice-President USA
Sen. Enrique Zaldivar	2nd Vice-President Argentina
M. Frederic Vandenabeele	Treasurer Belgium
Sr. ta Luz Corretjer	Spain
M. Jean Hébert	France
Mr. Kenneth, J.S. Ritchie	Great Britain
Herr Dr. Norbert Pelzer	Germany

Honorary President

Prof. Hans Fischerhof	Germany

Honorary Member

Dr. Rudolf Greifeld	Germany

HIGH PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ITALY

International sponsors : Nuclear Energy Agency OECD

International representation : Int.al Atomic Energy Agency UN

National sponsors : Energy Agency UN - The region Tuscany

Comitato Nazionale per l'Energia Nucleare CNEN
Ente Nazionale per l'Energia Elettrica ENEL
Società Finanziaria Meccanica FINMECCANICA
Nuovo Pignone S.p.A. Firenze
Istituto di Studi Giuridici Economici dell'ambiente ISGEA
Unione Italiana di Riassicurazione - Pool Atomico Italiano
Cassa di Risparmio di Firenze
Azienda Autonoma di Turismo di Firenze
Centre Italiano di Studi di Diritto Nucleare CISDEN
Forum Italiano dell'Energia Nucleare FIEN

HONORARY COMMITTEE

On. Dott. G. *Andreotti*	Prime Minister
Sig. *Elio Gabbuggiani*	Mayor of Florence
Avv. *Lelio Lagorio*	President of the Region Tuscany
On. Prof. G. *Battistini*	Regional Counsellor
Dott. *Giuseppe Ognibene*	Attorney General, Court of Appeals of Florence
Prof. *Ezio Clementel*	President of CNEN
Prof. *Carlo Salvetti*	Vice-President of CNEN Sponsor of CISDEN
Prof. A.M. *Angelini*	President of ENEL
Dott. *Franco Viezzoli*	President and Managing Director of Finmeccanica
M. *Pierre Strohl*	Deputy Director Nuclear Energy Agency OECD
Avv. *Lorenzo Cavini*	President of Cassa di Risparmio di Firenze
Dott. A. *Mezzanotte*	Vice-President of ISGEA
Dott. *Mario Luzzatto*	President of Unione Italiana di Riassicurazione
Dott. *Andrea Von Berger*	President of Azienda Autonoma di Turismo
Avv. *Pietro Bullio*	Secretary General of FIEN
Avv. *Elio Gambardella*	Vice-President of CISDEN
Prof. *Hans Fisherhof*	Honorary President of INLA
Dr. *Rudolf Greifeld*	Honorary Member of INLA

STEERING COMMITTEE

S.E. *Giuseppe Flore*
Prof. *Raffaele Albano*
Pres. *Dino Marchetti*
Avv. *Pietro Bullio*
Avv. *Ferdinando Carbone*

INAUGURAL SESSION

(*Palazzo Vecchio Salone dei Dugento*)

The city of Florence
The National Office for Electric Energy ENEL
The National Committee for Nuclear Energy CNEN
The Institute for Legal and Economic Studies on Environment ISGEA
President of AIDN INLA's *Speech*
Opening speech of the President of the Congress

SCIENTIFIC REPORT

- Dr. *Henry Jammet*
  "Evolution of the Conception of the International Radiation Protection Commission"

Session I

Monday October 3rd
Contractual aspects in Nuclear Activities

PRÉSIDENT *Herr* Dr. W. *Boulanger* - Germany

- *Prof.* E. *Capaccioli* - Italy: *Leasing of Nuclear Installations.*
- M. B. *Brian Crawford* - USA: *Nuclear Power Plant Construction Contracts: A Review of the Major Problems.*
- *Herr* Dr. H. *Von Pierer* - Germany: *Legal problems concerning the Export of Nuclear Power Plants.*
- *Prof.* R. *Albano* - Italy: *New Contractual Problems on the Building of Nuclear Power Plants.*

Session II

Monday October 3rd
Impact of nuclear power on environment and public acceptance

PRÉSIDENT *Mr.* B. G. *Bechhoefer* - USA

- *Dott.* P. *De Lise* - Italy: *Siting and Public Acceptance.*
- M. P.L. *Strauss*, M. *Carlton Stoiber* - USA: *State Nuclear Initiatives in the* USA.

- Herr Dr. Univer. Doz. G. Ploechl - Austria: *Licensing of Nuclear Reactors and Public Acceptance in Austria.*
- Prof. H. Fischerhof - Germany: *General Aspects of Risk Assessment and Public Acceptance.*
- Prof. J. Kanazawa - Japan: *Relationship between the Japanese conception of Urbanism and Ecology and Development of Nuclear Activities.*

Session III

Tuesday October 4th
Radiological protection

PRÉSIDENT M. B. *de Nercy* - France

- M. S.G. Luxon, M. B.H.J. Belle - Great Britain: *New U.K. Safety Legislation and the Effects on the Control of Radiological Hazards.*
- M. P. Strohl N.E.A.: *Establishment of a Multilateral Consultation and Surveillance Mechanism for Sea Dumping of Radiological Waste.*
- M. F.R. Charlesworth, M; J.A. Driscoll - Great Britain: *Legal and Technical Problems in the Management of Radioactive Waste from the Nuclear Power Cycle.*
- M. F. Nocera - Italy: *Legal Problems related to the Adoption of the New EEC Radio-protection Directions in Italy.*

Session IV

Tuesday October 4th
Third party liability and insurance

PRÉSIDENT Sen. E. Roca - Argentina

- M. O. Von Busekist - N.E.A.: *Revision of the Paris Convention and the Brussels Supplementary Convention.*
- Herr Dr. W. Mahlmann - Germany: *Revision of Paris Convention from the German point of view.*
- M. F. Lacroix - Belgium: *Insurance of Third Party Liability relating to International Transports of Nuclear Matters in the Countries Parties to the Paris Convention.*

- Mr. J.E. *Coleman* - Great Britain: *Liability for Injury to the Unborn : recent Amendments of the U.K. Nuclear Installation Act.*
- *Sen. J. Gomez Del Campo* - Spain: *Nuclear Insurance Problems in Spain.*
- *Pres. D. Marchetti* - Italy: *The Rôle of the European Nuclear Energy Tribunal.*

Session V

Wednesday October 5th
Miscellaneous

PRÉSIDENT M. A.J. *Grey* - Australia

- *Herr Dr. D. Kuhnt* - Germany: *International Harmonization of Reactor Licensing Regulation.*
- M. R. *Savinson* - Great Britain: *The U.K. Law on the Authorization of Nuclear Power Stations.*
- *Herr Dr. W. Lampe* - Germany: *New Developments of the Law of the Sea in the Nuclear Field.*
- *Mme Courteix* - France: *The Export of Nuclear Facilities and Matters and Non-Proliferation of Nuclear Weapons.*
- M. *Ha-Vinh-Phuong* - IAEA: *IAEA Assistance to Developing Countries in the Regulation of Nuclear Installations.*
- M. J. *Virole* - France: *A practice Survey of Liability and Litigation Settlement Clauses in Nuclear Fuel Supply Contracts.*
- *Prof. M. Prelle Euratom* - Ispra: *The Evolution of Legal Provisions on Nuclear Research in the European Communities.*
- M. O. *Von Busekist*, M. P. *Reyners* - N.E.A.: *Nuclear Law and Information Processing.*

Closing session

President of AIDN INLA's Report
Treasurer's Report (not reported)
Election of the new Board of Management
New President's Speech (not reported)

Buenos Aires
21 - 25/10/1979

Programme
Programa

Discours d'Introduction
Opening Speeches - Discursos de Apertura

Session I

- The Know-How contract in the Nuclear Field.
  By Claudio Sartorelli - Italy

- About some legal problems arising from transfer of Technology.
  By Charles Brunengo - France

- Contrats Internationaux de droit privé concernant le cycle du combustible nucleaire et incidence des mesures d'embargo.
  Par Jean Virole - France

- Juridical Employment and peculiarity of the Research Contract in Nuclear activities.
  By Paolo Malpezzi - Italy

- Transferencia de Tecnología y nuevo orden internacional.
  Por Alfredo J.L. Carella - Argentina

- Engineering companies as an instrument for transfer of technology in Nuclear Export.
  By Peter Gnam - West Germany

Final Act Session I - Topic I

Session II

- Recent Developments in the United States concerning Nuclear Non-Proliferation Policy.
  By L. Manning Muntzing - United States

- Non Proliferation framework conditions for the supply of the European Communities with nuclear fuel.
  By Jan-Baldem Mennicken - Euratom

- Safeguards for Nuclear materials in transit : Recent developments.
  By Leonard M. Trosten - United States

- Non Proliferation Treaty safeguards and export of Nuclear Plants.
  By Sergio M. Carbone - Italy

- Nuclear Cooperation Agreements and the Nuclear Non-Proliferation Act of 1978.
  By Alfred John Dougherty - United States

- Perspectiva desde una Central Nuclear Española del futuro desarrollo de la Política Nuclear de no-proliferación.
  Por José Tocino López y José Luis Sanches Perez - España

- The International Nuclear Control of Non-Proliferation and Disarmament.
  By Raúl A. Estrada Oyuela - Argentina

Session III

Final Act Session III

Session IV

- Problèmes des responsabilités civiles liées à l'évacuation des déchets radioactifs.
  Par Patrick Reyners - OCDE

- Progress and Problems in Radioactive waste management in the UK.
  By F.R. Charlesworth and J.A. Driscoll - United Kingdom

- Licensing and Regulation of Nuclear waste in the United States.
  By Howard K. Shapar - United States

- Les Problèmes Juridiques de la Radio-protection.
  Par Guy Snanoudj - France

- The Disposal of Radioactive waste under the Law in the Federal Republic of Germany.
  By Eberhard Ziegler - West Germany

- The Treatment of Radioactive waste under the Law of the federal Republic of Germany.
  By Eberhard Ziegler - West Germany

Final Act Session IV

Session V

- El Seguro de daños en las Instalaciones Nucleares.
  Por Julián Gómez del Campo - España

- Réparation et Couverture des dommages aux biens des tiers se trouvant sur le site d'une installation nucléaire.
  Par Jacques Deprimoz - France

- Nuclear third-party liability and insurance. A recent perspective from the United States.
  By *Herbert* S. *Sanger* - *United States*

- Latest development in Japan in the field of Nuclear liability and insurance.
  By *Masaru Masaki* - *Japan*

- Die gesetzliche Regelung der Haftung für durch kernenergieanlagen verursachte schaden und deren versichrungsmasige abdeckung in der Bundesrepublik Deutschland.
  Gehalten von Gerhard Butze* - *Bundesrepublik Deutschland

- Bases para una ley de responsabilidad civil nuclear y su seguro en la Argentina.
  Por *Juan* C.F. *Morandi*

- Indemnification problems with special reference to the charges due to the implementation of the emergency programs.
  By *Claudio Poggi-Domenico Scalera* - *Italy*

- Problème monétaires et actuariels dans la révision des conventions de Paris et de Bruxelles.
  Par *Dino Marchetti* - *Italie*

Final Act Session V

Session VI

- Autorización de las Centrales Nucleares en el Derecho Comparado. Bases para su armonización.
  Por *Enrique Castellón Fernández* - *España*
- Considerations on public participation in nuclear licensing procedures.
  By *Ulrich Mutschler* - *West Germany*

- Legal problems of the emergency plans.
  By *Pasquale De Lise* - *Italy*

- Streamlining the legal process for Atomic Energy licensing in the United States.
  By *Troy* B. *Conner* - *United States*

- Some Especial problems of the legal regime governing nuclear plants in Italy.
  By F. *Nocera* - *Italy*

- Les principaux critères de sureté (Safety criteria) retenus pour l'autorisation de création de centrales nucléaires en Italie.
  Par Raffaele Albano - Italy

- Aspects réglementaires de la mise à l'arret définitif des installations nucleaires.
  Par J.C. Mayoux, A. Salelles - France

- Probleme des atomrechtlichen genehmigungsverfahrens die berucksichtigung der sog. Entsorgung im atomrechtlichen genehmigungsverfharen der Bundesrepublik Deutschland.
  Gehalten von Johannes Backerms - Bundesrepublik Deutschland

Final Act Session VI

Session VII

- Arbeitsschutz im Atomrecht der Bundesrepublik Deutschland.
  Gehalten von Michael Wollenschlager - Bundesrepublik Deutschland

- Emplacement des Centrales Electriques nucléaires et conflits juridictionnels.
  Par Gabriele Montecchi - Italie

- Propuesta para la creación de un organismo Sudamericano de colaboración nuclear.
  Por Miguel J. Culaciati - Argentina

Final Act Session VII

Final Session

- Adress of the elected President - Discurso del Presidente electo:
  Dra. Luz Corretjer

- Closing Address by the President of the Association - Discurso de clausura del Presidente de la Asociación:
  Dr. Enrique Zaldivar

- Social Programme - Programa Social

- AIDN/INLA Board of Management - Conseil d'administration - Consejo de Administración (1980-1981).

Discours du Docteur Enrique Zaldivar

Le Président du Conseil d'Administration de l'AIDN/INLA, a entamé son discours en disant que " dans les pays d'Amérique Latine, le droit se fonde sur les racines du Code napoléonien, droit promulgué il y a plus de 170 ans. Cela explique que les structures juridiques ne s'adaptent pas aisément aux progrès scientifiques et technologiques qui caractérisent la deuxième moitié du XXème siècle, constituant ainsi une entrave au développement de l'énergie nucléaire, que ce soit au niveau de la recherche ou au niveau des applications à des fins pacifiques. "

Il a ensuite ajouté que " la situation est différente sur les autres continents. En effet, l'Amérique Latine n'a pas été touchée directement par les effets de la guerre. Cela a eu pour conséquence que l'on a pas compris aussi vite l'importance et les avantages de l'utilisation des découvertes scientifiques récentes et, plus particulièrement, du nucléaire. C'est pour cette raison que, de manière générale sur le continent, il n'y a pas eu de grands changements législatifs visant à réglementer l'énergie nucléaire ainsi que tous les problèmes juridiques et administratifs liés à l'utilisation de ce type d'énergie. "

" De même ", poursuit le Docteur Zaldivar, " il existe un vide juridique important en ce qui concerne les actes des entreprises privées dans le domaine qui m'intéresse. Cela entraîne des conséquences graves dans certains cas mais c'est à l'initiative privé qu'il revient de jouer un rôle utile. "

En outre, le Président ajoute que " le problème des liens qui existent entre la technologie, le droit et l'entreprise n'est pas nouveau. Il s'est avéré à plusieurs reprises que de grandes découvertes ont entraîné des bouleversements sociaux et commerciaux profonds qui se sont répercutés sur les législations qui les régissent. "

" C'est pour cette raison ", a-t-il conclu, " qu'un groupe d'éminents juristes a créé il y a huit ans cette Association pour étudier les problèmes juridiques liés aux activités nucléaires pacifiques, dans la recherche de l'échange d'informations et de la coopération entre ses membres. "

Talk by Dr Enrique Zaldivar

The President of the Administrative Council of INLA began his talk by saying that in the Latin American countries, the law is based on the Code Napoléon, a form of law advanced more than 170 years ago. This explains why the legal structures do not adapt easily to the scientific and technological developments that characterise the second half of the 20th century, thereby constituting a hindrance to the development of nuclear energy, both at the level of research and at the level of its application to peaceful purposes.

He then went on to say that the situation is different in other countries. In effect Latin America was not affected by the events of the Second World War. The result was that the importance and the advantages of using recent scientific discoveries, particularly in the nuclear field, were not immediately understood. It is for this reason that, across the continent as a whole, there have not been any major legislative changes directed to the control of nuclear energy and all the legal and administrative problems linked to the use of this type of energy.

"Similarly," Dr. Zaldivar went on to say, "there is a large legislative gap with regard to the actions of private enterprise in the field with which I am concerned. This has grave consequences in some cases, but it is up to private initiative to play a useful role."

The President added that the problem of the relationship between technology, the law and business enterprise is not a new one. It has often happened in the past that major discoveries have brought about major social and commercial revolutions which have had an effect on the legislation to which they are subject.

"It is for this reason, " he concluded, "that a group of eminent jurists created this Association eight years ago, to consider the legal problems related to peaceful nuclear activities, and to exchange information and promote co-operation between its members."

Palma de Mallorca
27-9/1-10/1981

Séance d'ouverture
Opening Session

Président - *Chairman* : I. BAYON MARINE (*Spain*)

- The spanish nuclear programme : Technical and regulatory aspects.
  F. *Pascual Martinez - Spain*
- Keynote address
  I. *Bayón Mariné - Spain*

Séance 1
Session I

Autorisation et implantation des installations nucléaires
Licensing and siting of nuclear installations

Président - *Chairman* : S. *Fernandez Plasencia - Spain*

- Information du public et procédure d'autorisation des installations nucléaires : expériences européennes.
  J-C. *Mayoux*, F. *Chevillard - France*

- Post-TMI developments in U.S. nuclear power siting and licensing policies.
  M.A. *Rowden - United States*

- Licensing procedures and siting problems of nuclear power stations in Japan.
  O. *Saito - Japan*

- La participation du public aux procédures d'autorisation en matière nucleaire du point de vue du droit constitutionnel.
  U. *Mutschler*, C. *Stubbe - Federal Republic of Germany*

- Le choix des sites nucléaires dans la législation et l'expérience italiennes.
  R. *Albano - Italy*

- Le complément de 1978 à la loi sur l'énergie atomique.
  U. *Fischer - Switzerland*

- Comparative aspects of procedures to authorize the siting of electronuclear power stations among the member countries of the european community.
  G. *Montecchi - Italy*

- Nuclear power plants recent developments in Brazil relating to the legal aspects of installation - Erection - Operation.
  Y.M. *de Lima Moreira - Brazil*

- Legal and administrative problems in regulating public participation in licensing of nuclear installations.
  J. *Ch. Cornelis - The Netherlands*

- Referendum 1978 - Nuclear power Plant-Ban act 1978 - Legal consequences.
  F. *Staudinger - Austria*

- La nouvelle législation brésilienne sur la protection nucléaire.
  D. *Fischer - Brazil*

Séance II
Session II

Exploitation et état d'urgence
Operation and emergencies

Président - *Chairman* : E. H. *Hubert - Belgium*

- Santa Maria de Garona : ten years of experience under commercial operation.
  J. L. *Sanchez - Espagne*

- Le facteur humain dans l'organisation et la réglementation de la sécurité nucléaire.
  F. *Bordes*, J.M. *Savagner*, G. *Snanoudj - France*

- Quelques réflexions sur le fonctionnement des centrales nucléaires et les plans d'urgence - cas particulier de la Belgique.
  E. H. *Hubert - Belgium*

- The legal status of engineering companies.
  P. *Malpezzi - Italy*

- Développements récents de la règlementation italienne en matière de plans d'urgence pour les installations nucléaires.
  F. *Nocera, F. Carbone - Italy*

Séance III
Session III

Approvisionnement en combustible
Fuel supply

Président - *Chairman* : J-B. *Mennicken* - CEC

- Contracting for nuclear fuels.
  C.M. *Schüssler - Federal Republic of Germany*

- New United States policies regarding international nuclear cooperation.
  H.R. *Marshall, Jr. - United States*

- Nuclear fuel supply arrangements through the IAEA.
  Ha-Vinh-Phuong - IAEA

- Les contrats pour l'approvisionnement du combustible nucléaire.
  C. *Sartorelli - Italy*

- La non-prolifération et les garanties de l'approvisionnement nucléaire (le point de vue d'un pays en développement).
  G. *Alonso, J. Treviño, G. Gonzáles Díaz - Mexique*

Séance IV
Session IV

Combustibles irradiés et déchets
Irradiated fuel and waste

Président - *Chairman* : P.G. *Gutermuth* - F.R. *of Germany*

- Problèmes juridiques liés au retraitement des combustibles irradiés et au stockage de leurs déchets.
  B. *de Nercy - France*

- Aspects juridiques de l'évacuation des déchets radioactifs sous les fonds marins.
  P. *Reyners* - NEA

- Les bases juridiques de l'évacuation et de l'élimination des déchets radioactifs en suisse.
  V. *Egloff - Switzerland*

- The mythology of waste disposal.
  B.G. *Bechhoefer - United States*

- Spent fuel and radioactive waste policies under the Reagan administration.
  O. *Hansen - United States*

Séance V
Session V

Problèmes juridiques liés à la protection des installations et des matières nucléaires contre les actes de malveillance
Legal problems associated with the protection of nuclear facilities and material against malevolent acts

Président - *Chairman* : E. C. *Hermida - Argentina*

- Regulatory problems relating to physical protection of nuclear plants and materials in Italy.
  F. *Nocera - Italy*

- Legal aspects of international cooperation in the physical protection of nuclear facilities and materials.
  L. W. *Herron* - IAEA

- Legal problems relating to possible conflicts between physical protection and the interests of employees.
  H. *Müller - Federal Republic of Germany*

- Aspects règlementaires de l'intervention dans le domaine nucléaire.
  G. *Glaize - France*

Séance VI
Session VI

Nouvelles législation nationales relatives à la réparation des dommages nucléaires
New national legislation concerning compensation for nuclear damage

Président - *Chairman* : R. *Rodiere - France*

- Indemnification for nuclear damages - Recent developments in the United States.
  H.K. *Shapar - United States*

- Nouvelle législation nationale sur la compensation de dommages nucléaires.
  N. *Guerra Machado de Faria - Brazil*

- La nouvelle loi suisse sur la responsabilité civile en matière nucléaire.
  U. *Fischer - Switzerland*

- Réparation des dommages causés par des matières nucléaires détournées.
  J. *Deprimoz - France*

- Aspects particuliers et limites de la responsabilité nucléaire objective.
  M. *Engelhard - France*

- New trends in European nuclear liability law.
  H. *Getz*, H. *Steinkemper - Federal Republic of Germany*

- Notes on civil liability for nuclear damage in Argentina.
  J. *Martinez Favini - Argentina*

Séance de conclusion
Concluding session

Président - *Chairman* : E. *Castellon Fernandez - Spain*

Allocution de clôture
Closing adress

M. *Lopez Rodriguez - Spain*

Assemblée Générale de l'AIDN - *General Assembly of* INLA

Discours de Luz Corretjer

L'Association Internationale du Droit Nucléaire (AIDN) a tenu à Palma de Mallorca (Espagne) son cinquième Congrès, "NUCLEAR INTER JURA 81".

Ce Congrès a été placé sous la Présidence d'Honneur de Sa Majesté le Roi d'Espagne, Juan Carlos I.

L'Agence de l'OCDE pour l'Energie Nucléaire et les Organismes suivants :
Instituto Nacional de Industria
Junta de Energia Nuclear
Consejo de Seguridad Nuclear
Unidad Eléctrica, S.A.
Forum Atómico Español
Pool Atómico Español

ont accordé leur patronage au Congrès; celui-ci a été organisé avec la coopération des Autorités et des entités locales suivantes :
Conseil General Interinsular de les Illes Balears
Excmo. Ayuntamiento de Palma de Mallorca
Famenta de Turismo de Mallorca
Gas y Electricidad, S.A.

Le congrès a réuni près de 200 participants venant de dix-huit pays du monde ou appartenant à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, à l'Agence de l'OCDE pour l'Energie Nucléaire et aux Communautés Européennes; il a été marqué par diverses manifestations culturelles et sociales; une interprétation simultanée en allemand, anglais, espagnol et français était assurée pendant les débats.

La séance inaugurale du Congrès a été placée sous la Présidence de M. Ignacio Bayón Mariné, Ministre de l'Industrie et de l'Energie. Des discours de bienvenue ont été prononcés par le Président du Conseil Interinsular des Illes Baleares. D'autre part, M. Francisco Pascual Martínez, Président du Consejo de Seguridad Nuclear, a prononcé la conférence inaugurale; enfin, M. le Ministre de l'Industrie et de l'Energie a prononcé une allocution d'une haute valeur juridique avant de déclarer ouvert le Congrès.

Ce volume rassemble les communications présentées lors du Congrès, à l'intention des participants, des membres de l'AIDN qui n'ont pu prendre part au Congrès et des milieux intéressés, afin de faciliter la poursuite de l'étude des questions abordées au cours du Congrès.

Le Congrès a pris fin par la tenue de l'Assemblée générale de l'Association dont un compte rendu succinct est également reproduit dans le présent volume; l'allocution de clôture a été prononcée par M. Manuel López Rodríguez, Directeur général de la Junta de Energia Nuclear.
Avant la publication des travaux du Congrès, l'Association internationale du Droit Nucléaire a eu la douleur de perdre deux de ses membres qui ont participé activement au Congrès, M. le Doyen Rodière (France), Président de la Sixième Séance, et M. Saito (Japon), Rapporteur à la Première Séance. L'Association rend hommage à ces deux membres qui ont tant fait pour le succès du Congrès et pour le développement du Droit nucléaire.

Le prochain Congrès de l'AIDN aura lieu en 1983 aux Etats-Unis.

La Présidente, Luz Corretjer

Talk by Luz Corretjer

The International Nuclear Law Association (INLA) held its Fifth Congress "NUCLEAR INTER JURA' 81" in Palma de Mallorca, Spain.

The congress was held under the high Patronage of his Majesty the King of Spain, Juan Carlos I.

The OECD Nuclear Energy Agency and the following bodies :

Instituto Nacional de Industria
Junta de Energia Nuclear
Consejo de Seguridad Nuclear
Unidad Eléctrica, S.A.
Forum Atómico Español
Pool Atómico Español

sponsored the Congress which was organised with the co-operation of the following authorities and local bodies :

Conseil General Interinsular de les Illes Balears
Excmo. Ayuntamiento de Palma de Mallorca
Famenta de Turismo de Mallorca
Gas y Electricidad, S.A.

The congress brought together some two hundred Participants from eighteen countries, belonging to the International Atomic Energy Agency, to the OECD Nuclear Energy Agency or to the European Communities. A number of cultural and social gatherings took place, and simultaneous interpretation in English, French, German and Spanish was provided during the meeting.

The opening session of the Congress was held under the Chairmanship of Mr. Ignacio Bayón Mariné, Minister of Industry and Energy. the Chairman of INLA, Miss Luz Corretjer, the Chairman of the congress, Mr. Alfonso de los Santos Lasurtegui and a representative of the Conseil Interinsular de les Illes Balears welcomed the participants. Mr. Francisco Pascual Martinez, Chairman of the Nuclear Safety Council, delivered the inaugural speech. Finally when opening the Congress, the Minister of Industry and Energy made a very interesting contribution from the legal viewpoint in his Keynote Adress.

These Proceedings contain the papers presented to the congress and are intended for participants and members of INLA who were unable to take part, as well as for interested circles so as to facilitate continuation of the study of the study of the topics discussed during the Congress.

The General Assembly of the Association took place following the Congress. A summary record of the General Assembly is reproduced in the Proceedings; the closing address was delivered by Mr. Manuel López-Ródriguez, Director-General of the Junta de Energía Nuclear.

Before publication of these Proceedings, the International Nuclear Law Association was saddened by the loss of two of its members who had actively participated in the Congress, M. Le Doyen Rodière (france), Chairman of the Sixth Session and Mr. Saito (Japan), these two members who contributed greatly to the success of the Congress and to the development of nuclear law.

The next Congress of INLA will be held in 1983 in the United States.

The Chairman, Luz Corretjer

San Fransisco
11 - 15/09/1983

Programme

Séance I

Coopération nucléaire internationale et développement

Président : *Pierre Huet - France*

- "L'atome pour la paix - Trentième Anniversaire"
  James T. *Ramey* - USA

- "La non-prolifération et le droit dans le cadre de l'AIEA - L'immobilisme est-il signe de progrès ?"
  L. *Herron* - USA

- "Politique actuelle des USA en matière de non-prolifération"
  H. *Marshall* - USA

- "Réalities et perspectives du marché international"
  P. R. *Cassidy* - USA

- "Aspects juridiques des transferts de technologie nucléaire dans le contexte des pays en voie de développement"
  E. *Zaldivar* - *Argentine*

- "Transfert de technologie, protection et développement économique : leur inconsistance ou interaction"
  S. M. *Carbone* - *Italie*

- "Arrangement internationaux pour la fourniture d'uranium - l'expérience d'Euratom"
  D. W. *Allen* - *Commission des Communautés Européennes*

Séance 2

La réglementation des installations nucléaires

Président : L. *Manning Muntzing* - USA

- "Garanties de sûreté pour les installations chimiques nucléaires - pratiques au Royaume-Uni"
  J. *Driscoll et F. Charlesworth* - *Royaume-Uni*

- "Etude comparative des limites juridiques des exigences en matière de sûreté des installations nucléaires"
  H. *Schattke* - RFA

- "Les nouvelles directives d'Euratom dans le domaine des rayonnements ionisants et leur mise en oeuvre"
  H. *Eriskat* - *Euratom et J. von Pander* - RFA

- "Application de l'évaluation probabilistique du risque et objectifs de sûreté"
  S. *Levine et F. T. Stetson* - USA

- "Etude de l'approche de l'accident de référence dans différents systèmes juridiques"
  R. *Streich* - USA

- "Problèmes juridique soulevés en Italie par la ratification de la Convention sur la protection physique - implications au niveau européen"
  R. *Albano et* G. *Crocenzi - Italie*

- "Normes relatives à l'assurance de qualité des équipements nucléaires et coopération internationale"
  F. *Chevillard et* J. M. *Savanger - France*

- "Evolution de la réglementation italienne et comparaison avec les autres réglementation européennes en ce qui concerne le choix des sites de centrales nucléaires"
  P. *de Lise et* F. *Nocera - Italie*

- "Contrôle Juridictionel des Actes Administratifs relatif à la Sûreté des Installations Nucléaires"
  S. *Fernandez Plasencia - Espagne*

Séance 3

Centrales nucléaires et réactions du public

Président : *Ricardo Monaco - Italie*

- "Le développement des procédures d'enquête publique en ce qui concerne les projets d'installations nucléaires au Royaume-Uni"
  B. *Bell et* R. *Lines - Royaume-Uni*

- "Diverses approches nationales pour traiter du problème de l'acceptation par le public"
  N. *Machado de Faria - Brésil*

- "Répartition des responsabilités entre Autorités Centrales et Locales en ce qui concerne l'autorisation des centrales nucléaires"
  P. *Peltzer - Belgique*

- "Faits, perception des faits, et crédibilité"
  D. *Rossin - USA*

- "Procédures d'assistance financière dans le contexte des centrales nucléaires"
  J.F. *Cochaud - France,* M. *Shindo - Japan*

- "Dispositions juridiques destinées à faciliter l'acceptation par le public des centrales nucléaires"
  J. *Marti de Veses y Puig - Espagne*

- "Problèmes suscités par la participation de resortissants étrangers aux procédures nationales d'autorisation"
  N. *Pelzer* - RFA

- "L'accident de Three Mile Island et l'attitude du public"
  B. K. *Kanga* - USA

- "Centrales nucléaires et environnement"
  Y. *Moreira - Brésil*

Séance 4

Mécanismes contractuels dans le domaine du cycle du combustible

Président : *Barton Cowan* - USA

- "Les clauses de sauvegarde dans les contrats internationaux concernant le cycle du combustible nucléaire"
  J. *Virole et* M. *Roubin - France*

- "Problèmes spéciaux posés par les contrats de fourniture"
  C. *Schussler* - RFA

- "Aspects juridiques et responsabilités relatifs au stockage en transit des matières nucléaires"
  M. *Mees - Belgique*

- "Développements de la réglementation et des pratiques pour la fourniture des combustibles"
  M. *Gualandi*, C. *Sartorelli and* C. *Poggi - Italie*

Séance 5

Gestion des déchets radioactifs

Président : I. *Manley - Royaume-Uni*

- "Nouvelles initiatives réglementaires aux USA au sujet des arrangements financiers pour les coûts de gestion des déchets"
  R. *Rosselli* - USA

- "Une approche juridique de la gestion des déchets radioactifs"
  B. *Derche*, A. *Salelles et* P. *Rocamora* - *France*

- "Stockage à long terme et évacuation définitive des déchets radioactifs - Problèmes de responsabilité"
  M. *Jacobsson* - *Suède*

- "Coopération internationale dans le domaine du retraitement"
  O. *von Busekist* - *Belgique*

- "Les responsabilités de l'AIEA liées à l'évacuation en mer des déchets radioactifs"
  Ha Vinh Phuong - AIEA

Séance 6

A - Nouvel examen du concept de responsabilité nucléaire

Président : *Ernesto Hermida - Argentine*

- "L'imputation de la responsabilité pour les risques nucléaires - Le point de vue du Royaume-Uni"
  J. *Jenkin* - *Royaume-Uni*

- "Examen de la justification et du caractère adéquat des principes juridiques qui gouvernent actuellement la responsabilité civile nucléaire"
  P. *Gnam* - RFA

- "Transport et réparation de composants nucléaires contaminés - Responsabilités et assurances"
  C. *Brunengo, J. Deprimoz et* M. *Engelhard - France*

- "La révision des conventions de Paris et de Bruxelles - Le relèvement des plafonds de compensation et conséquences sur le marché de l'assurance"
  D. *Marchetti - Italie*

B - Déclassement des installations nucléaires

Président : *Marc Rowden* - USA

- "Aspects techniques et juridiques du déclassement des installations nucléaires aux Etats-Unis"
  M. *Rowden* - USA

- "Le déclassement des installations nucléaires - Réglementation-Financement-Responsabilités-Assurance"
  E.*Hubert - Belgique*
  J. *Deprimoz*, J. C. *Mayoux*, M. *Richard - France*
  C. *Sartoreili*, F. *Nocera - Italie*
  G. *Anderson - Suède*

- "La responsabilité de l'exploitant nucléaire au cours et à l'issue du déclassement des insatallations nucléaires"
  F. *Nocera et* C. *Sartorelli - Italie*

- "Exigences administratives et garanties financières relatives aux opérations de déclassement"
  J. L. *Sanchez - Espagne*

- "Déclassement des centrales nucléaires et réhabilitation des sites"
  H. *Steinkemper* - RFA

Mot de bienvenue

"Le sixième Congrès de l'Association Internationale du Droit Nucléaire marque le dixième anniversaire de l'association. C'est également la première fois qu'une réunion de l'AIDN se tient en Amérique du Nord. Cet évènement ouvrira la voie, je l'espère, à de très nombreux et fructueux travaux au cours des prochaines décennies et contribuera au renforcement des liens qui unissent la communauté internationale des spécialistes du droit nucléaire.

Je souhaite la bienvenue à tous les participants au Congrès."

Le président

"This Sixth Congress of the International Nuclear Law Association marks the celebration of its tenth anniversary and the first time that an INLA Conference has been held in North America. It is hoped that this auspicious event will lead to many more decades of useful work in the field of nuclear law and to increasingly close links within the international legal nuclear community.

A sincere welcome to all participants in the Congress."

The president

Constance
29-9 / 2-10 /1985

Président et futur président à la Tribune
Pelzer, X, Vandenabeele

President and president to be on the stage

Preface

- Address by the President of the Federal Republic of Germany
  Richard von Weizsäcker

- Address by the Mayor of Constance
  Horst Eickmeyer

- Address by the Minister of Economics of the Land Baden-Württemberg
  Martin Herzog

- Address by the Head of Division of the Federal Ministry of the Interior
  Hans-Peter Bochmann

- *Heinz Maier-Leibnitz:*
  Nuclear Energy and the Public. Keynote Address

- *Norbert Pelzer:*
  On Harmonizing Nuclear Energy Law.
  Introductory Remarks to the General Theme of Nuclear Inter Jura'85

Working Session 1

Licensing and Decommissioning of Nuclear Installations

Should it be recommended to work out international principles and rules on the licensing and decommissioning of nuclear installations and to make them subject to international instruments?

Chairman: *Georges Gleason*
Secretary: *Werner Bühlmann*

- Members of the Working Group
- Report of Working Group 1 "Licensing and Decommissioning of Nuclear Installations"
  Spokesman: ***Hellmut Wagner***

- Annexes to the Report on Working Group 1 including Status Reports by :
  Wanderley Andrade da Costa Lima: *Brazil*
  Bernard Derché: *France*
  G. Gentile/F. Nocera: *Italy*
  Patrick Peltzer: *Belgium*
  John K. Restrick: U.S.A.
  Shunji Shimoyama: *Japan*
  Eberhard Ziegler: *Federal Republic of Germany*
  Bernd Kunth: *Federal Republic of Germany*

- *Otto v. Busekist:*
  Competences and Activities of International Organizations.

- *James A. Driscoll:*
  Decommissioning of Nuclear Installations - The British Situation.

- *André Kerever:*
  Le contrôle de la légalité de la création des installations nucléaires en France.

- *Gilbert Glaize*:
  Etude générale comparée des procédures d'autorisation et de déclassement des installations nucléaires.

- *Werner Bühlmann*:
  Minutes of the Discussion.

Recommendations of Working Session 1

Working Session 2

Nuclear Liability

Should it be recommended to revise the international nuclear liability conventions, and in which fields and by which means could this objective be achieved?

Chairman: *André Kerever*
Secretary: *Wolfgang Strassburg*

- Members of the Working Group
- Report of Working Group 2 "Nuclear Liability"
  Spokesman: *Guy* H. *Cunningham* III

- *Julia* A. *Schwartz*:
  Liability Problems of International Transportation of Nuclear Material - the Canadian Experience.

- *Franz-Josef Feldmann*:
  Reciprocity within the Framework of Nuclear Civil Liability Law.

- *Raffaele Albano*:
  Possibilités de coordination des différents systèmes réglant actuellement la responsabilité nucléaire.

- *Donald* E. *Jose*:
  U.S. Court Practice concerning Compensation for Alleged Radiation Injuries.

- *Wolfgang Straßburg*:
  Minutes of the Discussion.

Recommendations of Working Session 2

Working Session 3

Nuclear Exportation and Importation

Should it be recommended to regulate the relations between the supplying and the receiving countries in a general way by international instruments in order to set up harmonized and internationally accepted principles for nuclear exportation and importation?

Chairman: *Enrique Castellón Fernandez*
Secretary: *Enery Lellouche*

- Members of the Working Group
- Report of Working Group 3 "Nuclear Exportation and Importation"
  Spokesman: *Jean Virole*

- *Rafael Mariano Manóvil:*
  Nuclear International Trade: The Point of View of the Countries in Nuclear Development.
  Supplementary Report.

- *Luis E. Bertone:*
  Les importations, les exportations et les fabrications locales dans le cadre du droit des communautés ou zones d'intégration.

- *Marcus A. Rowden and Jay R. Kraemer:*
  The role of Bilateral Agreements for Cooperation in Establishing Internationally Accepted Norms of Nuclear Exportation and Importation.

- *Guilhermina Lavos Coimbra:*
  Nuclear Exportation and Importation - The Brazilian Situation.

- *Harry R. Marshall:*
  U.S. Nonproliferation Policy in the Decade of the Eighties: Past Dilemmas and Prospects for the Future.

- *Pervaiz A. Buttar:*
  International Implications of the Australian Nuclear Fuel Cycle.

- *Enery Lellouche:*
  Minutes of the Discussion.

Recommendations of Working Session 3

Working Session 4

International Standards of Radiation Protection

Should the various interested countries work more closely together with a view to seeking more uniform national regulatory solutions?

Chairman: *Riccardo Monaco*
Secretary: *Ha-Vinh Phuong*

- Members of the Working Group
- Report of Working Group 4 "International Standards of Radiation Protection"
  Spokesman: ***Jan Ch. Cornelis***

- *Thomas Roser*:
  Implementation of the EURATOM Basic Standards in Member States.

- *Donald Grazebrook*:
  Regulation and Exportation: An Outsider's Look at Problems of Attaining Radiological Protection Objectives.

- *Leonard Trosten*:
  International Safety and Physical Protection Standards for Transportation of Radiological Material.

- *Ha-Vinh Phuong*:
  Minutes of the Discussion.

Recommendations of Working Session 4

Résumé Session

Status, Propects and Possibilities of International Harmonization in the Field of Nuclear Energy Law.

Chairman: *Hans-Joachim Glaesner*
Secretary: *Friedrich Staudinger*

- *Andronico O. Adede and Ha-Vinh Phuong:*
  The Point of View of a Worldwide International Organization.

- *Pierre Strohl:*
  Le point de vue d'une organisation régionale/internationale.

- *Hans-Peter Bochmann:*
  The Point of View of a National Administration.

- *Friedrich Staudinger:*
  Minutes of the Résumé Session

Norbert Pelzer*

On Harmonizing Nuclear Energy Law
Introductory Remarks to the General Theme of Nuclear Inter Jura '85

The 1985 international conference Nuclear Inter Jura is devoted to the general theme "Status, prospects and possibilities of international harmonization of nuclear energy law". It will be discussed in four Working Sessions on different aspects of nuclear energy law: Licensing and Decommissioning of Nuclear Installations; Nuclear Liability Law; Nuclear Importation and Exportation; Radiation Protection Standards. Those topics shall serve as examples for the status, prospects and possibilities of harmonizing national nuclear laws. It will be the task of the concluding Résumé Session to find the common denominator of the past and present efforts towards harmonization, and to work out principles and general rules.

The choice of the general theme seems to take it for granted that international harmonization of national laws is an objective worth attaining. However, there may arise doubts. Is the assimilation of different national legislations advantageous in all cases? It was Montesquieu who stated, "Les lois politiques et civiles de chaque nation... doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un grand hazard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre"[1]. That statement stresses the peculiarity of national law as the only law appropriate to the national character of a country. Consequently, the legislation of one state cannot fit for another one, and the attempt to transfer it is to be characterized as "grand hazard". It could be concluded that the wilful act of putting together parts of national legislations to an internationally harmonized legislation might be called an even "plus grand hazard". The corollary is that we ought to refrain from harmonizing national laws on an international level.

On the other hand, we Know from the history of law that different legal systems are influencing and inspiring each pther. It is not necessary to substantiate that fact in greater detail here. The adoption of Roman law structures by the laws of the Celtic, Franconian, and Germanic countries led to the modern

→ Remarks are at the end of French Translation p. 157

law of Central Europe. British and French law changed in North America to the American law system, which in part is being exported into many countries and is even returning back to Europe. [2] The new world is mixing its own law systems with those of the old states. "Law develops mainly by borrowing". [3] In fact, without a mutual "borrowing" between the various legal systems there would be no progress of legal culture. We therefore come to another corollary: the wilful act of putting together parts of national legislations accepted by other states to an internationally harmonized legislation means a major step towards an improved legal culture. Moreover, without at least a minimum of harmonization international cooperation would not be feasible. So we ought to strengthen our efforts to achieve harmonization.
The result of the preceding deliberations is a dialectical contradiction. Therefore it can be assumed that the synthesis will provide a solution proving that both corollaries are right as well as wrong. That means that a generalizing statement will not be possible. It depends on the circumstances of any particular case whether a harmonization is desirable and possible or not. There are fields elude any internationalization. That applies for nuclear energy law, too; However, the short history of nuclear energy law shows that apparently an international harmonization of regulations is easier here than in other legal disciplines: the extent of international unification and harmonization is remarkably large. Reasons and prerequisites of that phenomenon shall be investigated in the following part.

The use of nuclear energy has from its very beginning been subject to international cooperation. After the period of monopolizing nuclear research and technology by the Atomic Power (1942-1953), peaceful atomic energy cooperation started with President Eisenhower's Atoms-for-Peace-Plan in 1953 on a worldwide range. Since 1955, the Atomic Powers have concluded bilateral agreements on cooperation with an increasing number of states. That was the beginning of a network of agreements on the peaceful uses of nuclear energy which includes bilateral and multilateral treaties between interested states.[4]
Parallel to that interstate collaboration, the great international atomic energy organizations were founded: IAEA (1956), ENEA within the framework of the OEEC (1957) (now: NEA/OECD), and Euratom (1985)[5].
The development described here had a direct influence on the national nuclear energy legislation. Since most of the states at that time issued atomic energy acts for the first time, they had to take into account the obligations under the treaties they had concluded. In the U.S. bilaterals, e.g., there were provisions to ensure that nuclear material was used for peaceful purposes only. That obligation had to be implemented by national reglementations of the use and the handling of such material and thus had direct effect on the national legislations.
The treaties establishing the above-mentioned organizations granted the organizations power to issue recommendations or even binding decisions in certain fields of regulating the use of nuclear energy. This situation created further international obligations to be considered by the national legislators, the most famous example being the Euratom Basic Norms on Health Protection which give binding directives to the member states how to ensure the necessary radiation protection of workers and of the public.[6]
In the field of nuclear third party liability, the Paris Convention, the Brussels Supplementary Convention, the Vienna Convention and the Brussels Ship Convention [7] created elaborate systems including state indemnification. Those treaties had to be implemented by the contracting states either by transforming them into national law or by adopting them as self-executing.
As a last example one may mention the duties laid upon the states by the Non-Proliferation Treaty including the subsequent agreements to implement it [8], and by the Convention on the Physical Protection

of Nuclear Material [9]. The framework of provisions agreed upon in those treaties limits the power of the states to regulate those fields in their own rights considerably.

The outline given here of international treaty law in the field of the peaceful uses of nuclear energy demonstrates that the room left to the states to establish legal provisions autonomously is rather a small one. Wide areas requiring regulations are occupied by obligations under public international law which bind the national legislators to meet with those obligations. That situation provides the basis for a widespread harmonization of national laws among the contracting states. In fact, great parts of national nuclear legislation are of international provenance.

That trend is intensified by what may be called a "similarity of facts". The effect of radiation on persons or property, e.g., is similar in all countries. That "praesumptio similitudinis" demands legal solutions that are similar, too. Recommendations of competent experts are not limited to single states, but have, of course, validity in other states as well. The recommendations of the private International Commission on Radiological Protection (ICRP) take direct influence on the national radiation protection laws simply by the fact that the members of ICRP are highly qualified and internationally accepted experts. ICRP's influence entails that the radiation protection laws of most states are similar in wide fields. The harmonizing effect of international expert knowledge is assisted by the character of radiation protection law. That field of law is a young one, which is not overburdened with national legal dogmatism. It is dealing with technical facts more than with specific legal structures and traditions, and thus remains open for new legal approaches.

Last but not least, the potential risks of the use of nuclear energy which may cause border-crossing damage require legal provisions which - at least to a certain extent - take into account the interests of the neighbouring states, too. It may, e.g., be necessary to conclude bilateral agreements on mutual information, on mutual assistance in the event of radiation accidents, or on nuclear liability. The relations among neighbouring states provide for an additional sphere of influence on national nuclear legislation.[10]

To summarize: the peaceful use of nuclear energy is covered and regulated by numerous international treaties and agreements. International treaty-making in that field started very early, in many cases at the same time or even prior to national legislation on nuclear energy. The international obligations thus establishes confined the room left to the national legislators: national legislation had to adopt and to transfer the international obligations. That led to widely harmonized laws in many states. Additional harmonizing effects are being attained by the similarity of facts requiring equal legal treatment. Recommendations given by international expert Knowledge are sustaining that development. Finally, an important incentive to harmonize nuclear legislation originates from the necessity to agree on joint preventive measures against nuclear risks which in the first place are to be taken by neighbouring states. It can be gathered from this result that harmonizing nuclear energy law may hardly be called a "grand hazard". Quite on the contrary: nuclear energy law proved to be a field of law which not only develops" by borrowing "but nuclear law develops in large parts by harmonizing national legislations.

Regarding the four subjects Nuclear Inter Jura 85 is dealing with in its Working Sessions (cf. Part I para. 1) it is to be examined if and to what extent they are in line with the described characteristics of nuclear energy law. -

It is quite clear that the subject "Radiation Protection Standards" is nearly ideal for harmonizing measures. As pointed out above, that field has already to a large extent been internationally harmonized. It is up to the discussions in the Working Session to find out whether there are still gaps needing further harmonization, or which parts should remain a national domain.

As for "Nuclear Liability Law", one should differentiate. States which are parties to the nuclear liability conventions have reached a state of nearly entire harmonization as far as the legal ground of liability is concerned. That does, however, not apply to nature, form and extent of the compensation to be paid (cf. e.g. art. 11 Paris Convention). The same is true for the law of enforcement. I doubt, however, whether it is desirable to try and gain international unification in those fields. We are dealing here with classical fields of national legal traditions and development. This subject may be discussed in the Working Session.
There is still another peculiarity of international nuclear liability law which is worth mentioning. The leading Western State not only in the use of nuclear energy but also in nuclear energy law, the United States of America, has been shunning any effort to join the international standard of harmonization in the field of nuclear liability law. That is all the more astonishing since it was in the United States where one of the main principles of the international nuclear liability conventions was invented. In 1959, a study of Harvard Law School recommended to provide for the legal chanelling of liability onto the operator of a nuclear installation[11] - in order to promote U.S. export to foreign states Many states have adopted that principle; the United States though, kept their Price-Anderson-System.[12] I think it should be interesting to discuss the pros and cons of the United States position.
Minor progress of harmonization can be stated in the field of "Licensing and Decommissioning of Nuclear Installations". Although the so-called NUSS-Programme of IAEA[13] provides for the technical basis of legal harmonization there has not been any major activity yet. In fact, it must be admitted that that field is a classical domain of national jurisdiction. In general, states will not at once be willing to limit their jurisdiction. There may also be frictions between traditional administrative structures and international harmonizing approaches. Foreign influences on that sensible sphere may be deemed as a "grand hazard". So, any harmonizing of the licensing systems of different states needs a careful step-by-step approach and the level of harmonization to be attained should not be overrated.
The difficulties of internationally harmonizing the legal provisions in the field of "Nuclear Exportation and Importation" are of quite another nature. Differing interests are dominating the international nuclear trade. Beside the competition between the supplying countries there is a natural conflict of interests between the supplying and the receiving countries. A common basis for a unified legislation is hardly obtainable.
The most important incentives for harmonization proceed from the Non-Proliferation Treaty (NPT). The obligations of that treaty which are implemented by bilateral agreements between the respective states and the IAEA[14] provide for uniform regulations concerning the non-proliferation of nuclear weapons. However, the scope of the NPT covers only a part of the manyfold legal relations between the partners of international nuclear trade. Questions of private law (esp. the law of contracts) are concerned as well as questions of public international law. The political implications may play an important role because it should be kept in mind that nuclear trade does not only touch the highly political sphere of nuclear non-proliferation but nuclear trade is also to be seen in the light of the so-called North-South-Conflict and thus the problems connected with the "New International Economic Order"[15] are involved, too.

This situation complicates the establishment of an internationally accepted general legal framework of nuclear trade. Sometimes it might even be more helpful to avoid generalizing regulations and to aim at ad hoc solutions meeting with the requirements of any particular case. Thus, the expectations concerning the results of INLA's discussions on this topic should not be too high.
Nevertheless, - and that is valid for all subjects we are going to discuss - I deem it useful and necessary to regard harmonizing nuclear law a very serious matter. Internationally unified nuclear law creates a higher degree of international legal certainty and thus a higher degree of protection against the potential risks of

nuclear energy. Moreover, harmonized legal provisions will be more calculable for nuclear industry and also for the public. In spite of the various abstacles which may hamper an international agreement on unified regulations the attempts and efforts to harmonize legislations will lead to a better mutual understanding of different legal systems and will foster peaceful cooperation between the states. The private character of INLA's *discussions may prove to be useful for promoting progress in that field because we can neutralize political difficulties by strictly keeping to legal expert knowledge. Even if we do not in all cases succeed in agreeing on precise recommendations how to harmonize national laws, we should at any rate, by methods of comparative law, be able to work out an analysis of the law in force which lays the grounds for further activities.*

Norbert Pelzer*

de l'harmonisation du droit de l'énergie nucléaire remarques introductives sur le thème du nucléaire inter jura 1985

La Conférence internationale Inter Jura de 1985 à pour thème " Harmonisation internationale du droit de l'énergie nucléaire : statut, perspectives et possibilités ". Cela fera l'objet de discussions organisées en quatre sessions portant sur les différents aspects du droit de l'énergie nucléaire : autorisation et déclassement des installations nucléaires, droit de la responsabilité nucléaire, importation et exportation, normes de protection radiologique. Ces sujets doivent illustrer le statut, les perspectives et les possibilités en matière d'harmonisation des lois nationales applicables au nucléaire. Lors de la session de conclusions, on s'efforcera de trouver un dénominateur commun aux efforts d'harmonisation passés et présents et d'élaborer les principes et les règles générales.

La choix du thème semble présupposer que l'harmonisation internationale des lois nationales soit un objectif valable. Des doutes peuvent cependant se faire jour.

L'assimilation des différentes législations nationales est-elle un bien dans tous les cas de figure ? Montesquieu écrivait : " Les lois politiques et civiles de chaque nation ... doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre "[1]. Cette déclaration souligne la singularité du droit national comme seul adapté au caractère national d'un pays. Il s'ensuit que la législation d'un Etat ne peut correspondre à celle d'un autre Etat et qu'une tentative de transfert est qualifiée de " grand hasard ". La conclusion que l'on pourrait en tirer, c'est que de vouloir fondre des tronçons de législations nationales en une législation internationale pourrait être un encore " plus grand hasard ". Il en découle que nous devrions nous abstenir d'harmoniser les droits nationaux au niveau international.

→ Les renvois sont à la fin du texte français p. 157

Par ailleurs, nous savons par l'histoire du droit que les différents systèmes juridiques s'influencent et s'inspirent. Point n'est besoin d'entrer ici dans les détails. L'adoption des structures du droit romain par les législations des pays celtiques, francs et germaniques a généré le droit moderne de l'Europe centrale. Les droits français et britannique sont devenus en Amérique du Nord le système juridique américain qui, pour partie, est exporté vers de nombreux pays et même en Europe[2]. Le nouveau monde amalgame ses propres systèmes juridiques à ceux des anciens Etats. " Le droit évolue principalement par emprunts "[3]. De fait, sans des " emprunts " mutuels entre les différents systèmes juridiques, il n'y aurait pas de progrès de la culture juridique. Nous en arrivons donc à un deuxième corollaire : le fait de, volontairement, compiler des parties de législations nationales acceptées par d'autres Etats pour arriver à une législation internationale harmonisée représente un pas important vers une amélioration de la culture juridique. En outre, la coopération étant impossible sans un minimum d'harmonisation internationale, nous devons renforcer nos efforts dans ce sens.
Le résultat des délibérations est une contradiction dialectique. On peut en déduire que la synthèse donnera une solution qui démontrera que les deux corollaires sont justes et faux et qu'une déclaration généralisante est impossible. Ce n'est qu'en étudiant chaque cas que l'on voit qu'une harmonisation est désirable et souhaitable ou non. Certains domaines sont rebelles à toute harmonisation dont le droit nucléaire. Toutefois, sa brève histoire prouve qu'apparemment il y est plus aisé que dans d'autres disciplines juridiques d'avoir une harmonisation internationale des règles : le domaine de l'unification et de l'harmonisation est singulièrement étendu. Les raisons et les conditions liminaires vont faire l'objet de la partie qui suit.

L'utilisation de l'énergie nucléaire a, dès le départ, fait l'objet d'une coopération internationale. Après une période de monopolisation de la recherche nucléaire et de sa technologie par les Puissance nucléaires (1942 – 1953), la coopération en matière d'utilisation pacifique de l'énergie atomique a démarré au niveau mondial avec le plan Atoms for Peace du Président Eisenhower en 1953. Depuis 1955, les Puissances atomiques ont conclu des accords bilatéraux avec un nombre croissant d'Etats. Cela constituait le début d'un réseau d'accords sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire avec des traités bilatéraux et multilatéraux entres les Etats[4].
Parallèlement à cette collaboration inter-étatique, les grandes organisation internationales de l'énergie atomique ont vu le jour : AIEA (1956), ENEA dans le cadre de l'OEEC (1957) (actuellement AEN/OCDE) et l'Euratom (1958)[5].
Les développements décrits ici ont une influence directe sur la législation nationale de l'énergie nucléaire. Dans la mesure où, à l'époque, la plupart des Etats élaboraient des lois sur l'énergie atomique pour la première fois, ils devaient tenir compte des obligations découlant des traités signés. Il existait par exemple, dans les accords conclus de manière bilatérale par les Etats Unis, des dispositions visant à s'assurer que le matériau nucléaire n'était utilisé qu'à des fins pacifiques. Cette obligation devait être mise en œuvre par les réglementations nationales régissant l'utilisation et la manipulation de ce matériau, entraînant ainsi des répercussions directes pour les législations nationales.

Les traités instituant les organisations sus-mentionnées leur donnent pouvoir de faire des recommandations ou même de prendre des décisions à caractère contraignant dans certains domaines réglementant l'utilisation de l'énergie nucléaire. Cette situation a créé d'autres obligations internationales dont les législateurs nationaux doivent tenir compte, le meilleur exemple en étant les Normes de base d'Euratom sur la protection de la santé qui comportent des directives obligatoires pour les Etats membres sur la manière d'assurer la protection contre les radiations nécessaire des personnels et du public[6]. Dans le domaine de la responsabilité civile nucléaire, la Convention de Paris, la Convention complémentaire de Bruxelles, la Convention de Vienne et la Convention de Bruxelles[7] ont mis sur pied des systèmes complexes avec indemnités des Etats. Ces traités devaient être mis en œuvre par l'Etat contractant soit par intégration dans le droit national, soit en les adoptant comme auto-exécutoires.

Comme dernier exemple, on peut évoquer les devoirs incombant aux Etats suite au Traité de non-prolifération, avec ses accords d'entrée en vigueur[8], et à la Convention sur protection physique des matières nucléaires[9]. Le cadre des dispositions adoptées dans le cadre de ces traités limite considérablement les pouvoirs des Etats en matière de réglementation dans ces domaines. Cet aperçu du droit des traités internationaux dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire montre à l'évidence que la marge dont disposent les Etats pour légiférer de manière autonome est assez restreinte. De vastes domaines à réglementer sont soumis à des obligations en matière de droit international public obligeant les législateurs nationaux à les respecter. Cette situation est une base sur laquelle peut s'élaborer une large harmonisation des droits nationaux entre les Etats contractants. De fait, une bonne part des législations nucléaires nationales est d'origine internationale.

Cette tendance est renforcée par ce que l'on peut appeler la " similarité de faits ". Les effets des radiations sur des personnes ou des biens sont similaires dans tous les pays. Cette " praesumptio similitudinis " exige des solutions juridiques qui soient aussi similaires. Les recommandations des experts compétents ne sont pas limitées à des Etats isolés mais sont aussi valides dans d'autres Etats. Les recommandations de la Commission internationale sur la Protection radiologique (CIPR) indépendante influencent directement les droits nationaux du simple fait que les membres de la CIPR sont des experts hautement qualifiés et reconnus internationalement. L'influence de la CIPR fait que les lois régissant la protection contre les radiations de la plupart des Etats sont en grande partie similaires. Les effets en matière d'harmonisation de l'expertise internationale sont appuyés par le caractère même du droit sur la protection contre les radiations. Il s'agit d'un domaine juridique récent qui échappe au dogmatisme juridique national. Il traite de faits techniques plus que de structures et de traditions juridiques spécifiques et reste donc ouvert à de nouvelles approches juridiques. Enfin, et ce n'est pas le moins important, les risques potentiels, liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire susceptible d'occasionner des dommages transfrontaliers, supposent des dispositions juridiques qui, en tout cas dans une certaine mesure, prennent aussi en compte les intérêts des Etats voisins. Il peut ainsi être nécessaire de conclure des accords bilatéraux portant sur l'information réciproque, sur l'assistance mutuelle en cas d'incidents de

radiation ou sur la responsabilité du fait du nucléaire. Les relations entre les Etats voisins sont une autre sphère d'influence pour la législation nucléaire nationale[10].
En résumé : l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire fait l'objet de nombreux traités et accords internationaux. L'élaboration de traités internationaux a débuté très tôt dans ce domaine, souvent simultanément ou même avant la législation nationale sur l'énergie nucléaire. Les obligations internationales ainsi imposées limitent la marge laissée aux législateurs nationaux. Le droit national doit reprendre et transposer les obligations internationales. Cela a généré des lois à haut niveau d'harmonisation dans de nombreux Etats. En outre, la similarité de faits entraînant la nécessité d'un traitement juridique égal pousse aussi vers l'harmonisation. Les recommandations émanant des experts internationaux vont dans le même sens. Enfin, ce qui joue en faveur de l'harmonisation de la législation nucléaire est la nécessité de tomber d'accord sur des mesures préventives conjointes sur les risques nucléaires, qui doivent en premier lieu être assurées par les Etats voisins. On peut voir que, tout compte fait, il est difficile de dire que l'harmonisation du droit de l'énergie nucléaire relève d'un " grand hasard ". Tout au contraire, le droit de l'énergie nucléaire s'avère être un domaine du droit qui non seulement se développe par des emprunts mais encore, pour de grands pans, par une harmonisation des législations nationales.

En ce qui concerne les quatre sujets que Nuclear Inter Jura 85 traite dans ses sessions de travail (cf. partie I, paragraphe 1) il faut voir si et dans quelles mesure ils correspondent aux caractéristiques du droit nucléaire telles qu'elles sont décrites. Il est évident que le sujet intitulé " Normes de protection radiologiques " est un terrain presque idéal pour des mesures d'harmonisation. Comme il est indiqué ci-dessus, ce domaine est déjà fortement harmonisé. Les discussions des ateliers permettront de savoir si il existe des lacunes qu'il faut harmoniser ou si certaines parties doivent relever du domaine national. En ce qui concerne le " droit de la responsabilité nucléaire ", il faut opérer une distinction : les Etats qui sont parties à des conventions sur la responsabilité nucléaire ont atteint un stade d'harmonisation presque complète en ce qui concerne les motifs juridiques de la responsabilité. Cela n'est pas vrai, cependant, pour la nature, la forme et l'importance de la compensation à verser (cf. article 11 de la Convention de Paris). Même chose pour le droit d'application. Je doute toutefois qu'il soit souhaitable d'essayer d'arriver à une unification internationale dans ces domaines. Nous traitons ici de domaines classiques des traditions et du développement juridique national, ce qui peut être évoqué en séance d'atelier.
Il existe encore une autre particularité du droit de la responsabilité nucléaire qui vaut la peine d'être mentionné. L'Etat occidental qui occupe une position dominante non seulement pour l'utilisation de l'énergie nucléaire mais aussi dans le domaine du droit nucléaire, les Etats Unis, n'a rien fait pour participer à l'effort international d'harmonisation dans le domaine du droit de la responsabilité nucléaire. Cela est d'autant plus étonnant que les Etats Unis ont été le berceau de certains des grands principes des conventions sur la responsabilité nucléaire internationale. En 1959, une étude de la Harvard Law School recommandait de faire porter la responsabilité juridique

sur l'exploitant de l'installation nucléaire[11] afin de promouvoir les exportations vers l'étranger. Nombre d'Etats ont adopté ce principe : les Etats Unis ont eux, par contre, conservé leur système Price-Anderson[12]. Je pense qu'il serait intéressant de discuter du pour et du contre de la position des Etats Unis.

On peut faire état de légers progrès de l'harmonisation dans le domaine " Autorisation et déclassement d'installations nucléaires ". En dépit du fait que le programme NUSS de l'AIEA[13] constitue une base technique d'harmonisation juridique, aucune activité majeure n'a eu lieu.. De fait, il faut admettre que c'est là un des domaines classique de la compétence nationale et les Etats répugnent à limiter leurs compétences au départ. Il peut exister des frictions entre les structures administratives traditionnelles et les approches d'harmonisation au plan international. Des influences étrangères sur ce domaine sensible peuvent être qualifiées de " grand hasard ". Cela explique que toute harmonisation des systèmes d'autorisation des Etats suppose une approche pas à pas, sans surestimer le niveau d'harmonisation à atteindre.

Le problème que pose l'harmonisation des dispositions juridiques dans le domaine de " l'exportation et l'importation nucléaire " est d'une nature totalement différente. Le commerce international du nucléaire est dominé par des divergences d'intérêts. Outre la concurrence entre les pays fournisseurs, il existe un conflit naturel d'intérêts entre les pays fournisseurs et les pays receveurs et il semble difficile de pouvoir disposer d'une base commune de législation unifiée.

Le moteur le plus important de l'harmonisation se trouve dans le Traité de non prolifération. Les obligations qui en découlent, conformément aux accords d'application bilatéraux entre les Etats et l'AIEA[14], concernent des réglementations uniformes sur la non-prolifération des armes nucléaires. Toutefois, le champ d'application du Traité de non-prolifération ne couvre qu'une partie des relations juridiques multiples existant entre les partenaires du commerce nucléaire international. Il s'agit de points de droit privé (particulièrement de droit des contrats) ainsi que de question de droit international public. Les implications politiques peuvent jouer un rôle important car il ne faut pas perdre de vue que les échanges en matière de nucléaire ne concernent pas uniquement les hautes sphères politiques de la non-prolifération nucléaire mais qu'il faut aussi les voir sous l'angle du conflit Nord-Sud, impliquant ainsi les problèmes liés au " Nouvel Ordre Economique "[15].

Cela complique la création d'un cadre juridique pour ces échanges, qui soit reconnu sur la scène internationale. Il peut quelquefois être plus utile d'éviter des réglementations généralisantes pour rechercher plutôt des solutions ad hoc répondant aux besoins d'un cas de figure particulier. Il ne faut donc pas nourrir des attentes trop ambitieuses pour ce thème de discussion de l'AIDN.

Néanmoins, et cela vaut pour tous les sujets dont nous allons débattre, il me semble utile et nécessaire de prendre très au sérieux l'harmonisation du droit nucléaire. Un droit nucléaire unifié au plan international génère un niveau élevé de certitude juridique au plan international et entraîne ainsi une meilleure protection contre les risques potentiels de l'énergie nucléaire. En outre, des dispositions juridiques harmonisées sont plus facile à appréhender pour le secteur et pour le public. En dépit des différents obstacles qui peuvent entraver un accord international portant sur des réglementations

unifiées, les tentatives et les efforts d'harmonisation des législations susciteront une meilleure compréhension mutuelle des différents systèmes juridiques et permettront la promotion d'une coopération pacifique entre les Etats. Le caractère privé des discussions de l'AIDN pourra permettre de progresser dans ce domaine car nous pouvons neutraliser les problèmes politiques en nous confinant à notre qualité d'experts du domaine juridique. Même si nous ne réussissons pas toujours à tomber d'accord sur des recommandations précises concernant la manière d'harmoniser les droits nationaux, nous devrions être à même, grâce au droit comparatif, de pouvoir quand même élaborer une analyse du droit en vigueur qui prépare la voie à des activités futures.

---

* President of AIDN/INLA, Institut für Völkerrecht der Universität Göttingen.

1 - Montesquieu, Esprit des lois, Amsterdam, Leipzig 1769, Livre1, chap. 3 (Des lois positives).

2 - Cf. e.g. Lenhoff, America's cultural contributions to Europe in the realm of law, Buffalo Law Review 16 (1966/67) p. 7 et seq.

3 - Watson, The making of civil law, Cambridge, Mass. 1981 p. 183. The same author spoke of "Legal Transplants" at another occasion: "Legal transplants and law reform, Law Quarterly Review 92 (1976) p. 76 et seq.

4 - Cf. Pelzer, The nature and scope of international co-operation in connection with the peaceful uses of nuclear energy, and its limits - an assessment, Nuclear Law Bulletin No. 27 (June 1981) p. 34 et seq.; Pelzer, Nuclear Research, Encyclopedia of Public International Law, Instalment 9, Amsterdam etc. 1986; Strohl, La coopération internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire - Europe et pays de l'OCDE, Société française pour le Droit international, Colloque de Nancy. L'Europe dans les relations internationales. Unité et diversité. Paris1982, p. 122 et seq.

5 - IAEA = UNTS 276 p. 4; OEEC/ENEA = European Yearbook vol. 1 (1955) p. 231/Acts of OEEC vol. 17 (1957) p. 533; Euratom = UNTS 295 p. 261.

6 - Official Journal of the European Communities 17.09.1980 No. L 246.

7 - Compilation of texts: International Conventions on Civil Liability for Nuclear Damage, IAEA Legal Series No. 4, Vienna 1976.

8 - UNTS 729 p. 169.

9 - IAEA INFCIRC/274/Rev. 1, May 1980.

10 - Cf. e.g. Austria-Czechoslovakia 18.11.1982 (German Bundesgesetzblatt 1984/208); Fed. Rep. of Germany-Switzerland 10.08.1982 (German Bundesgesetzblatt 1983 II, 734).

11 - International problems of financial protection against nuclear risk. A study under the auspices of Havard Law School and Atomic Industrial Forum, New York 1959 (Forum Report) (p. 56 et seq.).

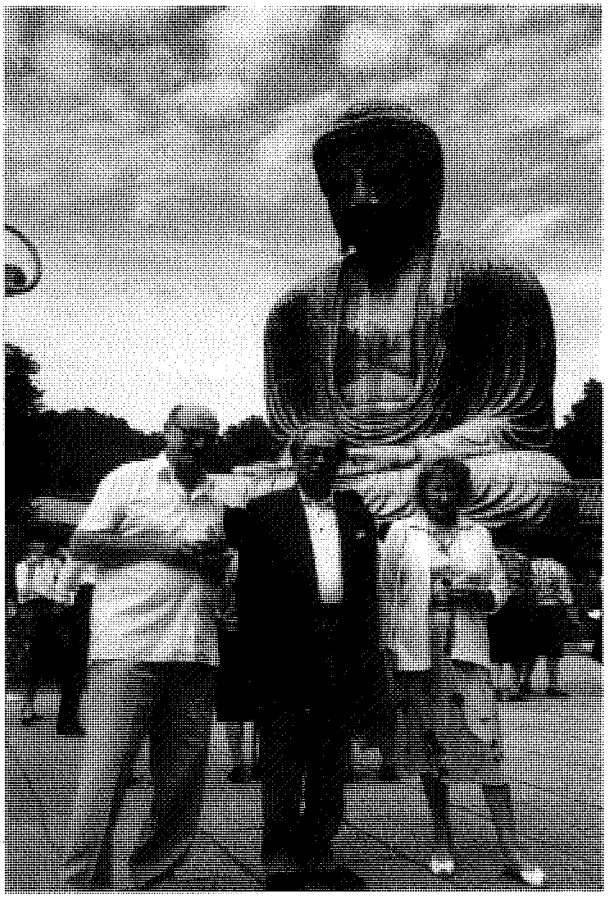
12 - Cf. sec. 170 Atomic Energy Act 1954 as amended (68 Stat. 919).

13 - NUSS = Nuclear Safety Standards Programme, adopted by the General Conference in 1974. Cf. IAEA Doc. GC (XVIII)/RES/314-316 in connection with: The Agency's Programme for 1975-1980 and Budget for 1975 (IAEA GC (XVIII)/526 Para] 144 as amended by Doc. No. 526/Mod. 1 with Annex VII).

14 - Art. III NPT. Cf. the so-called "Blue Book": The structures and content of agreements between the Agency and States required in connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (IAEA INFCIRC/153).

15 - That conception was for the first time dealt with in the UN-Declaration on the Establishment of a New International Economic Order, May 1, 1974, Res. 3201 (S-IV) (UN GAOR, 6th Spec. Sess. Suppl. No. 1 pp. 3); Programme of Action... Res. 3202 (loc. cit. p. 5).

Tokyo
25-28/9/1989



Boudha
Futur Président, président et future dame présidente
Grazebrook, Tanikawa

President to be, president, Lady president to be

Board of Management of INLA — Conseil d'Administration de l'AIDN

President	Prof. H. Tanikawa (Japan)	**Président**
First Vice-President	Mr. F. Vandenabeele (Belgium)	**Premier Vice-Président**
Second Vice-President	Mr. D. Grazebrook (U. K.)	**Deuxième Vice-Président**
Members	Mr. C. Brunengo (France)	**Membres**
	Ms. L. Corretjer (Spain)	
	Mrs. N. Machado de Faria Leme Franco (Brazil)	
	Mr. R. Manovil (Argentina)	
	Mr. L. M. Muntzing (U.S.A.)	
	Dr. F. Nocera (Italy)	
	Dr. N. Pelzer (F. R. Germany)	
	Mr. J. Santaholma (Finland)	
	Ms. J. Schwartz (Canada)	
Secretary General	Mr. F. Lacroix (Belgium)	**Secrétaire Général**

CONFERENCE OUTLINE CONFÉRENCE

Date Sep. 25 (Mon) ~ 28 (Thur), 1989 **Date**

Place Golden Room, Keidanren Kaikan **Lieu**
1-9-4, Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo
Tel. 03-231-1707

Conference Theme Nuclear Law for the 1990's **Thème de la Conférence**
La réglementation nucléaire dans les années 1990

Under the Auspices of **Sous les auspices de**
International Nuclear Law Association (INLA)
Association Internationale du Droit Nucléaire (AIDN)

Sponsored by Japan Energy Law Institute **Parrainée par**
(Institut Japonais de la Réglementation sur l'Energie)

Assisting Organizations **Organisation de soutien**
The Federation of Electric Power Companies
Central Research Institute of Electric Power Industry
Commemorative Association for the Japan World Exposition (1970)
The Marine & Fire Insurance Association of Japan, Incorporated
The Japan Electrical Manufacturers' Association
The Japan Iron & Steel Federation

Supporting Organizations **Organisations de soutien**
Science and Technology Agency
Ministry of International Trade and Industry
Japan Atomic Industrial Forum

Languages **Langues**
Simultaneous interpretation services will be provided.
(English, French, German, Spanish and Japanese)

* *For channels for simultaneous interpretation, please see the sign at the Conference room.*

Des services d'interprétation simultanée en anglais, français, allemand, espagnol et japonais ont été prévus.

* *Pour les canaux destinés au service d'interprétariat simultané, se reporter au panneau dans la salle de conférence.*

SCHEDULE

PROGRAMME

Sep. 25 (Mon)

Registration	9:30	Inscriptions
Opening Ceremony (Golden Room)	11:00	Cérémonie d'ouverture (Golden Room)
Lunch (Diamond Room)	12:00	Déjeuner (Diamond Room)
Authors' Briefing (Session 1) (Room 1105)	(12:00 ~ 12:20)	Présentation par les auteurs (1ère Séance) (Salle 1105)
Session 1 (Golden Room)	13:30 ~ 16.30	1ère séance (Golden Room)
Welcome Party (Diamond Room)	17:30 ~ 19:30	Réception de bienvenue (Diamond Room)

Sep. 26 (Tues)

Authors' Briefing (Session 2) (Room 1105)	8:30 ~ 8:50	Présentation par les auteurs (2ème Séance) (Salle 1105)
Session 2 (Golden Room)	9:00	2ème séance (Golden Room)
Lunch (Rooms 1001/1002)	12:00	Déjeuner (Salles 1001/1002)
Authors' Briefing (Session 3) (Room 1105)	(12:00 ~ 12:20)	Présentation par les auteurs (3ème Séance) (Salle 1105)
Session 3 (Golden Room)	13:30 ~ 16:30	3ème séance(Golden Room)
"Kyogen" performance (Keidanren Hall 14F)	17:00 ~ 18:00	Spectacle de "Kyogen" (Keidanren Hall 14F)

Sep. 27 (Wed)

Authors' Briefing (Session 4) (Room 1105)	8:30 ~ 8:50	Présentation par les auteurs (4ème Séance) (Salle 1105)
Session 4(Golden Room)	9:00	4ème séance(Golden Room)
Lunch (Diamond Room)	12:00	Déjeuner (Diamond Room)
Tokyo City Sightseeing Tour for all participants (dinner included)	13:30 ~ 21:00	Visite touristique de la ville de Tokyo pour tous les participants (Dîner compris)

Sep. 28 (Thur)

Authors' Briefing (Session 5) (Room 1105)	8:30 ~ 8:50	Présentation par les auteurs (5ème Séance) (Salle 1105)
Session 5 (Diamond Room)	9:00	5ème séance (Golden Room)
Lunch (Diamond Room)	12:30	Déjeuner (Diamond Room)
Closing Session (Golden Room)	14:00	Séance de clôture (Golden Room)
Coffee Break	14:40	Pause café
General Assembly (Golden Room)	15:00 ~ 16:30	Assemblée générale (Golden Room)
Closing Dinner (Palace Hotel)	19:00 ~ 22:00	Dîner de clôture (Palace Hotel)

September 25 (Mon)

Opening Ceremony **11:00 ~ 12:00** **Cérémonie d'ouverture**

Decleration of the Conference **Ouverture de la Conférence**

Hisashi Tanikawa
President
AIDN / INLA

Addresses **Allocutions**

Sho Nasu
Chairman
The Federation of Electric Power Companies

Kiyotaka Takahashi
Parliamentary Vice-Minister
Science and Technology Agency

Masaji Yamamoto
Director-General
Agency of Natural Resources and Energy (MITI)
(tentative / en projet)

Hisashi Tanikawa
President
AIDN / INLA

Lunch **12:00 ~ 13:30** **Déjeuner**
(Diamond Room) (Diamond Room)

Session 1 13:30 ~ 16:30 1ére séance

Chairman: Mr. Frederico San Sebastian
Secretary: Dr. Otto von Busekist

Working Group 1

Chairman: Dr. Hellmut Wagner (F.R.G.)

Licensing and Decommissioning of Nuclear Installations –

Interpretation and Further Development of Legal Provisions by Licensing Authorities and by Law Courts

Working Group 2

Chairman: Mr. Guy H. Cunningham (U.S.A.)

Nuclear Liability

(1) 1988 Changes to United States Law Regarding Nuclear Third Party Liability

Mr. Guy H. Cunningham (U.S.A.)

(2) Evolution of Civil Liability for Nuclear Operators

Mr. G. Avossa, Mrs. S. Lussault, Mrs. R. Pousset, Mr. J. Allegre (France)

Individual Reports

The Competence of Governmental Organizations and Private Enterprises in the Nuclear Activities

Mrs. Denise Fischer (Brazil)

Radiological Emergency Planning in the United States; A Time for Change

Mr. James R. Tourtellotte (U.S.A.)

The Decommissioning Fund for Nuclear Power Plants according to Swiss Law

Dr. Werner Bühlmann (Switzerland)

The Safety of Aged and Decommissioning Plant

Mr. J. A. Driscoll (U.K.)

Président: M. Frederico San Sebastian
Secrétaire: Dr. Otto von Busekist

Groupe de travail 1

Président: Dr. Hellmut Wagner (R.F.A.)

Autorisation et déclassement des installations nucléaires –

Interprétation et développement des dispositions légales prises par les autorités chargées de délivrer les autorisations et par les cours de justice.

Groupe de travail 2

Président: M. Guy H. Cunningham (Etats-Unis)

Responsabilité nucléaire

(1) Modifications en 1988 de la réglementation relative aux responsabilités nucléaires d'une tierce partie aux Etats-Unis

M. Guy H. Cunningham (Etats-Unis)

(2) Evolution de la responsabilité civile des opérateurs nucléaires

M. G. Avossa, Mme. S. Lussault, Mme. R. Pousset, M. J. Allegre (France)

Rapports individuels

Les Compétence des organismes gouvernemenaux et entreprises privées dans le domaine nucléaire

Mme. Denise Fischer (Brésil)

Vue d'ensemble de la plannification d'urgence radiologique aux Etats-Unis

M. James R. Tourtellotte (Etats-Unis)

Le Fonds de déclassement des centrales nucléaires selon la régislation en Suisse

Dr. Werner Bühlmann (Suisse)

Les problèmes de sécurité des centrales agées et déclassées

M. J. A. Driscoll (Royaume-Uni)

Welcome Party 17:30 ~ 19:30 **Réception de bienvenue**
(Diamond Room) (Diamond Room)

September 26 (Tues)

Session 2 9:00 ~ 12:00 2ème séance

Chairman: (undecided)
Secretary: Mrs. Renée Pousset

Individual Reports

Nuclear Risks - Whose Risks are They?

Mr. Peter D. Lederer (U.S.A.)

Amendments to the Japanese Law on Compensation for Nuclear Damage

Mr. Hiroya Tanikawa (Japan)

Employee Compensation Schemes for Radiation Induced Injuries

Mr. Peter D. Green (U.K.)

Cross Frontier Nuclear Incidents –How and to What Extent Can Insurers Inform Foreign Victims and Compensate Their Damage

Mr.Jacques Deprimoz (France)

Can a State Manage without Signing an International Convention?

Mr. Charles Brunengo
Mr. Michel Engelhard (France)

The Joint Protocol Relating to the Application of the Vienna and Paris Conventions - One Step towards the Necessary Modernisation of the International Nuclear Civil Liability Regime

Mr. Patrick Reyners (OECD-NEA)
Dr. Otto von Busekist (Belgium)

The Regime of Compensation for Oil Pollution Damage and the Conventions on Nuclear Third Party Liability – A Comparison

Mr. Måns Jacobsson (IOPC Fund)

Président: (indécis)
Secrétaire: Mme. Renée Pousset

Rapports individuels

Les risques nucléaires - Les risques de qui ?

M. Peter D. Lederer (Etats-Unis)

Avenants à la loi japonaise relative aux compensations des dommages nucléaires

M. Hiroya Tanikawa (Japon)

Schéma de dédommagement des employés en cas de lésions dues aux radiations

M. Peter D. Green (Royaume-Uni)

Incidents nucléaires par-delà les frontières – Comment et jusqu'à quel point les assureurs peuvent-ils informer les victimes étrangères et compenser les dommages subis ?

M.Jacques Deprimoz (France)

Un Etat peut-il se passer d'adhérer à une Convention Internationale?

M. Charles Brunengo
M. Michel Engelhard (France)

Le Protocole d'accord relatif à l'application des Conventions de Vienne et de Paris - Un pas vers la modernisation nécessaire du régime de responsabilité civile nucléaire international

M. Patrick Reyners (OCDE-AEN)
Dr. Otto von Busekist (Belgique)

Le régime de compensation des dommages dûs à la pollution par le pétrole et la convention sur les responsabilités nucléaires d'une tierce partie - Etude comparée

M. Måns Jacobsson (IOPC Fund)

Lunch 12:00 ~ 13:00 **Déjeuner**
(Room #1001 / 1002) (Salles 1001 / 1002)

Session 3 13:30 ~ 16:30 3ème séance

Chairman: Mr. Howard K. Shapar
Secretary: Mrs. Denise Fischer

Working Group 3

Chairman: Mr. Jean-Léo David (France)

International Nuclear Trade

(1) The Transport of Nuclear Materials

(2) The Influence of the Single European Act and of its Implementation on International Nuclear Trade in Nuclear Fuel

Individual Reports

The U. S.-Japan Agreement for Cooperation: Accommodating the Non-Proliferation Doctrines of the 1970's to the Nuclear Commerce Realities of the 1990's

Mr. Marcus A. Rowden
Mr. Jay R. Kraemer (U.S.A.)

Agreement for Cooperation between the Government of Japan and the Government of the United Sates of America concerning Peaceful Uses of Nuclear Energy : As Viewed from Japan's Nuclear Energy Policy

Mr. Toru Ishida (Japan)

Estimates and Coercions in Nuclear Engineering Contracts

Mr. Bernard Derché (France)

Nuclear Fuel Transportation in Japan

Mr. Yamato Takagi (Japan)

Président: M. Howard K. Shapar
Secrétaire: Mme. Denise Fischer

Groupe de travail 3

Président: M. Jean-Léo David (France)

Commerce nucléaire international

(1) Le transport de matières nucléaires

(2) Influence de l'Acte Unique Européen et de sa mise en uvre sur le commerce international du combustible nucléaire

Rapports individuels

Le protocole d'accord et de coopération Japon-Etats-Unis: Mise en application des doctrines des années 1970 sur la non-prolifération dans les pratiques du commerce nucléaire des années 1990

M. Marcus A. Rowden
M. Jay R. Kraemer (Etats-Unis)

Protocole d'accord entre le gouvernement du Japon et le gouvernement des Etats-Unis relatif aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire: vu à partir de la politique japonaise en matière d'énergie nucléaire

M. Toru Ishida (Japon)

Approximations et contraintes dans les contrats d'ingénierie nucléaire

M. Bernard Derché (France)

Le transport du combustible nucléaire au Japon

M. Yamato Takagi (Japon)

"Kyogen" performance 17:00 ~ 18:00 Spectacle de "Kyogen"

(Keidanren Hall 14F) (Keidanren Hall 14F)

September 27 (Wed)

Session 4 9:00 ~ 12:00 4ème séance

Chairman: Mr. Pierre Strohl
Secretary: Dr. Leigh Hancher

Working Group 4

Chairman: Dr. Jan Ch. Cornelis (Netherlands)

Radiation Protection

Radiation protection and the effects of non-ionizing radiations-harmonization of protection measures

Individual Reports

New Radiation Protection Legislation in Sweden

Mr. Mats Jender
Dr. Lars Persson (Sweden)

Radiation Protection of Workers - Legal Aspects in Brazil

Mrs. Telma Maria Marques Malheiros (Brazil)

Juridical and Institutional Aspects of Food Irradiation in Brazil

Mrs. Eliane Amaral Barros (Brazil)

The Radiological Accident of Goiania - Juridical Aspects and Consequences

Mrs. Ninon Machado de Faria (Brazil)

Workers Protection (Radiation Protection) at the Using of Atomic Reactors in Space Stations

Dr. Michael Wollenschlager (F.R.G.)

Président: M. Pierre Strohl
Secrétaire: Dr. Leigh Hancher

Groupe de travail 4

Président: M. Jan Ch. Cornelis (Pays-Bas)

Protection contre les radiations

Protection contre les radiations et les effets des radiations non-ionisantes - harmonisation des mesures de protection

Rapports individuels

Nouvelle législation sur la protection contre les radiations en Suède

M. Mats Jender
Dr. Lars Persson (Suède)

Protection des travailleurs contre les radiations - Aspects légaux au Brésil

Mme. Telma Maria Marques Malheiros (Brésil)

Aspects juridiques et institutionnels de l'irradiation des aliments au Brésil

Mme. Eliane Amaral Barros (Brésil)

L'accident radiologique de Goiânia Aspects juridiques et conséquences

Mme. Ninon Machado de Faria (Brésil)

Protection des travailleurs (Protection contre les radiations) lors de l'utilisation de réacteurs atomiques dans les stations spaciales

Dr. Michael Wollenschlager (R.F.A.)

Tokyo City Sightseeing Tour 13:30 ~ 21:00 Visite touristique de la ville de Tokyo

September 28 (Thurs)

Session 5 9:00 ~ 12:30 5ème séance

Chairman: Mr. Shunji Shimoyama
Secretary: Mr. Göran Hedelius

Working Group 5

Chairman: Mr. E. H. Hubert (Belgium)

Radioactive Waste Management

The Responsibilities in Radioactive Waste Management

Individual Reports

Problems and Prospects in Relation to the Disposal of Low and Intermediate-Level Radioactive Waste: The United Kingdom Experience – What Lessons for the International Nuclear Community?

Mr. G. R. Evans (U.K.)

Legislation for Underground Disposal of Low-Level Radioactive Solid Waste in Japan

Mr. Masahiko Kato (Japan)

Air-Cooled Dry Vault Storage Facilities for Irradiated Nuclear Fuel and Vitrified Waste

Mr. Reginald J. A. Tingley (U.K.)

Advance Provision for the Cost of Nuclear Waste Management in Finland

Mr. Yrjö Sahrakorpi (Finland)

Ethical Aspects on Nuclear Waste

Dr. Lars Persson (Sweden)

Radioactive Waste Disposal – An International Legal Perspective

Dr. Leigh Hancher (Netherlands)

Président: M. Shunji Shimoyama
Secrétaire: M. Göran Hedelius

Groupe de travail 5

Président: M. E. H. Hubert (Belgique)

Gestion des déchets radioactifs

Les responsabilités dans le secteur de la gestion des déchets radioactifs

Rapports individuels

Problèmes et perspectives en matière d'évacuation des déchets radioactifs de niveau inférieur et intermédiaire :
L'expérience de la Grande Bretagne - Quelles leçons peut-on en tirer pour la communauté nucléaire internationale?

M. G. R. Evans (Royaume-Uni)

Législation du stockage souterrain des déchets solides à faible niveau de radioactivité au Japon

M. Masahiko Kato (Japon)

Installations de stockage en voûte sèche refroidies par air pour combustible nucléaire irradié et déchets vitrifiés

M. Reginald J. A. Tingley(Royaume-Uni)

Dispositions anticipées relatives au coût de gestion des déchets nucléaires en Finlande

M. Yrjö Sahrakorpi (Finlande)

Aspects éthiques des déchets nucléaires

Dr. Lars Persson (Suède)

Evacuation des déchets radioactifs – Les perspectives d'une réglementation internationale

Dr. Leigh Hancher (Pays-Bas)

Lunch 12:30 ~ 14:00 **Déjeuner**
(Diamond Room) (Diamond Room)

Closing Session	**14:00 ~ 14:40**	**Séance de clôture**
Addresses	**Kazuo Yamanouchi** President Japan Energy Law Institute	**Allocutions**
	Hisashi Tanikawa President AIDN / INLA	
Coffee Break	**14:40 ~ 15:00**	**Pause café**
General Assembly (for Members of INLA only)	**15:00 ~ 16:30**	**Assemblée générale** (exclusivement réservé aux membres de l'AIDN)
Closing Dinner (Rose Room, Palace Hotel)	**19:00**	**Dîner de clôture** (Rose Room, Palace Hotel)

* Cocktails will be served from 18:30

* Les cocktails seront servis à partir de 18 heures.

Discours du Professeur Hisashi TANIKAWA Président, AIDN

Mesdames et Messieurs, c'est un plaisir et un honneur, en tant que président de l'AIDN et en tant que Président du Comité d'organisation japonais de la conférence Nuclear Inter Jura '89, de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier de votre participation.

Comme vous le savez, le thème de cette conférence sera " Un droit nucléaire pour les années 1990 ". Tout au long de la semaine, chercheurs et experts éminents débattront de grands problèmes qui ne manqueront pas de susciter des discussions parmi les distingués auditeurs.

Comme le programme de cette conférence l'indique, le droit nucléaire recouvre des sujets fort variés. La conférence portera sur de nombreuses et importantes questions juridiques liées, entre autres, au démantèlement des installations nucléaires, à la responsabilité civile ou aux compensations des sinistres nucléaires en général et ceux occasionnés par la pollution internationale ou transfrontalière. On évoquera également les questions des échanges dans le domaine du nucléaire, y compris les accords et traités bilatéraux ou multilatéraux signés dans ce domaine, ainsi que les problèmes de protection contre les radiations et ceux de la gestion des déchets nucléaires.

Ainsi, le développement du droit nucléaire englobe des domaines variés et haut en couleur mais, il faut dire que, même si, Mesdames et Messieurs, ce volet juridique de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire est relativement récent et que son histoire ne compte qu'à peine plus de 30 années, les progrès en ont été extrêmement rapides. En 1958, quand j'ai rencontré le Professeur Cavers, à l'époque professeur de l'Université de Harvard, il m'a dit étudier le droit atomique. A cette époque-là, je ne pouvais m'imaginer aucun lien entre l'énergie nucléaire et le droit. Puis, un an plus tard, en 1959, en qualité de représentant du Japon, j'ai malheureusement dû assister à une conférence afin de discuter des problèmes de la responsabilité de l'opérateur de navires à réacteurs nucléaires. Au cours de cette conférence, j'avais peine à comprendre exactement quelle était la meilleure solution juridique à apporter à ces problèmes et, de fait, la plupart des participants se trouvait dans la même situation.

A cette époque-là au Japon, les chercheurs et les autorités ont entrepris des travaux préparatoires pour l'élaboration de bases juridiques pour les activité liées à l'énergie nucléaire. Le Professeur Sakae Wagatsuma, le Professeur Jiro Tanaka et le Professeur Yoshio Kanazawa, à l'époque professeurs à l'Université de Tokyo, ont menés ces travaux durant cette première période.

Aujourd'hui, 30 ans plus tard, on étudie au Japon nombre de questions concernant le droit nucléaire, traitant même, entre autres, des déchets nucléaires ou du démantèlement des installations nucléaires. L'organisme qui s'en charge est l'Institut japonais du droit de l'énergie fondé en 1981 par le Professeur Jiro Tanaka, professeur honoraire de l'Université de Tokyo et juge de la Cour Suprême, et par le Professeur Yoshio Kanazawa de l'Université de Seikei, président de l'Institut. Après avoir créé l'Institut, nous, les membres du Conseil, avons attentivement étudié la possibilité de recevoir la Conférence Internationale de l'AIDN au Japon et, en 1985, nous avons choisi Tokyo. Mais, cette année-là, le Professeur Ichiro Ogawa, membre du Conseil d'administration de l'AIDN et du Conseil d'administration de l'Institut, est décédé, suivi, un an plus tard, par M. Kanazawa, Président de l'Institut et le plus ardent partisan de l'invitation à Tokyo.

Le droit nucléaire japonais a perdu ainsi nombre de personnalités éminentes : le Professeur Tanaka, le Professeur Kanazawa et le Professeur Ogawa. Alors que nous appréhendions d'inviter la conférence de l'AIDN à Tokyo dans ces circonstances, de nombreuses organisations japonaises nous ont chaleureusement témoigné leur sympathie et ont soutenu notre idée. C'est grâce à elles que la Conférence Internationale de l'Association du Droit Nucléaire – Nuclear Inter Jura '89 a pu être organisée ici aujourd'hui. A cette occasion, je voudrais leur exprimer ma profonde reconnaissance pour leur collaboration, leur aide et leur soutien. Permettez-moi donc de remercier, pour son rôle de co-sponsor, l'Institut japonais du droit de l'énergie; pour leur soutien financier, la Fédération des sociétés de l'industrie énergétique, l'Institut central de recherche de l'industrie électrique, l'Association commémorative de l'Exposition mondial du Japon (1970), l'Association japonaise des assurances maritimes et incendies, Incorporated, l'Association des producteurs japonais d'électricité (JEMA) et la Fédération japonaise du fer et de l'acier (JIFS) ; et, pour leur soutien moral: l'Agence des sciences et des technologies, le Ministère du commerce international et de l'industrie ainsi que le Forum industriel atomique.

Pour conclure, je voudrais exprimer mon profond désir d'un débat ouvert et animé entre tous les participants sur les questions soulevées dans cette salle, tout au long de cette semaine, et qui puisse avoir des effets positifs sur les progrès et le développement du droit nucléaire dans les années 1990.

Je vous remercie

Address by Prof. Hisashi TANIKAWA
President, INLA

Honourable guests, Ladies and Gentlemen, I have the great honour to express a hearty welcome for your participation to this conference – Nuclear Inter Jura '89, in the capacity of the president of INLA, *as well as the chairman of the Organizing Committee of Japan for the preparation of the Conference.*

As you now, the main topic of this Conference is "Nuclear Law for the 1990's". Under this theme, during this week, in the room, various important and interesting problems might be reported by the eminent scholars or experts and be discussed by the distinguished participants.

As you may recognize through the program of this conference, the subjects to be covered in the field of the nuclear law are quite wide and manifold. Even in the program, such many vital legal issues are included, as the matters relating to decommissioning of nuclear installations; problems on the civil liabilities or compensation for nuclear damage in general and in the cases transnational or transboundary pollution causing nuclear damage; questions on international nuclear trade including bilateral or multilateral international arrangement or treaties for this purpose; or the issues of the radiation protection and radioactive waste management.

Thus, an expansion of the nuclear law field is various and colourful, however, Ladies and Gentlemen, this legal field concerning peaceful use of nuclear energy is a relatively new one, it has only over 30 years history, but the speed of progress of this legal field has been absolutely rapid. When I met Professor Cavers who was a professor of Harvard University, in 1958, he told me he was studying the matter of atomic law. At the time, I could not imagine any relationship between an atomic energy and the law, then the next year, in 1959,

unfortunately, I had to attend the conference to discuss the issues on the liability of the operator of the nuclear powered vessel, as the representative from Japan. At the conference, I still could not understand in detail what was the most suitable legal solution on the issues, indeed, although most participants in that conference were in the similar situation.

In those days, in Japan, the preparatory works for funding the fundamental framework of legislative scheme on the activity using the atomic energy, and the studies on that field were started by the scholars and the government authorities. In the first period, Professor Sakae Wagatsuma, Professor Jiro Tanaka, Professor Yoshio Kanazawa who were professors at the University of Tokyo at that time, were the leaders of such wworks and studies.

30 years after, now, at present stage, in Japan, we are studying and discussing various issues regarding nuclear law, even including the matters on the disposal of nuclear waste or the decommissioning of nuclear installations, and so on. The Center for such study works in Japan is Japan Energy Law Institute, if I may say so. This Institute was funded, in 1981, by Professor Jiro Tanaka who was an Emeritus Professor of the University of Tokyo and was a Judge of Supreme Court, and Professor Yoshio Kazanawa who was an Emeritus Professor of Seikei University, was a President of the Institute. After starting this Institute, we members of the Board of the Institute had gave our careful consideration to possibility to invite the International Conference of INLA to Japan. In 1985, we reached the conclusion to invite said Conference to Tokyo, however, at that time, Professor Ichiro Ogawa who was a member of the Board of Management of INLA, and of the Board of the Institute, had deceased. Furthermore, in the next year, our President Kanazawa also deceased. He, Professor Kanazawa, was most devoted promoter for inviting INLA Conference to Tokyo.

Under the circumstances where a lot of eminent leaders in the nuclear law field in Japan, such as Professor Tanaka, Professor Kanazawa, Professor Ogawa were lost, we felt seriously anxious to invite the International Conference of INLA to Tokyo. However, fortunately, we could get very kind and warm sympathy and support for inviting said Conference by various interested organizations in Japan. As a result, today, here, the International Conference of the International Nuclear Law Association – Nuclear Inter Jura '89 – could be held. On this occasion, I would like to express my gratitude for such cooperation, assistance and support done by following organizations; such bodies are; as the co-sponsor; Japan Energy Law Institute, as the financially assisting organizations, The Federation of Electric Power Companies, Central Research Institute of Electric Power Industry, Commemorative Association for the Japan World Exposition (1970), The Marine and Fire Insurance Association of Japan, Incorporated, The Japan Electrical Manufacturers' Association (JEMA), and The Japan Iron and Steel Federation (JISF); and the organizations, giving mainly moral support, Science and Technology Agency, Ministry of International Trade and Industry, and Japan Atomic Industrial Forum.

At the end of my speech, I would like cordially to expect that very hot and sincere discussion done by the participants, all of you, on the matters to be reported in this room, during this week, could bring the useful effects for the progress and development of the nuclear law in the 1990's.

Thank you.

Anvers
20-24/10/1987

Séance inaugurale
Opening session

Allocutions : MM.

- H. Van Der Borght, *Conseiller auprès du Secrétariat d'Etat à l'Energie.*
- Ph. Cols, *Président de l'Union des Exploitations Electriques en Belgique.*
- P. Garny, *Administrateur Directeur Général de la Royale Belge.*
- S. Amelinckx, *Directeur général du Centre de l'Energie Nucléaire.*
- R. Constant, *Directeur général de l'Institut des Radioéléments.*
- Fr. Vandenabeele, *Président de l'AIDN.*

Session I

Autorisation et déclassement d'installations nucléaires
Licensing and Decommissioning of nuclear power stations

Session Comittee

- Report by Working Group 1
  "Common features and differences in the legal provisions concerning nuclear installations and other environment related industrial installations"

- Individual Report by **Mr J. *Santaholma*** (SF)
  "Licensing of the use of nuclear power in Finland: New law on nuclear energy"

Minutes of the Discussion
Recommendations

Session II

Responsabilité civile nucléaire
Nuclear Liability

Comité de Session

- Rapport du Groupe de Travail 2
  "Nuclear liability - Topics
  I - The probability factor in establishing causation.
  II - Specific defences to the liability of a nuclear operator for damages resulting from a nuclear incident
  III - Costs of preventive measures and evacuation"

- Rapport individuel par **M. D.E. *José*** (USA)
  "Some observations on the limitation of present tort law and some thoughts on a comprehensive nuclear accident act"

- Rapport individuel par **M. M. *Lafontaine*** (B)
  "Limites de l'application de la loi belge du 10 avril 1971 aux accidents du travail par irradiation"

• Rapport individuel par M*me* B. *Lewaszkiewicz-Petrykowska* (PL)
"La responsabilité civile nucléaire en droit polonais"

Compte rendu des débats
Recommandations

Session III

Commerce nucléaire international
International nuclear trade

Comité de Session

• Rapport du Groupe de Travail 3
"Existe-t-il une spécificité du droit du commerce nucléaire international ?"

• Rapport individuel de MM. M.A. *Rowden* et J.R. *Kraemer* (USA)
"Restrictions on the transnational movement of uranium"

Compte rendu des débats
Recommandations
Mise à jour du rapport présenté à Constance

Session IV

Protection contre les radiations et effets des radiations non ionisantes, harmonisation des mesures de protection
Radiation protection and effects on non-ionizing radiations harmonization of protection measures

Session Comittee

• Report by Working Group 4

• Individual Report by M*rs* N. Machado De Faria (BR)
"Nuclear Law and Brazilian Constitution"

Minutes of the Discussion
Recommendations

Session V

Gestion des déchets radioactifs
Radioactive waste management

Session Comittee

- Report by Working Group 5
  "Les aspects institutionnels de la gestion des déchets radioactifs"

- Corrigendum to the Report of Working Group 5
- Minutes of the discussion

- Individual report by Mr L.M. *Trosten* (USA)
  "Impact of hazardous Waste Handling Legislation on nuclear installations and radioactive waste management in the US"

- Individual report by Mr A. *Devoto* (RA)
  "Derechos radioactivos: Situación en la Republica Argentina"

- Individual report by Mr Y. *Yamanouchi* (J)
  "Japanese legislation on radioactive waste"

Recommendations

Session Chernobyl

Liste des auteurs de rapports individuels

- Exposé de M. R. *Van Den Damme*
  "Chernobyl - Bilan et Enseignements"

- Contribution de M. P. *Strohl* (OCDE-AEN)
  "Chernobyl et le problème des obligations internationales relatives aux accidents nucléaires"

- Rapport individuel de M. P.D. *Cameron* (NL)
  "Legislative consequences of the Chernobyl accident"

- Rapport individuel de M. J. *Deprimoz* (F)
"Chernobyl - Réflexions d'un Assureur"

- Rapport individuel de M. G. *Glaize* (F)
"Cadre général des conventions internationales relatives à la notification des incidents ou accidents et à l'assistance mutuelle en cas d'accident nucléaire"

- Rapport individuel de M. P. *Peltzer* (B)
"Chernobyl : Introduction à la discussion générale - Résultats d'une enquête"

- Rapport individuel de M. M. *Politi* (I)
"The Vienna Conventions of September 26, 1986 on early notification and assistance in case of a nuclear accident or radiological emergency"

- Rapport individuel de M. T. *Roser* (D)
"Legal consequences of the Chernobyl accident in the FRG"

Compte rendu des débats

Session de clôture
Closing Session

Addresses: Messrs

- F. AERTS, *Secretary of State for Energy* (B)
- N. PELZER, *1st Vice-President of* INLA (D)
- FR. VANDENABEELE, *President of* INLA (B)
- H. TANIKAWA, *2nd President of* INLA (J)

ALLOCUTION DE M. FR. VANDENABEELE - PRESIDENT DE L'AIDN
Anvers 1987

Avant tout, permettez-moi de vous remercier de votre présence à cette séance, qui constitue l'introduction solennelle du 8e Congrès de l'Association Internationale du Droit Nucléaire, appelé à constituer un jalon important dans le développement du droit nucléaire.

Je vous souhaite la bienvenue dans la belle cité d'Anvers, qui a été choisie et a accepté d'être la ville hôte de notre congrès. Je pense sincèrement qu'elle s'acquittera parfaitement de sa tâche, puisqu'elle nous présente toute la splendeur de son patrimoine culturel et économique.

Je remercie ici tout particulièrement les Autorités de la province et de la ville d'Anvers, qui nous ont réservé, dès nos premières investigations, un accueil fort apprécié. C'est par déférence à l 'égard de cet accueil que je m'adresse à vous en langue néerlandaise, qui est celle de notre ville hôte, tout en veillant à ce que, par le jeu de la traduction simultanée, les règles spécifiques de l'AIDN soient respectées.

Par ailleurs, je remercie les membres du conseil d'administration, les présidents et les membres des groupes de travail, les orateurs individuels, le secrétariat général, les services du secrétariat, les membres de la section belge, des sessions de travail et du comité de sélection ainsi que tous ceux qui ont contribué si efficacement à la préparation du congrès international. De tout cœur, merci d'avoir répondu favorablement à l'appel à la collaboration que j'avais lancé dès la clôture du congrès de Constance.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour esquisser un bref aperçu historique de l'AIDN et fêter avec vous deux anniversaires. Nous fêtons en effet cette année le quinzième anniversaire de l'association dénommée " Association Internationale du Droit Nucléaire " (en anglais " International Nuclear Law Association "), érigée en 1972 sous l'égide du droit belge et régie par la loi belge du 25 octobre 1919 (loi accordant la personnalité civile et des avantages, notamment fiscaux, aux associations internationales ayant un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique, etc. : afin de pouvoir bénéficier des avantages de cette loi, il est prescrit qu'au moins un administrateur doit être de nationalité belge, que le siège de l'association doit être situé en Belgique et que l'établissement des statuts, et la modification de ceux-ci, sont soumis à l'accord du gouvernement belge).

L'objet de l'AIDN est de promouvoir et de poursuivre, dans le cadre international, l'étude et la connaissance des problèmes juridiques relatifs aux activités nucléaires pacifiques eu égard à la protection de l'homme et de l'environnement, l'échange d'informations entre les membres de l'association, la coopération scientifique avec d'autres associations ou institutions poursuivant des buts similaires.

C'est en 1973 que je fus sollicité pour assurer les fonctions d'administrateur trésorier chargé de la gestion journalière de l'association sur le plan administratif et financier. L'AIDN comptait à ce moment une bonne centaine de membres (exactement 133), dont un certain nombre ne payait pas de cotisation (fixée à cinq cent francs belges). Le capital de l'association s'élevait alors à quelque 20.000 FB. La liste des membres de cette époque, qui n'est pas établie dabs l'ordre alphabétique et ne contient pas de subdivision par pays, comporte quelques noms connus et il est intéressant de constater que plus de 65 des premiers affilés le sont toujours actuellement.

Et puis l'association grandit et évolue ... en âge, en sagesse et en nombre. Les congrès bisannuels se succédèrent, les uns fort différents des autres, mais tous empreints d'un même souci scientifique poussé. Ce furent les congrès de Karlsruhe (1973), Aix-en-Provence (1975), Florence (1977), Buenos Aires (1979), Palma de Majorque (1981), San Francisco (1983) et Constance (1985).

A présent, l'AIDN compte près de 450 membres répartis à travers les cinq continents et issus des divers secteurs s'occupant de l'énergie nucléaire : fonctionnaires des services publics, des agences internationales, représentants des producteurs d'électricité, des constructeurs, des assureurs, des bureaux d'avocats, etc. Son avoir actuel s'élève à plus d'un million de francs belges. Il est entendu, à cet égard, que des chiffres précis, vérifiés par nos contrôleurs aux comptes, seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale convoquée à l'issue du congrès.

Je crois d'autre part pouvoir mettre l'accent sur quelques faits saillants qui se sont produits au cours de ces quinze années d'existence et qui ont donné une impulsion déterminante à notre association.

Le premier de ces faits est l'instauration, à l'issue du congrès de Florence, en 1977, du secrétariat général, vu l'extension prise par l'AIDN. Cette charge a été assumée depuis bientôt dix ans – c'est l'autre anniversaire – par M. Bernard Lacroix, qui a exercé la gestion journalière de l'association avec un brio et un zèle remarquables, jamais pris en défaut. Son mérite fut de donner à l'AIDN la dimension dont je viens de vous parler. Je vous propose, en guise de remerciement, de l'applaudir chaleureusement.

Un deuxième fait saillant fut la décision prise, lors du congrès de San Francisco, en 1983, d'instituer, au sein de l'association, des groupes de travail ayant chacun un objet spécifique et une mission bien déterminée dans le développement du droit nucléaire. Actuellement, cinq commissions permanentes fonctionnent et sont respectivement chargées d'étudier les sujets suivants :
- Autorisation et déclassement des centrales nucléaires
- Responsabilité civile nucléaire
- Commerce nucléaire international
- Radiations ionisantes et non ionisantes
- Déchets nucléaires.

Il est incontestable que les travaux poursuivis au sein de ces commissions permettent de dégager plus aisément les positions en présence et de formuler des conclusions sous forme de synthèses, qui sont soumises en dernier ressort à l'approbation de l'assemblée générale.

L'incidence des groupes de travail sur l'activité scientifique de l'association fut déterminante quant à la quantité des sujets abordés ainsi qu'à leur approfondissement. Ils donnèrent à l'AIDN une impulsion nouvelle en suscitant une mobilisation active et centralisatrice de ses membres, issus des nations les plus éloignées.

Le mérite de la conception des groupes de travail et de leur démarrage revient en ordre principal à un autre collaborateur fidèle de l'association : j'ai nommé l'ex-président et actuel vice-président, le Professeur Norbert Pelzer, que je vous propose d'applaudir chaleureusement.

J'aimerais par ailleurs évoquer un troisième fait important, qui s'est produit récemment et qui a eu une influence décisive sur le développement de l'énergie nucléaire à des fins

pacifiques en général ainsi que, inévitablement, sur les multiples aspects du droit nucléaire en particulier. Il s'agit de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Chernobyl, dont les aspects techniques seront présentés par l'éminent spécialiste belge, le Professeur Robert van den Damme, lors de la session complémentaire spécialement consacrée à ce sujet, séance ajoutée au programme du congrès à la demande du conseil d'administration, placée sous la présidence du Professeur Riccardo Monaco, empêché et dont M. Pierre Strohl, Directeur général adjoint de l'AEN/OCDE, a accepté d'être le Rapporteur général.

De cet accident, tragique dans ses conséquences locales et internationales, je retiens cependant trois aspects fondamentaux :
- En définitive, l'accident de Chernobyl plaide en faveur de maintien et du développement ultérieur du secteur nucléaire pour autant que ce dernier reste soumis à des règles de sécurité et de fiabilité strictes.
- L'utilisation de la technique nucléaire et, par conséquent, les effets de droit qu'elle suscite ne s'arrêtent pas aux frontières d'un pays déterminé.
- Le rôle des agences intergouvernementales telles la CEE, l'OCDE et l'AIEA ainsi que celui des organismes privés internationaux spécialisés, comme l'AIDN, s'en trouve renforcé, puisque l'ensemble de ces organismes est appelé à apporter une contribution du droit nucléaire national et international.

Après cette brève esquisse du passé, j'en viens au présent pour vous rappeler que les travaux des groupes de travail, dont l'existence a été confirmée lors du précédent congrès, ont été placés sous le thème général " Nouvelles orientations du droit nucléaire, voies et moyens " - Convergence et discordance des lois nucléaires – Impact des conventions internationales – Comparaisons avec les dispositions juridiques des autres secteurs de haute technologie – Optimisation du droit nucléaire. Je propose dès lors que le congrès, aboutissement logique des travaux des groupes de travail et dont la mission est d'en consacrer les conclusions, adopte la même enseigne en y ajoutant l'aspect évoqué plus haut à propos des conséquences juridiques de l'accident de Chernobyl.

Sur le plan de l'organisation générale, la section belge de l'AIDN s'est inspirée des riches expériences du passé pour préparer le congrès. Mes collaborateurs et moi-même nous sommes efforcés de mettre à la disposition des participants :
- une infrastructure et des moyens logistiques appropriés
- un cadre agréable et performant, pourvu sur place ou à proximité de commodités techniques et d'intendance indispensables
- un programme scientifique et social adapté aux directives fixées par le conseil d'administration et aux nécessités du travail à accomplir
- la mise en place des comités de session, dont les membres, désignés par le conseil d'administration, auront pour mission de diriger les débats, d'acter brièvement les diverses interventions et de participer à la rédaction des recommandations et actes du congrès.

Je tiens ici même à rassurer les secrétaires de session et leur signale que la totalité des exposés et interventions de séance sera enregistrée intégralement sur bandes magnétiques.

J'exprime le souhait que les questions de fond et de forme que je viens d'évoquer permettent aux participants de nos débats internationaux de procéder à des échanges de vue fructueux et de dégager, au départ de leurs travaux, des conclusions riches en enseignements. Je ne doute pas que, grâce aux qualifications scientifiques exceptionnelles ici rassemblées, auxquelles je laisse libre et entière initiative, des résultats appréciables soient atteints. Fort de cette conviction, je déclare ouvert le huitième congrès Nuclear Inter Jura '87.

ADDRESS BY F. VANDENBEELE, PRESIDENT OF I.N.L.A. ANTWERP 87

First of all, I should like to thank you for being here at this meeting, which constitutes the formal opening of the 8th Conference of the International Nuclear Law Association, marking a major milestone in the development of nuclear law.

Welcome to this beautiful city of Anvers, selected for our conference and happy to be our host. I am sure this is the perfect city to receive us, rich as it is in cultural heritage and economic success.

I should particularly like to express my thanks to the authorities of the Province and City of Anvers, who have, since the first investigations, shown us great hospitality. It is out of deference to this hospitality that I address you in Flemish, the language of our host city, while ensuring that, with the aid of simultaneous interpretation, the specific rules of INLA are respected.

I should also like to thank the members of the administrative council, the chairpersons and members of the working groups, the individual speakers, the general secretariat, the secretarial services, the members of the Belgian section, of the working parties and of the selection committee, as well as all those who have contributed so efficiently to the preparation of this international conference. My heartfelt thanks to you for having responded so positively to the call for collaboration I expressed at the end of the conference in Constance.

I should like to take this opportunity to outline a brief history of INLA and ask you to join me in celebrating two anniversaries. This year we are in fact celebrating the fifteenth anniversary of the association entitled the International Nuclear Law Association, founded in 1972 under Belgian law and governed by the Belgian law of 25 October 1919 (a law granting civil identity and certain advantages, especially fiscal advantages, to international associations that have philanthropic, religious, scientific or artistic aims, etc., where it is stipulated that in order to take advantage of this law, at least one administrator must be of Belgian nationality, the address of the association must be in Belgium and the formulation of the articles of association and any modification thereof must be subject to approval by the Belgian government.

The aim of INLA is to promote and pursue, within an international framework, research and understanding of legal problems relating to the peaceful use of nuclear energy for the protection of man and of the environment, to exchange information amongst the members of the association, and to foster scientific collaboration with other associations or institutions with similar aims.

In 1973 I was asked to take on the role of administrator and treasurer in charge of the day-to-day organisation of the Association with regard to its management and finances. At the time INLA had around a hundred members, 133 to be exact, of whom some did not pay the membership fee (fixed at five hundred Belgian francs). The Association's assets amounted at the time to 20,000 Belgian francs. The list of members of the period, which is not in alphabetical order nor divided into countries, contains some well-known names, and it is interesting to note that more than 65 of the original members are still members today.

The Association developed and grew, in age, in wisdom and in numbers. Biennial conferences followed, one upon the other and each very different from the next, but all marked by a high degree of scientific concern. There were conferences at Karlsruhe (1973), Aix-en-Provence (1975), Florence (1977), Buenos Aires (1979), Palma de Majorca (1981), San Francisco (1983) and Constance (1985).

At the present time INLA has around 450 members scattered across the five continents and representing various sectors concerned with nuclear energy: civil servants, international agencies, representatives of

electricity producers, construction engineers, insurance companies, lawyers, etc. Its present assets amount to more than a million Belgian francs. In this context it is evident that the exact figures, checked by our accountants, will be presented for approval at the general assembly scheduled at the end of the conference.

I should also like to mention some outstanding events that have taken place in the course of these fifteen years' existence and which have given a significant direction to our Association.

The first of these events was the creation, after the Florence Conference in 1977, of the General Secretariat, in view of the expansion of INLA. This role has been fulfilled for nearly ten years now – this is the other anniversary – by Fernand Lacroix, who has carried out the day-to-day management of the Association with remarkable and unfailing energy and enthusiasm. It is to Mr. Lacroix that we owe the expansion of INLA that I have just described. May I ask you to show your warm appreciation and thanks.

A second important event was the decision taken at the San Francisco Conference in 1983 to create working parties within the Association, each with a specific objective and well-defined task in the development of nuclear law. At the present time there are five permanent committees sitting, with responsibility for the following areas:
- Authorisation and closing down of nuclear power stations
- Nuclear third party insurance
- International nuclear commercial exchange
- Ionising and non-ionising radiation
- Nuclear waste

There is no doubt that the work done by these committees makes for easier analysis of the present position; their observations are recorded in the form of abstacts, which are submitted in the final instance to approval by the general assembly.

The working parties have had a considerable impact on the scientific activity of the Association, both with regard to the number of topics dealt with and the detail in which they are examined. They have given INLA a new direction, requiring active participation and centralisation of the members, drawn from widely-scattered countries.

Credit for the concept of the working parties and for getting them off the ground is due in the main to another loyal member of the Association: I speak of the ex-President and current Vice-President Professor Norbert Pelzer, and I invite you to show your warm appreciation.

I should also like to mention a third important event that has taken place recently and which has had a decisive influence on the development of nuclear energy for peaceful purposes in general and, inevitably, on the many aspects of nuclear law in particular. I refer to the accident at the nuclear power station of Chernobyl. The technical aspects of this accident will be presented by the eminent Belgian specialist, Professor Robert van den Damme, in the complementary seminar specially devoted to this subject. This seminar has been added to the conference programme at the request of the administrative council under the chairmanship of Professor Giovanni Gentile, who replaces Professor Riccardo Monaco (unable to attend), and for which Mr. Pierre Strohl, Deputy General Manager of NEA/OECD, has agreed to be the secretary.

On the subject of this accident, with its tragic consequences locally and internationally, I should like to make three fundamental observations:
- In fact the Chernobyl accident rather argues for the continuation and further development of the nuclear sector, provided it remains subject to strict regulations regarding security and reliability.
- The use of nuclear technology, and in consequence the legal repercussions that it entails are not limited by the borders of any specified country.
- The role of the intergovernmental agencies such as the EEC, OECD and AIEA, and also of the private specialised international organisations, such as INLA, has thereby been reinforced, as all these organisations are required to contribute actively to the necessary development of national and international nuclear law.

Following this short outline of past events, I return to the present to remind you that the tasks of the working parties, whose existence was confirmed at the last conference, have been placed under the general heading of "New Orientations in Nuclear Law – ways and means": Convergence and discord in nuclear laws; Impact of international conventions; Comparison with the legal measures in other high technology areas; Optimisation of nuclear law. I therefore propose that this Conference, which is the logical outcome of the work done by the working parties and whose purpose is to reinforce their conclusions, should adopt the same heading while including the topic mentioned above on the subject of the legal consequences of the Chernobyl accident.

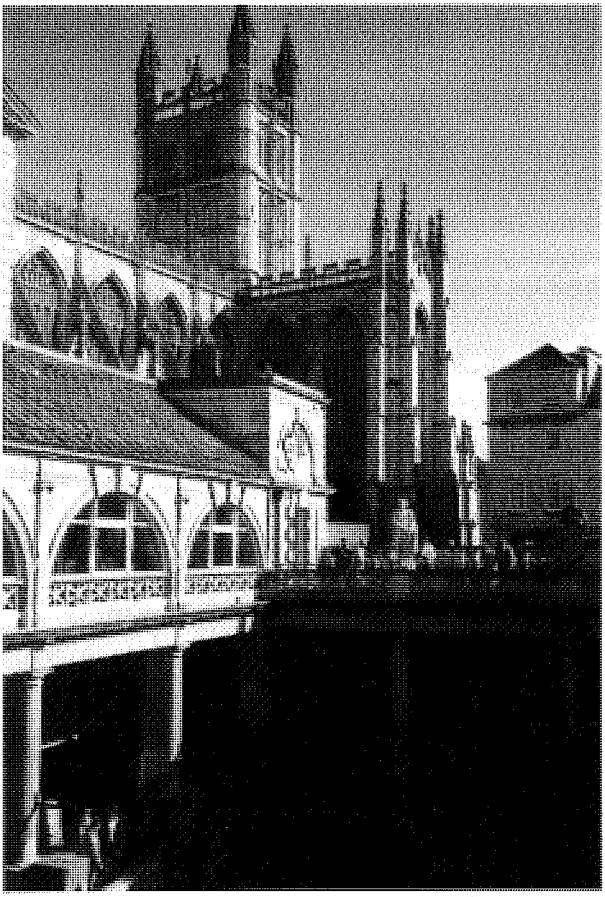
With regard to general organisation, the Belgian section of INLA has made full use of past experience in the organisation of the Conference. My colleagues and I have made every effort to put at the disposal of the conference participants:

- a suitable infrastructure and logistic means
- an pleasant and practical working environment, with the required technical means and essential services on site or nearby
- a scientific and social programme suited to the directives set by the administrative council and to the requirements of the scheduled work
- setting up plenary committees whose members, designated by the administrative council, will be responsible for organising the debate, for briefly introducing the various contributions and for a part in the publication of the recommendations and acts of the Conference.

Here I should like to offer a word of reassurance to the plenary secretaries by informing them that all the plenary talks and questions will be recorded in full on tape.

I hope that the questions that I have raised on subject matter and form will allow the participants in our international debates to proceed to fruitful exchanges of opinion and to draw richly informative conclusions from their discussions. I have no doubt that important results will be obtained, given the exceptional scientific qualifications of the persons here present, to whom I give free and unlimited rein. Strengthened by this conviction, I hereby declare the eighth Nuclear Inter Jura '87 conference open.

Bath
23-27/09/1991



Merci à J. Deprimoz pour toutes les photos amateur !

Opening Ceremony

Adresses :

- Mr. *Donald Grazebrook* (UK)
  President AIDN/INLA
- Mr. *John Maltby*
  Chairman - United Kingdom Atomic Energy Authority
- Sir *Christopher Harding* (UK)
  British Nuclear Fuels plc
- *The right Worshipful The Mayor of Bath* (UK)
  Councillor Denis Lovelace
- *The Lord Chancellor* (UK)
  Lord Mackay of Clashfern

Session I

Licensing and Decommissioning

Report of Working Group No. 1

- "Licensing and Decommissioning of Nuclear Installations - Interpretation and Further Development of Legal Provisions by Licensing Authorities and by Law Courts"
  Dr. U. *Nobbe* (*Germany*)

Individual Reports

- The International Dimensions of Nuclear Safety Standards
  Mr. J.M. *Reed* (UK)
- Public Inquiries in Canada
  Professor D. *Bourque* (*Canada*)
- Special Problems with Radiation Exposure on Plant Refurbishing and Decommissioning - Mr. E. *Clarkson* (UK)

- Nuclear Energy and the Environment: Juridical and Institutional Aspects in Brazil
  Mrs. T.M.M. *Malheiros* (Brazil)

- Nuclear Law Problems Related to German Unification
  Dr. N. *Pelzer* (Germany)

- Standardisation of Nuclear Power Plants in the United States: Recent Regulatory Developments
  Mr. B.Z. *Cowan* & Mr. J.R. *Tourtelotte* (USA)

- Possibilities for Streamlining the UK Public Inquiry Process: Reflections of an Expert Witness
  Dr. J. *Gittus* (UK)

- New Finnish Radiation Law
  Mr. A. *Niittyla* (Finland)

- Nuclear Power Plant Licence Renewal - Legal and Policy Issues
  Mr. M.G. *Malsch* (USA)

- Decisions on the Safety of Using Nuclear Power
  Mr. P. *Janka* (Finland)

Session 2

Insurance and Liability

Individual Reports

- The Insurance of Nuclear Power Stations
  Mr. M. *Debaets* (Belgium)

- Trends in Nuclear Third Party Liability Law
  Mr. G. *Avossa* (France)

- Transfrontier Nuclear Civil Liability without International Conventions
  Professor M. *Dogauchi* (Japan)

- Cross Border Damage - Two Fiction Stories
  Mr. C. *Brunengo* (France)

- Civil Liability versus State Liability in Case of a Nuclear Incident - some thoughts inspired by the Vienna Convention revision exercise
  Mr. P. *Reyners* (OECD)

- Plea for European Price Anderson Legislation
  Dr. T. *Roser* (*Germany*)

- US Commission Recommendations - Compensation Plan for Nuclear Catastrophes - An Insurer's Perspective
  Mr. J. *Marrone* (USA)

- Liability for Nuclear Damage : Financial and Definitional Limitations with Particular Reference to the EEC Rules Prohibiting Subsidies and Anti-Competitive Pracices and Agreements
  Mr. P. *Sands* (UK)

- Claims Expenses and Limits of Liability in Third Party Liability Insurances
  Mr. J. *Rehmann* (*Germany*)

- Insurance and Liability : Reflections on Liability Issues in Litigation
  Mr. P. *Bowden* (UK)

- Nuclear Legislation and Practical Difficulties in Settling Claims
  Mr. G. *Warren* (UK)

- Problems Relating to Nuclear Incidents after Loss or Jettison - (a) Who is Liable; (b) How to Cope with Insurance Cover
  Mr. J. *Deprimoz* (*France*)

- Compensation for the Victims of the Marshall Islands Nuclear Testing Programme : The Marshall Islands Nuclear Claims Tribunal
  Mr. W. *Briscoe* (*Australia*)

Discussion and Synthesis

Session 3

International Nuclear Supply and Commerce

Report of Working Group No. 3

- "The Principles of Good Conduct in Nuclear Trade - Questions and Reflections"
  Mr. J.L. *David* / Mr. B. *Derché* (*France*)

Individual Reports

- The Negotiation of the New US / Euratom Co-operation Agreement
  Mr. J. *Kraemer* (USA)

- Ethical Principles in International Nuclear Trade and the Role of International Treaties and Agreements in their implementation. Reflections on the future
  Mr. C *de* A *Calvalcanti*

- State and Perspectives of Czechoslovakian Nuclear Law
  Dr. R. *Bezdek* (*Czechoslovakia*)

- Legal Problems in International Nuclear Waste Transport
  Mr. B *de Nercy* / Mrs. D. *Degueuse* (*France*)

- The New Brazilian Nuclear Policy
  Mrs. N.M. *de Faria Leme Franco* (*Brazil*)

- The recovery of Sealed Radioactive Sources
  Mr. J. C. *Mayoux* (*France*)

- Sustainable Development - the ICC Business Charter
  Mr. J. *Santaholma* (*Finland*)

- The Nuclear Electricity Generating Industry in England and Wales Post-Privatisation
  Mr. C.B. *Johnson* (UK)

- Nuclear Energy - The Century's Principles of Law and Good Conduct in International Nuclear Trade
  Professor G.L. *Coimbra* (*Brazil*)

Session 4

Radiological Protection and Nuclear Waste Management

Report of Working Group No. 4

- Radiation Protection: Issues and Trends in Supranational Legislation
  Dr. F. Nocera (Italy)

Report of Working Group No. 5

- A Survey of Some Juridical Problems Related to Radioactive Residue Disposal Sites
  Mr. P. Strohl (OECD)

Individual Reports

- Legal Aspects of Recent Studies on the Health Effects of Radiation
  Dr. L. Persson (Sweden)
- The Pitfalls in Arbritation and Litigation of Nuclear Power Plant Disputes - Issues Raised by Cases involving Nuclear Steam Generator Failures
  Mr. J. O'Neill (USA)
- Reflections on the Juridical Roots of the Principle of Optimisation
  Mr. J. Lochard & Miss M.C. Boehler (France)
- ALARA / ALARP Distinguished
  Mr. P. Riley (UK)
- Legal Issues Associated with the Disposal of High Level Radioactive Waste in Japan
  Mr. T. Sasaki (Japan)
- Assessing Harm from Radiation
  Mr. G. Webb (UK)
- Siting the High Level Radioactive Waste Repository in the United States
  Mr. J. Tourtelotte (USA)
- The Matter of Radon
  Mr. M.C. O'Riordan & Miss C.N. O'Riordan (UK)
- Spent Fuel Management in the UK: The Regulatory Challenge
  Mr. E.J. Varney / Mr. L.G. Williams (UK)
- The Disposal of Radioactive Waste in the Federal Republic of Germany with Particular Reference to the Legal Situation following German Unification and in the Light of the Euratom Treaty
  Dr. H. Schneider (Germany)

ADDRESS BY MR. *Donald* GRAZEBROOK PRESIDENT . AIDN/INLA

My Lord Chancellor, Mr. Mayor, Ladies and Gentlemen welcome to our Congress, welcome to Nuclear Jura, Bath 1991. I have to thank you all for coming. To you my Lord Chancellor very special thanks are due. To have the presence at our Opening Ceremony of a high officer of state is in itself a signal honour, that it should be the high officer who combines judicial, executive and administrative is an added delight, that it should be yourself who has brought to your great office the fruits of scholarship in natural science and mathematics as well as the law and the Scottish traditions of Roman law is perhaps best of all. We thank you very much for being here with us. We look forward eagerly to hearing your address later in the proceedings.

Next I want to thank all the sponsors whose names appear on the programme and the individual patrons and the Secretary of State. It is especially pleasing to me that on the occasion of this Opening Ceremony I should here on the platform have the company of Mr. John Malty and Sir Christopher Harding, who are respectively Chairman of the United Kingdom Atomic Energy Authority, my own parent organisation, and the Chairman of British Nuclear Fuels plc, the flourishing United Kingdom fuel and reprocessing company which has its origins as part of the United Kingdom Atomic Energy Authority from which it was hived off as an independent entity in 1971. It is also of great delight to me that I should have here, present in the audience, other representatives of the sponsors and patrons. Mr. Hills, who is Managing Director, Sites and Personnel of the United Kingdom Atomic Energy Authority, Mr. Hope, who is Deputy Chairman of Alexander Stenhouse, Mr. Armour, the Company Secretary of Scottish Nuclear Limited, Mr. Reggie Gittus, the Director General of British Nuclear Forum and Dr. Michael von Oppenfeld of URENCO Ltd.

Dr. Tomothy Walker, an Under Secretary at the Department of Energy who was to be here to represent the Secretary of State has unfortunately been taken ill and cannot come. However, we are assured of the Secretary of State's good wishes. Then of course I have to thank you Mr. Mayor, not just you but to give the full title I want to thank the Mayor and the Burgesses of this City of Bath for the wonderful facilities which they have afforded us for this congress. These magnificent rooms and the elegant glories of this city.

Then I have to thank all those who have come to this congress to make contributions from the platform during our proceedings. The chairmen of the working groups, the authors of the individual reports, the chairmen of the working sessions, the rapporteurs and the secretaries. I know they have all worked hard coordinating activities and preparing their papers. We look forward to hearing from them and showing our appreciation of their efforts during the working sessions of this congress.

And finally, I have to thank all the participants, those who have come here mainly to mingle and to study together and to listen. Because without you we would not have a congress.

Our Association was founded in July 1972 under Belgian law. Its objectives include the promotion at an international level of the study and knowledge of relevant legal problems and the holding of congresses. In conformity with those objects we hold these biennial conferences. We started at Karlsruhe in 1973, Aix-en-Provence, 1975, Florence, 1977, Buenos Aires, 1979, Palma Majorca, 1981, San Francisco, 1983, Konstanz, 1985, Antwerp, 1987 and Tokyo 1989, and here we are in Bath, and for the first time in Great Britain. Each of our congresses has a central theme around which our papers and discussions are arranged. Our congresses are the culmination of two years activity behind the scenes in the working groups, in discussions which take place in our Board of Management and indeed in the work that goes into the preparation of individual reports which our members and others present to our congress. The congresses afford

an opportunity not only to receive the presentations of the working groups and the individual reports but also to communicate with one another and efforts so that we can go back to the problems which we all encounter in our professional activities with a wider and better understanding of how we will apply our professional skills to the work we have to do. It is a trite observation that the nuclear scene has no frontiers. The wonderful and awesome technology which our professional skills serve has to be looked at, dealt with, harnessed, made available for the betterment of man in his environment and for securing a fuller life on a world wide basis. There has to be common understanding wherever possible. Common agreement in identifying the problems and fashioning the solutions to those problems and both and the solutions already devised need continually to be revisited and reassessed against day-to-day experience.

My Lord, your predecessor Lord Hailsham, in his memoires, reminded us that the nuclear law in general is like the great railway bridge which spans the estuary of the River Forth just north of Edinburgh. It is said of the bridge that the men painting it no sooner get to one end that they must start again at the other. It is in continual need of maintenance and repair. Lord Hailsham used that graphic illustration to stress the need for law revision. Nuclear law is a new growth as indeed is the technology which it serves, and it is far to claim that in coping with a revolutionary technological development as profound as that of the 18th and 19th centuries' Industrial Revolution, nuclear lawyers did not repeat the failure of their forebears to accommodate the law to industrial and technological change. In our time and in our field the profession, nationally and internationally, and with a commendable measure of agreement has moved to modify and adapt old rules to assist in the formulation of new doctrines to meet the novel problems that arise. But nevertheless those of us who work in the field are acutely aware of the need of constantly to go back and re-examine opinions about the problems and about the legal solutions which are applied to those problems. Not in a spirit of continually changing things for the sake of change, the sort of activity which incurred Mr. Justice Asprey's criticism when he said "Reform, reform why all this reform. Are not things bad enough already?" but in a spirit of continually trying things against experience and improving wherever necessary.

The theme of our congress addresses nuclear law and nuclear energy and the future. I think most of us in this congress believe in that future, but we also recognise the decisions are for decision-makers. Our role is to define and identify the problems and to devise solutions for them which are available to decision-makers whatever their decisions may be.

Past congresses have addressed such issues as future prospects for nuclear legislation, harmonisation and the importance of the critical conscience as regards the form and content of nuclear law. We, at this congress, will be revisiting those themes among others. Our technical programme includes contributions on the problem whether, and if so how, to deal with claims for stochastic damage on the juridical problems of optimisation and on the subject of trans-frontier pollution.

My Lord, I do not arrogate to speak as a communal voice of this Association. Communal views must emanate from the synthesis of our congress in its final session which I hope to publish in due time. However, perhaps I may be allowed a moment's personal reflection on aspects of our theme. I have only two points.

First, I am no slavish addict of harmonisation. Particularly where the harmonisers produce from a tangled amalgam of different laws a highest common denominator of all their faults. But when one is dealing with a modern high-technology bestowed by Providence as a talent on the whole human race, the use of which is my submission that differences in legal and regulatory structures between various nations and groups have to be justified rather than the other way round.

The second point is about clarity and precision. A famous English satirist, George Orwell, has told us in his two novels, Animal Farm and 1984, how lack of clarity and lack of precision in language and expression can erode freedom and lead to the enslavement of populations and nationalities. Nuclear energy and the legal and regulatory structures that support it under the rule of law can likewise only flourish in a framework of clarity and precision. We cannot afford to commit, or in the rare instances where they may be found to exist, to retain exercises in self-indulgent obscurity.

My Lord once again to the future I believe that one of the obstacles to be surmounted so as to make use of this talent is the problem of public understanding. Painstaking analysis and continuing efforts to achieve and retain clarity and precision will promote intelligibility and advance that understanding. As lawyers we should not expect the public to accept anything that is unnecessarily difficult to understand or is badly expressed. We cannot in this modern age, on the verge of a new century, retreat behind a fog of words and imprecision of the sort satirised by Charles Dickens.

If this congress, and indeed the work of our association in general contributes to an even better understanding between lawyers of various nations and so leads to an ever greater clarity of thought, clarity of intention, or clarity of expression then we will have made a modest contribution towards the future of nuclear energy. We have here represented at this congress almost 200 participants from 28 different countries. Our first fours sessions are arranged broadly in line with the first four headings of the programme. We have a slightly novel arrangement on that we have a final session which is one of synthesis and discussion of the work of the preceding four sessions. We have a lot of papers to get through. I am sure you are all eager to get to grips with the real work of the congress. I won't detain you longer. I hope we have a good congress and once again I thank everybody concerned.

I am now going to ask Mr. John Malty and Sir Christopher Harding each to say a few words from the point of view of the United Kingdom nuclear industry, then we shall have a short musical interlude and the Mayor of Bath, the Right Worshipful Councillor Lovelace will introduce the Lord Chancellor who will give our keynote address. Thank you.

Allocution par M. Donald GRAZEBROOK
Président AIDN / INLA

Lord Chancellor, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, bienvenue à notre congrès, bienvenue à Nuclear Inter Jura, Bath 1991.
Je vous remercie tous d'être venus. Monsieur le Chancelier, c'est vous qu'il nous faut remercier en particulier. La seule présence d'un haut responsable de l'Etat à notre cérémonie d'ouverture est déjà en soi un grand honneur. Que ce soit la personne qui, en outre, unit le pouvoir juridique, exécutif et administratif est un régal supplémentaire. Mais qu'en plus ce soit vous, vous qui avez orné cette haute fonction des connaissances acquises au cours de vos études en sciences naturelles et en mathématiques ainsi que celle en droit et en traditions écossaises du droit romain, est le plus beau. Nous vous remercions chaleureusement d'être ici parmi nous et attendons avec impatience d'entendre votre intervention, plus tard, au cours des débats.

Je voudrais remercier ensuite tous les sponsors dont les noms figurent dans le programme ainsi que les mécènes individuels et Monsieur le Secrétaire d'Etat. Je suis particulièrement heureux d'avoir à mes côtés, lors de cette cérémonie, Messieurs John Malty et Christopher Harding. M. Malty est le président de la Atomic Autority Energy du Royaume-Uni, organisation dont je suis membre. M. Harding est le président de la British Nuclear Fuels plc, société britannique florissante dans le domaine de la production et du retraitement du pétrole, qui, à l'origine, faisait partie de la Atomic Energy Authority du Royaume-Uni dont elle s'est ensuite séparée en 1971 pour devenir une entité indépendante. Je suis également très heureux qu'il y ait parmi les participants d'autres représentants de nos sponsors et mécènes. Nous avons ainsi parmi nous M. Hills, directeur délégué du département des sites et ressources humaines de la Atomic Energy Authority du Royaume-Uni, M. Hope, président d'Alexandre Stenhouse, M. Armour, secrétaire de Scottish Nuclear Limited, M. Reggie Simeone, conseiller auprès du président de Nuclear Electric, le Dr. John Gittus, directeur général de British Nuclear Forum et Dr. Michael von Oppenfeld d'URENCO Ltd.

Monsieur le Dr. Timothy Walker, sous-secrétaire du département de l'énergie, qui devait représenter le Secrétaire d'Etat, est malheureusement malade et n'a pas pu venir. Nous avons reçu cependant l'assurance des meilleurs vœux du Secrétaire d'Etat. Puis, naturellement, c'est vous que je dois remercier, Monsieur le Maire, et, pour être précis, vous et les conseillers municipaux de la ville de Bath pour tout ce qui a été mis à disposition de ce congrès : ces salles somptueuses et cette élégante ville pleine de trésors culturels.

Je voudrais ensuite remercier tous les différents intervenants : les présidents des groupes de travail, les auteurs des présentations individuelles, les présidents des sessions de travail, les rapporteurs ainsi que les secrétaires. Je sais qu'ils ont tous travaillé durement pour la coordination et la préparation de leurs exposés. Nous attendons avec impatience leurs interventions pour leur montrer à quel point nous apprécions les efforts fournis au cours des sessions de travail de ce congrès.

Enfin, je voudrais remercier tous les participants venus en premier lieu pour écouter, se rencontrer et travailler ensemble. Sans vous, en effet, le congrès n'aurait pas lieu.

Notre association a été fondée en 1972 selon le droit belge. Elle a pour mission la promotion internationale de l'étude et des connaissances des questions juridiques ainsi que l'organisation des congrès. Cela nous amène à organiser ces conférences bisannuelles. Les premières ont eu lieu à Karlsruhe, en 1973, à Aix-en –Provence, en 1975,

à Florence, en 1977, à Buenos Aires, en 1979, à Palma de Majorque, en 1981, à San Francisco, en 1983, à Constance en 1985, à Anvers en 1987 et à Tokyo en 1989. Aujourd'hui nous nous trouvons à Bath et pour la première fois en Grande-Bretagne. Chacun de nos congrès a un thème principal qui inspire nos exposés et discussions. Nos congrès sont le point culminant de deux ans d'activité au sein des groupes de travail, de discussions tenues au sein du comité d'administration ainsi que du travail nécessaire à la préparation des exposés individuels de nos membres lors de nos congrès. Les congrès offrent la possibilité non seulement d'écouter les présentations des groupes de travail et les exposés individuels, mais aussi de communiquer directement avec d'autres participants. Ces contacts permettent la promotion d'une meilleure compréhension de nos idées et efforts en nous permettant ensuite d'aborder les problèmes auxquels nous sommes confrontés dans notre vie professionnelle avec une compréhension plus poussée de la manière dont nous pouvons appliquer nos compétences professionnelles à nos tâches. C'est une remarque banale que de dire que le droit nucléaire n'a pas de frontières. La merveilleuse et terrifiante technologie au service de laquelle nous mettons nos compétences, doit faire l'objet d'études, doit être maîtrisée et guidée pour améliorer l'environnement des êtres humains et assurer de meilleures conditions de vie partout sur la planète. Il faut une approche commune chaque fois que cela est possible : une entente dans l'identification des problèmes et dans la conception des solutions à ces derniers. Ces deux étapes, de même que les solutions déjà élaborées, nécessitent une révision continuelle et une confrontation avec l'expérience quotidienne.

Monsieur le Chancelier, votre prédécesseur Lord Hailsham nous a rappelé dans ses mémoires que le droit en général est comme le grand pont de chemin de fer qui enjambe l'estuaire de la rivière Forth, juste au nord d'Édimbourg. On dit qu'avant même d'arriver à un bout, les hommes qui peignaient le pont devaient recommencer à l'autre. Ce pont nécessite en effet un entretien et des réparations continuelles. Lord Hailsham a utilisé cette métaphore pour mettre en exergue la nécessité, pour le droit nucléaire, d'être en innovation constante. Le droit nucléaire, de même que la technologie qu'il sert, constitue une nouveauté et on peut dire que, face à un bouleversement technologique aussi profond que celui de la révolution industrielle du 18e et 19e siècles, les juristes du nucléaire ont réussi, de même que leurs prédécesseurs, à adapter le droit aux changements industriels et technologiques. A l'époque actuelle, les spécialistes dans notre domaine ont entrepris, au niveau national et international, la modification et l'adaptation d'anciennes règles afin de soutenir la création de nouvelles doctrines permettant de répondre à de nouveaux problèmes. Ceux parmi nous qui travaillent dans ce domaine sont cependant parfaitement conscients du besoin constant de revenir en arrière et de revoir des opinions, des problèmes et des solutions juridiques appliquées à ces problèmes. Non pas dans un esprit de changement pour le changement, attitude qui a inspiré cette critique de M. Justice Asprey : " La réforme, la réforme, pourquoi tant de réforme ? Les choses ne sont-elles pas suffisamment mauvaises comme ça ?", mais dans un esprit de confrontation continuelle des choses à la lumière de l'expérience et de leur amélioration chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Le thème de notre congrès porte sur le droit nucléaire, l'énergie nucléaire et l'avenir. Je pense que la plupart des personnes ici présentes croient en cet avenir mais reconnaissent également que la prise de décision incombe aux décideurs. Notre rôle consiste à identifier et analyser les problèmes ainsi qu'à élaborer des solutions pour les soumettre aux décideurs.

Les congrès passés ont soulevé des questions relatives, en autres, aux perspectives ouvertes à la législation nucléaire, à l'harmonisation et à l'importance de l'esprit critique par rapport à la forme et au contenu du droit nucléaire. Lors de ce congrès, nous serons amenés à voir ces thèmes parmi d'autres. Notre programme technique inclut également

des présentations sur la question s'il faut ou non, et si oui, de quelle manière, aborder des revendications pour des dégâts stochastiques, sur les problèmes juridiques relatifs à l'optimisation et sur la pollution transfrontalière.

Monsieur le Chancelier, je ne m'arroge pas le rôle de porte-parole de toute l'association. C'est la synthèse de notre congrès, présentée lors de la dernière séance et que j'espère publier au moment prévu, qui sera le messager de nos opinions communes. Cependant, Mesdames et Messieurs, vous m'accorderez peut-être un moment de réflexion personnelle sur certains aspects de notre thème. Je ne voudrais aborder que deux points.

Tout d'abord, je ne suis pas un fanatique servile de l'harmonisation et moins encore lorsque ses partisans fabriquent à partir d'un amalgame complexe de diverses lois un dénominateur commun encore plus élevé de toutes leurs lacunes. Cependant, lorsque il s'agit de faire face à une technologie de pointe offerte par la providence à l'humanité tout entière comme un talent partagé dont l'utilisation ainsi que de terrifiantes responsabilités sous-jacentes ne connaissent pas de frontières, je considère que les différences dans les structures juridiques et réglementaires entre les différentes nations et groupes doivent être justifiées nivelées plutôt que le contraire.

Le deuxième point concerne la clarté et la précision. Un célèbre auteur satirique anglais, George Orwell, nous a montré, à travers ses deux romans – 'Animal Farm' et '1984', à quel point le manque de clarté et de précision dans le langage et l'expression peuvent ronger la liberté et mener à l'asservissement des populations et nations tout entières. De même, seul un cadre clair et précis permet l'épanouissement de l'énergie nucléaire avec des structures juridiques et réglementaires régies par le droit. Nous ne pouvons pas nous permettre ni d'exercer ni de maintenir nos activités dans une espèce d'obscurité facile.

Pour en revenir à l'avenir, je crois, Monsieur le Chancelier, qu'un des obstacles que nous devrions surmonter pour rendre utile ce talent partagé, est le manque de compréhension de la part du grand public. Des analyses douloureuses et des efforts continuels visant la clarté et une précision durable promouvront l'intelligibilité et amélioreront cette compréhension. En tant que juristes, nous ne devrions pas nous attendre à ce que le public accepte ce qui n'est pas forcément difficile à comprendre ou mal exprimé. Nous ne pouvons pas, dans cette ère de modernité et à l'aube du XXIe siècle, nous réfugier derrière un fouillis de mots et une imprécision comme ceux dont Charles Dickens a fait la satire.

Si ce congrès et, bien évidemment, le travail de notre association en général, contribuent à renforcer une approche commune des juristes des différentes nations en promouvant ainsi une meilleure clarté de pensée, clarté d'intentions, clarté d'expression, alors, nous auront contribué à l'avenir de l'énergie nucléaire. Nous avons présents, lors de ce congrès, 200 participants représentant 28 pays différents. Nos quatre premières séances correspondent en grande partie aux quatre premiers intitulés du programme. En revanche, la séance finale a subi une modification et ce sera une séance de synthèse et de discussion sur le travail des quatre séances précédentes. Nous avons beaucoup de présentations devant nous. Je suis sûr que vous attendez avec impatience de vous atteler à la véritable tâche de ce congrès. J'espère que nous aurons un excellent congrès et je vous remercie tous encore une fois.

Je vais maintenant demander M. John Malty et M. Christopher Harding de dire quelques mots en tant que les représentants de l'industrie nucléaire du Royaume-Uni. Nous aurons ensuite un court interlude musical puis Monsieur le Maire de la ville de Bath. Monsieur le Conseiller Lovelace présentera lr Lord Chancellor qui prononcera l'allocution thématique. Je vous remercie.

Rio-de-Janeiro
13-17/09/1993

Et pourtant nous y tenions un congrès !
However, there was a congress there !

SOUVENIRS DE RIO 93
Ninon Machado de F. Leme Franco

De fait, afin d'évoquer les souvenirs de NUCLEAR JURA 93, il faudrait que je remonte à la réunion du Conseil de l'AIDN tenu à Tokyo, à l'occasion de NUCLEAR INTER JURA 89. C'est alors que l'histoire de RIO 93 a débuté.

Je dévoile probablement des conversations confidentielles et privées tenues lors des réunions du Conseil. Toutefois, elles font partie de la vie de notre Association à transmettre aux générations actuelles et futures des membres de l'AIDN.

Je revois Julia Schwartz et Juhani Santaholma qui me regardent en souriant amicalement puis soumettent au Conseil une proposition visant à organiser NUCLEAR JURA 93 au Brésil. Pour moi, c'est une vraie surprise ! Une idée vraiment inattendue. Je décide cependant à m'embarquer dans cette aventure. Notre Président, le Professeur H. Tanikawa exprime sa confiance dans le succès de cette conférence au Brésil et m'encourage à relever le défi.

A cette époque-là, le Brésil connaissait une grave crise économique et des taux d'inflation élevés. Jeune démocratie, le pays préparait les premières élections présidentielles de la République dans les semaines à venir, après une interruption de plus de vingt ans. A mes yeux, comme je viens de le dire, le fait d'organiser une conférence dans un proche avenir relevait de l'aventure.

Aujourd'hui cependant, six ans après 1993, je reconnais que, pour les membres brésiliens de l'AIDN ainsi que pour les autres Brésiliens du secteur nucléaire, la participation à la promotion et à l'organisation de NUCLEAR JURA 93 à Rio de Janeiro, a été quelque chose de très important.

Un an plus tôt, en 1992, Rio accueillait la plus grande conférence internationale – Le Sommet de la Terre – et c'est l'ambiance qu'elle a créé qui a préparé la ville à NUCLEAR JURA 93.

Cependant, le travail de préparation de la conférence était énorme, plus particulièrement en ce qui concerne la recherche de financement par parrainage ainsi que d'autres soutiens et engagements. Le Comité d'organisation était la cheville ouvrière de ces activités et j'ai eu la chance d'avoir à mes côtés une équipe de travail très solide.

Même si les procès-verbaux précisent le contenu du Programme technique de la conférence, ils ne peuvent pas rendre compte, étant donné leur caractère formel, de l'ambiance qui y régnait.

Je me rappelle que, lors de la visite des participants au Jardin Botanique de Rio de Janeiro, Frederic Vandenabeele, notre inoubliable Secrétaire général de l'AIDN, a planté un arbre local brésilien pour célébrer NUCLEAR INTERJURA à Rio de Janeiro. Depuis lors, les liens ont été tissé entre l'AIDN et la ville de Rio.

L'Album de photos fait renaître des souvenirs. Le dîner-cocktail au Clube dos Caiçaras où un groupe d'instruments à cordes a joué des " chorinhos " et des " sambas " typiquement brésiliennes. Ce fut un moment merveilleux avec un bal de carnaval informel, animé par l'esprit des "caipirinhas ". Les photos nous évoquent bien ces grands moments d'amitié. Un autre souvenir marquant est pour moi le moment où j'ai remis le drapeau de l'AIDN à mon successeur, le Président élu Juhani Santaholma.

Bien qu'épuisés, les membres du Comité d'organisation et moi-même, étions très heureux de la manière dont les choses s'étaient passées.... Nous avons été très touchés par les paroles que Charles Brunengo nous a adressées, au nom des membres de l'AIDN, à la fin de l'Assemblée Générale.

Mon sentiment était que " le spectacle continue.... " ..... et c'est vrai !

REMINISCENCES FROM RIO 93

Ninon Machado de F. Leme Franco

Actually, to record the memories of the NUCLEAR INTER JURA 93, I should go back to the INLA's Board meeting held in Tokyo, on the occasion of the NUCLEAR INTER JURA 89. It was then that the history of RIO 93 started.

Probably I am disclosing some private and confidential conversations from the occasion of the Board's meeting. But it is part of the life our Association that should be transmitted to the present and future generations of members of INLA.

Julia Schwartz and Juhani Santaholma looking at me, with friendly smiles. Then they put the proposal for organizing the NUCLEAR INTER JURA 93 in Brazil. It was a real surprise for me !!! It was an unexpected idea. However I decided to embark on this adventure. Our President, Professor H. Tanikawa, expressed his confidence in the success of the Congress in Brazil. He encouraged me to accept the challenge.

At this time, Brazil had a serious economic crisis, with high levels of inflation. As a recently renewed democracy, the Nation was waiting for the first election for President of the Republic in the following weeks, after more than twenty years. For me, as I said before, it seemed an adventure to organize a Congress in the coming years.

But now, six years on from 1993, I recognize that to have participated in promoting and organizing the NUCLEAR INTER JURA 93 in Rio de Janeiro was a very important occasion for the Brazilian members of INLA and other Brazilian people involved with nuclear activities.

In the preceding year, 1992, Rio was host to the greatest world conference, the Earth Summit, and its atmosphere had prepared the city for the NUCLEAR INTER JURA 93.

But there was a lot of work to do for preparation of the Congress, in particular to look for financial sponsorship and other support and commitments. The Organizing Committee was the backbone of the activities. I was lucky to have a very serious team working with me.
The Proceedings of the Congress record the Technical Programme of the Congress. However the ambiance of the meeting could not be expressed in this formal documention.

I recall the visit that the participants paid to the Botanic Garden of Rio de Janeiro, when Frederic Vandenabeele, our unforgettable Secretary General of INLA, planted a native Brazilian tree to celebrate the NUCLEAR INTER JURA in Rio de Janeiro. Since then INLA set up its links with Rio de Janeiro.
Memories arise looking at the Photograph Album. The cocktail supper at the Clube dos Caiçaras where a group of string instruments performed typical Brazilian "chorinhos" and "sambas". It was a wonderful moment when an informal Carnival ball starts, animated by the spirit of the "caipirinhas". The photos register these moments of friendship.

Another special reminiscence was when I transferred INLA's flag to my successor, the elected President Juhani Santoholma.

The Organizing Committee and I were exhausted but very happy for the outcome of the event.... My colleagues and I were very touched by the words addressed to us by Charles Brunengo, on the behalf of the members of INLA, at the final moments of the General Assembly.

In my mind, the feelings were "The show will go on".....and it is true !!!!!

NUCLEAR INTER JURA'93

Sous les auspices de / *Under the auspices of*:

Association Internationale du Droit Nucléaire (AIDN)
International Nuclear Law Association (INLA)

Patronage / *Sponsors*

Comissão Nacional de Energia Nuclear - CNEN
Ministério de Ciência e Tecnologia - MCT
Conselho Nacional de Desenvolvimento Cientifico e Tecnológico - CNPq
Financiadora de Estudos e Projetos - FINEP
Centrais Elétricas Brasileiras S/A - ELETROBRAS
Furnas Centrais Elétricas S/A - FURNAS
Indústrias Nucleares do Brasil S/A - INB
Nuclebrás Engenharia S/A - NUCLEN
Nuclebrás Equipamentos Pesados - NUCLEP
Instituto de Resseguros do Brasil - IRB
Governo do Estado do Rio de Janeiro
Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro
Secretaria de Estado de Indústria, Comércio, Ciência e Tecnologia - SIC
Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado do Rio de Janeiro - FAPERJ
Xerox do Brasil Ltda
KWU - Serviços Nucleares Ltda
Andrade Gutierrez - Mineração Ltda
PROMON Engenharia Ltda
Indústrias Muller

Organisations de soutien / Supporting Organizations:

Ministério das Relações Exteriores - MRE
Instituto dos Advogados Brasileiros - IAB
Academia Brasileira de Ciências - ABC
Secretaria Municipal de Turismo
Empresa de Turismo do Rio de Janeiro S.A. - RIOTUR
Associação Brasileira de Desenvolvimento das Atividade Nucleares - ABDAN
Associação Brasileira de Energia Nuclear - ABEN

Session I

Autorisation et Déclassement
Licensing and Decommissioning

Comité de Session
Session Comittee

Rapport du Groupe de Travail 1
Report by Working Group 1

Rapporteur Invité
Invited Speaker

- The technological and safety level of nuclear power plants in Brazil
  W. *Lepecki* (Brazil)

Rapports individuels
Individual Papers

- Le rôle précurseur du nucléaire dans le développement des études d'impact sur l'environnement
  Ha-Vinh-Phuong (Viet-Nam)

- Decomissioning : a United Kingdom perspective
  R. *Haworth*; D.L. *Reed*; A. *Bleeze* (U.K.)

- Regenerating the U.S. Nuclear Power Program
  M. A. *Rowden*; J.R. *Kraemer*; M. R. *Koehn* (USA)

- Procedures in construction of nuclear facilities in Japan
  M. *Takabatake* (Japan)

- Nuclear installation licensing in developing countries
  D. *Esteves Da Silva*; J. *Mendonça De Lima* (Brazil)

- Les interêts diffus dans le domaine de l'energie nucléaire
  S. *Alves Eiras*; R. *Toscano Couto* (Brazil)

Session II

Responsabilité nucléaire et couverture
Nuclear Liability Cover

Comité de Session
Session Comittee

Rapport du Groupe de Travail 2
Report by Working Group 2

Rapporteur Invité
Invited Speaker

- Problématique d'une approche normative de la sûreté nucléaire au niveau international
  P. *Reyners* (*France*)

Rapports individuels
Individual Papers

- Evolution des notions de responsabilité et dommages nucléaires - Essai de comparaison avec le Droit.
  Changes to the principles of nuclear liability and nuclear damage - Tentative comparison with the ordinary rules of liability.
  M. *Engelhard* (*France*)

- Nuclear energy: responsability for damage to the environment according to the National Environmental Law
  S. *Alves Eiras*; R. *Toscano Couto* (*Brazil*)

- Relations des exploitants et de leurs assureurs avec les organismes de protection sociale (au cours des procédures d'indemnisation des dommages aux personnes)
  J. *Deprimoz* (*France*)

- Economic models of compensation for damages caused by nuclear accidents: some lessons for revision of the Paris and Vienna Conventions
  M.G. *Faure* L L M (*Netherlands*)

- The development of strict nuclear liability in U.K. Law - An historical survey
  D. *Grazebrook* (U.K.)

- Nuclear liability coverage developments in U.S.A.
  O. F. *Brown* II (U.S.A.)

Session III

Commerce nucléaire international
International nuclear trade

Comité de Session
Session Comittee

Rapport du Groupe de Travail 3
Report by Working Group 3

Rapporteur Invité
Invited Speaker

- Le rôle de l'ABACC comme organisme régional pour le contrôle de la non-prolifération nucléaire.
  C.F. *Alvim* (*Brazil*)

Rapports individuels
Indidual Papers

- Commentaires sur le "Mercosur" et relation avec l'énergie nucléaire et la protection de l'environnement
  E. *Zaldivar*: J.M. *Favini* (*Argentine*)

- Nuclear non proliferation. The U.S. obligation to accept spent fuel from foreign research reactors
  H.K. *Shapar*; J.R. *Egan* (USA)

- Whiter the legal control of nuclear energy ?
  P. *Riley* (U.K.)

- Amendments to the Tlatelolco Treaty 1990-1992: a demonstration of international colaboration
  L. *Vez*; R. *Anaya* (*Mexico*)

- "Some topics relating to multinational trade"
  K. *Nakatami* (*Japan*)

- "Enjeux du nucléaire et pays en développement"
  M.M. *Marsit* (*Tunisie*)

- "Les contrats nucléaires des pays d'Europe de l'Est et les contrats de management"
  D. *Lamethe* (*France*)

- "Untenable development"
  G. *Lavoz Coimbra* (*Brazil*)

Session IV

Protection Radiologique
Radiological Protection

Comité de Session
Session Comittee

Rapport du Groupe de Travail 4
Report by Working Group 4

Rapporteur Invité
Invited Speaker

- "A medical follow up of 137 Cs Goiania radiation accident - An update"
  C.E. *Brandão Mello*; A.R. *De Oliveira*; R. *Farina* (*Brazil*)

Rapports individuels
Individual Papers

- "Studies on environmental radioactivity in Brazil"
  I.I.L. *Cunha*; R.C.L. *Figueira*; E.L. *Fabra* (*Brazil*)

- "Legal problems connected with the chemotoxicity of spent fuel and nuclear waste"
  G. *Hedelius*; L. *Persson* (*Sweden*)

- "Radioprotection problems raised by Brazilian Labourite Legislation"
  J.C. *Borges* (*Brazil*)

- "Le nucléaire entre les imperatifs du développement et les contraintes de l'environnement"
  M.L.F. *Moussa* (*Tunisie*)

- "Reflections on psychosocial aspects of nuclear energy within the framework of sustainable development, liability and damages related thereto"
  A. *Bandeira De Carvalho*; E. *Damasceno* (*Brazil*)

Session V

Gestion des déchets radioactifs
Radioactive waste management

Comité de Session
Session Comittee

Rapport du Groupe de Travail 5
Report by Working Group 5

Rapporteur Invité
Invited Speaker
- "The legal aspects of nuclear regulation in Ukraine"
  W. *Zlobin* (*Ukraine*)

Rapports individuels
Individual Papers

- "Environmental remediation and waste management in the United States"
  L. *Manning Muntzing*; J.C. *Person* (USA)

- "Radioactive waste management and the need for a nuclear law in France"
  J.P. *Colson*; J.P. *Schapira* (*France*)

Table Ronde

Projet de normes de bonne conduite pour l'industrie nucléaire
Project on standards on good behaviour for the civilian industry

Animateurs
Participants

- Projet de normes de bonne conduite pour l'industrie nucléaire
  Project on standards on good behaviour for the civilian nuclear industry
  P. Strohl, B. Derché (France)

Commentaires
Remarks

- "Nouveaux commentaires sur le travail "Normes de bonne conduite pour l'industrie nucléaire civile"
  Nuevos comentarios sobre las "Normes de bonne conduite pour l'industrie nucléaire civile"
  M.E. Zaldivar (Argentine)

RIO 93
Message du Président de l'AIDN

Septembre arrive. Dans quelques jours nous allons nous rencontrer à RIO pour le Nuclear Inter Jura 93.

Depuis RIO 92 (Comité Développement Economique des Nations Unies 92) qui a mis en place les principes et les directives pour un développement durable, nous sommes maintenant au Nuclear Inter Jura RIO 93, alors que la place des réglementations pour le futur de l'énergie nucléaire dans ce contexte de développement durable doit être discutée.

L'édition provisoire des communications comporte les communications individuelles, celles des groupes de travail et une étude sur un Code de Bonne Conduite dans l'industrie nucléaire civile présentée par la Section française.

Nous n'avons pas pu inclure l'ensemble des communications dans cette édition parce que certaines ont manqué la date limite. Les documents seront distribués pendant le Congrès.

Toutes les communications du Congrès seront publiées par un éditeur sur une base commerciale.

Nous voulons beaucoup remercier tous les participants au Congrès pour leur collaboration et les contributions des communications individuelles, rapports des Groupes de Travail aussi bien que les autres activités qui vont coopérer au succès du Nuclear Inter Jura 93.

Je voudrais tout particulièrement remercier tous ceux qui ont parrainé cette manifestation permettant ainsi au Comité d'organisation d'atteindre ses objectifs.

Nous sommes très heureux d'accueillir autant des participants à ce Congrès.

Nous souhaitons vivement que les travaux de Nuclear Inter Jura 93 représenteront une contribution significative de l'Association Internationale de Droit Nucléaire dans le contexte du développement durable.

Bienvenue à Rio de Janeiro.

Ninon Machado de Faria Leme Franco

RIO 93
Message from the President of INLA

September is here. In a few days we shall be meeting in Rio for Nuclear Inter Jura 93.

After Rio 92 (United Nations Committee for Economic Development), which set the principles and directives for sustainable development, we are now at Nuclear Inter Jura Rio 93, where the place of directives concerning the future of nuclear energy is to be discussed in the context sustainable development.

This interim publication of the speeches includes individual contributions, the contributions of the working groups and a study on a Code of Good Conduct in the civil nuclear industry presented by the French delegation.

We have not been able to include all the contributions in this edition because some of them were not submitted in time. The documents will be made available during the conference.

All the contributions to the conference will be printed by a publishing house and offered for sale.

We should like to express our warm thanks to all those who contributed to the conference for their collaboration, the contributions of individuals, the reports of the working parties and the other activities which will add to the success of Nuclear Inter Jura 93.

I should particularly like to thank all our sponsors, who have enabled the organising committee to reach its objectives.

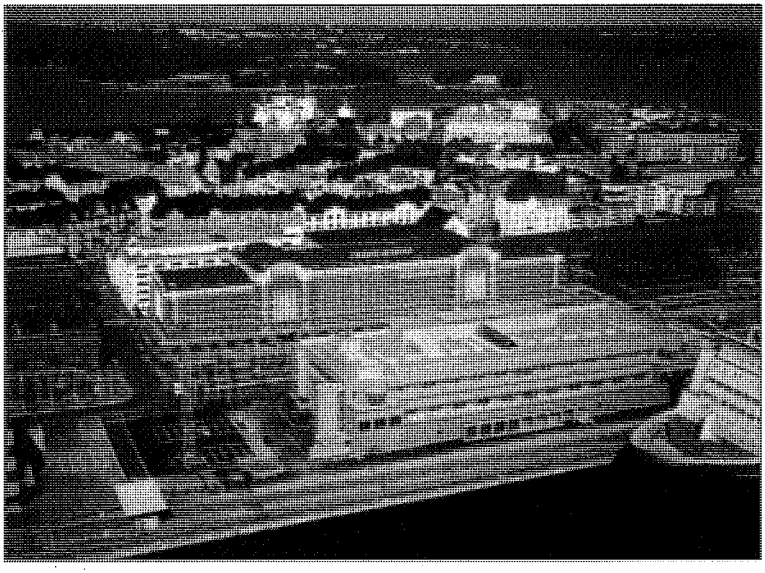
We are extremely glad to welcome such a large number of delegates to this conference.

We hope most sincerely that the efforts of Nuclear Inter Jura 93 will represent a significant contribution to the International Nuclear Law Association in the context sustainable development.

Welcome to Rio de Janeiro.

Ninon Machado de Faria Leme Franco

Helsinki
3-7/09/1995



Discours d'ouverture

M. le Ministre, chers collègues, mesdames et messieurs, mes amis,

En approchant l'année 2000, nous nous concentrerons sur l'achèvement des tâches du deuxième millénaire. A l'arrivée de cette année magique, nous fermerons les livres d'une ère prospère et excitante en évaluant l'héritage que nous offriront aux générations du troisième millénaire.
Nous levons les yeux vers l'avenir et commençons à préparer les affaires des milles prochaines années. A cette année magique, nous contemplerons les desseins d'une nouvelle structure de vie sur une Terre commune.

Nous faisons face à des questions importantes : Comment maintenir une progression économique lors d'une explosion de la population mondiale ?
Comment tenir nos engagements de limiter la contamination de l'atmosphère pour éluder la menace de changement climatique ? Comment garantir l'eau, la nourriture, l'hébergement et l'énergie pour l'humanité en conservant notre environnement ?

La majorité de ceux présent aujourd'hui voient le développement avec optimisme. Nous croyons que le processus évolutionnaire technique peut résoudre des problèmes. L'énergie nucléaire est un symbole de progrès technologique - avec ses bénéfices - avec ses risques. C'est un pas vers l'avant nécessaire pour atteindre le chemin du développement soutenu.

Mesdames et messieurs

En tant qu'experts dans les domaines de l'énergie nucléaire et de la radiation, nous avons choisi comme thème de notre congrès "Le Droit Nucléaire, Source de Confiance". Le droit nucléaire et les conventions internationales sont des éléments importants du processus progressif de l'amélioration d'une culture sécuritaire dans ces domaines. En plus de nos sujets traditionels, nous avons des séances dévouées à la nouvelle Convention sur la Sécurité et au Code de Bonne Conduite en Matière Nucléaire. Il n'est pas surprenant que nous avons aussi une séance spéciale concernant les questions relatives aux économie en transition.

Vous représentez 28 pays et organisations nucléaires internationales, ce qui dénote la vaste majorité des membres de l'AIDN. Le congrès compte 160 participants et 50 personnes accompagnantes, un bon pourcentage du total des membres qui frôle les 500. J'aimerais souhaiter un bienvenue particulier à nos collègues des économies en transition.

Nos Groupes de Travail permanents et Ad Hoc ont encore été efficace aux congrès de Rio et de Helsinki; leurs rapports en témoigne. Je veux remercier les président et secrétaires de séances, ainsi que les membres pour leurs efforts. La qualité des articles individuels préparés par nos membres et partcipants est aussi supérieure. Merci pour votre contribution. Nous devons des remerciements speciaux à nos donateurs, Le Ministère du Commerce et de l'Industrie, Imatran Voima Oy, et Teollisuuden Voima Oy pour leur aide financière qui a rendu possible l'organisation de ce congrès et la présence de partcipants des économies en transition. Et au Pool d'Assurance Atomique de la Finlande qui tiendra le meeting du pool de l'assurance nucléaire vendredi après notre congrès.

Mesdames et messieurs

Je voudrais vous présenter les personnes clefs de ce congrès : M^me^ Paivi Hautamaki, Directrice du programme technique; M^me^ Sirpa Vertanen, Assistante au congrès; et M^me^ Tiina Huttunen, Directrice du Congrès venant de notre agence de congrès - Congress Management Systems, ils sont à votre service, que ce soit pour vos questions concernant le congrès ou pour votre séjour à Helsinki.

Mesdames et messieurs

J'ai l'honneur et le plaisir de prononcer votre congrès Nuclear Inter Jura ' 95 ouvert, et je vous souhaite à tous la bienvenue à Helsinki.

Juhani Santaholma

Opening Speech

Mr. Minister, dear colleagues, ladies and gentlemen, friends,

As we approach the magical year 2000 we will be concentrating on the completion of the tasks of the second millenium. By the year 2000, we will've closed our books and assets of this millenium. We will be evaluating the heritage to be handed over to the next generations. We raise our eyes far ahead into the future and start to arrange the affairs of the next thousand years. In the magical year 2000 we certainly will contemplate and start to design the structure of life on a common Earth.

We are faced with some crucial questions : how to maintain economical growth while the world population is exploding ? How can we meet our commitments to limit emissions into the atmosphere to fight against the potential threat of climatic change. How do we guarantee water supply, food, housing, and energy for mankind, on environmentally acceptable grounds.

Most of us here are optimistic about development. We believe that the technical evolutionary process can solve problems. It is in the nature of man to think so. Nuclear energy is a symbol of technological progress - with its benefits - with its risks. It is a necessary step forward on the pathway to sustainable development.

Ladies and Gentlemen

We, as law experts in the field of nuclear energy and radiation, have selected as our theme "Nuclear Law as Source of Confidence" to construct the programme of our Helsinki Congress. Nuclear law and international agreements are important elements in the ongoing process of improving the safety culture in the fields of nuclear energy and radiation. In addition to our traditional topics we have sessions devoted to the new Safety Convention and to the Code of Good Conduct in nuclear activities. It is no suprise that we have also a special session dealing with the questions of nuclear law in economies in transition.

We have here today representatives of 28 countries and leading international organizations - the vast majority of INLA members. 160 partcipants and 50 accompanying persons are taking part in our congress which is a very good percentage of the total of almost 500 members. I'd like to extend a special welcome to our colleagues from the economies in transition.

Our permanent and Ad Hoc Working Groups have once again done a good job with the Rio and Helsinki Congresses as witnessed in their reports. I want to thank the chairpersons, Secretaries, and members warmly for their efforts. Individual documents drawn up by our members and participants are of high quality too. Thank you for your contribution. Special thanks to our sponsors, the Ministry of Trade and Industry, Imatran Voima Oy and Teollisuuden Voima Oy for their financial support which has made it possible to organize the congress and to have participants from the Economies in Transition to be present at our congress,

and to the Finnish Atomic Insurance Pool which will host the nuclear insurance pool meeting on next Friday. Our arganizing committees and secretaries have worked hard for our congress; thank you very much for your effort.

Ladies and gentlemen

Let me introduce you the key persons of our congress: Ms Paivi Hautamaki, Technical Programme Manager; Ms Sirpa Vertanen, Congress assistant; and Ms Tiina Huttunen, Congress Manager from our organizing office Congress Management Systems. They are at your service if you have questions connected with the Congress, or with your stay in Helsinki.

Ladies and gentlemen

I have the pleasure and honor of declaring the Nuclear Inter Jura'95 Congress opened, and I wish all of you a pleasant stay in Helsinki.

Opening Session

Opening of the Congress
Mr. Juhani Santaholma, President, INLA/AIDN

Address of the Government of Finland
Mr. Antti Kalliomäki, Minister of Trade and Industry

Overview Presentations

- The Role of IAEA in the Development of International law in the Nuclear Field
  Mr. Wouter Sturms, Director, Legal Division, IAEA

- Key-note address
  International Conventions as a Source of Confidence in Nuclear Energy - The case of Eastern Europe
  Mr. Patrick Reyners, Director, Legal Affairs, OECD/NEA

Session I

Licensing and Decommissioning

Report of Working Group 1
- License of Construction, Operation and Decommissioning
  Dr. Herbert Schattke

Individual Papers
- The Safety Licensing System for Civilian Nuclear Installation of China
  Ms. Li Zhaohui

- Japan's Nuclear Energy Law and Long Term Program
  Mr. Masanori Yamasaki

- Licensing a Changing Nuclear Industry in the UK
  Mr. C R Willby and Mr. A E Bleeze

Executive Summary Report of the Session

Session II

Liability and Cover

Report of Working Group 2
Introduction
- Civil Liability and Cover Regarding Nuclear Energy
  Mr. Julian Gomez del Campo

Reports:
Topic 1
- The Legal Framework of EDF Interventions in the Nuclear Field in Russia and Ukraine
  Mr. P Blanchard, Mr. A Collas-Thiebault, Mr. D Delpirou

Topic 2
- Videointroduction
  IAEA Standing Committee Revision Exercise
  Mr. Geoffrey C Warren

Individual Papers
- International Nuclear Liability Developments and Concerns of American Contractors
  Mr. O F Brown II

- Implementation of the Terms from the Vienna Convention on Civil Liability for Nuclear Damage Concerning Brazilian Legislation Framework
  Ms. Maria Denise de Goés Fischer and Mr. Roberto L.M. de Castro

- Liability for Using Isotopes in Radiotherapy
  Mr. Tom Vanden Borre

Executive Summary Report of the Session

Session III

International Nuclear Trade

Report of Working Group 3
Introduction
- International Nuclear Trade
  Ms. *Françoise de Cormis*

Reports:
Topic 1
- Certain Legal Problems Relating to East-West Nuclear Exchanges
  Mr. *Charles Brunengo*

Topic 2
- "Mercosur" and its Implications for Nuclear Trade
  Ms. *Maria Denise de Goés Fischer*

Topic 3
- Other Uses of Nuclear Materials
  Mr. *Jean-Leó David*

Individual Papers
- The NPT: A Permanent Commitment to Disarmament and Non-Proliferation
  Ms. *Laura Rockwood*

- The NPT after 25 Years
  Mr. *Aimé Darricau*

- NPT and AFC - Building Blocks for Confidence and Predictability in Nuclear Trade
  Mr. *Jay R Kraemer*

- Trends in US Nuclear Non-Proliferation Policy
  Mr. *Howard K Shapar*

- Legal Problems in Regard to Illicit Trafficking in Nuclear Materials
  Mr. *Norbert Pelzer*

Executive Summary Report of the Session

Session IV

Radiation Protection

Report of Working Group 4

- A Survey of Current Problems in Radiation Protection Legislation and Case Law
  Mr. Fabrizio Nocera

Individual Papers

- The New International Basic Safety Standards for Protection Against Ionizing Radiations and for the Safety of Radiation Sources
  Dr. Lars Persson

Executive Summary Report of the Session

Session V

Radioactive Waste Management

Report of Working Group 5

- Legislation and Regulation Concerning Site Selection for the Disposal of High-Activity Radioactive Waste
  Mr. James Tourtelotte

Individual Papers

- Legal Considerations Regarding the Current Situation of High Level Radioactive Waste in Japan
  Ms. Junko Obata

- The Paldiski Nuclear Facilities: Legal Problems
  Mr. Mark Sinisoo

- The Finnish Nuclear Follies
  Mr. Yrjö Sahrakorpi

- Legislation Concerning Nuclear Waste Management in Switzerland and Problems in its Execution
  Mr. Valentin Egloff

- Radioactive Waste Management in a Wider Europe
  Mr. Paul Bowden

- Question of Radioactive Waste in Argentina - Conflicts (avoidable?) concerning low level waste
  Mr. Jorge A. Martinez Favini

Executive Summary of the Session

Session VI

Safety Convention

Introduction

- The Convention on Nuclear Safety: An Introduction
  Mr. Carlton R. Stoiber

Individual Papers

- The Convention on Nuclear Safety of June 17, 1994: An Improvement or Deterioration of the Law? Public Confidence in Question
  Mr. Cyril Pinel

- The Brazilian Contribution for the Elaboration of the Convention on Nuclear Safety
  Mr. José Mendonça de Lima, Ms. Ninon F. Leme Franco, Mr. Vergiaud Elysey Filho, Mr. José Marcos Nogueira Viana

- Convention on Nuclear Safety: Status, Structure and Contents
  Dr. Odette Jankowitsch

Executive Summary of the Session

Session VII

Economies in Transition

Introduction

- Nuclear Law in Economies in Transition
  Professor Vanda Lamm

Individual Papers

- The Main Legal Features of the Completion of a Slovak Nuclear Power Plant by Western Partners
  Mr. Didier Lamethe

- Development of Russian Nuclear Law in Economies in Transition
  Professor Abram Yorish, Dr. Olga Supataeva

- Nuclear Liability and Implementation of International Cooperation and Technical Assistance in the field of Nuclear Safety
  Mr. Andrej V. Karasev, Dr. Viacheslav V. Chernyshev

- Promoting the Confidence and Preventing the Risk of Nuclear Accident
  Mr. Vladimir Zlobin

- Nuclear Energy and Law in Slovenia
  Dr. Marko Pavliha

- The Nuclear Safety Account
  Mr. Andre Newburg

- Firm Legal Basis for Lithuania's Nuclear Energy
  Dr. Juozas Satas

Executive Summary of the Session

Session VIII

Code of Good Conduct in Nuclear Activities

Report of the Ad-Hoc Working Group
- The Rules of Good Conduct for the Civil Uses of Nuclear Energy
  Mr. Pierre Strohl, Mr. Bernard Derché

Comment Papers
- The Rules of Good Conduct for the civil Use of Nuclear Energy - an Appreciation
  Mr. Jonathan A G Heller

- Some Reflections about "Rules of Good Behaviour for the Civilian Nuclear Utilization of P Strohl and B Derché
  Professor L.M. Fadhel Moussa

Comment Papers
Ms. Guilhermina Lavos Coimbra

Executive Summary of the Session
Closing Session
Press Release
Participants' List

Écrit le 29 juillet 1999 sur NUCLEAR INTER JURA '95

Le congrès Nuclear Inter Jura '95 a eu lieu à Helsinki du 3 au 7 septembre 1995. Il avait pour thème "Nuclear Law as Source of Confidence - Le droit nucléaire, Source de confiance". Le choix de ce thème reflétait l'importance du droit nucléaire et des accords internationaux pour la poursuite du processus de développement de la culture de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire et des radiations. Outre les questions traditionnellement soulevées lors des congrès de l'AIDN – Autorisation et déclassement, Responsabilité et assurances, Commerce nucléaire international, Protection radiologique et gestion des déchets radioactifs - des séances spéciales ont été consacrées à la nouvelle Convention de sécurité et aux règles de bonne conduite dans le domaine du nucléaire ainsi qu'au droit nucléaire au sein des économies en développement.

160 participants et 50 personnes accompagnantes venus de 28 pays sont venus représenter, lors de ce congrès, des organisations nucléaires de premier plan. Les économies en développement y étaient bien représentées pour la première fois dans l'histoire des congrès de l'AIDN grâce à la générosité du Ministère de l'industrie et du commerce de la Finlande et celle des sociétés nucléaires finlandaises, Imatran Voĭma Oy (IVO) et Industrial Power Company (TVO). L'absence de notre Secrétaire général, M. Frédéric Vandenabeele et de sa femme, Mme. Vandenabeele s'est fait cruellement sentir et faisait transparaître déjà la gravité de la maladie dont souffrait Frédéric.

Le congrès s'est tenu au Marina Congress Center de Helsinki avec l'hôtel adjacent situé au cœur da la ville dans le port du sud.

Lors de la cérémonie d'ouverture, M. Antti Kallomäki, ministre du commerce et de l'industrie s'est fait le représentant, dans son intervention, du gouvernement de la Finlande. M. Wouter Sturms, Directeur de la Division juridique de l'AIEA et M. Patrick Reyners, Directeur des Affaires juridiques de l'OCDE/AEN ont fait des présentations d'ordre générale. Une conférence de presse a été également organisée avec une couverture importante par les médias finlandais.

Les responsables des sessions du programme scientifique ont été:

- Session I: Autorisation et déclassement
  Présidence: M. *Shunji Shimoyama, Japon*
  Secrétaire: M*me. Teresa Olivio Martinez-Penalver, Espagne*
  Rapport du groupe de travail I: Dr. *Herbert Schattke, Allemagne*

- Session II: Responsabilité et assurance
  Présidence: M.*Wouter Sturms*, AIEA
  Secrétaire: M. *David Rodcliffe, Royaume-Uni*
  Rapport du groupe de travail II:
  M. *Julian Gomez del Campo, Espagne*
  M. *Patrick Blanchard, France*
  M. *Geoffrey C. Warren, Royaume-Uni, Introduction vidéo*

- **Session III: Commerce nucléaire international**
  Présidence : M. *Jaime Spottorno, Espagne*
  Secrétaire: M. *Pierre Lonnoy, France*
  Rapport du groupe de travail III :
  Mme. Françoise de Cormis, France, président
  M. *Charles Brunengo, France*
  M. *Jean-Léo David, France*

- **Session IV: Protection radiologique**
  Présidence : M. *Thomas Cusack, Commission* UE
  Secrétaire : *Mme. Marie Claude Boehler, France*
  Rapport du groupe de travail IV:
  M. *Fabrizio Nocera, Italie*
  Mme. Marie Claude Boehler

- **Session V: Gestion des déchets radioactifs**
  Présidence : *Dr. Hellmut Wagner, Allemagne*
  Secrétaire: *Mme. Caroline Beghin, Belgique*
  Rapport du groupe de travail V:
  M. *James Tourtelotte, Etats-Unis*

- **Session VI: Convention sécurité**
  Présidence et introduction: M. *Carlton R. Stoiber, Etats-Unis*
  Secretary: M. *Erik Hanenburg, Pays Bas*

- **Session VII: Economies en transition**
  Présidence et introduction: *Professor Vanda Lamm, Hongrie*
  Secrétaire: *Mme. Päivi Hautamäki, Finlande*

- **Session VIII: Règles de bonne conduite dans le domaine du nucléaire**
  Présidence : *Mme. Cristina de Andrade Cavalcanti, Brésil*
  Secrétaire: *Mme. Amelia De Kageneck, France*
  Rapport du groupe de travail ad hoc:
  M. *Pierre Strohl, France*
  M. *Bernard Derché, France*

Les procès verbaux du congrès représentent 862 pages.

Le programme social incluait une réception par le Ministère du commerce et de l'industrie à la House of Estates et une réception par Monsieur le Maire de Helsinki à l'Hôtel de ville. La visite traditionnelle a mis le cap, en bateau, sur l'archipel de Helsinki avec ensuite dîner et soirée dansante au restaurant Walhalla dans la forteresse maritime de Suomenlina, aux sons du Happy Swing Band, orchestre composé d'hommes d'affaires retraités. C'est l'Advojazz, orchestre d'avocats finlandais, qui a accompagné le banquet d'adieu organisé dans le Jardin d'hiver du restaurant Sipuli (Onion). M. James Tourtelotte, Président de groupe de travail V de l'AIDN y a été un chanteur inoubliable.

Le programme des accompagnants incluait une visite aux alentours de manufactures de porcelaine arabe et du centre historique de la ville de Porvo, avec à la clé du lèche-vitrines à Helsinki.

Les visites techniques ont été organisées aux deux centrales nucléaires finlandaises, Olkiluoto et Loviisa. Ces centrales ont un facteur de charge de plus de 90% tous les ans. Une excursion au Parc de l'énergie nouvelle de Kopparnäs a également été prévue.

Le conseil de l'AIDN s'est réuni samedi 3 septembre. Après la réunion, les membres ont dîné avec leurs accompagnants au Club suédois. Ils y ont fait preuve de grands talents musicaux en jouant du piano et, avec Fabrizion Nocera, en chantant mieux que Les trois ténors eux-mêmes (Pavarotti, Domingo et Carreras).

L'assemblée générale de l'AIDN s'est réunit le 7 septembre. Le Président de l'AIDN, M. Juhani Santaholma a transmis l'insigne et le drapeau de l'AIDN au nouveau Président, M. Jean-Léo David du CEA, France.

La visite post-congrès s'est faite à Rovaniemi en Laponie. Un safari dans la campagne lapone, avec visite d'un élevage de rennes, s'est avéré une véritable expérience pour les participants. Au dîner, ils se sont lancé dans un concours de chansons des différents pays.

Inspiré par le congrès et la visite décrite ci-dessus, M. Gustaaf Matthijs a écrit le poème suivant:

A la Finlande et son peuple

Les pins dans la forêt,,
Tels un ocean aux rives vertes,
Les plaines piquetées,
Du bleu des lacs,
Du gris du granite,
Marqués depuis le temps des glaciers,
Ont vu leurs glaciers s'amenuiser
S'ouvrant et
Recevant les
Nouveaux arrivants
Venus de la lointaine Asie,
Aujourd'hui fiers finlandais, endurcis
Par leur lutte avec la glace, le vent,
L'eau et le bois,
Sur cette dure terre nordique,
Maintenant ils montent la garde-
Aux marches du nord
Du continent Europe
Fiers et libres,
Nous offrant leur chaude hospitalité

Gustaaf Matthijs
Rovaniemi
le 9 sptembre1995
(Source: Bulletin de l'AIDN No. 11, le 31 décembre1995)

JUHANI SANTAHOLMA

Written on June 29th, 1999
NUCLEAR INTER JURA '95

Nuclear Inter Jura '95 was organized in Helsinki 3- 7 September, 1995. The theme of the congress was "Nuclear Law as Source of Confidence - Le Droit Nucléaire, Source de Confiance". The theme reflected the fact that the nuclear law and the international agreements are important elements in the never-ending process of improving the safety culture in the field of nuclear energy and radiation. In addition to the traditional topics of INLA congresses - Licensing and Decommissioning, Liability and Cover, International Nuclear Trade, Radiation Protection and Radioactive Waste Management - special sessions were devoted to the new Safety Convention and to the good conduct in nuclear activities, as well as to the questions of nuclear law in economies in transition.

The Helsinki Congress was attended by 160 participants and 50 accompanying persons from 28 countries and leading nuclear organizations. For the first time, there was a strong representation from the economies in transition at an INLA congress. This was possible by the generous contribution of Finnish Ministry of Trade and Industry and Finnish nuclear companies, Imatran Voima Oy (IVO) and Industrial Power Company (TVO). The Congress was missing our Secretary General Mr Frédéric Vandenabeele and Mrs Vandenabeele - reflecting the already serious illness of Frédéric.

The venue of the Congress was the Marina Congress Center in Helsinki with the adjacent hotel in the heart of the city at the South Harbour.

In the opening session, the address of the Government of Finland was given by M. Antti Kallomäki, Minister of Trade and Industry. The overview presentations were held by Mr Wouter Sturms, Director, Legal Division, IAEA and Mr Patric Reyners, Director, Legal Affairs, OECD/NEA. Also a press conference was organized, and the coverage in the Finnish media was quite good.

The session officers of the scientific programme were:

- Session I: Licensing and Decommissioning
  Chair: Mr Shunji Shimoyama, Japan
  Secretary: Ms Teresa Olivio Martinez-Penalver, Spain
  Report of Working Group I:
  Dr Herbert Schattke, Germany

- Session II: Liability and Cover
  Chair: Mr Wouter Sturms, IAEA
  Secretary: Mr David Rodclife, UK
  Report of Working Group II:
  Mr Julian Gomez del Campo, Spain
  Mr Patrick Blanchard, France
  Mr Geoffrey C. Warren, UK, Introduction by video

- Session III: International Nuclear Trade
  Chair: Mr Jaime Spottorno, Spain
  Secretary: Mr Pierre Lonnoy, France
  Report of Working Group III
  Ms Françoise de Cormis, France, Chairperson
  Mr Charles Brunengo, France
  Mr Jean-Léo David, France

- Session IV: Radiation Protection
  Chair: Mr Thomas Cusack, EU Commission
  Secretary: Ms Marie Claude Boehler, France
  Report of Working Group IV
  Mr Fabizio Nocera, Italy
  Ms Marie Claude Boehler

- Session V: Radioactive Waste Management
  Chair: Dr Hellmut Wagner, Germany
  Secretary: Ms Caroline Beghin, Belgium
  Report of Working Group V:
  Mr James Tourtelotte, USA

- Session VI: Safety Convention
  Chair and introduction: Mr Carlton R. Stoiber, USA
  Secretary: Mr Erik Hanenburg, Netherlands

- Session VII: Economies in Transition
  Chair and introduction: Professor Vanda Lamm, Hungary
  Secretary: Ms Päivi Hautamäki

- Session VIII: Good Conduct in Nuclear Activities
  Chair: Ms Cristina de Andrade Cavalcanti, Brazil
  Secretary: Ms Amelia De Kageneck, France
  Report of the Adhoc-working Group:
  Mr Pierre Strohl, France
  Mr Bernard Derché, France

The proceedings of the Conference comprised 862 pages.

The social programme included a reception hosted by the Ministry of Trade and Industry at the House of Estates, reception of the Lord Mayor of Helsinki at the City Hall. The traditional sightseeing tour headed to Helsinki archipelago by boat, with dinner and dancing at restaurant Walhalla at the Suomenlina Sea Fortress. The orchestra was Happy Swing Band, of retired businessmen. The farewell banquet took place in the Winter Garden of the restaurant Sipuli (Onion). The orchestra was Advojazz, a composition of Finnish advocates. The unforgettable vocalist was Mr James Tourtelotte, Chairman of INLA Working Group V.

The accompanying persons programme was composed of a design and countryside tour to Arabia porcelain factories and the historical center of the town of Porvo, as well as a shopping tour in Helsinki.

The technical excursions were organized to the two nuclear power plants in Finland, Olkiluoto and Loviisa. These power plants have a load factor above 90% year after year. Also an excursion to Kopparnäs New Energy Park was in the excursion programme.

The Board of Directors of INLA convened on Sunday, 3 September. After the meeting, the Board Members had a dinner with their accompanying persons at the Swedish Club. The Board Members showed an excellent talent in music - playing piano and Fabrizion Nocera singing better than "The Three Tenors" (Pavarotti, Domingo and Carreras).

The General Assembly of INLA assembled on 7 September. INLA's President Juhani Santaholma handed over the button and INLA's flag to the next President, Mr Jean-Léo David from CEA, France.

The post-conference tour was headed to Rovaniemi, Lappland. A safari to Lappish countryside, including a reindeer farm, was a real experience to the participants. At the dinner, the participants sang their national song in a singing contest.

Inspired by the Congress and the post-conference tour, Mr Gustaaf Matthijs created the following poem:

To Finland and its people

Pine trees in forest,
like oceans with green shores,
plains spotted,
with blue of lakes,
with grey of granite,
marked since ice times,
saw their glaciers shrink,
giving access and
offering homestead
to the settlers
from the Asian motherland,
now proud Finns, hardened
in their fight with ice and wind,
with water and wood,
in this hard Nordic land,
and now standing -as guards-
at the northern gate
of the European continent
proud and free,
offering us their warm hospitality

Gustaaf Matthijs
Rovaniemi
9 September 1995
(Source: INLA Neswletter No. 11, 31 December 1995)

JUHANI SANTAHOLMA

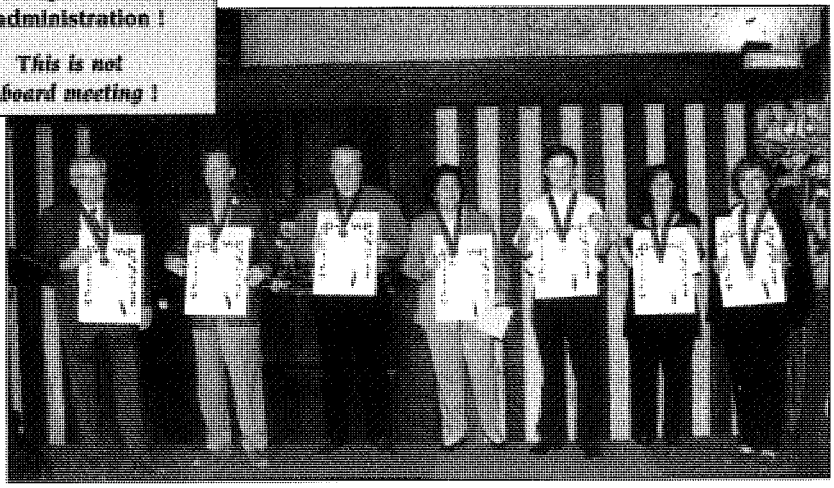
Tours
14-18/09/1997

Vignoble de MONTLOUIS
Vineyard

MM. *Pelzer, Hébert, Tanikawa, Manovil, Grazebrook, Brunengo, Shapar, Nocera*

Ceci n'est pas un conseil d'administration !

This is not a board meeting !



MM. *David, Muntzing, Shuttleworth, M^me^ Machado, M. Santaholma, M^mes^ Lamm, Corretjer*

Ouverture du Congrès

Jean-Léo DAVID, *Président de l'A.I.D.N.*
André-Claude LACOSTE, *Directeur de la Sûreté des Installations Nucléaires*

Séance I

Autorisation et déclassement
Licensing and Decommissioning

- Implementation of the International Convention on Nuclear Safety - Working Group I
  Dr Herbert Schattke (Allemagne)
- Legal and policy issues relating to the burning of MOX fuel in licensed nuclear power reactors
  Howard Shapar (USA)
- Government liability under German nuclear law
  Berndt Kunth (Allemagne)
- The overview on development of nuclear legislation in Latvia
  Andrejs Salmins (Lettonie)
- Les approches réglementaires ukrainiennes concernant le déclassement des installations nucléaires
  Yuri Karpich (Ukraine)
- Development of nuclear legislation in Slovakia
  Josef Zlatnansky (Slovaquie)
- Study on legal issues concerning the policy to construct nuclear power plant and a local referendum : The result of the MAKI town referendum
  Kazuhiro Kanemaru (Japon)
- New development in the nuclear legislation of the Czech Republic
  Ivan Novak et Frantisek Suransky (Rép. Tchèque)
- The system of related laws for the peaceful use of nuclear energy in the Republic of Korea and its prospects
  Hors programme - Chul-Hoon Ham, Maeng-Ho Yang, Young-Myung Choi (Corée)

Discussion

Séance II

Protection radiologique
Radiological Protection

- Developments and problems of radiation protection law: a permanent challenge - Working Group IV
  Fabrizio Nocera (*Italie*)

- Le principe de précaution : un défi pour le droit nucléaire à l'aube du XXI[e] siècle ?
  Marie-Claude Boehler (*France*)

- La nouvelle directive communautaire sur les normes de base en matière de radioprotection
  Jean-François Lecomte (*France*)

- Les limites de dose : à la recherche de l'acceptable
  Jacques Lochard (*France*)

- Case Law of the European Court of Justice in the Nuclear Field from 1971 to the Present Day
  Richard Wainwright et Barry Cusak (C.E.)

Discussion

Séance III

Commerce nucléaire international
International Nuclear Trade

- Impact des accords bilatéraux et multilatéraux sur l'évolution des échanges nucléaires - Working Group III
  Françoise de Cormis et André Kerever (*France*)

- Les traités instituant les zones exemptes d'armes nucléaires : Cadres pour la coopération régionale dans le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire
  Abdelwahab Biad (*Algérie*)

- The 1996 Euratom / USA Agreement on the Peaceful Uses of Nuclear Energy : Euratom Strengthened
  Santiago Ripol (*Espagne*)

- Case study : IVO Power Engineering Oy as a supplier to Russia
  Païvi Hautamaki (*Finlande*)

- Lessons Learned from the US / EURATOM Agreement for Cooperation
  Jay R. Kraemer (USA)

- L'utilité d'un régime conventionnel de protection des investissements internationaux dans le domaine nucléaire
  Didier Lamethe (*France*)

- Negociating the Parameters of Nuclear Regulation : Lessons from South Africa
  Casper Lötter (*Afrique du Sud*)

- Aperçu des clauses contractuelles dans les contrats d'approvisionnements en combustibles nucléaires conclus par l'Agence d'Approvisionnement d'Euratom
  André Bouquet (C.E.)

- The XXI Century : Good and New Business in Brazil's Nuclear Energy Field
  Guilhermina Lavoz Coimbra (*Brésil*)

- Cooperation between Russia and European Union in the Nuclear Field : the Legal Basis, Present Status and Future Prospects
  Andrei Karassev (*Russie*)

- Les implications industrielles de la politique de non prolifération
  Aimé Darricau (*France*)

- The organization and functions of KEDO
  Kazuya Hirobe (*Japon*)

Discussion

Séance IV

Radioéléments
Radioisotopes

- Risques liés à la production et aux utilisations industrielles et médicales des radio-isotopes
  Jacques Deprimoz (*France*)

- The regulation of the users of ionising radiation and the relevance of the experience of nuclear facility operators in litigation
  Peter Riley (*Royaume-Uni*)

- Divers problèmes liés à l'utilisation médicale, scientifique et industrielle des radio-isotopes
  Ludo Veuchelen (*Belgique*)

- Normes et règles de conduite dans l'utilisation des sources radioactives à l'usage médical au Brésil
  Ninon Machado de Faria (*Brésil*)

- Le Droit nucléaire à l'aube du XXI[e] siècle : une Tour de Babel ?
  Marie-Béatrice Granet (*France*)

Discussion

Séance V

Responsabilité et assurance
Liability and Cover

- The modernization of the international nuclear third party liability regime - Working Group II
  Julian Gomez Del Campo (*Espagne*)

- Diplomatic conference convened to adopt a protocol to amend the Vienna Convention on civil liability for nuclear damage and to adopt a Convention on supplementary compensation for nuclear damage
  Julia Schwartz (AEN)

- A propos du lien causal en matière de responsabilité civile nucléaire
  Denis Philippe et Marc Beyens (Belgique)

- *Crossboarder* contaminació n en la ley nuclear
  Joaquin Ruiz-Echauri (Espagne)

- The legislative mechanism for compensation of nuclear damage in Ukraine
  Yuri Krupka (Ukraine)

- Problèmes de compétence judiciaire dans les procédures de droit pénal relatives aux accidents nucléaires : les principes du droit pénal et l'article 13 de la Convention de Paris
  Olaf Bonotto et Tom Vanden Borre (Belgique)

- International nuclear liability developments from the USA perspective
  Omer Brown (USA)

- Nuclear liability law in Russia
  Dr Olga Supataeva (Russie)

- Responsabilité et assurance nucléaires en Russie
  Hors programme Séminaire Aen-Gosatomnadzor

- The third party liability system for nuclear damage in the Republic of Korea
  Hors programme Chul-Hoon Ham, Choong-Hei Yim, Sang-Won Kim (Corée)

Discussion

Séance VI

Gestion des Déchets Radioactifs
Liability and Cover

- Working Group V
  Gustaaf Matthijs (Belgique)

- La Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs : champ d'application et contexte conventionnel existant
  Amelia de Kageneck (AEN) et Cyril Pinel (France)

- Some remarks on the problem concerning the final disposal of high level and long lived radioactive waste
Juozas Satas (*Lithuanie*)

- Lessons learned from the decommissioning of the Santo Amaro monazite processing plant : Highlights of the Brazilian experience in sustained nuclear activities
Marcelo Domingues De Olivera (*Brésil*)

- The joint convention on the safety of the spent fuel management and on the safety of radioactive waste management / La convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radiocatifs
Wolfram Tonhauser et Odette Jankowitsch (AIEA)

- L'opinion d'un parlementaire
Claude Birraux (*France*)

Discussion

- Cent ans d'applications médicales et bilogiques de la radioactivité
Professeur Maurice Tubiana (*France*)

Séance de clôture
Closing Session

"Le Droit Nucléaire : du 20e au 21e siècle"
"*Nuclear Law : From the 20th to the 21th century*"

- L'originalité du droit nucléaire et son avenir
Pierre Strohl (*France*)

Table ronde présidée par *Pierre* STROHL (*France*) et animée par *Anne de* COUDENHOVE (*France*) avec la participation de *Philippe* GARDERET, représentant le Commissariat à l'Energie Atomique et *Bernard* ESTEVE, représentant Electricité de France et M*me le Professeur Katia* BOUSTANY (*Canada*), M. *le Député Claude* BIRRAUX, M. *Jorge* MARTINEZ-FAVINI (*Argentine*), M. *le Professeur Fadhel* MOUSSA (*Tunisie*)

OUVERTURE DU CONGRES
Jean-Léo DAVID

Président de l'Association Internationale du Droit Nucléaire
Tours 97

Mesdames, Messieurs, Mes Amis, Mes amis merci !

Merci d'être au rendez-vous aussi nombreux !

Merci de monter qu'il existe un intérêt presque universel pour le droit nucléaire ailleurs qu'en France, qu'il y a, de par le monde, au moins plus de trente pays qui font l'honneur à mon pays de se déplacer sans compter les représentations des grands organismes internationaux que sont l'AIEA, l'AEN, ou EURATOM.

Nous ne sommes certainement pas aussi nombreux que l'étaient les pèlerins qui ont acclamé le Pape l'année dernière dans cette ville de Tours, mais compte tenu du succès qu'il a eu à Paris, cette année, je crois mon cher MANING, que tu auras un succès considérable à Washington dans deux ans. Notre association vit et je ne suis pas sûr que les Pères Fondateurs de l'AIDN il y a 25 ans, aient pu imaginer que nous pourrions réunir pour ce Nuclear Inter Jura 97, autant de nations représentées.

Si ce congrès peut se tenir, c'est grâce aux grands acteurs français que sont le Commissariat à l'Energie Atomique, Electricité de France, FRAMATOME, la COGEMA, les Assurances Saint Honoré, Assuratome, l'UAP, sans compter la ville de Tours dont nous attendons d'ailleurs d'un instant à l'autre, son premier édile, M. Germain, Maire de la Ville de Tours. Et je salue également la Communauté Européenne qui a permis que nous puissions inviter un certain nombre de nos collègues juristes des pays d'Europe de l'Est et plus Orientale encore.

Je me dois également de remercier le Comité du Centenaire de la Radioactivité, qui a bien voulu nous accorder son patronage et nous déléguer une personnalité prestigieuse le Professeur TUBIANA.

Au stade des remerciements je ne saurais oublier tous ceux qui font que notre manifestation biennale garde toute sa vitalité, vous en êtes la preuve même. Je veux parler de ceux qui animent les 5 groupes de travail – ces groupes de travail qui ont été créés à notre Congrès de San Francisco et qui fonctionnent parfaitement pendant les intersessions. Je crois que ce sont vraiment eux qui sont la cheville ouvrière des travaux de notre association. On ne doit pas oublier que le labeur de ces juristes dont on reconnaît les mérites éminents, est quelquefois tempéré par l'humour et la convivialité. En dehors des juristes de ces groupes de travail, je tiens à féliciter et à remercier la quarantaine d'orateurs qui vont se succéder à la tribune pendant ces quatre journées.

Si la tradition a été respectée, en articulant nos journées en 5 séances, bien connues maintenant – autorisation et déclassement, protection radiologique, commerce nucléaire international, responsabilité et assurance, gestion des déchets radioactifs – j'ai trouvé un certain nombre de complices et plus particulièrement Jacques DEPRIMOZ, pour bien vouloir consacrer une session aux radioéléments pour lesquels j'ai, non pas un péché mignon ou une lubie, mais un intérêt dicté par le développement considérable de ces sources aux utilisations multiples et variées.

Je pense en effet que l'étiquette nucléaire ou atomique ne s'attribue pas à la quelque trentaine de pays équipés de réacteurs de puissance mais également à tous ceux qui ont engagé des programmes de recherche et à ceux qui non seulement fabriquent mais également utilisent les radioéléments. Car nombreux sont les concepts communs qui y sont attachés. La transposition et l'adaptation de certains textes des premiers cités aux deuxièmes font d'ailleurs l'objet d'une présentation qui sera fort intéressante à n'en pas douter.

Un certain nombre d'autres grands sujets récurrents seront abordés durant ces 4 journées de travail et j'aimerais lancer ici quelques pistes qui peuvent prêter à réflexion pendant les différentes séances, et chacun reconnaîtra celle à laquelle elle s'applique.

Concernant mon pays, la France, je n'ai pas de complexe vis-à-vis de la critique souvent formulée d'un déficit démographique du fait qu'il n'existe pas une loi nucléaire. Une douzaine de pays se sont dotés d'une telle loi nucléaire, aux contours variés, notamment, sur cette douzaine de pays, la loi nucléaire de 6 d'entre eux ne comporte pas de volet sur la responsabilité civile nucléaire. Par ailleurs, les critiques exprimées concernant l'absence de transparence des décisions nucléaires, sont aujourd'hui en grande partie gommées puisque des comités ou des offices ont été mis en place associant les représentants de l'opinion publique aux travaux des " nucléocrates " - comme on se permet quelquefois de nous appeler péjorativement. Quant aux textes qui régissent les différents aspects des activités nucléaires, je ne suis pas sûr que leur modification en vue d'une meilleure adaptation aux besoins ne soit pas davantage facilitée par leur caractère réglementaire. L'adoption et la modification d'un texte législatif, ou mieux encore, d'un corpus codifié, échappent difficilement aux vicissitudes d'objectifs parfois trop politiciens.

Dans un autre ordre d'idées, le caractère régalien des contrôles de sûreté est-il intangible aujourd'hui dans la mesure où l'on assiste à des rapprochements inter-états ? N'a t-on d'ailleurs pas assisté –dans d'autres domaines – à certains abandons au profit d'organismes privés dans le nucléaire sécuritaire ? M. Lacoste, le Directeur de la Sûreté des Installations Nucléaires, nous donnera sûrement sa position sur ce sujet.

Un autre sujet de controverse sera abordé dans notre séance sur la protection radiologique. Même s'il est utopique d'imaginer le risque zéro, il est plus que légitime d'y tendre. Cependant, n'y a-t-il pas lieu de craindre que dans les sociétés industrialisées, la limitation drastique des doses n'aille à l'encontre de son objectif ? Comment faire admettre à un travailleur, qui par ailleurs perçoit mal la dangerosité des faibles rayonnements, qu'une entorse, aussi minime soit-elle, au dépistage pour éviter une mise au vert, puisse avoir des conséquences très nuisibles pour sa santé. Je pense que même dans des pays comme le nôtre, la sûreté ne se décrète pas, et doit être accompagnée de fortes incitations à l'amélioration d'une culture de sûreté, en bonne voie, il faut le dire en France, de se généraliser.

J'ai le sentiment que, sans que cela puisse être considéré comme une panacée, la mise en place d'un code de bonne conduite permettrait sans doute, de dépasser les clivages toujours très manichéens de ceux qui prônent l'efficacité contre ceux qui aspirent aux plus grandes garanties. Le projet de Pierre STROHL réalise un équilibre délicat entre la promotion et la prudence. Il repose sur des idées fortes, principalement sur le principe de précaution. Il pourrait contribuer à améliorer la qualité et la sécurité des opérations qui concourent à la production d'électricité nucléaire. Certes, c'est une tâche de longue haleine, car elle échappe aux modes de pensées juridiques conventionnelles, mais nous commençons à rencontrer des échos favorables.

J'ai en en effet la profonde conviction que l'industrie nucléaire ne peut survivre que si elle est irréprochable, soucieuse de protéger les travailleurs et le public, et si elle fait la preuve de son aptitude à ménager l'environnement. Il faut aussi qu'elle dresse des barrières absolues et contrôlées empêchant tout passage – j'allais dire toute pollution –du nucléaire civil, ou au nucléaire militaire, et vice et versa. Vous avez reconnu ici le thème de la non-prolifération qui occupe une place centrale dans le commerce nucléaire.

J'arrêterai ici ces questionnements dont le seul intérêt est de permettre l'ouverture de discussions dans nos différentes sessions de travail, et pour lesquelles nous entendrons certainement des réponses multiformes.

Un dernier point avant d'en terminer. Je saurais gré aux participants de la séance concernant ce même commerce nucléaire international, de donner leur opinion sur un concept, celui du BOT (Built Operate Transfert), qui paraît séduisant en matière de centrales nucléaires, dans un domaine qui renferment les ingrédients comme une industrie très "capitalistique", une technologie avancée, avec de haute contraintes sécuritaires.

Je ne voudrais pas terminer mon intervention sans remercier ceux qui ont été ma garde rapprochée pendant la préparation de notre Congrès, en l'occurrence les membres du comité de programme avec tout particulièrement le Président HEBERT , et mon ami Pierre STROHL, non plus que les membres du Comité organisateur, avec entre autres le toujours dévoué et compétent Paul ROCAMORA, ainsi que mon collègue Bernard DERCHE. Vous aurez noté la présence à mes côtés de plusieurs femmes et je dois souligner qu'elles ont pu m'aider de leurs qualités multiples : Madame VAN CAUTER, Secrétaire de notre regretté Secrétaire Général, Frédéric VANDENABEELE, dont je salue ici la mémoire avant de le faire à l'occasion de notre Assemblée Générale, Madame PINON, ensuite, dont je commence d'ailleurs à prendre ombrage, car elle devient beaucoup plus populaire que moi. Elle le mérite probablement, vu la gentillesse dont elle sait faire preuve à l'égard de nous tous; même à mon égard parce que, de temps en temps, je pense que j'ai été quelque peu fébrile ces derniers mois. Je remercie également ma femme, car je pense qu'elle a subi également quelques saut d'humeur mais je préférerais la remercier après ce Congrès, car c'est auprès des accompagnantes et des accompagnants - car il y en a maintenant, du fait de la féminisation de la fonction juridique et c'est tant mieux - que se fait la réussite d'un Congrès. En effet combien réconfortant il est pour un congressiste, fatigué des efforts intellectuels de la journée, d'entendre son accompagnant lui parler des beautés des monuments, des sites, des restaurants, sans oublier bien évidemment les magasins.

Je voudrais terminer en adressant un remerciement tout particulier à l'équipe de Vinci qui a su faire preuve d'un très grand professionnalisme, Vinci qui a su me conquérir - et j'espère que c'est sera la même chose pour vous -, Vinci qui a su me conquérir dès son origine puisque j'ai eu le plaisir et l'avantage de visiter ce superbe vaisseau alors qu'il sortait à peine de terre. Je pense que vous y trouverez l'accueil proverbial dans ce pays de Touraine, que les accompagnants sus-cités, commenceront à découvrir tout à l'heure dans les rues de la capitale de la région. Tout le monde pourra par la suite admirer certains des plus beaux joyaux de France en visitant quelques châteaux.

Mesdames et Messieurs, ce Congrès est votre Congrès, et j'espère que chacun y trouvera ce qu'il est venu y chercher, à savoir une confrontation des idées permettant de faire progresser une partie du droit qui est le soubassement de technologies, de progrès, dans beaucoup de domaines.

Je déclare ouvert le Nuclear Inter Jura 1997.
Je passe maintenant la parole à M. André-Claude Lacoste, Directeur de la Sûreté des installations nucléaires.

Conference Opening
Jean-Leo David

President of the International Nuclear Law Association
Tours 97

Ladies and Gentlemen, Friends, Thank you, my friends.

Thank you for your presence here in such large numbers.

Thank you for demonstrating that there is an almost universal need for nuclear law other than in France, that there are throughout the world at least thirty other countries who pay tribute to my country by coming here, not to mention the representatives of the big international organisations IAEA, NEA and EURATOM.

There are certainly not as many people here as there were pilgrims to welcome the Pope last year in this city of Tours, but if we look at his success in Paris this year, I think, my dear MANING, that you will have considerable success in Washington in two years' time. Our Association is alive and well, and I am sure that the founding fathers of INLA 25 years ago could never have imagined that we could bring together so many representative nations for this conference of Nuclear Inter Jura 97.

The fact that it is possible for this conference to take place is due to the big French nuclear organisations, namely the Commissariat à l'Energie Atomique (the French Atomic Energy Authority), Électricité de France, FRAMATOME, COGEMA, the Saint Honoré insurance company, Assuratome and the UAP insurance company, not to mention the city of Tours, whose premier councillor, Mr. Germain, Mayor of the City of Tours, is expected at any moment to arrive. I also express my thanks to the European Community, which has enabled us to invite some of our lawyer colleagues from the Eastern European countries and also from further east.

My thanks are also due to the Committee for the Centenary of Radioactivity, which has graciously awarded us its patronage and sent us a distinguished delegate in the person of Professor Tubiana.

While I am expressing my thanks I cannot overlook all those who ensure that our biennial event loses none of its vitality: you yourselves are the living proof of this. I refer to the participants in the 5 working parties – the working parties that were set up at our San Francisco conference and which continue to function perfectly well between conferences. I honestly believe that it is really they who are the mainspring of the work of our Association. Let us not forget the labour of these lawyers, whose distinguished qualities are well-known, nor the fact that it is tempered with good humour and conviviality. Apart from the lawyers in these working parties, I should like to congratulate and thank the forty or so speakers who will come to the podium during the coming four days.

Tradition has been respected, in arranging our days in 5 sessions, which are by now familiar: authorisation and closing down, radiological protection, international nuclear commercial exchanges, responsibility and insurance and management of radioactive waste. But I have also found a certain number of supporters, in particular Jacques Deprimoz, willing to devote a session to radioactive isotopes, in which, far from having a weakness or a craze, I have an interest dictated by the considerable development of these sources with their many and varied uses.

I think in fact that a nuclear or atomic code of practice is not only relevant to the thirty or so countries equipped with power reactors but also to all those who have undertaken research programmes and to those who not only manufacture but also use radioactive isotopes. For there are a number of common concepts

involved. The transposition and adaptation of some of the texts of the former for the benefit of the latter are moreover the subject of a presentation, which I am sure will be extremely interesting.

A few other major recurrent topics will also be dealt with in the course of these 4 working days; and I should like here to indicate some lines of thought which might be taken into consideration during the various sessions – you will all recognise where they are relevant.

With regard to my own country, France, I feel no embarrassment vis-à-vis the criticism often levelled that there is a lack of democracy, arising from the fact that no nuclear law exists [in France]. Some dozen countries do have such a nuclear law, with various formulae. I note that in the case of 6 of these countries the nuclear law has no clause covering nuclear third party insurance. Furthermore the criticisms often raised concerning the lack of transparency in nuclear decisions have now largely been erased, as committees or bureaux have been set up to bring together the representatives of public opinion and the work of the "nucleocrats", as we are sometimes rather rudely called. As for the texts governing the various aspects of nuclear activity, I am not certain that modifying them in order the better to adapt them to the needs would be facilitated by their having a legal character. Adopting or modifying legislative texts, or even more so, a coded corpus, is difficult to separate from the vicissitudes of aims that are sometimes too political.

In another realm of ideas, can we really not perceive the overruling nature of safety controls today, inasmuch as we are witnessing more and more international collaboration? Have we not seen – in other areas – a certain laxness in the interests of private organisations regarding safety measures? Mr Lacoste, director of the Nuclear Installations Safety Directorate, will certainly give us his position on this subject.

Another controversial subject will be dealt with in our session on radiological protection. Even if it is utopian to imagine that the risk is zero, it is more than legitimate to aim at that. Nevertheless, is there not reason to fear that in industrialised societies drastically limiting the doses will achieve the opposite of its aim? How can you persuade a worker, especially in countries that are sometimes affected by the problems of unemployment, how can you persuade such a worker, who anyway has only a dim perception of the danger of low radiation, that an infringement of the tests, however small, in order to avoid withdrawing from a danger zone, could have very serious consequences for his health. I think that even in countries like ours, safety cannot be dictated, and should be accompanied by strong incentives to improve the safety culture, which in France, it must be said, is rapidly becoming general.

I have the feeling that, although it cannot be considered a panacea, the establishment of a code of good conduct would doubtless allow us to overcome the Manichaean divisions between those who favour efficiency and those who aim for the highest possible guarantees of security. Pierre Strohl's project achieves a delicate balance between promotion and prudence. It is based on sound ideas, principally on the notion of precaution. It could contribute to further improvement in the quality and safety of the operations which combine in the production of nuclear electricity. This is certainly a long-term task, as it diverges from conventional legal approaches, but we are beginning to encounter favourable reactions.

I am in fact deeply convinced that the nuclear industry can only survive if it is above reproach, concerned to protect its workers and the general public, and if it shows evidence of its ability to manage the environment. It should also put up absolutely reliable and controlled barriers preventing any passage - I almost said any pollution – between civil nuclear uses and military nuclear uses, or vice versa. You will recognise here the topic of non-proliferation, which occupies a central position in nuclear commercial exchanges.

Here I will stop raising these questions, whose sole purpose is to allow the opening of the discussions in our various working sessions, and to which no doubt we will hear many different replies.

One last point before closing. I would appreciate it if the participants in the session on the international nuclear commercial exchanges I have just mentioned could give their opinion on a particular concept, that of BOT (Build Operate Transfer), which seems very attractive with regard to nuclear power stations, in an area

that contains elements such as a highly 'capitalistic' industry and advanced technology, together with high security restraints.

I should not like to end my speech without thanking those who have been my close collaborators during the preparation of our Conference, namely the members of the programme committee, and in particular the President, Mr. Herbert, and my friend Pierre Strohl, as well as the members of the organising committee, with amongst others the ever-devoted and competent Paul Rocamora, and my colleague Bernard Derche. You will have noted the presence beside me of several women, who I should like to emphasise have helped me with their many skills: Mrs Van Cauter, secretary to our dear departed Secretary General Frédéric Vandenabeele, to whom I pay tribute here before doing so on the occasion of our general assembly; Mrs Pinon, next, of whom I am becoming just a little jealous, as she is getting much more popular than I am. She no doubt deserves it, in view of the pleasant manner she displays to everyone, even towards me, although I think that at times I have been somewhat frenetic these last few months. I should also like to thank my wife, as I think she has also had to endure some ill humour, but I should prefer to thank her after this Conference, for the success of a conference is due to our female and our male companions – yes, there are some now, since women entered the legal profession, and so much the better. How comforting it is indeed for a conference participant, weary with the intellectual effort of the day, to hear his companion talk about the beauty of the monuments, the places of interest and the restaurants, not to mention of course the shops.

I should like to end by expressing my very special thanks to the Vinci team, who have shown a very high degree of professionalism, Vinci that conquered me – and that I hope will conquer you, too -, Vinci that conquered me from the very beginning, as I had the privilege and pleasure of visiting this superb vessel when it was only just emerging from the ground. I think you will discover the proverbial hospitality of this region of Touraine, and that our companions I have just mentioned will also discover it soon in the streets of the region's capital. We shall all be able later to admire some of France's greatest jewels when we visit some of the chateaux.

Ladies and Gentlemen, this Conference is your Conference, and I hope that each one of you will find what he or she has come looking for, namely the bringing together of ideas that promote a sector of the law that underpins technology and progress in many domains.

I declare Nuclear Inter Jura 1997 open.

I now hand over to Mr André-Claude Lacoste, Director of the Nuclear Installations Security Directorate.

Les Travaux de l'AIDN

Workings of INLA

ESSAI DE SYNTHESE DES TRAVAUX PRESENTES AUX CONGRES INTERJURA DE L'A.I.D.N. DE 1973 A 1987

by

Emile Herman HUBERT

1 - INTRODUCTION

Conformément à l'article 3 de ses statuts, l'A.I.D.N créée en 1972 a pour but de promouvoir et de poursuivre dans le cadre international l'étude et la connaissance des problèmes juridiques relatifs aux activités nucléaires pacifiques eu égard à la protection de l'homme et l'environnement, l'échange d'informations entre les membres de l'Association, la coopération scientifique avec d'autres associations ou institutions poursuivant des buts similaires.

L'A.I.D.N compte actuellement 440 membres, de 32 pays et organismes internationaux : son activité essentielle a été l'organisation de congrès bi-annuels depuis 1973, dénommés "interjura ".

Au total 229 rapports émanant d'auteurs de 22 pays et organismes internationaux ont été présentés, auxquels il convient d'ajouter les interventions personnelles, les conclusions de séance ainsi que les recommandations de groupes de travail.

La participation aux congrès a dépassé régulièrement 200 inscrits par congrès.

Il a paru intéressant au conseil d'Administration qu'un membre passe en revu l'ensemble des contributions aux divers congrès et tente d'en faire une synthèse. Il a confié au soussigné ce travail.

Dans la multitude des sujets abordés, nous avons dégagé des " THEMES PRINCIPAUX " qui évidemment interfèrent dans une certaine mesure : il s'agit des aspects juridiques des problèmes qui ont été abordés dans plusieurs, sinon dans tous les congrès : un tableau en annexe donne la répartition par congrès de ces thèmes principaux. Il convient par ailleurs de noter que certains rapports traitent de plusieurs thèmes en se référant à un pays déterminé tandis que d'autres se limitent à un thème sur un plan plus international.

2 - THEMES PRINCIPAUX ET PROBLEMES EVOQUES DANS CHACUN D'EUX

Dix thèmes principaux ont été choisis et indiqués ci après avec simple énumération (fatalement non exhaustive) des questions y évoquées. En parcourant ces éléments, on apercevra aisément les interférences mentionnées plus haut.

Thème n°1

Procédures d'autorisation de construction et exploitation

- choix du site
- autorités habilitées à délivrer les permis successifs
- incidence de la sauvegarde de l'environnement
- consultation du public
- standardisation des équipements et des installations
- installation frontalière : droit national et international
- installation off-shore : droit national et international
- impact des modifications réglementaires en cours d'exploitation
- conflits entre réglementations nucléaires et autres

Thème n°2

Sécurité des installations et non-prolifération

- impact de la normalisation sur la sécurité
- révision des normes de base
- évolution de l'application du traité de non-prolifération

Thème n°3

Commerce et relations contractuelles

- types de contrat fourniture partielle, ou clé sur porte, recherche propriété et diffusion de connaissances
- modifications aux conditions d'exécution imposées par une autorité tierce
- conflits entre autorités administratives, fournisseurs et acheteurs
- discordance entre normes nationales
- brevets et lois anti-trust
- garanties commerciales
- influence de la non-prolifération sur les contrats
- accords bilatéraux, binationaux ou multilatéraux

Thème n°4

Déchets radioactifs

- classification des déchets
- notions de stockages et d'évacuation
- mécanisme de gestion financière et administration à court, moyen et long terme
- choix des sites de stockage et évacuation
- contrôle post-opératoire des sites d'évacuation
- coopération internationale
- information du public
- traitement et conditionnement des déchets

Thème n°5

Déclassement des installations - Durée de vie

- causes de déclassement d'installations industrielles et nucléaires
- autorisation et décision d'office
- procédure de prolongation d'autorisation
- participation du public

Thème n°6

Radioprotection

- révision des normes
- évaluation cout-bénéfice de la réduction des doses
- limite de doses et doses maxima
- impact des directives CEE
- conditions imposées aux personnes ayant subi un dommage pour avoir droit à indemnisation
- principe de causalité, notion de présomption
- travailleurs itinérants
- irradiation des aliments
- biens de consommation naturellement ou artificiellement radioactifs
- formation et diplômes
- réglementation des appareils émettant des radiations
- radiation non-ionisantes

Thème n°7

Responsabilité civile nucléaire

harmonisation et révision des Conventions de Paris et Vienne
- notion d'installation et de site
- objets exclus de la responsabilité de l'exploitant
- cause d'exonération
- pays n'ayant pas ratifié les conventions de Vienne, Paris, Bruxelles et conséquences pour les pays les ayant ratifiées
- montants de couverture, révision périodique et répartition entre assurances, exploitants et Etats
- définition des ayant droit à indemnisation
- attribution prioritaire d'indemnité
- durée de prescription
- causalité des dommages stochastiques et non-stochastiques
- dommages résultant d'actes de violence
- coût des mesures de sauvegarde et répartition entre exploitants et Etats

Thème n°8

Droit de la mer et droit nucléaire

- conditions de circulation dans les eaux territoriales et les ports de pays tiers des navires à propulsion nucléaire ou transportant des matières nucléaires ou transportant des matières nucléaires
- prééminence du droit nucléaire sur le droit de la mer pour les pays ayant adopté les Conventions de Vienne, Paris et Bruxelles
- discordances entre exonérations de Responsabilité civile et limites de couverture dans le droit nucléaire et le droit de la mer
- limites de pollution de la mer par les navires à propulsion nucléaire et par l'évacuation des déchets d'installations terrestres
- le droit de la mer dans le cas d'installations nucléaires côtières off shore en zones côtières, économiques, sur socle et haute mer
- multiplicité des conventions et accords avec divergence de textes et signataires
- transport maritime de substances nucléaires

Thème n°9

Traité de non-prolifération

- interférence entre les contrats Euratom et AIEA
- problématique des explosions nucléaires à but pacifique
- responsabilité de l'AIEA et d'un pays signataire en cas de non-respect du traité
- mesures de sauvegarde contre le sabotage et la diversion
- impact sur le commerce des matières fissiles

Thème n°10

Opinion publique

- crainte de la guerre
- crainte de la pollution en exploitation normale
- crainte des résidus
- crainte des accidents
- opportunité des faire participer le public aux diverses autorisations
- difficultés d'information généralisée sur les avantages et inconvénients des technologies classiques et avancées
- impact de l'opinion publique sur le développement du nucléaire pacifique, et par la voie de conséquences, sur le développement des pays non-industrialisés.

3 - SYNTHESE

Deux formules paraissent possibles :
soit en analysant congrès par congrès les divers thèmes
soit en analysant thème par thème les différents congrès.

(Voir tableau en annexe)

Il nous a paru plus intéressant d'adopter cette deuxième formule pour la facilité du lecteur généralement d'adopter cette deuxième formule pour la facilité du lecteur généralement plus spécialisé dans un ou plusieurs thèmes que dans l'analyse d'un congrès déterminé. La synthèse qui suit s'inspire de cette conception.

On s'étonnera peut-être de ne trouver dans ce rapport aucune référence aux noms d'auteurs de rapports : nous avons préféré faire référence à des Congrès et Sessions repérées ci après respectivement en chiffres arabes et romains car les auteurs parlent souvent en leur nom propre sans couverture officielle des autorités dont il dépendent. En outre, plusieurs thèmes dans le cadre national sont souvent traités dans un même rapport.

A. AUTORISATION

La mise en œuvre de l'Energie Nucléaire pour la promotion d'énergie est nécessairement soumise à des autorisations à délivrer par une autorité publique indépendante des producteurs que ceux-ci soient publics ou privés.

On a coutume de distinguer 3 stades : l'autorisation du site, l'autorisation de construire et l'autorisation de construire et l'autorisation d'exploiter (comprenant aussi le traitement et l'évacuation des déchets et le démantèlement). Ces autorisations sont parfois simultanées, parfois indépendantes (cf. 5 – VI).

Quelques rapports ont abordé la question des modifications de règlements en cours d'exploitation.

Compte tenu de l'impact financier résultant de délais, il convient d'éviter des procédures multiples successives à chaque stade ; l'opportunité de consultation directe di public a été discutée : il semble préférable de la limiter au voisinage de l'installation et à des instances techniques compétentes (cf. 4 – VI). La standardisation des installations et la fixation de valeurs caractéristiques telles que doses acceptables pour le public en exploitation normale et en cas d'incident, impact thermique sur l'environnement "air et eau ", niveaux d'alerte et d'évacuation en cas d'accident, etc., peuvent améliorer la rapidité de décision. Au plan international, des problèmes particuliers résultent de différences entre droits nationaux et sont plus aigus pour les installations frontalières : une collaboration internationale est indispensable mais le perfectionnisme n'est pas opportun et une normalisation internationale intégrale semble utopique (cf. I – II) mais des rapports de sûreté de radioprotection et de responsabilité civile doivent être compatibles (cf. 1 – II et 2 – I) ; l'acquisition à l'amiable ou par expropriation d'utilité publique des terrains du site projeté : les questions d'urbanisme, de développement industriel, d'impact sur l'agriculture ainsi que la multiplicité des administrations compliquent souvent le choix du site (cf. 2 – I) .

Un problème particulier est celui des modifications imposées à l'exploitant en raison des prescriptions nouvelles, en matière de sûreté ; si celles-ci ont effet sur des installations en

service, la question se pose de peser les avantages de sécurité et les charges financières associées et dès lors du recours ou de l'indemnisation éventuelle de l'exploitant (cf. 2 – I).

Des conflits peuvent apparaître entre instances publiques intervenant dans les autorisations en particulier si l'intérêt de l'Etat se heurte à des intérêts régionaux ou locaux : il est dès lors nécessaire de bien préciser qui décide en dernier lieu pour éviter des recours interminables, voire des manifestations hostiles et même l'abandon de projets déjà en cours de construction (cf. 3 – I).
Même dans la CEE, des divergences existent au niveau des autorités qui interviennent dans les décisions : il est manifeste que là où l'autorité centrale est puissante, les procédures sont plus rapides sans pour autant préjudicier les intérêts particuliers.

On a souvent plaidé pour une acceptation par tous les pays des même règles de sécurité et de radioprotection. Des difficultés apparaissent encore actuellement dans le cas de fournitures d'équipement à un pays dont les règles diffèrent de celles du fournisseur (cf. 6 – II).

Une étude très approfondie des possibilités et procédures d'harmonisation a été présentée par un groupe de travail (cf. 7 – I).

Enfin, on s'est intéressé à la comparaison des procédures d'autorisations des centrales nucléaires et des centrales à combustibles fossiles (cf. 8 – I) et on a fait ressortir la sévérité beaucoup plus grande dans le cas du nucléaire.

B. SECURITE

Les domaines essentiels sont :

- Le contrôle en exploitation pour vérifier la conformité avec les conditions de l'autorisation d'exploitation ;
- Les mesures qui peuvent influencer le taux d'utilisation des installations ;
- Les plans d'urgence (cf . 8 – II) ;
- Les actes de malveillance et terrorisme ;
- La formation du personnel (cf. 5 – II) ;
- Le secret industriel.

Un problème qui a été évoqué fréquemment est celui des autorités compétentes dans les trois premiers domaines (cf. 2 – I). Il est évident qu'un organisme de contrôle indépendant de l'exploitant est indispensable, il ne faudrait pas que cet organisme édicte des mesures qui ne tiennent pas compte d'études "coût- bénéfice ". la comparaison suivante fera mieux saisir cet aspect si on veut réduire le nombre et la gravité des accidents d'autos, on pourrait imposer partout une vitesse maximum de 30 Km/h.

Par ailleurs, une coordination est nécessaire entre les autorités responsables de ces contrôles et celles responsables de la sécurité de la nation (cf. 5-V). Les études probalistiques de risque sont destinées à fixer des limites raisonnables aux mesures de sécurité (cf. 6-I et 6-II) . Enfin, une comparaison du financement du "backitting " imposé par l'autorité a été (cf. 2-I). L'AIEA s'est activement intéressée à la prévention des actes de malveillance (cf. 5-V).

Quelles que soient les mesures prises, la sécurité dépend largement du comportement des agents à tous les niveaux, le respect des règles doit être formel sans autant refuser à l'agent l'usage de ses capacités personnelles d'appréciation en cas d'indicent : la limite n'est pas toujours facile à fixer et les exemples ne manquent pas ou l'installation a évité une aggravation ou l'a renforcée.
L'information mutuelle des exploitants à l'échelon national et international est tres utile (cf. 5 –V) .

C. COMMERCE

Le commerce de matières et installations nucléaires est influencé par la diffusion des connaissances, les mesures de sécurité, les problèmes de responsabilité et garanties et garanties associées.

Le transfert des connaissances a fait l'objet de dispositions spéciales tres detaillées dans le traité d'EURATOM à l'AIEA et l'AIEA (cf. 2 – III). La durée des accords et le poids relatif des partenaires sont des éléments caracteristiques. Les éléments transférés peuvent etre materiels et/ ou intellectuels et les rémunérations peuvent etre directes c'est-à-dire forfaitaires ou au pourcentage, ou indirectes, par participation au capital du fournisseur.
Un cas particulier est celui du transfert grace à des societe multinationales

On a fait une distinction entre licence et transfert du knowhow (cf. 5 - I).
La sécurité et les mesures associées peuvent influencer la nature et la porter des contrats, en particulier entre pays ayant adhéré au TNP et les autres ou entre pays ayant adpté des normes de sécurité différentes. Une difficulté réside dans la fixation de qui doit discuter avec les autorités du pays de l'acheteur.

Les coût pouvant résulter de modification de règlements soit dans le pays du fournisseur ou de l'acheteur constituent un point délicat (cf. 3 - I).
Les contrats " clés sur porte " peuvent être limités au bloc nucléaire ou être plus complets : les contrôles associés exigés par le fournisseur sont parfois une obstacle (cf.6 - I), le monopole du fournisseur constitue aussi une difficulté (cf. 3 - I).
Les mesures d'embargo posent des problèmes très particuliers ^ l'égard du droit international et des indemnités y relatives (cf. 4 - I).

Une étude d'ensemble du régime juridique de commerce international nucléaire (cf. 7 - III) a mis en évidence les rôles des organisme internationaux tels le GATT, le CNUCED/ONU, l'Euratom, le COCOM et le COMECON et les différences entre associations et coopération économique avant pays en voie de développement.

Les questions de responsabilité sont particulièrement délicates lorsque le pays récepteur n'a pas adhéré aux conventions de Vienne et Paris (Cf. 9 - III). De nombreux types de contrats ont été signés dans le secteur nucléaire et la tendance est de se rapprocher de ceux du secteur des autres technologies avancées.
Les contrats de recherche peuvent révéler des formes très diverses et une standardisation semble utopique.

Au plan international, le développement de l'énergie nucléaire est influencé par le coût élevé d'investissement et le cout modeste de combustible et par les fluctuations du marché des combustibles fossiles. Un marché nouveau s'ouvre actuellement pour les entretiens et le traitement du combustible irradié (y compris les déchets).

D. DECHETS

Au fil du temps, ce problème a pris de plus en plus d'importance en raison ^ la fois de la quantité croissante de déchets, des difficultés de trouver des sites de stockage et des inquiétudes du public.

Un premier volet est celui de l'origine des déchets, de la définition des déchets, des difficultés de trouver des sites de stockage et des inquiétudes du public.

Le deuxième volet est celui du stockage temporaire opposé à l'évacuation finale en fonction de divers lieux de dépôt au-dessus ou en dessous du sol, sur le fond de la mer ou en dessous du sol sur le fonds marins, dans l'espace, etc.

Une première analyse de ces questions avec une synthèse des solutions envisagées à l'époque apparaît des les congrès d'Aix (cf. 2 –IV).

Une distinction doit être faite entre le stade actif ou les déchets sont manipulés sous contrôle et le stade final ou l'homme n'intervient plus. Le passage d'un stade ^ l'autre implique des conditions techniques de protection de l'environnement mais aussi un passage de la responsabilité de l'exploitant du site de stockage à la communauté nationale ou internationale (cf.4 - IV).

Il est rapidement apparu qu'il était souhaitable sinon nécessaire que l'autorisation d'exploiter une installation susceptible de produire des déchets soit en service normal, soit en cas d'accident, soit en fin d'exploitation ne soit accordée que si des mesures appropriées étaient prévues pour le stockage et/ou l'évacuation des déchets.

Les conventions internationales ne définissent pas clairement les déchets car ils sont englobés dans la notion de "substance nucléaire ". Une question délicate est celle de l'extinction du droit à réparation, en cas de perte involontaire ou de force majeure, de contrôle des substances. La responsabilité de l'exploitant peut être limitée à 10 ans, à 20 ans ou être indéfinie selon les interprétations des conventions internationales (cf. 4-IV)

Peut être acceptable par le public, l'évacuation de déchets devrait dépendre de l'autorité publique qui seule a un caractère de pérennité suffisante : on pourrait y adjoindre la création d'un fond alimenté par l'exploitant ou par l'industrie nucléaire dans son ensemble et géré par l'autorité publique ; la difficulté réside dans la fixation du montant qui couvrirait la gestion normale et surtout les accidents éventuels très rares et à long terme pour ne pas dire quasi-impossibles grâce aux dispositions techniques : tous les pays admettent que le choix d'un site d'évacuation doit dépendre d'une autorité publique mais la situation est moins nette en ce qui concerne la construction et l'exploitation des installations ; l'Etat peut se réserver l'entièreté de l'opération ou les confier éventuellement en tout ou en partie sous contrôle de l'Etat.

Un autre aspect est évoqué en 1981 : à savoir l'interférence des problèmes de déchets contenant des matières fissiles avec ceux de la non-prolifération (cf. 5-IV). Compte tenu des impératifs de radioprotection et d'économie, un choix peut être envisagé entre la dispersion (à faible teneur et durée courte) des déchets dans l'air ou la mer et l'enfouissement terrestre ou sous-marin.

On se heurte aux problèmes d'exploitation des fonds marins ou sous-marins et aux droits y associés (cf. aussi chapitre H du présent rapport).

Le financement du stockage et de l'évacuation des déchets radioactifs a retenu l'attention. Le principe généralement admis est celui de la création par les exploitants de fonds gérés par l'Etat par des versements annuels fonction de l'énergie produite et révisables régulièrement ; il est important de définir dès le départ la nature des dépenses imputables à ce fonds (cf. ;6-V).

La perspective du site d'évacuation soulève certaines questions relatives à l'expropriation et aux droits et obligation de contrôle (cf.6-I).

Bien que les solutions classiques d'évacuation (terrestre et sous-marine) présentent des avantages, on a abordé le problème de l'évacuation hors de l'espace terrestre pour lequel des instruments juridiques existent concernant les matières radioactives placées par l'homme dans cet espace (cf.6-V).

De nombreuses législations nationales ont été édictées fixant les responsabilités des exploitants des Etats ou fédération d'Etats et leurs interférences (cf.6-V).

L'ensemble des problèmes relatifs aux déchets a été repris par un groupe de travail de l'AIDN qui a présenté une synthèse de situations dans divers pays et comportant des recommandations d'harmonisation (cf.8-V).

E. DECLASSEMENT

Le déclassement des installations nucléaires est apparu comme un domaine important à partir du début des années 80, en raison du vieillissement progressif des installations : les juristes sont confrontés à des problèmes d'autorisation (éventuellement d'obligation), à des questions d'ordre financier et de responsabilité civile et assurances. Dès 1983, un rapport a fait le point dans ce domaine aux Etats-Unis et en Europe (cf.6-V).

On retiendra essentiellement que trois niveaux de déclassement ont été codifiés par l'AIEA et que le coût pour le niveau 3 (intégral) peut atteindre de 4 à 15% du coût d'investissement, ce qui, pour une vie de 30 ans, respecte un impact inférieur à 1% sur le prix du kWh.

Le financement doit donc être envisagé longtemps à l'avance et être inclus dans le prix de l'énergie produite : un fonds spécial est nécessaire et sa gestion peut être confiée à l'Etat ou à l'exploitant, chaque formule ayant ses avantages ; en tous cas, les montants doivent être revus régulièrement pour tenir compte du développement de la technique et des variations monétaires. Le cas de déclassement prématuré dû à un accident ou à une perte de rentabilité a retenu l'attention et en particulier l'indemnisation éventuelle de l'exploitant lorsque l'autorité publique modifie les réglementations au cours d'exploitation ou décide unilatéralement l'arrêt d'office d'une installation (cf.8-I).

Une question controversée est celle du moment où l'autorisation et la technique de déclassement doivent être approuvées. Certains associent la licence d'exploitation au permis de déclassement, ce qui apparemment garantit la sécurité ; d'autres préfèrent que le permis de déclassement soit obtenu juste avant cette opération pour tenir compte des progrès de la technique et de l'évolution des coûts. Cette dernière formule semble préférable.

Le choix du niveau de déclassement conditionne non seulement le coût mais aussi la durée de responsabilité directe de l'exploitant.

Le passage du droit nucléaire au droit commun nécessite une étude plus approfondie.

Lors du congrès Inter Nucléar/Jura de 1985, le manque d'harmonisation des procédures est apparu clairement (cf.7-I) malgré les recommandations émises au congrès précédent.

Des recommandations seraient utiles en matière de réhabilitation de sites (cf.6-V).

F. RADIOPROTECTION

Bien avant l'apparition des applications énergétiques de l'atome, les scientifiques avaient compris les risques et avaient, dans le cadre de la CIRP, édicté des codes de protection qui ont été régulièrement révisés en fonction du développement des connaissances scientifiques. Divers problèmes restent néanmoins évoqués parmi lesquels on peut retenir :

a) les bases scientifiques des recommandations et réglementation :

- y a-t-il un seuil en dessous duquel les effets nocifs disparaissent ou même sont remplacés par les effets bénéfiques ?
- quelle est la forme de la courbe dose effet ?
- quelle est l'influence à dose constante de la durée d'exposition ?
- dans quelle mesure y a-t-il réparation pour les doses étalées dans le temps ?

Pour tenir compte des incertitudes, les autorités adoptent des hypothèses volontairement pessimistes.

b) les mesures de doses :

Si pour le personnel des installations nucléaires il est aisé d'enregistrer, donc de contrôler les doses, pour le public, la solution ne peut être trouvée que dans un contrôle des sources et de l'environnement ; des dispositions légales ont été prises dans de nombreux pays mais leur respect exige des contrôles sévères qui doivent être indépendants des usagers de radioéléments.
Le cas de travailleur itinérants a souvent été examiné mais aucune solution satisfaisante n'a été mise au point.

c) Operating licenses

des procédures diverses sont imposées selon le type d'installation et selon les pays (cf. chapitre I ci-dessus).
Les contrôles aux divers stades de réalisation sont un élément primordial de la radioprotection.
Un programme particulier résulte des divergences entre sévérités des réglementations nationales : elles peuvent non seulement constituer une cause de méfiance du public mais aussi des entraves au commerce et à la libre circulation des travailleurs. Ces divergences sont particulièrement nuisibles pour l'exploitation d'installations situées à proximité des frontières et dans les cas d'accidents susceptibles d'affecter des populations de pays voisins (cas de Tchernobyl).

d) Une question délicate est celle de la preuve de l'origine d'un détriment à la santé : connue sous le nom de principe de causalité, elle implique d'une part une connaissance précise des doses reçues et de leur étalement dans le temps mais d'autre part la connaissance d'autres éléments non nucléaires pouvant causer un détriment identique ; il est en effet difficile sinon impossible d'attribuer l'origine d'un cancer par exemple car, dans l'état actuel des connaissances, un cancer dû à irradiation ne se distingue pas d'un cancer dû à d'autres causes. Or, l'indemnisation est basée sur la responsabilité : la justice doit disposer du maximum d'informations pour décider de la cause la plus probable du détriment (cf.1-V) et si la victime relève éventuellement de l'assurance accident de travail ou de l'assurance maladie professionnelles. La notion de " probabilité qualifiée " se situe entre celle de simple probabilité où la demande serait élevée et celle de haute probabilité où il y aurait trop peu de bénéficiaires. Un autre système est celui qui fait intervenir la liste des maladies professionnelles et la présomption de leur causalité. La probabilité comme base d'appréciation de la cause a donc été longuement débattue (cf.8-II).

G. RESPONSABILITE CIVILE

Il s'agit d'un domaine où , très tôt, le droit nucléaire s'est dissocié du droit commun : qu'il suffise de rappeler les principes de conventions internationales de Paris, Vienne et Bruxelles dans lesquelles la responsabilité est objective et limitée dans ses montants et sa durée.

L'harmonisation des conventions internationales a fait l'objet d'interventions fréquentes. Les plafonds d'indemnisation ont souvent été remis en discussion ainsi que leur répartition entre l'exploitant, le pays de l'installation et la contribution internationale.

Des difficultés nombreuses apparaissent en pratique parmi lesquelles on retiendra :

- le cas d'un accident survenu à une installation dans un pays n'ayant pas adhéré à l'une ou l'autre des conventions et entraînant des conséquences dans des pays voisins ayant adhéré à ces conventions ;
- le cas du transit à travers un pays n'ayant pas adhéré aux conventions ;
- la notion du détenteur de matières radioactives ;
- les interfaces entre droit nucléaire et droit de mer ;
- la définition du site quand plusieurs installations sont situées sur le même domaine et dépendent ou non su même exploitant (cf.4-V) ;
- l'impact des mesures d'urgence sur la responsabilité civile (cf.4-V) ;
- la responsabilité pénale eu égard à la responsabilité civile (cf.6-II) ;
- la responsabilité civile en cas de matières radioactives détournées (cf.5-VI) ;
- les liaisons entre responsabilité civile et radioprotection (cf.7-II) ;
- la responsabilité en cas de catastrophes naturelles ou d'actes de terrorisme (cf.8-II) ;

Dans chacune de ces questions, les rapporteurs se sont efforcés de donner des réponses mais les divergences de réglementation et de jurisprudence entre pays et l'impact de l'opinion publique rendent une harmonisation bien difficile. Une cas particulier est celui de l'exclusion de responsabilité de l'exploitant sur l'installation et les biens se trouvant sur le site (cf.1-I).

H - DROIT DE MER

Des difficultés ont été signalées dès le premier congrès, résultant de discordances entre le droit maritime général résultant de la Convention de Bruxelles 1971 et le droit nucléaire codifié par les conventions de Paris, Vienne et Bruxelles. En effet, le droit de la mer implique la preuve de la faute et l'exonération du transporteur en son absence. En règle générale, on tend à admettre une primauté du droit nucléaire sur le droit maritime (cf.1-II). Des problèmes se posent dans le cas du transport de matières radioactives et dans l'exploitation d'installations offshore ainsi que dans le cas particulier de navires à propulsion nucléaire.

En outre, les limites de responsabilité du propriétaire du navire sont basées sur le tonnage et semblent indépendantes du type de propulsion. Le problème de pollution accidentelle de la mer et de pollution concertée (déversement, immersion) a nécessité des définitions des niveaux de pollution qui mettent en cause la responsabilité civile nucléaire.

En matière d'installations offshore, une distinction a été faite : il ne s'agit ni d'îles, ni de navires et la zone d'implantation influence la responsabilité des états riverains (cf.1-II, 2-II).

Bien qu'il s'agisse plutôt d'une question relative aux résidus, il convient de signaler que la Convention de Genève sur la haute mer en 1958 prévoyait déjà une recommandation pour éviter la pollution de la mer par les déchets radioactifs. La Convention de Londres sur le rejet en mer, adoptée en 1972 et ratifiée en 1975, traite de tous déchets et définit trois catégories de matériaux : pour ceux de la catégorie II, il est prévu un permis spécial et l'AIEA a classé les déchets radioactifs dans cette catégorie (cf.6-V).

I - LE TRAITE DE NON PROLIFERATION

Ce traité, signé en 1968 et en vigueur depuis 1970, consacre les travaux antérieurs de l'AIEA dans le contrôle de non prolifération et confirme le rôle lui attribué dans les statuts.

Dès le début, on dut veiller à ce que les contrôles soient effectués de manière à garantir la non prolifération mais sans interférer ou gêner le développement technologique des pays récepteurs et assurer une protection adéquate de la confidentialité industrielle.

Comme l'EURATOM devait, en vertu de son traité, aussi veiller au caractère pacifique des applications faites grâce à son intervention, on s'aperçut que des duplications étaient possibles et des négociations laborieuses avec l'AIEA furent entreprises et menées à bien dès 1973.

Dans cet arrangement, on distingue ce qui relève respectivement des pays industriels de la Communauté et de l'AIEA. Une particularité est que ces deux organisations internationales qui ne sont pas signataires du Traité de non prolifération ont conclu un accord sur son application dans les pays signataires.
En pratique, la Communauté effectue les mesures et l'AIEA s'assure qu'il n'y a pas eu de diversion.

Une difficulté d'application est celle des explosions nucléaires à usage pacifique car les matières et techniques mises en œuvre sont très voisines de celles requises pour les applications militaires : la différence n'apparaît que dans le but escompté. A ce point de vue, si le TNP exclut toute explosion pour les signataires non détenteurs de l'arme, le Traité de Tlatelolco n'exclut que les armes.

Afin de ne pas priver les pays non détenteurs des avantages industriels d'explosions pacifiques, une solution consiste à ce que les pays détenteurs puissent aider les autres en contrôlant rigoureusement les applications (cf.1-IV).

La prolifération horizontale (de pays à pays) a été très réduite grâce à la ratification du Traité de non prolifération par plus d'une centaine de pays même si la prolifération verticale (intérieure à un pays) est importante.

Le transfert de technologies à des pays non politiquement stables ou à des pays en voie de développement à gouvernement dictatorial présente des risques certains.
Par ailleurs, une révision du Traité de non prolifération a été recommandée, dans laquelle l'interdiction des armes atomiques serait alignée sur celle des armes bactériologiques (cf. .7-I).

Enfin le Traité implique que les pays prennent les mesures adéquates pour éviter les actes de terrorisme, notamment dans les transports de matières sensibles (cf.4-II).
Actuellement, l'évolution des relations Etats-Unis – URSS permet d'espérer que la limitation de certaines armes conventionnelles facilitera la généralisation du TNP, voire une interdiction même des armes chimiques.

J. L'OPINION PUBLIQUE

Malgré les avantages du recours à l'énergie nucléaire généralement reconnus (prix de revient plus faible, sécurité satisfaisante, impact écologique moindre), il s'est développé dans l'opinion publique une opposition assez notable. La cause essentielle semble résider dans l'ambiguïté entre applications pacifiques et militaires et cela malgré le TNP.

L'opinion publique est par ailleurs très sensible à l'influence des médias et ces derniers ont toujours une tendance à privilégier des informations de nature pessimiste voire catastrophique (cf. .5-III).

Il incombe dès lors aux utilisateurs de radioéléments (énergie et radio-isotopes à usages divers) d'informer le public d'une part sur la nature et les risques réels de ces techniques ainsi que sur les moyens de protection mis en œuvre et d'autre part sur les avantages obtenus pour le bien-être de l'humanité.

Divers procédés ont été mis en œuvre parmi lesquels les exposés, les articles de vulgarisation et les visites d'installations ont un certain effet mais la complexité scientifique est difficilement accessible au public et exige souvent des simplifications dans lesquelles il faut éviter des distorsions.
Une action qui semble profitable est l'information au niveau scolaire.

Les enquêtes constituent un test intéressant pour autant qu'elles soient impartiales et s'adressent à une population suffisamment diversifiée géographiquement et professionnellement (cf.3-II) mais on constate généralement que les opposants votent plus massivement que les partisans (cf.5-III).

Les autorisations sont souvent soumises à des consultations populaires et cela entraîne des conflits de compétence et des délais parfois importants ayant un impact financier non négligeable. Par ailleurs, la consultation de populations étrangères limitrophes de pays de l'installation suscite aussi des problèmes : en général, dans ce cas, la consultation est limitée au pays plutôt qu'aux personnes (cf.5-III).

Une solution intéressante réside dans l'aide sociale et financière aux régions où on envisage une installation mais elle doit être associée à une information en profondeur pour ne pas être perçue comme vénale.

Enfin, l'accident de Tchenobyl, qui a suscité des inquiétudes, voire des paniques dans des régions éloignées, a montré que le public était mal informé et que les autorités prenaient des mesures divergentes selon les pays pour des niveaux d'exposition très réduits. Malgré cet effet négatif, il y a eu un effet positif, à savoir l'établissement d'un système d'information internationale et d'une assistance au plan international en cas d'accident (cf.9-VI).

4 - QUELQUES CONCLUSIONS

Le lecteur sera frappé par la grande diversité des questions abordées et comprendra qu'il serait présomptueux de vouloir tirer des conclusions d'ensemble.

Néanmoins, il nous a paru que quelques idées-forces se dégageaient de cette synthèse.

Tout d'abord, et cela a été dit dès le premier congrès, les juristes et les ingénieurs doivent baser leurs relations sur la bonne foi et la compréhension mutuelle.
Des dispositions juridiques ne peuvent être établies en général qu'après la mise au point des questions techniques car il serait vain d'édicter des règles inapplicables en pratique mais elles doivent constituer un code de bonne pratique obligatoire pour les techniciens.

Le caractère international des applications de l'énergie nucléaire implique que les normes, les règlements et dispositions doivent être sinon uniformes, au moins analogues et harmonisés : le but des congrès inter nucléar/Jura est de faciliter les comparaisons, dégager les divergences et leurs effets éventuels puis de suggérer aux autorités nationales et internationales les mesures appropriées pour s'approcher d'un idéal qui ne sera jamais atteint en raison de la spécificité même des problèmes et des hommes impliqués.

DRAFT SUMMARY OF THE WORK PRESENTED TO THE INTERJURA CONFERENCE OF THE I.N.L.A. FROM 1973 TO 1987

by

Emile Herman HUBERT

1 - INTRODUCTION

According to article 3 of its statutes, the purpose of the I.N.L.A., which was founded in 1972, is to promote and continue, in an international context, the study and knowledge of legal problems relative to peaceful nuclear activities in view of the protection of mankind and the environment, the exchange of information among members of the association and scientific cooperation with other associations or institutions which have similar objectives.

At present, the I.N.L.A. has 440 members from 32 countries and international organizations: its main activity is the organization of the biannual "Interjura" congress which has been held since 1973.

In total, 229 reports from authors from 22 countries and international organizations have been presented, not to mention personal interventions, conclusions of the meeting and recommendations made by working groups.

The congress regularly has more than 200 participants.

The Board of Directors thought that it would be interesting for a member to review all the contributions to the different congresses and to produce a summary. This task was entrusted to the undersigned.

Among the many subjects tackled, we have singled out the "MAIN THEMES" which obviously overlap to a certain extent: they are the legal aspects of the problems which were tackled at several, not to say all, of the congresses. A table in the appendix gives a breakdown of these main themes per congress. It should be noted that certain reports deal with several themes and refer to a determined country while others are limited to a theme on a more international level.

2 - MAIN THEMES AND PROBLEMS MENTIONED IN EACH OF THEM

Ten main themes were chosen and are indicated hereafter with a simple numbering (obviously not exhaustive) of the questions mentioned. An examination of these elements clearly shows the overlapping mentioned previously.

Theme no. 1:

Procedures for the construction and operating licenses

- choice of site
- authorities authorized to issue successive licenses
- effect of environmental protection
- consultation of the public
- standardization of equipment and installations
- border installations: national and international law
- off-shore installation: national and international law
- impact of changes in regulations during operation
- conflicts between nuclear regulations and other regulations

Theme no. 2:

Safety of installations and non-proliferation

- impact of standardization on safety
- revision of basic standards
- development of application of the non-proliferation treaty

Theme no. 3:

Trade and contractual relations

- types of contracts: partial supply, turnkey, search for ownership and know-how transfer
- modification of execution conditions imposed by a third party authority
- conflicts between authorities, suppliers and buyers
- differences between national standards
- patents and anti-trust laws
- commercial guarantees
- influence of non-proliferation on contracts
- bilateral, bi-national or multinational agreements.

Theme no. 4:

Radioactive waste

- classification of waste
- storage and evacuation concepts
- short, medium and long-term financial management and administration mechanisms
- choice of storage and evacuation sites
- post-operation supervision of evacuation sites
- international cooperation
- public information
- treatment and packaging of waste

Theme no. 5

Decommissioning of installations - Lifetime

- causes of the decommissioning of industrial and nuclear installations
- licensing and routine decision
- license extension procedure
- public participation

Theme no. 6

Radiation protection

- revision of standards
- evaluation of the cost-benefit of reducing doses
- dose limits and maximum doses
- impact of EEC directives
- conditions imposed on injured persons in order to obtain compensation
- principle of causality and concept of presumption
- itinerant workers
- irradiation of food
- consumer goods that are naturally or artificially radioactive
- training and diplomas
- regulations governing apparatus which emit radiation
- non-ionizing radiation

Theme no. 7

Nuclear liability

- harmonization and revision of the Paris and Vienna Conventions
- concept of installation and site
- objects excluded from the operator's liability
- causes of exoneration
- countries which did not ratify the Vienna, Paris or Brussels Conventions and the consequences for the countries which ratified them
- amounts of cover, periodic revision and sharing among insurance companies, operators and states,
- definition of the beneficiaries of compensation
- priority awarding of compensation
- statute of limitations
- causality of stochastic and non-stochastic damage
- damage resulting from acts of violence
- cost of safety measures and sharing between operators and states.

Theme no. 8

Sea law and nuclear law

- conditions of navigation in territorial waters and in the ports of third party countries of nuclear powered ships or ships carrying nuclear materials.
- pre-eminence of nuclear law over sea law for countries which signed the Vienna, Paris and Brussels Conventions
- discordance between the exoneration of civil liability and the cover limits in nuclear law and sea law
- sea pollution limits for nuclear powered ships and for the evacuation of waste from terrestrial installations
- sea law in the case of off-shore nuclear installations or those in coastal or economic zones, on platforms and at sea
- the multiplicity of conventions and agreements with differences in terms of texts and signatories,
- maritime transportation of nuclear substances

Theme no. 9

Non-proliferation treaty

- interference between Euratom and IAEA contracts
- problematics of nuclear explosions for peaceful purposes
- responsability of the IAEA and a signatory country in the case of non-respect of the treaty
- security measures to prevent sabotage and diversion
- impact on the fissile materials trade

Theme no. 10

Public opinion

- fear of war
- fear of pollution during normal operation
- fear of waste
- fear of accidents
- the opportunity to let the public participate in various licensing procedures
- the difficulties of general information concerning the advantages and disadvantages of classic and advanced technologies
- the impact of public opinion on the development of peaceful nuclear and, consequently, on the development of non-industrialized countries

3 - SUMMARY

There were two possible formulas:
either an analysis of the various themes, congress by congress
or an analysis of the different congresses, theme by theme.

(refer to the table in the appendix)

We considered that it would be interesting to choose the second formula in order facilitate matters for the reader who is generally more specialized in one or more themes than in the analysis of a determined congress.

It might be considered surprising that, in this report, no reference is made to the names of the authors of the reports. We preferred to refer to the Congresses and the Sessions, respectively referenced in Arabic and Roman numerals hereafter, since the authors often speak in their own name without any official cover from their authorities. In addition, several themes in the national context are often dealt with in the same report.

A. LICENSING

The use of Nuclear Energy for the promotion of energy is necessarily subject to licenses issued by a public authority independent from the producers whether the latter are publicly or privately owned.

Three stages are often singled out: the site licensing, the building permit and the operating license (which also includes the treatment and evacuation of waste and dismantling). These licenses are sometimes simultaneous and sometimes independent (cf. 5 - VI).

Some reports have tacked the question of the modification of regulations during operation.

In view of the financial impact resulting from deadlines, multiple successive procedures at each stage should be avoided; the advisability of the public being consulted directly has been discussed. It would appear preferable to limit the consultation to the neighbourhood of the installation and to competent technical organizations (cf. 4 - VI). The standardization of installations and the determination of characteristic values like doses that are acceptable for the public in normal operation and in the case of an incident, the thermal impact on the "air and water" environment, the alert level and the evacuation level in the case of an accident, etc. can improve the speed of decision-making. At international level, particular problems result from differences between national laws which are even more complicated in the case of border installations. International cooperation is vital but perfectionism is not advisable and integral international standardization appears to be utopian (cf. 1 - II) but radiation protection safety and civil liability ratios should be compatible (cf. 1 - II and 2 - I): conciliatory acquisition or the public utility expropriation of land for the planned site; questions concerning town planning, industrial development and the impact on agriculture as well as the multiplicity of authorities often complicate the choice of site (cf. 2 - I).

One particular problem is that of the changes an operator has to make because of new safety regulations. If these modifications have an effect on installations in service, there is the question of the advantages of the safety measures and the associated financial costs, not to mention the consequence of recourse by the operator and the possible payment of compensation (cf. 2 - I).

Conflicts can appear between the interests of public authorities involved in the licensing procedures, especially when the interests of the state clash with local or regional interests. In this case, it is necessary to clearly indicate who makes the final decision in order to avoid long legal disputes or even hostile demonstrations or the abandonment of projects already in the course of construction (cf. 3 - I).

Even in the EEC, there are differences at the level of the authorities involved in decision-making. It is clear that where the central authorities are powerful, the procedures are faster, without being prejudicial to particular interests all the same.

There have often been pleas for all countries to accept the same safety and radiation protection rules. At present, difficulties still appear in the case of the supply of equipment to a country whose rules are different from those of the supplier (cf. 6 - II).

An in-depth study of the harmonization possibilities and procedures was presented by a working group (cf. 7 - I).

Finally, we compared the licensing procedures for nuclear power stations and those for fossil fuel power stations (cf. 8 - I). It is obvious that the procedures are much more strict in the case of nuclear.

B. SAFETY

The main fields are:

- supervision during operation in order to check compliance with the authorized operating conditions,
- the measures which can influence the rate at which installations are used
- emergency plans (cf. 8 -II)
- malicious damage or terrorist attacks
- staff training
- industrial secrecy.

One problem which was mentioned frequently is that of authorities which are competent in the first three fields (cf. 5 - II) and the interference with other jurisdictions (cf. 2 - I). It is obvious that the organization in charge of supervision should be independent from the operator and that the organization in question should not lay down measures which do not take the "cost-profit" study into account. The following comparison will give a better example of this aspect: if we want to reduce the number and seriousness of car accidents, we could impose a speed limit of 30 km per hour.

Coordination is necessary between the authorities in charge of this supervision and those in charge of national security (cf. 5 - V). Risk probability studies are intended to determine the reasonable limits of safety measures (cf. 6 - I and 6 - II). Finally, a comparison of the financing of "backfitting" imposed by the authorities was discussed (cf. 2 - I). The IAEA is actively interested in the prevention of malicious damage (cf. 5 - V).

Regardless of the measures taken, safety largely depends on the behaviour of staff. The rules should be formally respected at all levels without staff being prevented from using their personal appreciation abilities in the case of an incident. It is not always easy to set a limit and there are many examples of cases where the installation prevented the situation getting worse, or the opposite.

It is very practical for operators to keep each other informed at national and international level (cf. 5 - V).

C. TRADE

The nuclear installations and materials trade is influenced by the spread of knowledge, safety measures, liability problems and the associated guarantees.

Know-how transfers are covered by special measures which were clearly defined in the EURATOM *treaty at the* NEA *and the* IAEA (*cf.* 2 - III). *The length of agreements and the relative influence of the partners are characteristic elements. The elements transferred may be material and/or intellectual and the remuneration may be direct (meaning a contractual amount or a percentage) or indirect (through participation in the supplier's capital).*
One particular case is that of a transfer through multinational companies (*cf.* 4 - I).

A distinction is made between a license and a know-how transfer (*cf.* 5 - I). *Safety and the associated measures may influence the type and scope of contracts, in particular between countries which signed the* NPT *and other countries, or between countries which have adopted different safety standards. Once difficulty is that of deciding who will be in charge of the discussions with the authorities of the buyer country.*

The costs which may result from changes in the regulations, either in the country of the supplier or that of the buyer, can constitute a delicate point (*cf.* 3 - I).
So called "turnkey" contracts may be limited to the nuclear bloc or be more comprehensive. The associated supervision demanded by the supplier is sometimes an obstacle (*cf.* 6 - I) *and the monopoly of the supplier also constitutes a difficulty* (*cf.* 3 - I).
Embargoes raise very particular problems in regard to international law and associated compensation (*cf.* 4 - I).

A fully study of the legal system for international nuclear trade (*cf.* 7 - III) *highlighted the roles of international organizations like* GATT, CNUCED/UNO, *Euratom,* COCOM *and* COMECON *and the differences between associations and economic cooperation with developing countries.*

Questions of liability are particularly delicate when the receiving country has not signed the Vienna and Paris *Conventions* (*cf.* 9 - III). *Many types of contract have been signed in the nuclear sector and these contracts increasingly resemble those of other advanced technology sectors.*
Research contracts may take very different forms and standardization would appear to be utopian.

At international level, the development of nuclear energy is influenced by the high cost of the investment, the low cost of fuel and the fluctuations of the fossil fuel market.
A new market is appearing at present for the maintenance and treatment of irradiated fuel (including waste).

D. WASTE

Through time, this problems has become more and more important due to the increasing amount of waste, the difficulty of finding storage sites and the worries of the public;

The first part is that of the origin of waste, the definition of waste and its classification in terms of its physical form and activity (*cf.* 6 - II *and* 6 - V).

The second part is that of temporary storage as opposed to final evacuation in terms of the various storage sites on ground level or underground, in the ocean or on the sea bed, in space etc.

An initial analysis of these questions along with a summary of the solutions envisaged appeared at the time of the Aix congress (cf. 2 - IV).

A distinction should be made between the active stage when waste is handled under supervision and the final stage when there is no longer any human intervention. The switch from one stage to the other implies technical conditions for protection of the environment as well as a transfer of liability from the operator of the storage site to the national or international community (cf. 4 - IV).

It rapidly appeared desirable, if not necessary, that the license to operate an installation liable to produce waste - either in normal service or in the case of an accident or at the end of operation - should only be granted if the appropriate measures were planned for the storage and/or evacuation of waste.

International conventions do not give a clear definition of waste since it is included in the concept of "nuclear substances". One delicate question is that of the loss of the right to compensation in the case of accidental loss, force majeure, or supervision of the substances. The liability of the operator may be limited to 10 or 20 years or may be indefinite depending on the interpretation of international conventions (cf. 4 - IV).

To be acceptable by the public, waste evacuation should be done by the authorities since they are the only ones who have a sufficient character of timelessness. There could also be the creation of a fund into which money would be paid by the operator or the nuclear industry as a whole, managed by the authorities. The difficulty is that of determining the amount which would cover normal management and, especially, the cases of accidents, which are very rare or take place in the long term, although such events are practically impossible due to the technical provisions. All countries admit that the choice of an evacuation site should be the responsibility of the public authorities but the situation is not so clear as regards the construction and operation of installations. The state may choose to remain responsible for the entire operation or may decided to subcontract it, in whole or in part, under state supervision.

Another aspect was mentioned in 1981: the interference of problems of waste containing fissile material with those of non-proliferation (cf. 5 - IV). In view of the imperatives of radiation protection and cost savings, a choice could be envisaged between dispersion of waste in the air (at low strength over short periods) or in the sea, and that of burying waste underground or undersea.

This brings up the problem of using the sea or ocean bed and the associated laws (also see chapter H of this report).

The financing of storage and the evacuation of radioactive waste were studied. The generally accepted principle is that of the creation, by the operators, of a fund managed by the State. This takes the form of annual payments, made in terms of the energy produced, which are revised regularly. It is important to define, at the outset, the type of costs chargeable to this fund (cf. 6 - V).

The prospect of an evacuation site raises certain questions relative to expropriation and the rights and obligation of supervision (cf. 6 - I).

Although conventional evacuation solutions (land and undersea) present advantages, the problem of evacuation in outer space was examined. In this respect, there are legal instruments concerning radioactive materials placed in space by man (cf. 6 - V).

A considerable amount of national legislation has been drawn up to determine the liability of operators and States, or federations of states, and their interference (cf. 6 - V).

All the problems relative to waste were examined by an INLA working group which presented a summary of the situations in various countries along with harmonization recommendations (cf. 8 - V).

E. DECOMMISSIONING

The decommissioning of nuclear installations became an important matter at the start of the eighties due to the gradual ageing of installations. Legal experts are faced with licensing problems (and possible obligation problems) as well as those concerning finance, civil liability and insurance. In 1983, a report summarized the situation in the USA and Europe (cf. 6 - V).

Generally speaking there are three levels of decommissioning defined by the IAEA. The cost for level 3 (integral) can reach 4 to 15% of the investment cost. For a lifetime of 30 years, this represents an impact of less than 1% of the price per kWh.

Finance should be considered well in advance and should be included in the price of the energy produced. A special fund is necessary and its management could be entrusted to the State or the operator. Each formula has its advantages. In any event, the amounts should be revised regularly to take into account the development of the technique and monetary fluctuations. The case of premature decommissioning due to an accident or a loss of profitability was studied, in particular the possible payment of compensation to the operators when the public authority changes the regulations during operation or unilaterally decides to shut down an installation (cf. 8 - I).

One controversial question is that of the moment when the licensing and the decommissioning techniques have to be approved. Some associate the operating license and the decommissioning license, which apparently guarantees safety. Others prefer the decommissioning license to be obtained before the operation in order to take into account any progress made in the technique and changes in costs. The second formula would appear to be preferable.

The choice of the decommissioning level conditions not only the cost but also the duration of the operator's direct liability.

The switch from nuclear law to common law needs to be studied in more detail.

At the 1986 Nuclear Interjura Congress, the lack of harmonization of procedures was obvious (cf. 7 - I) despite the recommendations made at the previous conference.

Recommendations would be useful in matters of site rehabilitation (cf. 6 - V).

F. RADIATION PROTECTION

Long before the appearance of atomic energy applications, scientists had understood the risks of radiation and, in the context of the ICRP, laid down protection codes which were regularly revised in terms of the development of scientific knowledge.

Nevertheless, various problems are still mentioned, including:

a) The scientific bases of recommendations and regulations:

- is there a threshold under which the harmful effects disappear or are even replaced by beneficial effects?
- what is the shape of the dose effect curve?
- what is the influence of the exposure time for a constant dose?
- to what extent is there any compensation for doses spread through time?

The authorities deliberately chose pessimistic hypotheses in order to take doubts into account.

b) Measurement of doses

Although it is easy to record and monitor the doses for staff in nuclear installations, for the public the solution can only found be found in the monitoring of sources and the environment. Legal steps have been taken in many countries but their respect requires strict checks which may be independent from the users of radioelements.
The case of itinerant workers has been examined on many occasions but no satisfactory solution has been found.

c) Operating licenses

Various procedures are imposed depending on the type of installation and the country (cf. chapter I heretofore).
Verifications at the various stages of construction are a primordial element of radiation protection.
A particular programme results from the differences in terms of the strictness of national legislation. This may not only make the public wary but can also hinder trade and the free circulation of workers. These differences are particularly harmful for the operation of installations located near borders and in the case of accidents liable to affect the population of neighbouring countries (case of Chernobyl).

d) One delicate question is that of proof of the origin of something that is detrimental to health. This is known as the principle of causality. It requires specific knowledge of the doses received and their spread through time as well as knowledge of other non-nuclear elements which can cause an identical detriment. It is difficult, if not to say impossible, to attribute the origin of a cancer, for example, since, in terms of the current state of knowledge, no distinction can be made between a cancer due to irradiation and a cancer due to other causes.

Yet compensation is based on liability. The courts must have the maximum amount of information in order to decide what is the most probable case of the detriment (cf. 1 - V) and if the victim is covered by work accident insurance or professional disorders insurance. The concept of "qualified probability" is located between that of simple probability, with a large amount of claims, and that of high probability where there are too few beneficiaries; Another system involves a list of professional disorders and the presumption of their causality. Probability as a base for appreciating the cause has therefore been discussed in length (cf. 8 - II).

G. NUCLEAR LIABILITY

This is a field where nuclear law was very quickly dissociated from common law. Suffice to recall the principles of the Paris, Vienna and Brussels conventions in which liability is objective and is limited in terms of amounts and time.

The harmonization of international conventions has been the subject of frequent interventions. The compensation limits have often been rediscussed along with their sharing between the operator and the country of the installation, as well as the international contribution.

In practice, numerous difficulties appear, of which the following could be mentioned:

- *the case of an accident which takes place in an installation in a country which has not signed any of the conventions, leading to consequences in countries which signed the said conventions,*
- *the case of transit through a country which has not signed the conventions*
- *the concept of the holder of radioactive material*
- *the interfaces between nuclear law and sea law*
- *the definition of the site when several installations are located in the same field and depend on the same operator or not (cf. 4 - V)*
- *the impact of emergency measures on civil liability (cf. 4 - V)*
- *penal liability in view of civil liability (cf. 6 - II)*
- *civil liability in the case of misappropriation of radioactive materials (cf. 5 - VI)*
- *links between civil liability and radiation protection (cf. 7 - II)*
- *liability in the case of natural disasters or acts of terrorism (cf. 8 - II)*

In each of these questions, the reporters have tried to provide answers but the differences in regulations and jurisprudence between countries and the impact of public opinion make harmonization very difficult. A particular case is that of the exclusion of the operator's responsibility for the installation and the property located on the site (cf. 1 - II).

H - SEA LAW

Difficulties were pointed out at the first congress, due to discordance between general sea law resulting from the 1971 Brussels Convention and the nuclear law codified by the Paris, Vienna and Brussels Conventions. Sea law implies proof of fault and exoneration of the carrier in its absence. In general, there is a tendency to admit the precedence of nuclear law over sea law (cf. 1 - II). Problems arise in the case of the transportation of radioactive materials and in the operation of off-shore installations as well as the particular case of nuclear powered ships.

In addition, the limits on the liability of the ship owner are based on the tonnage and seem to be independent from the type of propulsion. The problem of the accidental pollution of the sea and concerted pollution (discharging, immersion) required definitions of the levels of pollution which bring nuclear liability into question.

In matters of off-shore installations, a distinction should be made: these are not islands or ships and the installation zone influences the liability of neighbouring states (cf. 1 - II, 2 - II).

Although the question is more relative to waste, it should be pointed out that the 1958 Geneva Convention on the high seas already envisaged a recommendation in order to avoid the sea being polluted by radioactive waste. The London Convention on discharging into the sea, which was adopted in 1972 and ratified in 1975, deals with all waste and defines three categories of materials: for those of category II, there is a special license and the IAEA classified radioactive waste in this category (cf. 6 - V).

I - NON-PROLIFERATION TREATY

This treaty, which was signed in 1967 and has been in force since 1970, consecrates the previous work of the IAEA in the control of non-proliferation and confirms the role which is attributed to it in the articles of incorporation.

From the outset, it was necessary to ensure that supervision was done in a way that would guarantee non-proliferation, but without interfering with or hindering the technological development of receiver countries, and ensuring suitable protection of industrial secrecy;

Since, in terms of its treaty, Euratom also had to ensure the peaceful character of applications through its intervention, it was noted that there was a possibility of duplication; laborious negotiations started and were completed in 1973.

In this arrangement, a distinction is made between what is respectively the responsibility of the industrial countries of the Community and the IAEA. One particularity is that these two international organizations did not sign the non-proliferation treaty but signed an agreement concerning its application in the signatory countries.
In practice, the Community does the measurements and the IAEA makes sure there is no diversion.

One application difficulty is that of nuclear explosions for peaceful purposes since the materials and techniques used are very similar to those required for military applications. The difference only appears in the objective. From this viewpoint, although the NPT excludes any explosion for signatories are not nuclear powers, the Treaty of Tlatelolco only excludes weapons.

To avoid country, which is not a nuclear power, being deprived of the industrial advantages of peaceful explosions, one solution consists of enabling countries that are nuclear powers to aid other countries by strictly controlling the applications (*cf.* 1 - IV).

Horizontal proliferation (from one country to another) has been considerably reduced thanks to ratification of the non-proliferation treaty by more than a hundred countries, even though vertical proliferation (inside a country) is considerable.

Technology transfers to countries which are not politically unstable or developed countries which have a dictatorship present certain risks.
A revision of the non-proliferation treaty was recommended in which the ban on atomic weapons would be brought into line with that of bacteriological weapons (*cf.* 7 - I).

Finally, the Treaty implies that the countries take suitable steps to avoid acts of terrorism, particularly as regards the transportation of sensitive materials (*cf.* 4 - II).
At present, the change in the relations between the USA and the USSR raises hopes that the limiting of certain conventional weapons will facilitate the generalization of the NPT or even a ban on chemical weapons.

J. PUBLIC OPINION

Despite the advantages of the use of nuclear energy, which are generally acknowledged (lower cost price, satisfactory safety, less ecological impact), a considerable level of opposition has developed in public opinion. The main cause seems to be in the ambiguity between peaceful and military applications, despite the NPT.

And public opinion is very sensitive to the influence of the media since the latter tend to prefer news that is pessimistic or even catastrophic (cf. 5 - III).

Therefore, it is up to the users of radioelements (energy and radioisotopes for various uses) to inform the public concerning the types and the real risks of these techniques as well as the means of protection used and the advantages obtained for the well-being of humanity.

Various procedures have been used, of which speeches, information articles and visits to installations have a certain effect. But the scientific complexity is difficult to grasp by the public and often requires simplifications in which distortions should be avoided.
One action which seems to be beneficial is information at school level.

Surveys of the public are a interesting test as long as they are impartial and concern a population that is sufficiently diversified from the geographic and professional viewpoint (cf. 3 - II). But, in general, it has been noted that opponents vote more massively than partisans (cf. 5 - III).

Operating licenses are often subject to public consultation and this leads to conflicts of competence and delays that are sometimes considerable, with a substantial financial impact. The consultation of foreign populations in neighbouring countries also raises problems. In general, in this case, the consultation is limited to countries rather than persons (cf. 5 - III).

An interesting solution is social and financial assistance for regions where an installation is planned. But this should be associated with in-depth information so that it is not viewed as venal.

Finally, the Chernobyl accident, which raised doubts or even provoked panic in far-off regions, showed that the public was badly informed and that the authorities took diverging measures from one country to another for very limited exposure levels. Despite this negative effect, there was a positive effect, namely the establishment of an international system for information and assistance at international level in the event of an accident (cf. 9 - VI).

4 - SOME CONCLUSIONS

The reader will have noted the great diversity of the questions tackled and will understand that it would be presumptuous to attempt to draw any overall conclusions.

Nevertheless, we considered that some main lines could be singled out in this summary.

First of all, and this was said at the first congress, legal experts and engineers should base their relations on good faith and mutual comprehension.
In general, legal provisions cannot be established until the technical matters have been settled since there would be no point in laying down rules that could not be applied in practice. They should constitute a code of good conduct that is compulsory for technicians.

The international character of the applications of nuclear energy implies that if standards, regulations and provisions cannot be standardized, they should at least be analogous and harmonized. The purpose of the Nuclear Interjura congresses is to facilitate comparisons, reveal differences and their possible effects then suggest appropriate measures to national and international authorities in order to get closer to an ideal which will never be reached due to the very specific character of the problems and the men involved.

Annexe

Congrès –*Congresses* Sujets - *Topics*	1973 Karlsruhe	1975 Aix-en-Provence	1977 Florence	1979 Buenos Aires	1981 Palma de Mallorca	1983 San Francisco	1985 Constance	1987 Anvers
Autorisations – *Licensing*	X	X	X	X	X	X	X	X
Sécurité - *Safety*					X	X		X
Commerce - *Trade*		X	X	X	X	X	X	X
Déchets - *Waste*		X		X	X	X		X
Déclassement - *Decommissioning*						X	X	X
Radioprotection	X	X	X	X		X	X	X
RCN et Assurances – *Nuclear Liability*	X		X	X	X	X	X	
Droit de la mer – *Sea Law*	X	X	X		X	X		
TNP - *NPT*	X	X	X	X		X	X	
Opinion Publique – *Public Opinion*		X	X			X		X

Addendum ^
" l'Essai de Synthèse des Travaux "
par M.E.H HUBERT
portant sur les congrès de 1986 ^ 1997
par Jean-Léo DAVID

Pour compléter le remarquable travail de M. HUBERT, J'ai tenté de classer selon les thèmes qu'il avait retenus, les présentations individuelles des 5 congrès qui ont suivi les 8 précédents qu'il avait étudiés.

La première difficulté rencontrée tient au concept même de classement : pour les besoins de la cause- et j'en sais quelque chose - les organisateurs de congrès disposent, en règle générale, de 5 demi - journées effectives de travail, ce qui amène, grosso modo, à faire coïncider demi-journée et thème d'un groupe de travail.

La deuxième difficulté, et, c'est à l'honneur des intervenants, tient au fait que même si les sujets ne sont pas forcement transversaux, beaucoup traitent de domaines connexes au sujet principal. Néanmoins, j'ai souhaité pour cet addendum, qui ne se veut que statistique, considérer qu'une présentation individuelle concernait un seul thème. C'est pourquoi, à mon corps défendant, j'ai été obliger de créer - ô sacrilège - un thème "divers" tant la complexité de certains sujets n'était pas réductible à un seul thèmes et de faire appaître d'autres thèmes comme "Sources radioactives",
"Protection de l'Environnement" et "Economie en développement".

Je dois ajouter qu'un thème n'a plus été aborde dans nos cinq derniers congrès, sauf de façon très allusive, à savoir "Droit de la mer" qui était présent ; a l'exception du Congrès de Palma de Mallorca, jusques et y compris au congrès de San Francisco en 1983.

Il va sans dire, mais je préfère le répéter, que la plupart des présentation abordent plusieurs thèmes et mes collègues présidents des groupes de travail en savent quelque chose lorsqu'on trouve à la frontière - si tant est qu'il y ait des frontières dans notre domaines - d'un thème relevant d'un autre groupe de travail.

On peut constater à la lecture du tableau que le thème "Responsabilité Civile Nucléaire et Assurance" est, et de loin, celui qui a donnée lieu au plus grand nombre de rapports, suivi à égalité par le thème "Déchets" et celui sur le "Commerce". Le thème "Radioprotection" vient ensuite quoique légére baisse depuis le Congrès de Rio.

Les thèmes "Autorisations", "Economies en Développement" apparu depuis BATH, "non-prolifération", "Source Radioactive" apparu au Congres de TOKYO, et enfin 3 "Opinion Publique" sont ensuite sensible à égalité.

Les trois derniers thèmes concernent la "Protection de l'Environnement " délaisse après les Congrès de BATH et de Rio, la "Sécurité" et enfin le "Déclassement" qui se retrouve plus souvent en sujet secondaire dans les présentations consacrées aux "Autorisations"

Addendum to "Draft Summary of the Work" by Mr. E. H. HUBERT *concerning the congresses from* 1989 *to* 1997 *by* Jean-Léo DAVID

To complement the remarkable work of Mr. HUBERT, I endeavoured to classify the individual presentations of the five congresses, which followed the eight previous ones he had studied, according to the themes he had chosen.

The first difficulty encountered was due to the very concept of the classification: because of their requirements - and I should know what I'm talking about - the organizers of the congress generally have five effective half-days of work, meaning that one half-day roughly corresponded to a working group theme.

The second difficulty, which is a compliment to the speakers, is due to the fact that although the topics are not necessarily transversal, many of them deal with fields that are connected to the main topic. Nevertheless, for this addendum, which is only intended to be statistical, I wanted to consider that an individual presentation concerned a single theme. For this reason, I was unwillingly obliged to create an "Other items" theme - what a sacrilege - because the complexity of the topics could not be reduced to a single theme and other themes could not be classified as "Radioactive sources", "Protection of the environment" or "Developing economies."

I should add than one theme was not tackled at our last five congresses, except in a very allusive way, namely "Sea law" which, with the exception of the Palma de Mallorca congress, was present up to and including the 1983 San Francisco Congress.

It goes without saying - but I prefer to repeat it - that most of the presentations tackled several themes and my colleagues, the working group chairmen, know something about this when they find themselves at the frontier - if there really are frontiers in our field - of a theme relevant to another working group.

When reading the table, it could be considered that the theme of "Nuclear liability" is by far the one which has led to the greatest number of reports, followed jointly by the theme of "Waste" and that of "Trade". The theme of "Radiation protection" comes afterwards, although it has lost a little ground since the Rio Congress.

The themes of "Licensing", "Developing economies", which appeared at Bath, "Non proliferation" and "Radioactive sources", which appeared at the Tokyo Congress and, finally, "Public opinion" then follow with roughly the same score.

The last three themes concerning "Protection of the environment", neglected after the Bath and Rio Congresses, "Safety" and, finally, "Decommissioning", most often represented a secondary subject in the presentations dedicated to "Licensing."

Annexe Addendum « Travaux des Congrès 1989-1997 »

Congrès -*Congresses* Sujets - *Topics*	1989 Tokyo	1991 Bath	1993 Rio	1995 Helsinki	1997 Tours
Autorisations – *Licensing*	—	2	5	1	2
Sécurité – *Safety*	—	2	1	1	—
Commerce – *Trade*	3	4	3	4	11
Déchets – *Waste*	8	5	3	6	5
Déclassement - *Decommissioning*	2	1	—	—	—
Radioprotection -	6	7	2	1	3
RCN et Assurances – *Nuclear Liability*	7	12	4	7	8
Droit de la Mer – *Sea Law*	—	—	—	—	—
TNP – *NPT*	1	—	2	4	1
Opinion Publique – *Public Opinion*	—	3	2	—	2
Sources	1	1	1	1	4
*Environmental Prot*ection Environnement	—	1	4	—	—
*Developing Eco*nomies en développement -	—	—	3	4	3
Divers – *Other Items*	1	3	2	3	2

Les Groupes de travail

Les groupes de travail ont été créés à l'instigation de Norbert Pelzer alors président désigné à l'issue du Congrès de San Francisco en 1983.

C'est le Conseil d'Administration du 15 mars 1984 qui a officiellement entériné la création de 5 groupes :

1. Autorisation et déclassement
2. Responsabilité civile nucléaire
3. Commerce nucléaire international
4. Radioprotection
5. Déchets nucléaires

Un sixième groupe sur les sources radioactives a été créé par le Conseil d'Administration du 24 octobre 1998.

Les règles de fonctionnement éditées dès l'origine ont été plusieurs fois améliorées et aujourd'hui plutôt que de recourir pendant les inter-sessions aux rapports d'étape prévus initialement, une réunion conjointe tenue après chaque Conseil d'Administration permet aux animateurs de ces groupes de travail de faire le point de l'avancement des travaux aux membres du Conseil.

Il est intéressant de noter le nombre de membres qui travaillent dans ces groupes et qui permet part aux deux ou trois réunions annuelles organisées par leurs responsables.

Group 1	20
Group 2	33
Group 3	43
Group 4	11
Group 5	32
Group 6	7

Près du quart des membres de l'AIDN prennent ainsi une part active aux travaux de l'association entre chaque congrès renforçant ainsi les liens unissant les différentes composantes de notre société savante.

Working Groups

The working groups were set up at the instigation of Norbert Pelzer who had been appointed Chairman at the end of the 1983 San Francisco Congress.

The Board of Directors meeting held on March 15, 1984, officially endorsed the creation of five groups:

1. Licensing and decommissioning
2. Nuclear liability
3. International nuclear trade
4. Radiation protection
5. Nuclear waste

A sixth group on radioactive sources was set up by the Board of Directors meeting held on October 24, 1998.

The operating rules originally laid down were improved several times and now, rather than referring to the stage report initially planned between inter-sessions, a joint meeting held after each meeting of the Board of Directors enables the working group leaders to make a progress report to the members of the Board.

It is interesting to note the number of members who work in these groups and also attend the two or three annual meetings organized by their authorities

Group 1	20
Group 2	33
Group 3	43
Group 4	11
Group 5	32
Group 6	7

As such, nearly a quarter of the members of the INLA take an active part in the work of the association between each congress, thus reinforcing the links which bind the different components of our learned society.

Liste des Présidents des Groupes de travail
List of Working Groups Chairpersons

Année	Groupe de travail 1	Groupe de travail 2	Groupe de travail 3	Groupe de travail 4	Groupe de travail 5	Groupe de travail 6
	Licensing and Decommissioning Autorisation et Déclassement	*Nuclear Liability* Responsabilité Civile Nucléaire	*International Nuclear Trade* Commerce Nucléaire International	*Radiation Protection* Radioprotection	*Nuclear Waste* Déchets Nucléaires	*Radioisotopes* Sources
1985	Mr WAGNER	Mr. CUNNINGHAM	Mr. ZALDIVAR	Mr. CORNELIS		
1986	Mr. WAGNER	Mr. CUNNINGHAM	M. VIROLE	Mr. CORNELIS		
1987	Mr. WAGNER	Mr. CUNNINGHAM	M. VIROLE	Mr CORNELIS	M. HUBERT	
1988	Mr. WAGNER	Mr. CUNNINGHAM	M. DAVID		M. HUBERT	
1989	Mr. WAGNER	Mr. CUNNINGHAM	M.DAVID	M. NOCERA	M. HUBERT	
1990			M. DAVID	M. NOCERA	M. HUBERT	
1991	Mr. NOBBE	Mr. Mc MURPHY	M. DAVID	M. NOCERA		
1992	Mr. NOBBE		Mme de CORMIS	M. NOCERA		
1993	Mr. SCHATTKE	Mr. CHABOT	Mme de CORMIS	M. NOCERA	Mr. TOURTELOTTE	
1994	Mr. SCHATTKE	Mr. CHABOT	Mme de CORMIS	M. NOCERA	M. TOURTELOTTE	
1995	Mr. SCHATTKE	M. GOMEZ DEL CAMPO	Mme de CORMIS	M. NOCERA	Mr. TOURTELOTTE	
1996	Mr. SCHATTKE	M. GOMEZ DEL CAMPO	Mme de CORMIS	M. NOCERA	Mr. TOURTELOTTE	
1997	Mr. SCHATTKE	M. GOMEZ DEL CAMPO	Mme de CORMIS	M. NOCERA	M. MATTHIJS	M. DEPRIMOZ
1998	Mr. SCHATTKE	M. GOMEZ DEL CAMPO	Mme de CORMIS	M. NOCERA	M. MATTHIJS	MM. DEPRIMOZ et
1999	Mr. SCHATTKE	M. GOMEZ DEL CAMPO	Mme de CORMIS	M. NOCERA	M. MATTHIJS	VEUCHELEN

Last news

الوكالة الدولية للطاقة الذرية
国际原子能机构
INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
МЕЖДУНАРОДНОЕ АГЕНТСТВО ПО АТОМНОЙ ЭНЕРГИИ
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGIA ATOMICA

WAGRAMER STRASSE 5, P.O. BOX 100, A-1400 VIENNA, AUSTRIA
TELEPHONE: (+43 1) 2600, FACSIMILE: (+43 1) 26007, TELEX: 112645 ATO, E-MAIL: Official.Mail@iaea.org, INTERNET: http://www.iaea.org

IN REPLY PLEASE REFER TO:
PRIERE DE RAPPELER LA REFERENCE:

A1.22.43 Circ.

DIAL DIRECTLY TO EXTENSION:
COMPOSER DIRECTEMENT LE NUMERO DE POSTE:

le 28 juin 1999

Monsieur,

J'ai l'honneur d'inviter votre organisation à se faire représenter par un observateur à la quarante-troisième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui se tiendra à Vienne, à l'Austria Center, et qui s'ouvrira le lundi 27 septembre 1999, à 10 heures. Vous trouverez ci-joint un exemplaire de l'ordre du jour provisoire annoté (GC(43)/1).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir dès que possible si vous avez l'intention d'envoyer un observateur. Dans l'affirmative, je vous saurais gré également de me communiquer le nom de votre observateur, ainsi que celui des suppléants éventuels.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, les assurances de ma très haute considération.

Mohamed ElBaradei
Directeur général

Pièce jointe

From: I.Worell@iaea.org <I.Worell@iaea.org>
To: aidn.inla@skynet.be <aidn.inla@skynet.be>
Date: vendredi 11 juin 1999 13:51

Dear Mr. Verbraeken,

I am pleased to inform you that the Agency's Board of Governors has approved your organization's application to be admitted as an observer to the regular session of the Agency's General Conference. An invitation will be sent in due course.

Yours sincerely,

Odette Jankowitsch
Head, Nuclear Technologies, Interagency Affairs
and General Policy Co-ordination Section
1999-06-11

Sommaire

Préface 3

Avant-propos 5

I - Les origines de l'AIDN 7
Les toutes premières idées... 19
Les premières interrogations 21
"Le tour de chauffe" 25
Les premières brouilles 36
Le décollage 52

II - Textes Juridiques 57

III - Statuts au 1er Juillet 1999 75
Conseils d'Administration 92

IV - Les congrès de l'AIDN 95
Karlsruhe 96
Aix-en-Provence 109
Florence 113
Buenos Aires 119
Palma de Mallorca 127
San Fransisco 135
Constance 143
Tokyo 159
Anvers 173
Bath 185
Rio-de-Janeiro 197
Helsinki 209
Tours 227

V - Les Travaux de l'AIDN 241
Essai de synthèse 242
Addendum "Essai de Synthese des Travaux" 270
Les Groupes de travail 273

Last News 276

Table of contents

Foreword 3

Foreword 5

I - INLA's origins 7
The very first ideas... 19
The first questions 21
"The warm up" 25
The first discords 36
The take off 52

II - Textes juridiques 57

III - Statutes on the 1st July 1999 75
INLA Boards 92

IV - INLA Conferences 95
Karlsruhe 96
Aix-en-Provence 109
Florence 113
Buenos Aires 119
Palma de Mallorca 127
San Fransisco 135
Constance 143
Tokyo 159
Anvers 173
Bath 185
Rio-de-Janeiro 197
Helsinki 209
Tours 227

V - Workings of INLA 241
Draft Summary 256
Addendum to "Draft Summary of the work" 271
Working Groups 274

Last News 276

ISBN : 2 - 9514542 - 0 - 1